

◊ J.-C. Diry ◊ M.-M. Piroche
◊ A. Bétourné ◊ S. Charreau ◊ E. Fornoni
◊ S. Lhote ◊ C. Scarselli

NOUVEAU
PROGRAMME

BAC 2^{de}
PRO 1^{re} T^{le}

ÉCONOMIE DROIT

TOME UNIQUE

**4 entraînements
vers le bac**

CORRIGÉ

collection
Ressources+

foucherconnect.fr

Dans ce manuel, des ressources
en accès direct pour tous


FOUCHER

ÉCONOMIE DROIT

**NOUVEAU
PROGRAMME**

CORRIGÉ

collection
Ressources+

- ▶ **Jean-Charles Diry**, inspecteur d'académie, inspecteur pédagogique régional économie et gestion, académie de Lyon
- ▶ **Marie-Madeleine Piroche**, inspectrice honoraire de l'éducation nationale économie et gestion, académie de Nice

- ▶ **Annie Bétourné**, professeure d'économie-gestion, académie de Nice
- ▶ **Sylvie Charreau**, professeure d'économie-gestion, académie de Dijon
- ▶ **Estelle Fornoni**, professeure d'économie-gestion, académie de Clermont-Ferrand
- ▶ **Sandrine Lhote**, professeure agrégée d'économie-gestion, académie de Dijon
- ▶ **Cyril Scarselli**, professeur d'économie-gestion, académie de Nice

RESSOURCES NUMÉRIQUES

foucherconnect.fr

GRATUIT !

Accessible SANS INSCRIPTION.

EN LIGNE sur www.foucherconnect.fr

► Des pictogrammes indiquent au fil des pages les liens vers les ressources en ligne.

Exemple :

**#QCM
interactif**



foucherconnect.fr / 19ed005

J'accède à la ressource via la plateforme
www.foucherconnect.fr



J'enregistre cette page dans mes favoris
pour mes prochaines visites.

Je saisis le code de la ressource indiqué dans le pictogramme.

► Des flashcodes vous permettent aussi d'accéder à certaines ressources avec un smartphone ou une tablette.

Conception

Primo & Primo

Composition et infographies

STDI

Illustrations

Benôit Springer

Lecture-correction

Fabienne Colas-Dobelli

ISBN 978-2-216-15771-6

Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages publiées dans le présent ouvrage, faite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français du Droit de copie (20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris), est illicite et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective, et, d'autre part, les analyses et courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (loi du 1^{er} juillet 1992 - art. 40 et 41 et Code pénal - art. 425).

© Foucher, une marque des Éditions Hatier - Paris 2020



« Le photocopillage, c'est l'usage abusif et collectif de la photocopie sans autorisation des auteurs et des éditeurs. Largement répandu dans les établissements d'enseignement, le photocopillage menace l'avenir du livre, car il met en danger son équilibre économique. Il prive les auteurs d'une juste rémunération. En dehors de l'usage privé du copiste, toute reproduction totale ou partielle de cet ouvrage est interdite. »

Ressources numériques

► 34 vidéos d'ouverture !

Vidéo +



foucherconnect.fr/19ed003

► Liens et fiches d'identité des entreprises étudiées dans les pages de présentation de Module.

► 34 synthèses pour réviser !

Synthèse



► 34 QCM interactifs pour s'entraîner !

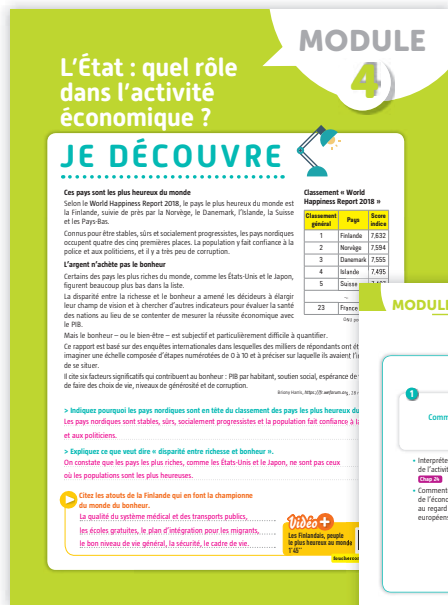
#QCM interactif



foucherconnect.fr/19ed005

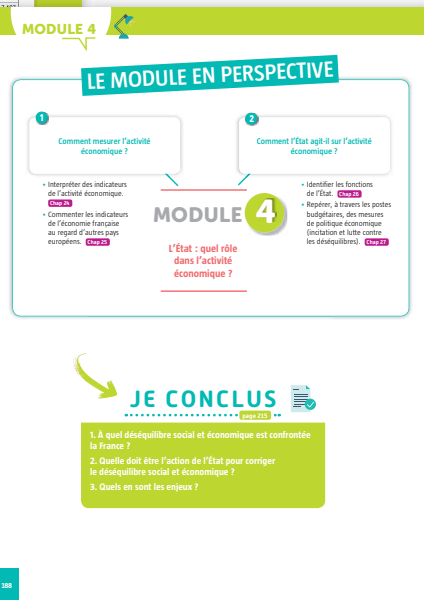
1. Le rôle des principaux agents économiques	15	16
2. Les échanges entre les agents économiques	21	22
3. Les différents types de marchés	27	28
4. Les fonctions et caractères du droit	35	36
5. Les sources du droit et la hiérarchie des normes	41	42
6. Le cadre juridique de l'activité économique et sociale	47	48
7. Les parties et l'objet d'un contrat	55	56
8. Les droits et les obligations de chacune des parties au contrat	61	62
9. La responsabilité civile contractuelle	67	68
10. Les principaux postes budgétaires des ménages	79	80
11. L'évolution de la consommation des ménages	85	86
12. Les différentes formes d'épargne	91	92
13. L'influence du développement durable sur les choix de consommation	99	100
14. L'influence du numérique dans l'évolution des modes de consommation	105	106
15. Les droits et les obligations du vendeur et du consommateur	113	114
16. Les enjeux de la protection des données personnelles	119	120
17. Les facteurs de production	137	138
18. Le choix d'une combinaison productive	143	144
19. Le recours à l'externalisation	149	150
20. La dimension sociale et environnementale de la performance	157	158
21. La démarche RSE de l'entreprise	163	164
22. Le numérique source de création de valeur	169	170
23. L'impact du numérique sur les choix de l'organisation productive	175	176
24. Les indicateurs de l'activité économique	193	194
25. Les indicateurs de l'économie française au regard d'autres pays européens	199	200
26. Les fonctions de l'État	205	206
27. La politique économique de l'État	211	212
28. Les modalités du travail engendrées par le développement du numérique	229	230
29. Les conséquences de l'évolution des modalités de travail	235	236
30. Les contrats de travail et de prestation de services	241	242
31. Les différents types de contrats de travail	247	248
32. Les statuts de salarié et d'indépendant	253	254
33. Les enjeux de la formation tout au long de la vie	259	260
34. Les modalités de formation	265	266

Nouveau programme, nouveau Ressources + en Économie Droit !

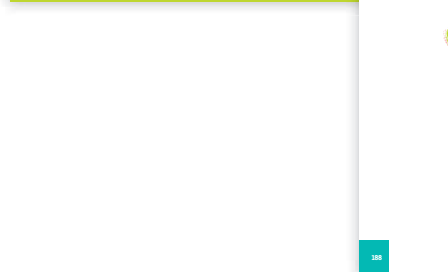


Pour présenter les questions et la **problématique** posée dans chaque **module**, les **capacités** sont introduites par 2 pages d'ouverture :

- La découverte du module grâce à un **cas pratique** réel !
- Une analyse simple et rapide à partir de supports textes, graphiques chiffrés et vidéos.

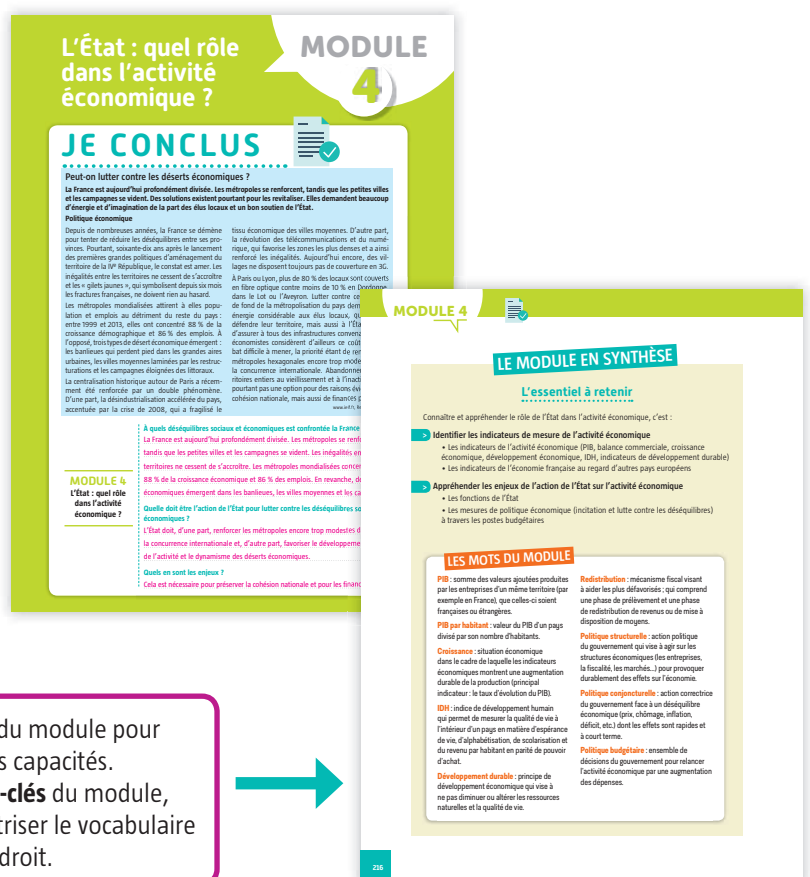


Une carte mentale pour faire le lien entre votre ouvrage et le programme.



Pour conclure, 2 pages de clôture de module :

- Répondez aux questions sur le **cas d'entreprise** vu en introduction.
- Vous avez maintenant toutes les clés en main pour analyser la situation !



- La **synthèse** globale du module pour maîtriser l'ensemble des capacités.
- Un **lexique des mots-clés** du module, indispensable pour maîtriser le vocabulaire d'économie comme de droit.

Des chapitres complets

Les fonctions et caractères du droit

4

SITUATION

Thomas et Roman, élèves au lycée Langevin, se retrouvent pendant la récréation dans la cour du lycée. Ils ont prévu de passer le prochain week-end à la montagne avec d'autres amis.

1 Précisez l'infraction commise par le sœur de Thomas. Elle a conduit en état d'ivresse (0,04 g d'alcool par litre de sang).

2 Indiquez la nature de la sanction infligée. Elle a été sanctionnée par un retrait de permis de 4 mois, par une amende de 2000 € et par l'obligation d'effectuer un stage de sensibilisation à la sécurité routière.

3 Indiquez l'infraction commise par le sœur de Thomas. Elle a conduit en état d'ivresse (0,04 g d'alcool par litre de sang).

4 Indiquez la nature de la sanction infligée. Elle a été sanctionnée par un retrait de permis de 4 mois, par une amende de 2000 € et par l'obligation d'effectuer un stage de sensibilisation à la sécurité routière.

5 Indiquez l'infraction commise par le sœur de Thomas. Elle a conduit en état d'ivresse (0,04 g d'alcool par litre de sang).

6 Indiquez la nature de la sanction infligée. Elle a été sanctionnée par un retrait de permis de 4 mois, par une amende de 2000 € et par l'obligation d'effectuer un stage de sensibilisation à la sécurité routière.

7 Indiquez l'infraction commise par le sœur de Thomas. Elle a conduit en état d'ivresse (0,04 g d'alcool par litre de sang).

8 Indiquez la nature de la sanction infligée. Elle a été sanctionnée par un retrait de permis de 4 mois, par une amende de 2000 € et par l'obligation d'effectuer un stage de sensibilisation à la sécurité routière.

9 Indiquez l'infraction commise par le sœur de Thomas. Elle a conduit en état d'ivresse (0,04 g d'alcool par litre de sang).

10 Indiquez la nature de la sanction infligée. Elle a été sanctionnée par un retrait de permis de 4 mois, par une amende de 2000 € et par l'obligation d'effectuer un stage de sensibilisation à la sécurité routière.

L'objet du droit

1 La philosophie et l'esprit des lois du jeu

Le jeu est un sport le plus populaire en France. Il se joue dans les parcs et à tous les niveaux. Les lois du jeu sont donc très importantes. Elles définissent les règles du jeu et les sanctions en cas de non-respect de ces règles.

2 Baisse de la vitesse maximale autorisée de 90 à 80 km/h

Le 1er juillet 2018, la vitesse maximale autorisée sur les routes à double sens a été abaissée de 90 à 80 km/h. Cette mesure vise à améliorer la sécurité routière.

3 Les finalités du droit

Le droit a pour but de protéger les libertés individuelles et de garantir l'équité sociale. Il définit les règles de conduite pour les citoyens et les sanctions en cas de non-respect de ces règles.

4 Les principes de la responsabilité civile

La responsabilité civile est la responsabilité d'un individu ou d'une entité pour les dommages causés à autrui. Elle est fondée sur le principe de la faute.

➤ Vos pages d'activités claires et efficaces.

➤ Une situation d'ouverture en lien avec la vie quotidienne et le monde professionnel en mutation.

➤ Une ouverture en vidéo.

Des pages pour s'entraîner

Les échanges entre les agents économiques

Synthèse

1 Les biens et les services échangés

Les biens et les services sont échangés entre les agents économiques. Les biens matériels (ex : une table) et les biens immatériels (ex : un service) sont échangés.

2 Les flux réels et monétaires

Les flux réels (ou physiques) sont les mouvements de biens ou de services entre les agents économiques (ex : vente de marchandises). Les flux monétaires (ou financiers) sont les mouvements d'argent entre les agents économiques (ex : paiement d'une facture).

3 Le circuit économique

Le circuit économique permet de décrire, au moyen des flux, les relations essentielles entre les différents agents. Il comprend les ménages, les entreprises, les administrations publiques et le reste du monde.

➤ Une **synthèse** indispensable, rapide à retenir.

➤ En **complément numérique**, sa version **rédigée** ainsi que sa version **mp3** pour répondre à toutes les formes de mémorisation.

À vous de jouer!

1 Testez vos connaissances

2 Mots croisés

Complétez la grille à l'aide des définitions.

3 La production marchande en chiffres

Indicateurs	2016 (en milliards d'euros)	2017 (en milliards d'euros)
Produit intérieur brut	2 715,9	2 781,5
Produit brut	2 715,9	2 781,5
Produit net	2 715,9	2 781,5
Produit brut à valeur ajoutée	2 715,9	2 781,5
Produit net à valeur ajoutée	2 715,9	2 781,5

➤ Une page « À vous de jouer » pour des **révisions ludiques**.

➤ Une application pour bien rédiger ou apprendre l'**analyse chiffrée** et s'entraîner dès la 2^{de}.

Méthode 1

Identifier un document

1 Les ménages

Dans les enquêtes auprès des ménages réalisées par l'Insee, les ménages sont définis comme un ensemble de personnes habitant sous le même toit et partageant des ressources communes.

2 Les entreprises selon le secteur d'activité en 2017

Secteur	Nombre d'entreprises	Chiffre d'affaires (en milliards d'euros)
Industrie	198,8	3 101,2
Construction	364,7	1 308,3
Commerce	500,3	2 601,4
Services	345,9	1 705,4
Services marchands	1 162,7	3 884,8
Ensemble	2 290,7	12 601,1

3 Taux d'équipement des ménages en tablettes (en %)

Année	Taux d'équipement (%)
2011	4
2012	9
2013	17
2014	28
2015	35
2016	40
2017	44
2018	41

➤ **Entraînements** accompagnés pour préparer l'épreuve du BAC.

➤ Des documents en lien avec les grandes questions du programme, à analyser.

VERS LE BAC 1

Les dangers de la contrefaçon

1 Vous effectuez une période de formation en milieu professionnel au sein du service achat du magasin Joli Club. Lors de votre formation, vous devez acheter des produits pour le magasin. Vous devez donc vous renseigner sur la contrefaçon et ses conséquences.

2 Vous avez à votre disposition un dossier documentaire :

Document 1 : Qu'est-ce que la contrefaçon ?

Document 2 : Que risque-t-on de rencontrer à l'achat d'un produit contrefait ?

Document 3 : Les effets de la contrefaçon

Document 4 : Les conséquences de la contrefaçon

Première partie : Exploitation des documents

Deuxième partie : Rédaction de l'étude

Pourquoi et comment lutter contre la contrefaçon ?

À l'aide de vos connaissances, du dossier documentaire et de votre expérience, vous rédigerez une étude structurée (introduction, plan en deux parties, conclusion) et argumentée de deux pages maximum vous permettant de répondre à cette problématique. Vous conclurez par un avis personnel justifié.

Cette étude répondra au plan suivant :

- « Identifier les caractéristiques de la contrefaçon et les moyens mis en œuvre pour y remédier »
- « Analyser les conséquences économiques de la contrefaçon pour les entreprises et pour l'économie en général et les dangers pour les consommateurs »

Étudiez et présentez en **annexe 2**.

➤ **10 fiches méthode** pour commencer à préparer les futures épreuves.

➤ Les bases pour devenir un **professionnel formé** et un **citoyen éclairé** !

Sommaire

MODULE

1

À la découverte de l'environnement économique et de son cadre juridique

JE DÉCOUVRE	9
LE MODULE EN PERSPECTIVE	10
Quelles relations les agents économiques entretiennent-ils entre eux ?	
1. Le rôle des principaux agents économiques	11
2. Les échanges entre les agents économiques	17
3. Les différents types de marchés	23
Méthode 1. Identifier un document	29
Méthode 2. Comprendre un texte économique	30
Dans quel cadre juridique les acteurs inscrivent-ils leur activité ?	
4. Les fonctions et caractères du droit	31
5. Les sources du droit et la hiérarchie des normes	37
6. Le cadre juridique de l'activité économique et sociale	43
Méthode 3. Comprendre un texte juridique	49
Méthode 4. Comprendre des consignes	50
Comment les agents formalisent-ils leurs relations ?	
7. Les parties et l'objet d'un contrat	51
8. Les droits et les obligations de chacune des parties au contrat	57
9. La responsabilité civile contractuelle	63
Méthode 5. Reformuler des idées-clés	69
Méthode 6. Lire et comprendre un tableau avec des données chiffrées	70
JE CONCLUS	71
LE MODULE EN SYNTHÈSE	72

MODULE

2

La consommation : quels choix pour les ménages ?

JE DÉCOUVRE	73
LE MODULE EN PERSPECTIVE	74
Quelles sont les principales tendances de consommation des ménages ?	
10. Les principaux postes budgétaires des ménages	75
11. L'évolution de la consommation des ménages	81
12. Les différentes formes d'épargne	87
Méthode 7. Identifier les différents types de graphiques	93
Méthode 8. Lire et comprendre un graphique	94
Comment évoluent les modes de consommation ?	
13. L'influence du développement durable sur les choix de consommation	95
14. L'influence du numérique dans l'évolution des modes de consommation	101

Méthode 9. Analyser et interpréter un contrat	107
Méthode 10. Calculer et interpréter des pourcentages, des proportions	108
Comment protéger le consommateur dans son acte d'achat ?	
15. Les droits et les obligations du vendeur et du consommateur	109
16. Les enjeux de la protection des données personnelles	115
Méthode 11. Construire un plan.....	121
Méthode 12. Rédiger une introduction.....	122
JE CONCLUS	123
LE MODULE EN SYNTHÈSE	124
Vers le bac 1 – Les dangers de la contrefaçon	125

MODULE 3 La production : quelles évolutions ?

JE DÉCOUVRE	131
LE MODULE EN PERSPECTIVE	132

Quels sont les choix de l'entreprise en matière de production ?

17. Les facteurs de production	133
18. Le choix d'une combinaison productive.....	139
19. Le recours à l'externalisation	145
Méthode 13. Rédiger un paragraphe argumentaire	151
Méthode 14. Rédiger une conclusion	152

Pourquoi l'entreprise doit-elle dépasser la seule performance économique ?

20. La dimension sociale et environnementale de la performance	153
21. La démarche RSE de l'entreprise	159

Comment le numérique influe-t-il sur la production d'une entreprise ?

22. Le numérique source de création de valeur	165
23. L'impact du numérique sur les choix de l'organisation productive	171
Méthode 15. Rédiger un sujet d'étude	177
Méthode 16. Effectuer une recherche sur Internet	178

JE CONCLUS	179
LE MODULE EN SYNTHÈSE	180
Vers le bac 2 – Risques et responsabilités de l'employeur	181

MODULE 4 L'État : quel rôle dans l'activité économique ?

JE DÉCOUVRE	187
LE MODULE EN PERSPECTIVE	188

Comment mesurer l'activité économique ?

24. Les indicateurs de l'activité économique.....	189
25. Les indicateurs de l'économie française au regard d'autres pays européens	195

Comment l'État agit-il sur l'activité économique ?

26. Les fonctions de l'État.....	201
27. La politique économique de l'État.....	207
Méthode 17. Apprécier la fiabilité des informations issues d'Internet.....	213
Méthode 18. Exploiter une vidéo	214
JE CONCLUS	215
LE MODULE EN SYNTHÈSE	216
Vers le bac 3 – Croissance économique et inégalités.....	217

Le travail : quelles mutations ?

JE DÉCOUVRE	223
LE MODULE EN PERSPECTIVE	224

Comment le numérique transforme-t-il les modalités du travail ?

28. Les modalités du travail engendrées par le développement du numérique.....	225
29. Les conséquences de l'évolution des modalités de travail.....	231

Quels statuts possibles pour une relation de travail ?

30. Les contrats de travail et de prestation de services	237
31. Les différents types de contrats de travail.....	243
32. Les statuts de salarié et d'indépendant.....	249

Pourquoi se former tout au long de la vie ?

33. Les enjeux de la formation tout au long de la vie	255
34. Les modalités de formation	261
Méthode 19. Exploiter les données d'un graphique	267
Méthode 20. Analyser une situation juridique	268

JE CONCLUS	269
LE MODULE EN SYNTHÈSE	270

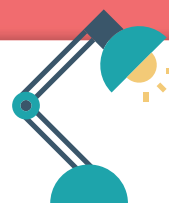
Vers le bac 4 – Le travail intérimaire.....	271
--	-----

LEXIQUE	277
---------------	-----

À la découverte de l'environnement économique et de son cadre juridique

MODULE 1

JE DÉCOUVRE



Chez Decathlon, c'est au travers des relations avec nos parties prenantes que nous développons nos connaissances, que nous transformons l'entreprise et que nous réalisons nos ambitions. Trois d'entre elles sont particulièrement essentielles à notre succès :

Nos coéquipiers, tout d'abord. Notre management se veut bienveillant, fondé sur la responsabilité et le développement des compétences. [...] Nos relations sont directes, sans artifice. De plus, nos coéquipiers sont les premiers ambassadeurs de notre entreprise et de nos produits.

Nos utilisateurs, ensuite. Dès la conception des produits, leur satisfaction est centrale dans nos préoccupations. Avec nos produits Decathlon, nous répondons à leurs besoins, dans toute leur diversité.

Nos fournisseurs, enfin. Nous les considérons comme des partenaires, les accompagnons dans leur développement et les amenons à respecter nos exigences.

EN CHIFFRES

Decathlon présent dans **51** pays



69

entrepôts et plateformes logistiques dans le monde



7,9 kg

éq.CO₂ par produit vendu (- 2,5 % depuis 2016)



85

sports signés



65 %

de sportifs enchantés par l'usage des produits Decathlon



275 millions

d'utilisateurs sportifs touchés par les produits Decathlon



<http://developpement-durable.decathlon.com>

> Précisez l'activité de l'entreprise Decathlon.

Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé.

> Identifiez ses principaux partenaires.

Le personnel de l'entreprise (coéquipiers), les clients (utilisateurs) et les fournisseurs.



Expliquez comment Decathlon s'engage dans une démarche de développement durable.

Decathlon implique l'ensemble de ses partenaires (coéquipiers, fournisseurs, clients) dans une démarche visant à préserver la planète et ses habitants (sécurité des personnes, conditions de travail, utilisation de produits non toxiques, enjeux environnementaux...).

Fiche d'identité de l'entreprise
foucherconnect.fr

19ed001



Vidéo +

Le Geste - Film Decathlon Développement durable 2'16"



foucherconnect.fr 19ed002



LE MODULE EN PERSPECTIVE

1

Quelles relations les agents économiques entretiennent-ils entre eux ?

- Repérer le rôle des principaux agents économiques. **Chap 1**
- Identifier les échanges entre les différents agents économiques. **Chap 2**
- Repérer les différents marchés. **Chap 3**

2

Dans quel cadre juridique les acteurs inscrivent-ils leur activité ?

- Identifier les fonctions du droit et connaître l'organisation des juridictions. **Chap 4**
- Situer un texte dans la hiérarchie des normes. **Chap 5**
- Identifier la source de droit applicable dans une situation donnée. **Chap 6**

MODULE 1

À la découverte de l'environnement économique et de son cadre juridique

3

Comment les agents formalisent-ils leurs relations ?

- Identifier les parties et l'objet d'un contrat. **Chap 7**
- Décrire les droits et obligations de chacune des parties au contrat. **Chap 8**
- Reconnaître les conditions de mise en œuvre de la responsabilité civile contractuelle. **Chap 9**



JE CONCLUS



page 71

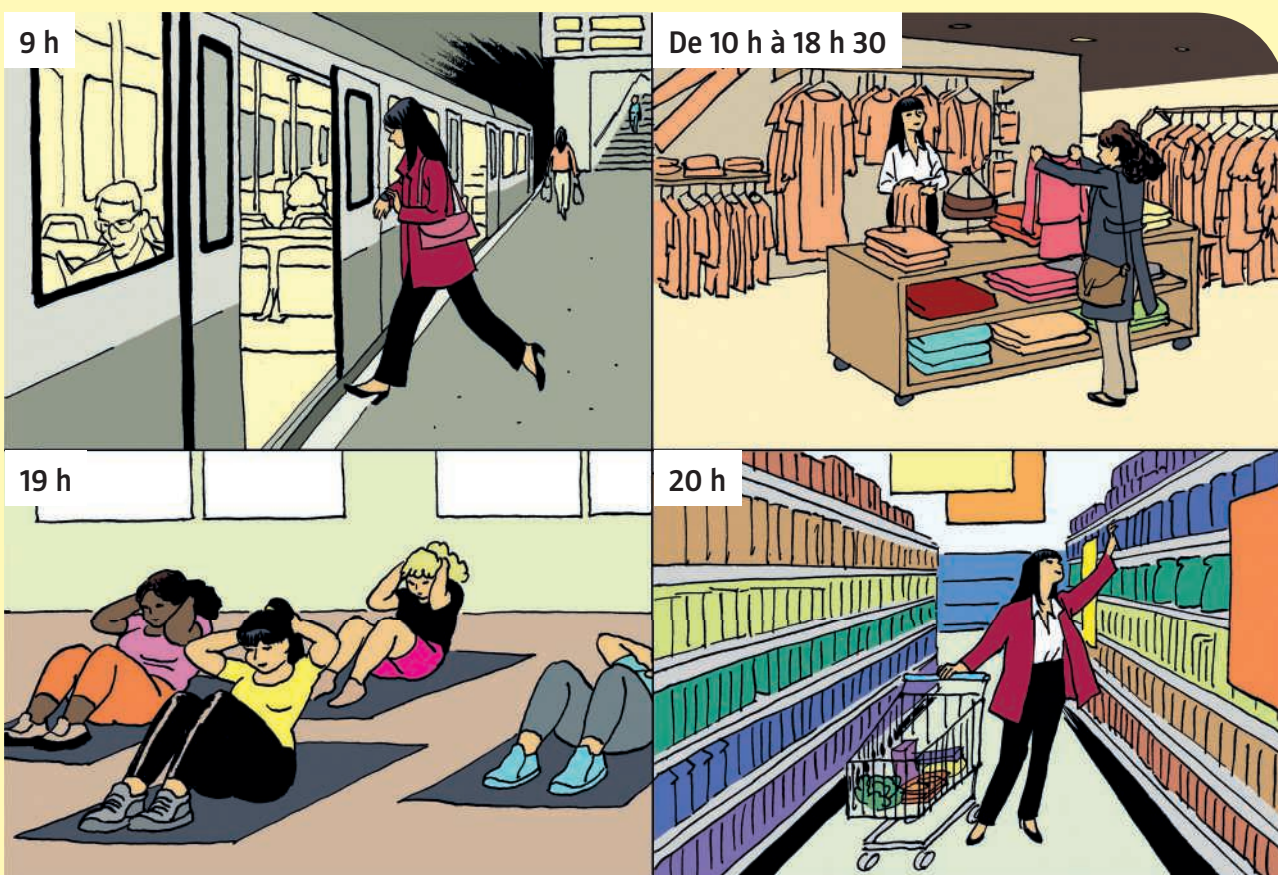
1. Citez les moyens mis en œuvre par Decathlon pour développer les relations avec ses partenaires.
2. Précisez le cadre réglementaire de l'activité.
3. Indiquez la démarche dans laquelle l'entreprise inscrit son action commerciale.

Le rôle des principaux agents économiques

CAPACITÉ Repérer le rôle des principaux agents économiques

SITUATION

Voici une journée bien remplie pour Alice, gérante d'une boutique de prêt-à-porter. Au cours de celle-ci, elle entre en relation avec d'autres agents économiques, à titre professionnel ou privé.



1 Expliquez pourquoi Alice est un agent économique participant activement à la vie économique.
Elle utilise les transports en commun, travaille dans une boutique, fréquente une salle de sport, fait ses courses dans un supermarché.

2 Listez les besoins correspondant aux activités d'Alice.
Se déplacer, percevoir un revenu, s'entretenir physiquement, s'alimenter.

Vidéo +

La conciergerie d'entreprise havraise en plein boom 2'09"



foucherconnect.fr/19ed003

Précisez l'intérêt d'une conciergerie d'entreprise pour les salariés.
Les services rendus (pressing, réparation, réservation, courses...) améliorent la qualité de vie des salariés (gain de temps, confort...) et les fidélisent à l'entreprise.

DOC 1 Les besoins humains

Tous les êtres humains ont des besoins qui correspondent à un sentiment de manque ou de privation, accompagné du désir de le voir disparaître :

- des **besoins physiologiques** ou **primaires**, vitaux et indispensables à l'existence : nourriture, logement, habillement, santé...
- des **besoins secondaires** ou de **civilisation** qui apparaissent après les besoins primaires : éducation, loisirs, sécurité, estime, accomplissement personnel...

1 Identifiez les actes de la vie courante et indiquez à quel type de besoin ils correspondent.

			
Besoin primaire > dormir	Besoin secondaire > faire du sport	Besoin primaire > se soigner	Besoin secondaire > se distraire

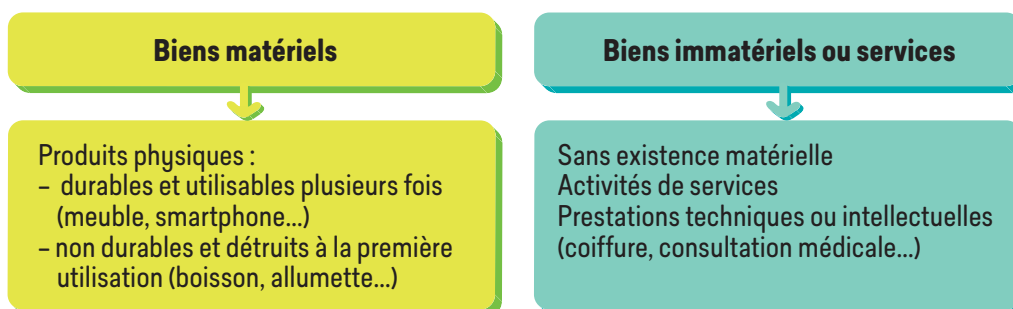
2 Expliquez ce qui distingue le besoin de manger de celui de voyager.

Manger est un besoin physiologique nécessaire à la survie (besoin primaire). Voyager résulte d'un mode de vie et n'est pas ressenti comme un besoin vital (besoin secondaire).

DOC 2 Les biens économiques

Les biens permettent de satisfaire les besoins humains. Les *biens naturels ou libres* se trouvent dans la nature, en quantité limitée (ex. : eau, air...). Les *biens publics* sont accessibles à tous et leur consommation par un individu ne prive pas les autres de les consommer de la même manière (ex. : éclairage public, émission télévisée...).

Les *biens économiques*, nés de l'activité humaine et transformés tout au long du processus de production (véhicule, ordinateur...) peuvent être classés en deux catégories :



Les **services** peuvent être **marchands**, c'est-à-dire payants (ex. : coupe de cheveux, place de cinéma) ou **non marchands** et fournis gratuitement ou à faible tarif (ex. : bus scolaire, gymnase).

3 Caractérisez, à l'aide d'une croix, la nature des activités ci-dessous.

Activités	Consommation de biens matériels		Consommation de services
	Durables	Non durables	
Manger une glace		×	
Prendre le bus			×
Suivre un cours de danse			×
Acheter un scooter	×		







DOC 3 Les agents économiques et leurs opérations

Tous les individus participent à la vie économique et sont considérés comme des agents économiques.

Un **agent économique** est une personne agissant de manière isolée (ex. : un célibataire, un ménage*) ou un groupe de personnes (ex. : une entreprise, une banque) qui prend des décisions et réalise des actes économiques.

Les agents économiques sont en relation avec d'autres agents économiques. L'*activité économique* permet de satisfaire les besoins des hommes vivant en société à travers des opérations de **production**, de **distribution** ou de **consommation** de biens ou de services.

* Personnes vivant sous un même toit sans qu'elles soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être composé d'une seule personne.

	L'entreprise SBF fabrique et commercialise des vélos électriques.
	Loïc, étudiant, se rend au restaurant du Port.
	La famille Joly achète des livres à la Fnac.
	La Banque populaire verse une prime exceptionnelle de fin d'année à ses salariés.
	Jihane est coiffeuse à domicile.
	La Caisse d'allocations familiales verse des allocations aux familles.

4 Identifiez les différents agents économiques et répartissez-les en deux catégories :

– personnes agissant à titre personnel : Loïc, étudiant ; la famille Joly ; Jihane, coiffeuse à domicile.

– groupe de personnes : Entreprise SBF, Banque populaire, Caisse d'allocations familiales.

5 Précisez l'acte économique effectué par chacun des agents économiques et déterminez la nature de l'opération réalisée.

Agent économique	Acte économique	Nature de l'opération réalisée		
		Production	Distribution	Consommation
Entreprise SBF	Fabrication de vélos électriques	x		
Loïc, étudiant	Repas au restaurant du Port			x
Famille Joly	Achat de livres à la Fnac			x
Banque populaire	Versement d'une prime de fin d'année		x	
Jihane	Coiffure des clients	x		
Caisse d'allocations familiales	Versement de prestations aux familles		x	

DOC 4 La fonction principale d'un agent économique

Un agent économique peut avoir plusieurs fonctions, par exemple : produire, consommer, épargner.

Dans un souci de simplification, la comptabilité nationale regroupe les agents économiques en secteurs institutionnels *selon leur activité principale* :

- les ménages : consommation de biens et services ;
- les entreprises : production de biens et services ;
- les administrations publiques : mise à disposition de services non marchands ;
- les institutions financières : production de services financiers ;
- le reste du monde : échanges commerciaux (importations, exportations).

Ainsi, la société Volemax qui fabrique des volets électriques est répertoriée dans la catégorie des entreprises.

Pour produire, elle s'approvisionne auprès de **fournisseurs** résidant en France et à l'étranger.

Elle vient d'expédier une commande importante aux **Établissements Gregorio** basés à Rome.

Manon, assistante administrative, est chargée des relations avec la **Banque postale** et la **Caisse d'Épargne**.

Rachid, comptable, prépare la paie, règle les cotisations à la **Sécurité sociale** et les impôts au **Trésor public**.

Les principales ressources des entreprises proviennent du produit des ventes réalisées.



6 Surlignez dans le document les agents économiques en relation avec l'entreprise Volemax.

7 Identifiez les partenaires de la société Volemax et indiquez leur fonction principale.

Partenaires	Catégorie d'agent économique	Fonction principale	Ressources principales
Fournisseurs français	Entreprises	Produire des biens et des services marchands	Produit des ventes
Manon Rachid	Ménages	Consommer des biens et des services	Salaires, revenus du patrimoine, allocations
Sécurité sociale Trésor public	Administrations publiques	Fournir des services non marchands	Prélèvements obligatoires (impôts, taxes, cotisations sociales)
Banque postale Caisse d'Épargne	Institutions financières	Financer l'activité économique et proposer des services financiers	Intérêts des crédits accordés, épargne collectée
Fournisseurs étrangers Établissements Gregorio	Reste du monde	Échanger avec les agents économiques nationaux	Paiement des biens et services échangés



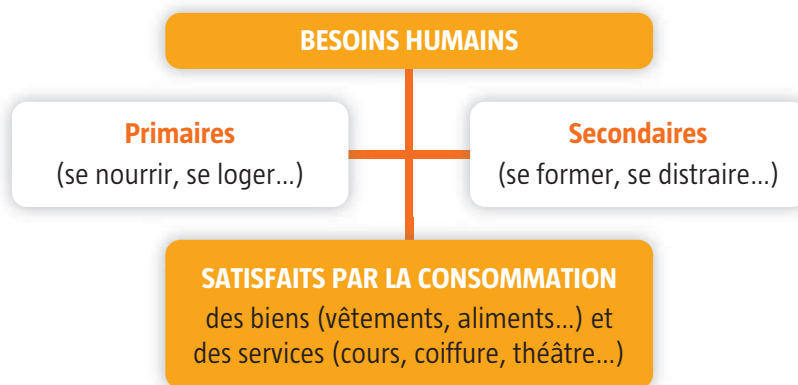
Rédigée



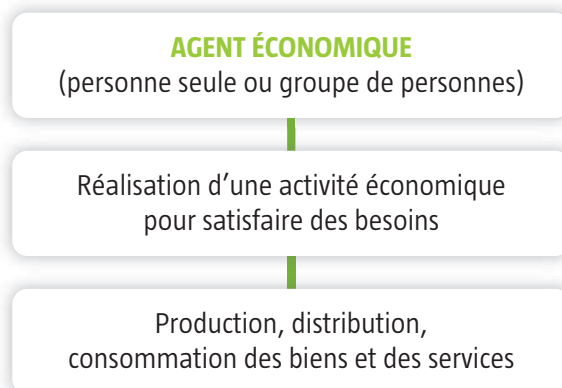
Audio



1 Les besoins et les biens économiques



2 L'activité économique



3 Le rôle des agents économiques

AGENTS ÉCONOMIQUES	FONCTION PRINCIPALE
Ménages	Consommer des biens et des services
Entreprises	Produire des biens et des services marchands
Administrations publiques	Produire des services non marchands
Institutions financières	Produire des services financiers
Reste du monde	Échanger avec les agents économiques nationaux

1 Testez vos connaissances

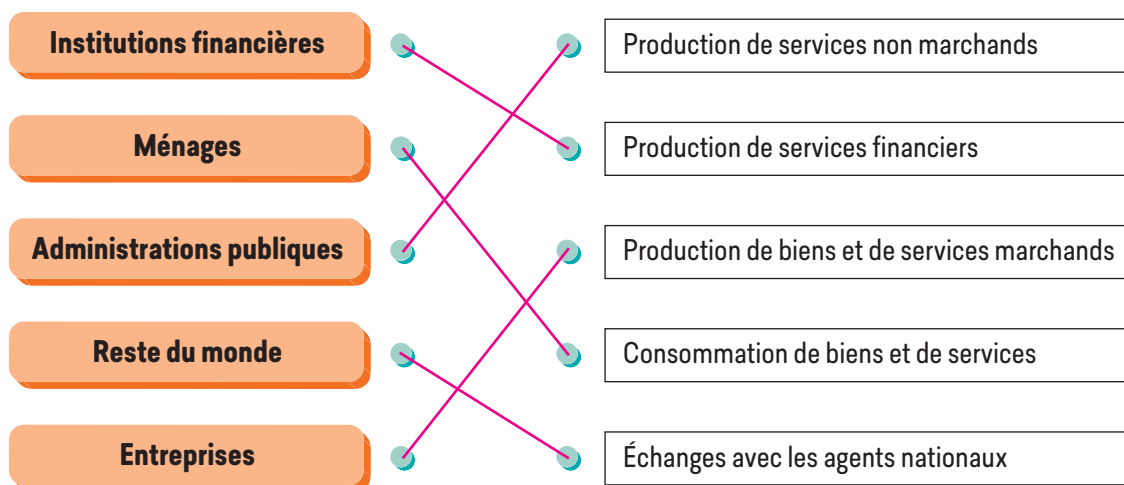
#QCM
interactif



foucherconnect.fr/19ed005

2 À chacun sa fonction

Reliez chaque agent économique à sa fonction principale.



3 La taille des ménages

Répartition des résidences principales selon le nombre d'occupants (en %)

Nombre d'occupants	1975	1982	1990	1999	2010	2015
1 occupant	22,1	24,5	27,0	30,8	33,8	35,3
2 occupants	27,6	28,4	29,4	30,9	32,9	32,8
3 occupants	19,1	18,7	17,7	16,2	14,6	14,1
4 occupants	15,3	16,1	15,7	13,9	12,3	11,8
5 occupants	8,2	7,4	6,8	5,7	4,6	4,4
6 occupants ou plus	7,6	4,9	3,5	2,5	1,8	1,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

www.insee.fr/fr/statistiques, 26.09.2018

Relevez la caractéristique principale de la composition des ménages.

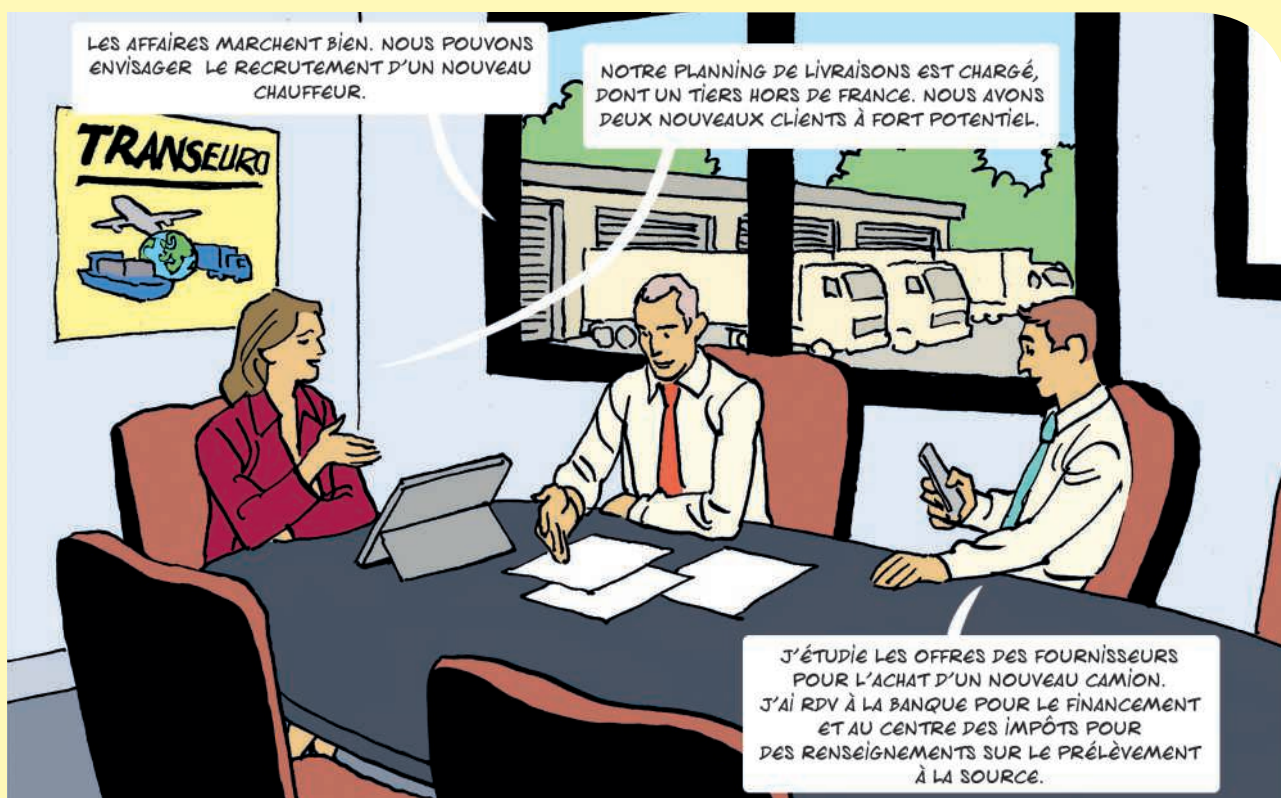
La taille des ménages tend à se réduire : plus d'un tiers des ménages sont composés d'un seul occupant.

Les échanges entre les agents économiques

CAPACITÉ Identifier les échanges entre les différents agents économiques

SITUATION

Le dirigeant de l'entreprise de transport international TransEuro se trouve en relation avec de nombreux partenaires (clients, fournisseurs, banques, administrations...) qui, comme lui, participent à l'activité économique.



1 Indiquez la fonction principale d'une entreprise de transport international.

Transporter des marchandises, c'est-à-dire proposer des services marchands à d'autres entreprises situées en France et à l'étranger.

2 Identifiez les agents économiques avec lesquels l'entreprise se trouve en relation.

Des salariés (ménages), des clients (marchandises à livrer), des fournisseurs (achat d'un camion), des institutions financières (banque), des administrations publiques (service des impôts) et le reste du monde (entreprises situées à l'étranger).

Vidéo +

Les Joyeux Recycleurs : la collecte des déchets en entreprise 2'33"

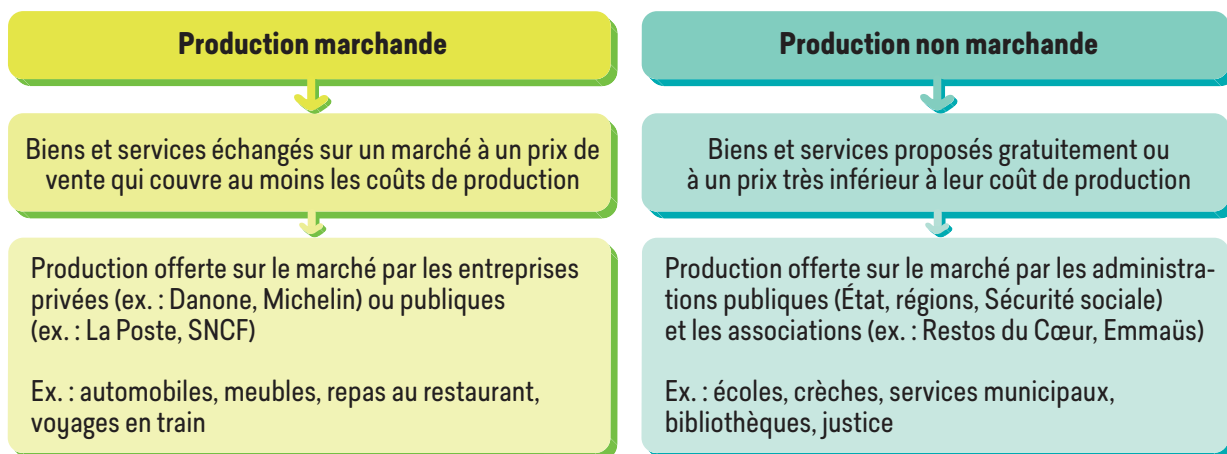


foucherconnect.fr/19ed007

3 Citez les principaux partenaires avec lesquels l'entreprise Les Joyeux Recycleurs réalise des échanges.

Les entreprises clientes qui ont des déchets à recycler, l'atelier de réinsertion sociale ARES qui propose du personnel pour assurer la collecte des déchets, la Fondation GoodPlanet à qui Les Joyeux Recycleurs verse un don en fin d'année au titre de la compensation carbone.

DOC 1 La production marchande et non marchande



1 Précisez la nature des biens consommés dans les situations suivantes.

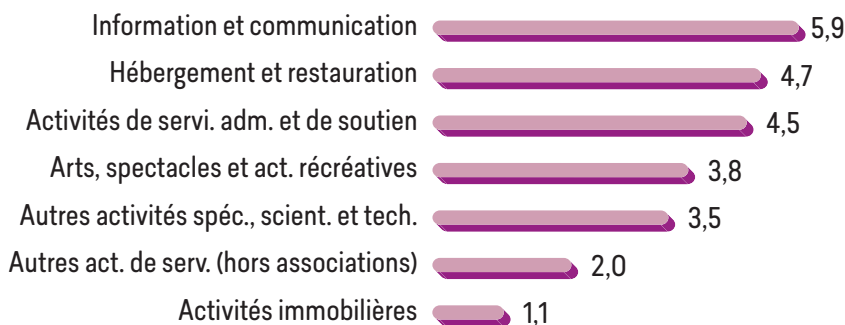
Activités	Biens		Services	
	Marchands	Non marchands	Marchands	Non marchands
Fréquenter la piscine municipale				×
Acheter une montre	×			
Prendre un taxi			×	
Cuisiner les légumes de son potager		×		

DOC 2 Les services marchands non financiers

Les services marchands non financiers comprennent principalement les services rendus aux entreprises, aux particuliers, l'hébergement-restauration, les activités immobilières et l'information-communication. Ils n'intègrent pas les services liés au financement de l'activité économique, rendus notamment par les banques et les sociétés d'assurances.

Évolution de la production des services marchands non financiers en 2017

Par rapport à l'année précédente en volume en %



www.insee.fr/statistiques, TEF, 27/02/2019

2 Citez des exemples de services marchands :

- financiers : prêt bancaire, assurance d'un véhicule ;
- non financiers : location de bureaux, maintenance du réseau informatique.

3 Repérez les domaines dans lesquels la production de services est en forte évolution.

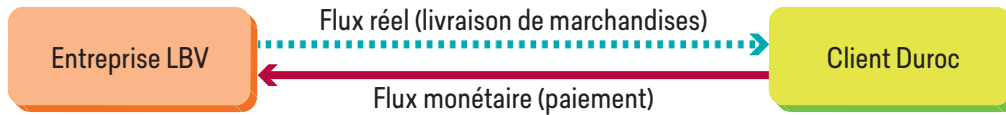
Les services marchands liés à l'information-communication, à l'hébergement-restauration, aux activités de services administratifs et de soutien.

DOC 3 Les flux entre agents économiques

Un **flux réel** est un mouvement de biens ou de services entre des agents économiques, par exemple un flux de marchandises, de matières premières, de services.

Un **flux monétaire** ou financier engendre un mouvement de monnaie entre des agents économiques, par exemple le paiement d'une facture, le versement d'un salaire, le règlement d'intérêts bancaires.

La plupart du temps, un flux réel est compensé par un flux monétaire et inversement. Ainsi, lorsqu'un fournisseur livre des marchandises (flux réel), le client règle le montant des biens achetés (flux monétaire), ce qui peut se matérialiser sur le schéma suivant :



Toutefois, certains flux n'ont pas de contrepartie :

– le travail d'un bénévole au sein d'une association (flux réel) ne donne pas lieu au versement d'un salaire et n'a donc pas de contrepartie monétaire ;



– une subvention (aide financière non remboursable) versée par une collectivité territoriale ou l'État à une entreprise (flux monétaire) ne donne pas lieu en retour à un flux réel ou monétaire.



4 Complétez le schéma représentant les échanges entre les deux agents économiques mis en situation, en faisant apparaître les flux réels (en bleu) et les flux monétaires (en rouge).

Situation : Jade est employée en qualité d'assistante de direction par le Supermarché de la Mer auprès duquel elle effectue régulièrement ses courses.



DOC 4 Le circuit économique simplifié

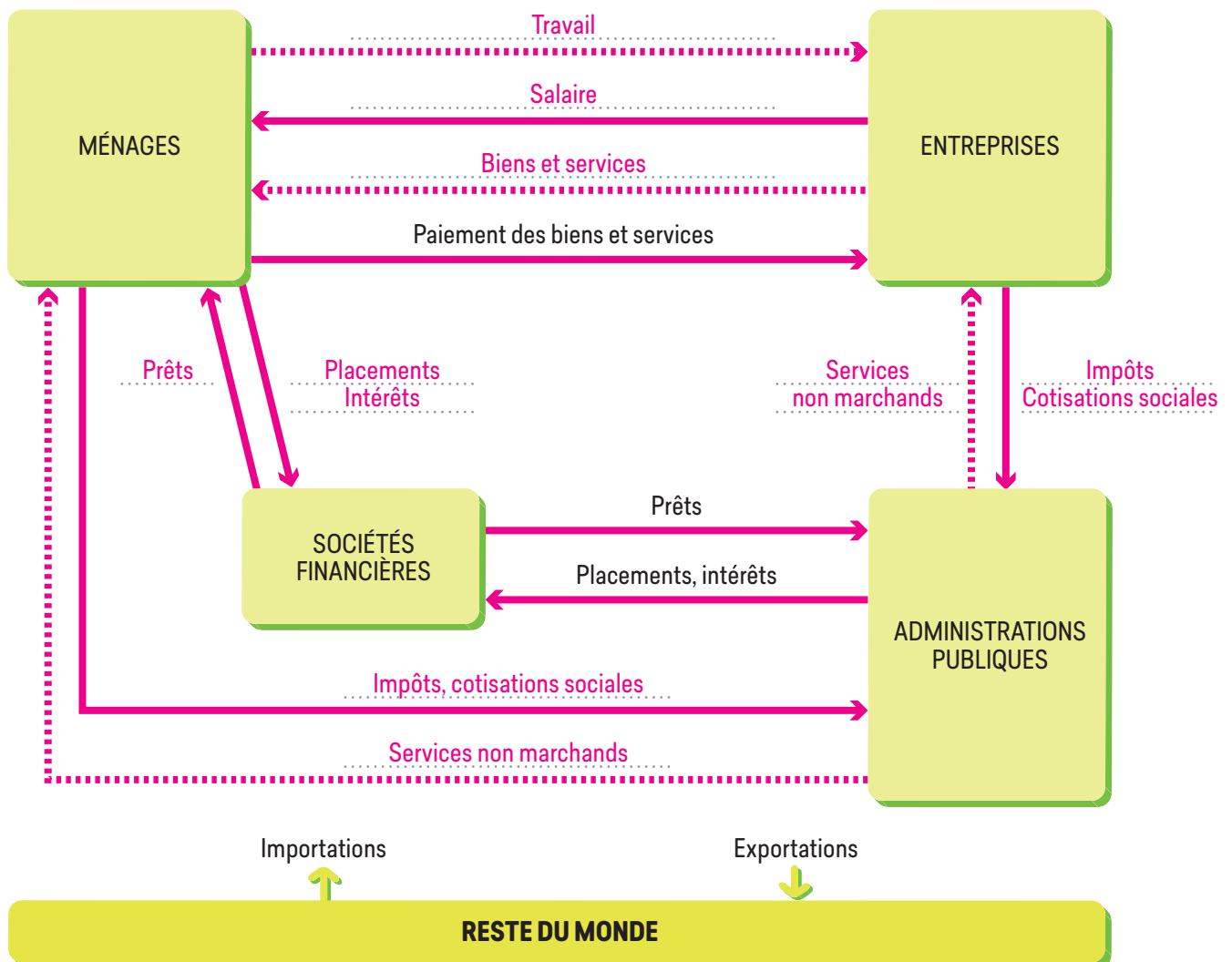
Le **circuit économique** est une représentation visuelle et simplifiée de l'activité économique. Il permet de décrire, au moyen des flux, les relations essentielles entre les différents agents économiques. Chaque flux est caractérisé par sa nature et représenté au moyen d'une flèche orientée.

5 Précisez l'intérêt de représenter l'activité économique sous la forme d'un circuit simplifié.

Le circuit économique présente sous forme schématique, donc facilement repérables, les relations entre les agents économiques en précisant la nature des échanges (flux).

6 Reportez sur le schéma du circuit économique simplifié les termes suivants : biens et services, travail, salaire, services non marchands, impôts, cotisations sociales, prêts, placements, intérêts.

Utilisez le code couleur sur les flèches pour matérialiser les flux réels (bleu) et les flux monétaires (rouge).





1 Les biens et les services échangés

PRODUCTION MARCHANDE

Biens **matériels** (ex. : une table) et **immatériels** ou **services payants** (ex. : coupe de cheveux) proposés sur un marché

+

PRODUCTION NON MARCHANDE

Principalement **services** proposés par les **administrations publiques** **gratuitement** (ex. : justice) ou à **tarif très bas** (ex. : cantine municipale)

2 Les flux réels et monétaires

Flux réels

(ou physiques)

Mouvement de biens ou de services entre des agents économiques (ex. : vente de marchandises)

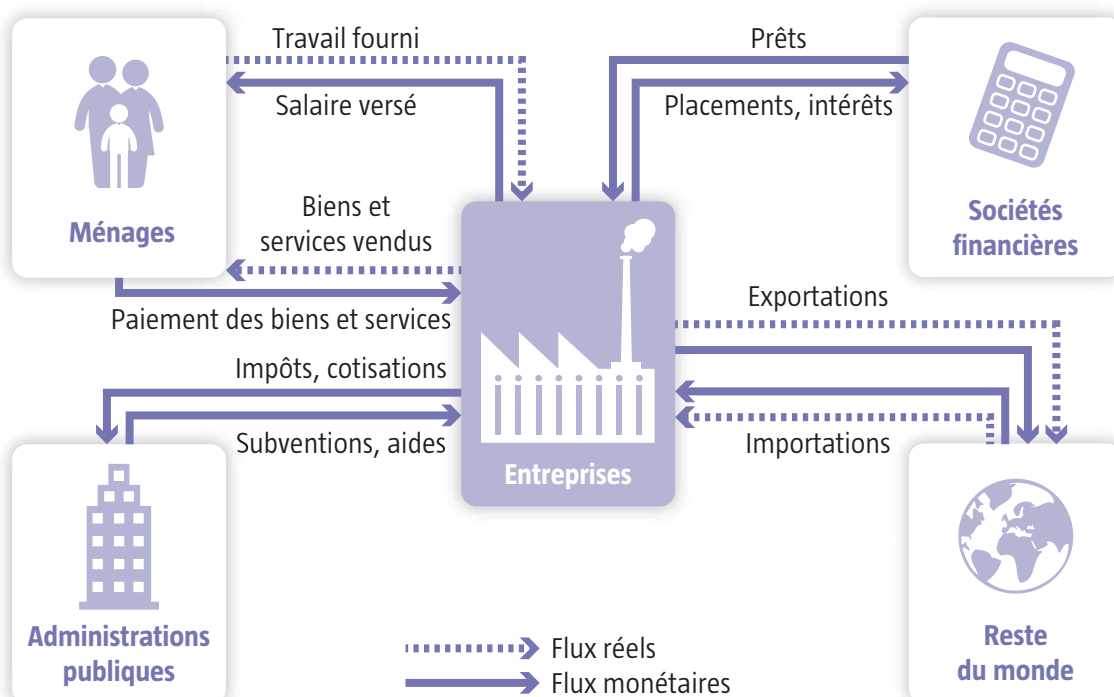
Flux monétaires

(ou financiers)

Mouvement d'argent entre des agents économiques (ex. : paiement d'une facture)

3 Le circuit économique

Représentation visuelle et simplifiée de l'activité économique. Le circuit économique permet de décrire, au moyen des flux, les relations essentielles entre les différents agents.



1 Testez vos connaissances

#QCM interactif

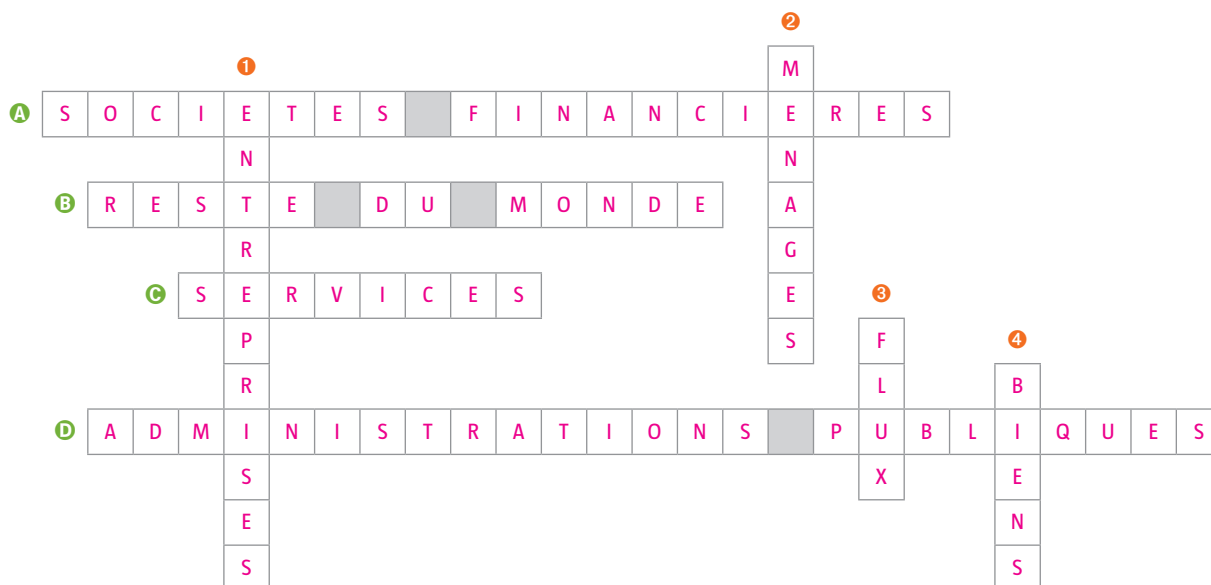


foucherconnect.fr/19ed009

2 Mots croisés

Complétez la grille à l'aide des définitions.

- | | |
|--|---|
| A Produisent des services financiers | 1 Produisent des biens et des services marchands |
| B Échange avec les agents économiques nationaux | 2 Consomment des biens et des services |
| C Prestations immatérielles | 3 Réels ou monétaires |
| D Fournissent des services non marchands | 4 Produits physiques durables ou non durables |



3 La production marchande en chiffres

Services marchands en 2016 en France	Entreprises (en milliers)	Salariés (en milliers)
Hébergement-restauration	270,8	829,1
Information-communication	133,8	718,6
Activités immobilières	275,4	204,6
Services aux entreprises	649,9	1 885,0
Services aux particuliers	1 817,2	3 938,3
Poids des entreprises des services marchands (en %)*	52,5	32,9

* Poids des entreprises ayant une activité principale dans le secteur des services marchands par rapport à l'ensemble des entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Insee, 2018

Relevez les principales caractéristiques de la production marchande.

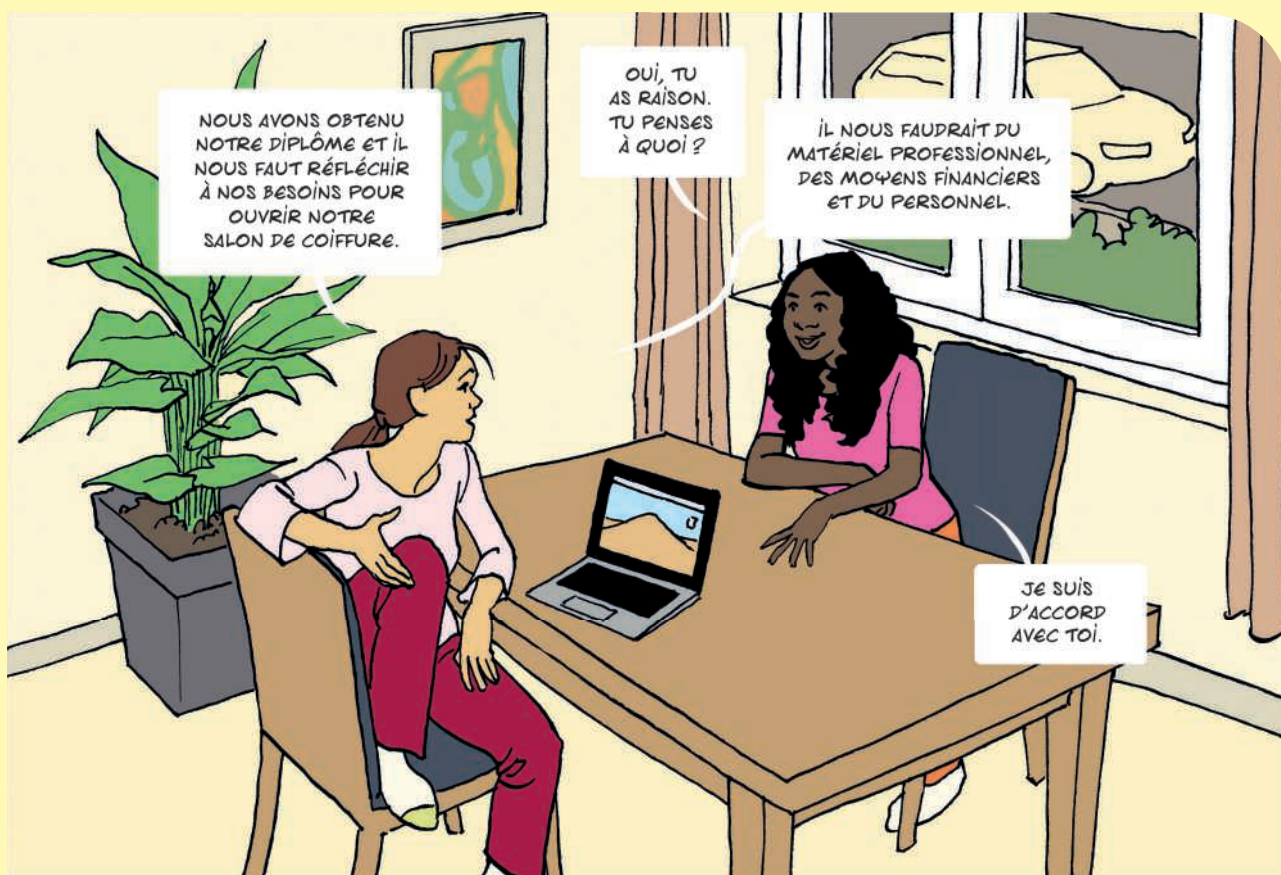
La production de services marchands est réalisée par plus de la moitié des entreprises françaises et emploie près du tiers des salariés. Les services aux particuliers arrivent en tête, suivis par les services aux entreprises.

Les différents types de marchés

CAPACITÉ Repérer les différents marchés

SITUATION

Camille et Cléa viennent d'obtenir leur brevet professionnel de coiffure. Toutes les deux s'interrogent sur les besoins de leur futur projet après plusieurs jours de recherches effectuées sur Internet...



1 Précisez l'objet du projet de Camille et de Cléa.

Camille et Cléa souhaitent ouvrir un salon de coiffure suite à l'obtention de leur diplôme.

2 Précisez le nom du marché sur lequel elles interviendront pour recruter.

Le marché du travail.

Vidéo +

Les marchés financiers
2'01''



foucherconnect.fr/19ed010

Précisez le rôle d'un marché financier.

Il permet à l'État et aux entreprises de se financer auprès d'investisseurs qui reçoivent en échange des actions et des obligations.

DOC 1 La notion de marché



▲ Achat de fruits et légumes sur un marché



▲ Demande d'un prêt d'argent à la banque

Le marché des biens et des services est une place, ou un lieu, où se rencontrent des acheteurs et des vendeurs afin d'échanger des biens et des services, à des prix et des quantités variant suivant l'offre et la demande.

L'**offre** est la quantité de biens et de services que les agents économiques sont disposés à vendre sur le marché.

La **demande** est la quantité de biens et de services que les agents économiques sont disposés à acheter sur un marché.

1 Identifiez les acteurs essentiels sur le marché des biens et des services.

Les acteurs sont les acheteurs (la demande) et les vendeurs (l'offre).

2 Expliquez le rôle des personnages illustrant le document.

La vendeuse fournit des légumes à un client contre paiement du prix.

Le couple rencontre un conseiller financier pour solliciter un prêt bancaire.

DOC 2 La nature du marché des biens et des services

Le marché des biens et des services peut être **réel** (espace physique) ou **virtuel** (utilisation d'outils numériques comme Internet).

Exemples : les transactions sur les véhicules, les échanges de matières premières, l'achat et la vente de services à la personne, l'échange de services informatiques moyennant paiement, les transactions immobilières, etc.

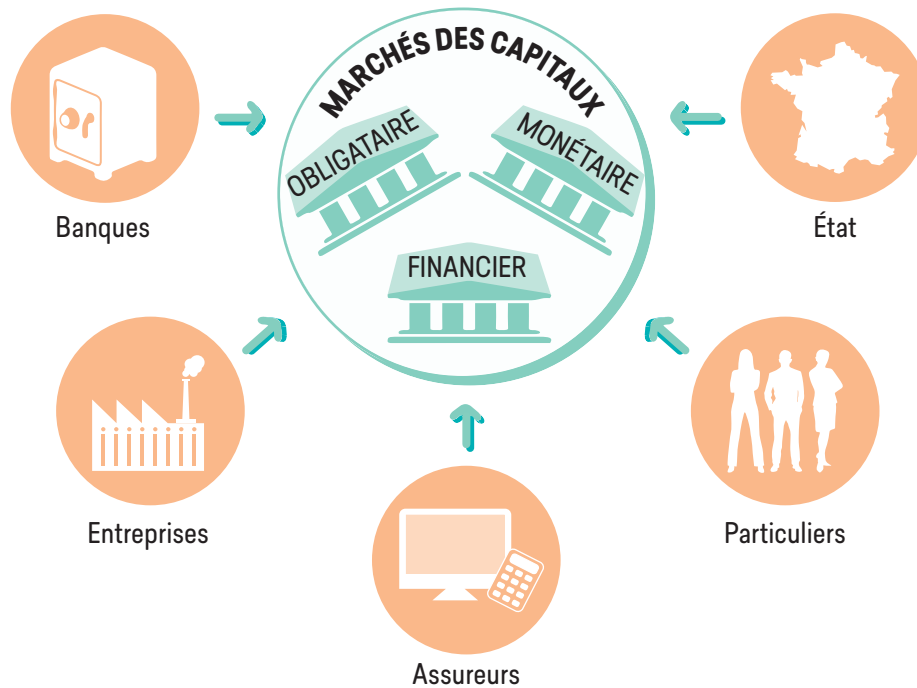
3 Précisez, à l'aide d'une croix, si les situations suivantes sont issues d'un marché réel ou virtuel.

Situations	Marché réel	Marché virtuel
Achat d'une voiture chez un concessionnaire	×	
Réservation d'un voyage sur un site internet		×
Achat de fruits et légumes chez un producteur	×	
Achat de vêtements dans des magasins	×	

DOC 3 Les finalités du marché des capitaux

Il s'agit d'un lieu où se rencontrent des agents économiques en recherche de financement ou en capacité de financement. Voici les **trois composantes principales** constituant un marché de capitaux :

Marché obligataire	Lieu où les entreprises privées et publiques souhaitent emprunter de l'argent pour financer certains projets. Elles émettent alors des obligations (valeurs à rembourser aux propriétaires).
Marché financier	Lieu où s'échangent des capitaux. Tous les agents économiques sont concernés car certains achètent des titres financiers : actions (titres de propriété d'une société) ou obligations.
Marché monétaire	Lieu qui permet d'échanger et de placer des liquidités à court terme (rapidement).



4 Retrouvez les différents agents économiques concernés par les marchés financiers.

L'État, les particuliers, les assureurs (agent économique qui a pour fonction de protéger les ménages contre les risques liés à la vie), les entreprises et les banques.

5 Précisez le rôle des agents économiques dans les principaux marchés.

Agents économiques	Rôle
L'État	Emprunte de l'argent sous forme d'obligations pour financer certains projets.
Les particuliers (consommateurs)	Achètent et vendent des titres financiers (actions et obligations).
Les assureurs (gestionnaires)	Prennent en charge les risques de perte d'argent sur les marchés financiers.
Les entreprises	Achètent et vendent des titres financiers.
Les banques	Prêtent de l'argent pour acquérir des titres.

DOC 4 Les caractéristiques du marché du travail



Au sens économique, par analogie avec le marché des biens et des services, le **marché du travail** désigne le marché théorique où se rencontrent l'offre et la demande de travail.

L'**offre de travail** est faite par les salariés et les personnes à la recherche d'un emploi.

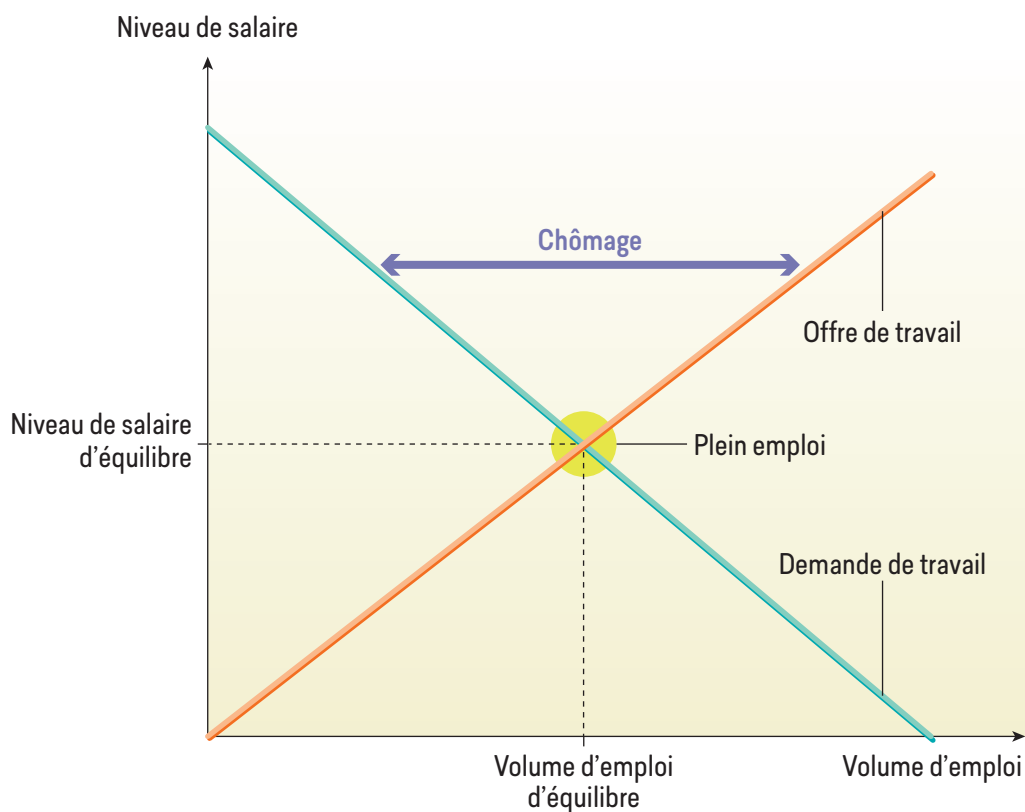
La **demande de travail** est exprimée par les entreprises pour couvrir leurs besoins en main-d'œuvre nécessaire à la production de biens et de services.

DOC 5 Les déterminants de l'offre et de la demande de travail

Plusieurs facteurs peuvent influencer l'offre et la demande de travail : l'allongement de la durée de la scolarité, l'attractivité des postes proposés, l'arbitrage personnel entre travail et temps libre, l'évolution de la population active (personnes ayant un emploi + chômeurs), le taux d'activité (nombre d'actifs/nombre d'habitants), la durée du travail, les contraintes légales (salaires minimums, charges sociales, réglementation du travail...).

6 Soulignez, dans le document 5, les facteurs liés aux caractéristiques de la population qui peuvent agir sur l'offre et la demande de travail.

DOC 6 Une représentation graphique du marché du travail



7 Indiquez à quoi correspondent les situations suivantes :

- l'offre de travail est égale à la demande de travail : **plein emploi**
- l'offre de travail est supérieure à la demande de travail : **chômage**



1 Le marché des biens et des services

LIEU OÙ SE RENCONTRENT DES ACHETEURS (LA DEMANDE) ET DES VENDEURS (L'OFFRE) PHYSIQUEMENT OU VIRTUELLEMENT POUR ÉCHANGER MOYENNANT UN PRIX :

BIENS

SERVICES

marchands

non marchands

2 Le marché des capitaux

LIEU D'ÉCHANGES DE CAPITAUX (SOMMES D'ARGENT ET TITRES FINANCIERS)

Marché obligataire

Lieu où s'échangent des obligations

Marché financier

Lieu où s'échangent des titres financiers

Marché monétaire

Lieu où s'échangent des liquidités rapidement

3 Le marché du travail

LIEU DE RENCONTRE ENTRE L'OFFRE ET LA DEMANDE DE TRAVAIL

Offre de travail

Faite par les salariés et les personnes en recherche d'emploi

Demande de travail

Exprimée par les entreprises pour leurs besoins en main-d'œuvre

À vous de jouer!

1 Testez vos connaissances

#QCM
interactif



foucherconnect.fr/19ed012

2 À chacun son marché

Reliez les situations suivantes à chaque type de marché.



Monsieur Pierre vend des véhicules neufs et d'occasion.



Valérie passe un entretien d'embauche en vue d'obtenir un emploi de gestionnaire administratif.



Jean achète des actions pour le compte de son entreprise.

Marché du travail

Marché financier

Marché des biens et des services

3 Expression

Expliquez l'idée du dessin.

Emploi : plus d'embauches en CDD de plus en plus courts...



Le dessin montre que les CDD sont de plus en plus
utilisés sur le marché de l'emploi et sont
d'une durée de plus en plus courte.

www.clesdusocial.com, Un regard sur le social,
dessinateur : Jean-Louis Paulet, août 2018

Méthode 1

Identifier un document

Les ménages

Dans les enquêtes auprès des ménages réalisées par l'Insee [...] sont considérées comme formant un ménage l'ensemble des personnes (apparentées ou non) qui partagent de manière habituelle un même logement (que celui-ci soit ou non leur résidence principale) et qui ont un budget en commun [...], c'est-à-dire qui apportent des ressources servant à des dépenses faites pour la vie du ménage ou qui bénéficient simplement de ces dépenses.

Insee, TEF, 2018

- Type : **texte**
- Caractéristiques : **suite de mots et de signes**
- Finalité : **présentation ou explication d'un concept, d'un phénomène**

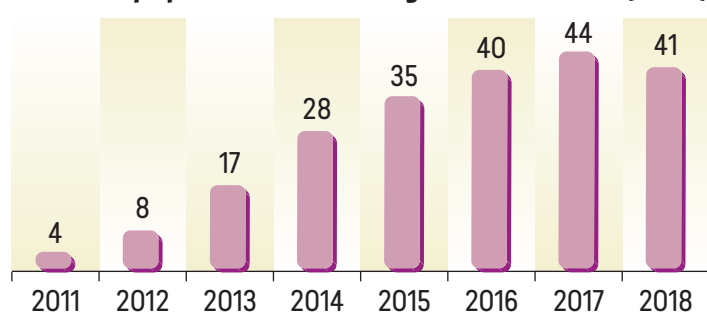
Les entreprises selon le secteur d'activité en 2017

	Nombre d'entreprises	Salariés en équivalent temps plein
	(en milliers)	
Industrie	178,8	3 111,2
Construction	354,7	1 309,3
Commerce	500,3	2 667,4
Transports et entreposage	94,5	1 210,4
Services marchands	1 162,7	3 884,8
Ensemble	2 291,0	12 183,1

Insee, Les entreprises en France, 2019

- Type : **tableau**
- Caractéristiques : **données numériques organisées en lignes et en colonnes**
- Finalité : **présentation structurée d'une situation donnée pour en faciliter la lecture**

Taux d'équipement des ménages en tablettes (en %)



<https://labo.societenumerique.gouv.fr>

- Type : **graphique**
- Caractéristiques : **transcription de données par le dessin**
- Finalité : **représentation visuelle de données pour en faciliter l'interprétation, l'analyse**

Compléter les pointillés en suivant la **méthode 1**.

Vocabulaire

Identifier : nommer, reconnaître.
Caractériser : distinguer, individualiser, spécifier.

Méthode 1

- 1 Identifier le type du document (texte, graphique, tableau).
- 2 Indiquer ce qui le caractérise, le distingue des autres types de documents.
- 3 Préciser la finalité du document (explication, présentation, représentation...).

Méthode 2

Comprendre un texte économique

Les grands secteurs d'activité de l'économie

Le groupement des activités économiques de production se fonde sur la notion de secteurs d'activité. Un secteur d'activité regroupe des entreprises de fabrication, de commerce ou de services qui ont la même activité principale dans une nomenclature d'activité économique donnée. [...]

Le secteur primaire regroupe l'ensemble des activités dont la finalité consiste en une exploitation des ressources naturelles : agriculture, pêche, forêts, mines, gisements. Toutefois, selon le point de vue, les industries extractives peuvent aussi être classées dans le secteur secondaire.

Le secteur secondaire regroupe l'ensemble des activités consistant en une transformation plus ou moins élaborée des matières premières (industries manufacturières, construction).

Le secteur tertiaire se définit par complémentarité avec les activités agricoles et industrielles (secteurs primaire et secondaire). Il se compose :

- du tertiaire principalement marchand (commerce, transports, activités financières, services rendus aux entreprises, services rendus aux particuliers, hébergement-restauration, immobilier, information-communication) ;
- du tertiaire principalement non marchand (administration publique, enseignement, santé humaine, action sociale).

www.vie-publique.fr, © DILA, 22/08/2018

Titre

Idée principale :

un secteur d'activité regroupe des entreprises qui ont la même activité principale

Idée secondaire :

le secteur primaire

Idée secondaire :

le secteur secondaire

Idée secondaire :

le secteur tertiaire

Sous-partie :

le tertiaire marchand

Sous-partie :

le tertiaire non marchand

Date

Source du texte

Vocabulaire

Mot-clé : mot ou groupe de mots permettant de caractériser le contenu d'un document.

Repérer : trouver parmi un ensemble.

Compléter les pointillés en suivant la **méthode 2**.

Méthode 2

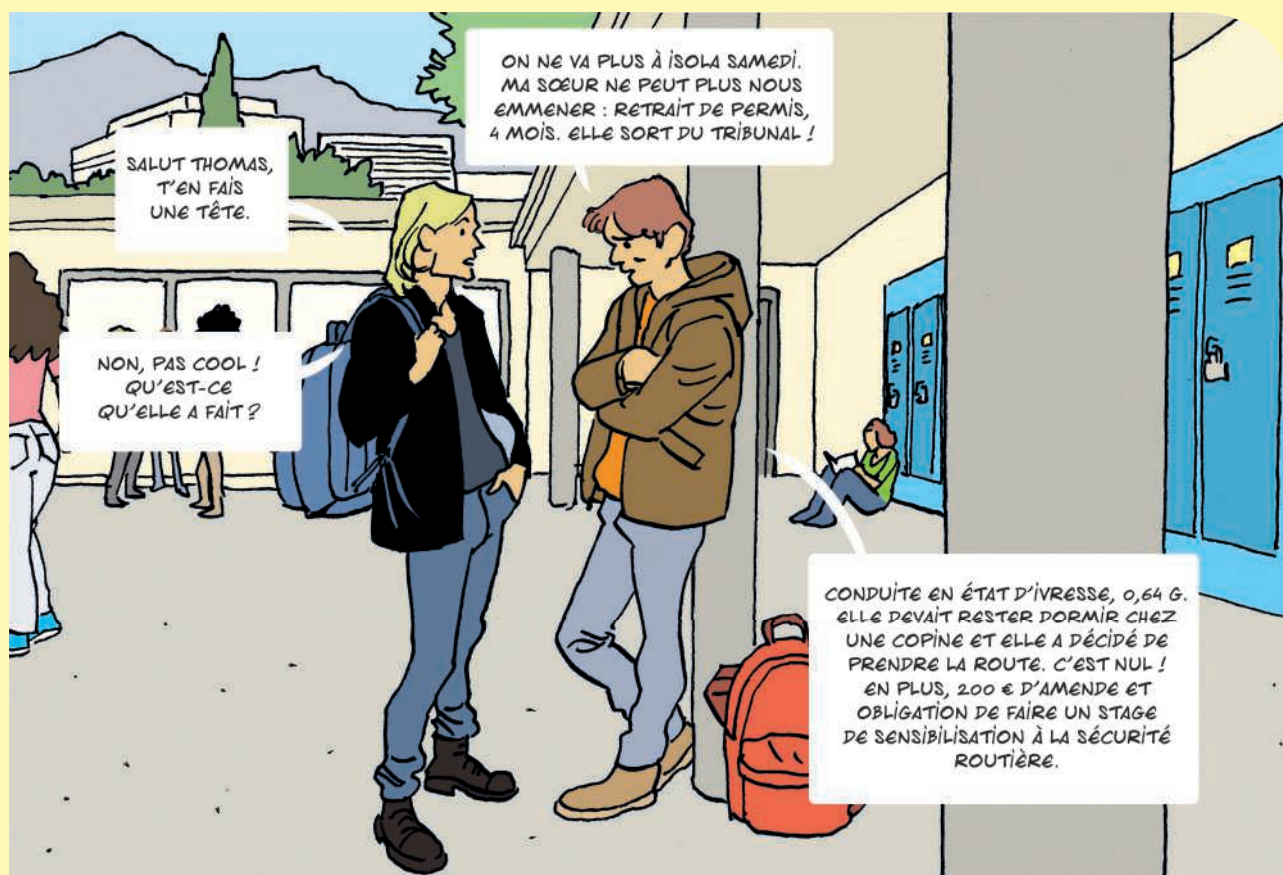
- 1 Identifier la nature du document et son origine (sujet, date, auteur, source).
- 2 Comprendre la structure du texte (le plan du texte).
- 3 Identifier l'idée principale, les idées secondaires et les sous-parties du texte avec leur argumentation.
- 4 Repérer les mots-clés en les soulignant.

Les fonctions et caractères du droit

CAPACITÉ Identifier les fonctions du droit et connaître l'organisation des juridictions

SITUATION

Thomas et Romain, élèves au lycée Langevin, se retrouvent pendant la récréation dans la cour du lycée. Ils ont prévu de passer le prochain week-end à la montagne avec d'autres amis.



1 Précisez l'infraction commise par la sœur de Thomas.

Elle a conduit en état d'ivresse (0,64 g d'alcool par litre de sang).

2 Indiquez la nature de la sanction infligée.

Elle a été sanctionnée par un retrait de permis de 4 mois, par une amende de 200 € et par l'obligation d'effectuer un stage de sensibilisation à la sécurité routière.

Vidéo +

Soldes :
quelle réglementation ?
1'27''



foucherconnect.fr/19ed013

Précisez l'intérêt de réglementer les soldes.

L'intérêt est de définir un cadre permettant aux commerçants de travailler sur les mêmes bases pendant les soldes, et aux clients de mieux s'y retrouver.

DOC 1 La philosophie et l'esprit des Lois du Jeu

Le football est le sport le plus populaire de la planète. Il se joue dans tous les pays et à tous les niveaux. Les Lois du Jeu sont identiques pour tous, qu'il s'agisse de la finale de la Coupe du monde de la FIFA™ ou d'un match entre enfants dans un village retiré (...). Les arbitres doivent appliquer les Lois dans l'« esprit » du jeu afin d'aider à la tenue de matchs équitables et sûrs.

www.fifa.com

**DOC 2** Baisse de la vitesse maximale autorisée de 90 à 80 km/h

La vitesse est la première cause des accidents mortels en France (31 %). Le réseau routier sur lequel les accidents mortels sont les plus fréquents est celui des routes à double sens sans séparateur central (55 % de la mortalité routière). Au 1^{er} juillet 2018, la vitesse maximale autorisée passe de 90 à 80 km/h sur ces routes où la mortalité routière est la plus forte (décret n° 2018-487 du 15 juin 2018).

www.securite-routiere.gouv.fr

1 Prenez connaissance des documents 1 et 2 et répondez aux questions.

	Doc 1	Doc 2
Personnes concernées	Tous les joueurs de football du monde	Tous les conducteurs en France
Objet	Règles du jeu du football	Vitesse sur les routes à double sens sans séparateur central
Objectifs	Créer les conditions de matchs sûrs et équitables	Assurer la sécurité des usagers de la route, limiter le nombre de morts
Texte de référence	Les Lois du Jeu	Décret n° 2018-487 du 15 juin 2018

DOC 3 Les finalités du droit

Acheter une voiture, se marier, louer un appartement, voter, tous ces actes de la vie courante mettent en œuvre des règles juridiques.

Le droit est un ensemble de règles destinées à organiser la vie en société. Il sert à régir la conduite des hommes entre eux, à assurer leur sécurité, pour permettre un vivre-ensemble harmonieux qui soit juste et respectueux de chacun.

Le non-respect d'une règle de droit est sanctionné.

2 Expliquez l'intérêt d'encadrer les relations entre les individus par des règles de droit.

Sans règles de droit, il n'est pas possible d'organiser une vie commune, de préserver les intérêts de chacun.

Une société sans règles se rapprocherait de l'anarchie.

DOC 4 Les principales branches du droit national

Le droit public	Il est au service de l'intérêt général. Il régit les relations entre les personnes publiques* et entre les personnes privées et les personnes publiques. <i>*État, collectivités territoriales (mairie...), universités...</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Droit constitutionnel - Droit administratif - Droit des finances publiques
Le droit privé	Il régit les relations entre les personnes privées physiques ou personnes privées morales*. <i>*Entreprises, sociétés civiles, groupements d'intérêt économique, associations...</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Droit civil - Droit du travail - Droit commercial
Le droit mixte	Il inclut des éléments du droit public et des éléments du droit privé.	<ul style="list-style-type: none"> - Droit pénal - Droit fiscal - Droit judiciaire privé

3 Indiquez pour chaque situation quelle est la branche du droit concernée.

Situations	Branches du droit concernée
Louis et Grégory sont voisins et en désaccord sur la limite de leur terrain.	Droit civil
Lucie reproche à son employeur de ne pas lui payer ses heures supplémentaires.	Droit du travail
La mairie de Lille n'a pas signalé des travaux sur la chaussée. Maxime s'est blessé en tombant sur la route.	Droit administratif
Une société de commercialisation d'éoliennes domestiques a escroqué 500 clients particuliers en France.	Droit commercial
L'environnement est un principe constitutionnel depuis la création de la Charte de l'environnement en 2005.	Droit constitutionnel
M. X, propriétaire d'un lévrier italien, risque une peine de deux ans d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende (article 521-1 du Code pénal) pour avoir abandonné son animal domestique.	Droit pénal



DOC 5 Les juridictions civiles et pénales

Les **juridictions civiles** : tribunal d'instance (TI) et tribunal de grande instance (TGI) permettent d'obtenir une compensation, souvent financière, pour un dommage causé à autrui. Le 23 mars 2019, la loi de programmation et de réforme de la justice a créé le **tribunal judiciaire** à compter du 1^{er} janvier 2020. Cette nouvelle juridiction est une fusion du TGI et du TI.

Les **juridictions pénales** : tribunal de police, tribunal correctionnel, cour d'assises permettent d'obtenir la condamnation (peine de prison ou amende) d'une personne coupable d'une infraction à la loi.

4 Soulignez, dans le document 5, les motifs qui peuvent justifier les condamnations par les tribunaux.

DOC 6 Les caractères de la règle de droit

Les règles de droit organisent les rapports entre les êtres humains dans une société. Ces règles sont :

- **impersonnelles**, elles ne s'appliquent pas à un individu déterminé mais à un groupe d'individus (citoyens d'un pays...) ;
- **obligatoires**, elles expriment un ordre qui s'adresse à tous : tout non-respect entraîne des sanctions ;
- **générales**, elles s'appliquent à tous sans distinction.

DOC 7 Fabrication, usage ou détention de faux documents

Toute personne qui fabrique, détient ou utilise en toute connaissance de cause un document falsifié pour obtenir des droits ou prouver un fait, une identité, ou une qualité commet un délit. [...]

Il s'agit d'actes par lesquels une personne conçoit un document de toutes pièces ou modifie les informations contenues dans un vrai document : pièce d'identité, diplôme, bulletin de paie, contrat de travail, arrêt maladie. [...]

Le fait d'imiter une signature est également considéré comme étant un délit de faux. [...]

En cas de fabrication ou d'usage de faux documents, l'auteur risque jusqu'à 3 ans de prison et 45 000 € d'amende.

Lorsque le faux est commis sur un document habituellement délivré par une administration publique, la sanction est plus lourde. L'auteur encourt en effet 5 ans d'emprisonnement et 75 000 € d'amende.

Par ailleurs, ces peines peuvent être assorties de sanctions complémentaires. L'auteur du délit pourra également être amené à payer des dommages et intérêts et à rembourser toutes les sommes qu'il aura perçues en fournissant ces faux documents.

<https://demarchesadministratives.fr>

5 Repérez, dans le document 7, les éléments qui caractérisent la règle de droit.

Impersonnelle	Obligatoire	Générale
Toutes les personnes sont concernées.	La loi punit par de lourdes sanctions ceux qui ne respectent pas la règle.	Personne ne peut impunément faire usage de faux, il n'y a pas d'exception.

6 Dites si les affirmations suivantes sont vraies ou fausses.

Affirmations	Vrai	Faux
Imiter une signature est un délit.	×	
Fabriquer un faux document peut être sanctionné uniquement par une amende.		×
Si un faux est commis sur un document délivré par l'administration, la sanction est plus lourde.	×	





1 L'objet du droit

Le droit est un ensemble de règles qui encadrent la vie des personnes en société pour assurer la sécurité des citoyens.

2 Les branches du droit et les juridictions

LE DROIT PUBLIC	<ul style="list-style-type: none">– droit constitutionnel– droit administratif– droit des finances publiques
LE DROIT PRIVÉ	<ul style="list-style-type: none">– droit civil– droit du travail– droit commercial
LE DROIT MIXTE	<ul style="list-style-type: none">– droit pénal– droit fiscal– droit judiciaire privé

LES JURIDICTIONS CIVILES ET PÉNALES

Les juridictions civiles jugent les litiges à la suite d'un dommage causé

– Tribunal judiciaire
(fusion des tribunaux d'instance et de grande instance en 2020)

→ Sanction : dédommagement financier

Les juridictions pénales jugent les infractions à la loi

– Tribunal de police
– Tribunal correctionnel
– Cour d'assises

→ Sanctions : amende et/ou peine de prison

3 Les caractères de la règle de droit

LA RÈGLE DE DROIT EST

impersonnelle

Tout le monde est concerné

obligatoire

Son non-respect est sanctionné

générale

S'applique à tous sans exception

1 Testez vos connaissances

#QCM
interactif



foucherconnect.fr/19ed015

2 Le bon choix

Indiquez à quel type de juridiction appartiennent les tribunaux.

	Juridiction civile	Juridiction pénale
Tribunal correctionnel		X
Cour d'assises		X
Tribunal de police		X
Tribunal judiciaire	X	

3 Le saviez-vous ?

L'alcool au volant

Depuis le 1^{er} juillet 2015, le taux d'alcool autorisé est 0,2 g/L pour tous les permis probatoires.

La réglementation s'applique à tous les jeunes conducteurs pendant :

- **3 ans** après l'obtention du permis, après son annulation, ou après la perte de 12 points ;
- **2 ans** si le permis a été obtenu dans le cadre de la conduite accompagnée.

0,2 g/L, c'est zéro verre d'alcool car, dès le premier verre, ce seuil peut être dépassé.

Quelles sont les sanctions ?

Les jeunes conducteurs contrôlés avec un taux d'alcoolémie supérieur ou égal à 0,2 g/L encourent :

- un retrait de 6 points sur leur permis ;
- une amende forfaitaire de 135 € ;
- une immobilisation du véhicule.



Expliquez, à partir de vos propres connaissances et de recherches internet, pourquoi les jeunes conducteurs doivent respecter cette règle stricte.

Les accidents de la route sont la première cause de mortalité et de handicap des 18-25 ans et, dans un 1/4 de ces accidents, une alcoolémie excessive en est la cause.

Un conducteur novice a 4 fois plus de risques d'être impliqué dans un accident mortel.

Les conducteurs novices sont impliqués dans 24 % des accidents mortels.

Les sources du droit et la hiérarchie des normes

CAPACITÉ Situer un texte dans la hiérarchie des normes

SITUATION

Cédric et Marine sont à la maison. Cédric vient de rentrer du lycée. Tous les jours de la semaine, il partage un goûter avec sa sœur. Ils en profitent pour se raconter leur journée...



1 Indiquez les sujets abordés par Marine et Cédric.

Les manifestations à Paris et les dommages qu'elles ont occasionnés.

2 Précisez la limite à la liberté d'expression.

Chaque individu peut exercer sa liberté d'expression mais cela ne doit pas troubler l'ordre public.

Vidéo +

Être viré pour avoir critiqué son patron sur Facebook, c'est légal 1'06''



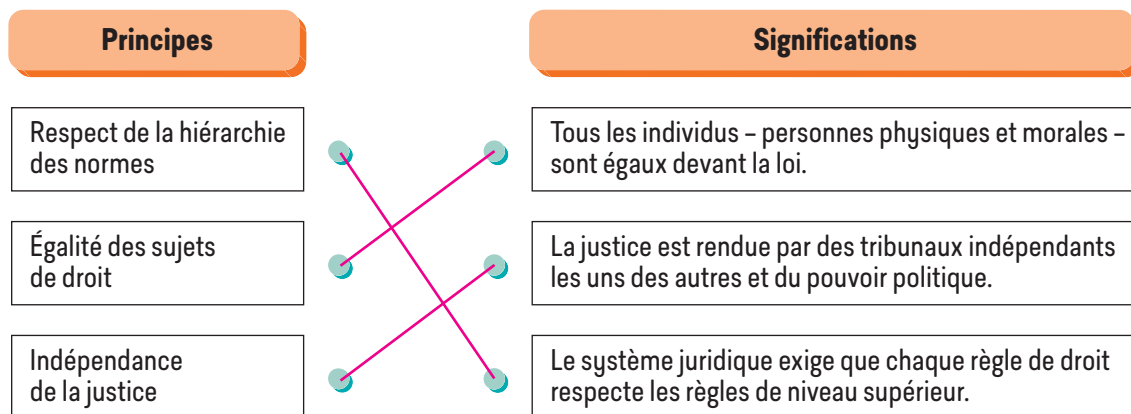
foucherconnect.fr/19ed016

Expliquez pourquoi l'employeur peut, dans la situation présentée, licencier son salarié.

La jurisprudence considère qu'en critiquant son patron sur Facebook, le salarié dépasse le principe de libre critique et commet donc une faute.

DOC 1 Qu'est-ce qu'un État de droit ?

L'État, pas plus qu'un particulier, ne peut méconnaître le principe de légalité et le principe de soumission de l'administration au droit : toute norme, toute décision qui ne respecterait pas un principe supérieur serait en effet susceptible d'encourir une sanction juridique. L'État, qui a compétence pour édicter le droit, se trouve ainsi lui-même soumis à ces principes.

1 Reliez chaque principe de l'État de droit à sa signification.**DOC 2** Les sources directes et indirectes du droit

Bloc	Constitutionnel	Législatif		Réglementaire	
Source	Constitution	Loi	Ordonnance	Décret	Arrêté
Origine	Référendum du 28 septembre 1958 (le peuple)	Le Parlement (Assemblée nationale et Sénat)	Le gouvernement	Le président de la République ou le Premier ministre	Une autorité administrative : ministre, préfet, maire
Les sources indirectes					
Source	La jurisprudence		La coutume		
Définition	Ensemble des décisions (arrêts et jugements) prises par les tribunaux (interprétation de la loi ou réponse à un vide juridique). Il s'agit de solutions à des problèmes de droit pratiques.		Usage qui est devenu suffisamment constant et régulier pour que les citoyens considèrent qu'il doit être obligatoirement suivi. <i>Exemple : le fait pour une femme mariée de prendre le nom de son mari.</i>		

2 Indiquez, pour chaque situation, la source de droit correspondante.

La vente de muguet a lieu le 1 ^{er} mai de chaque année. Toute personne a le droit d'en vendre ce jour-là.	Coutume
Face au risque de pénurie d'eau, le préfet de Vendée a décidé d'interdire provisoirement l'usage de l'eau dans le département pour l'arrosage et les piscines.	Arrêté
L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté le 4 août 2014 la règle pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.	Loi
En février 2019, le Premier ministre a décidé de modifier la règle relative aux examens médicaux obligatoires de l'enfant et au contrôle de la vaccination obligatoire.	Décret
Les connexions établies par un salarié sur des sites internet pendant son temps de travail, grâce à l'outil informatique mis à sa disposition, peuvent être contrôlés par son employeur, en son absence.	Jurisprudence
Dans la Charte de l'environnement, le peuple français proclame que chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé.	Constitution

DOC 3 Le droit communautaire et ses sources

Le droit de l'Union européenne encadre un ensemble de domaines importants : les transactions économiques, la consommation, l'environnement, la politique sociale, la formation, les droits des citoyens...

C'est un système juridique propre, intégré aux systèmes juridiques des États membres. Il donne des droits aux particuliers qui peuvent être invoqués en justice, éventuellement à l'encontre d'une règle nationale ne respectant pas la règle communautaire (principe de primauté du droit communautaire).

Les sources du droit communautaire sont :

- les traités qui définissent les règles fondamentales sur lesquelles l'Union européenne fonde son action ;
- les règlements, directives, décisions qui découlent des principes et objectifs fixés dans les traités.



3 Soulignez, dans le document 3, les domaines encadrés par le droit communautaire.

4 Expliquez le principe de primauté.

La règle communautaire est supérieure à la règle nationale. Elle peut être invoquée en justice par les particuliers.

DOC 4 L'Union européenne adopte un règlement sur les puits de carbone

Avec le traité de Lisbonne adopté en 2009, la lutte contre le changement climatique acquiert un statut prioritaire. À l'issue de plusieurs années de débats, le règlement 2018/841, relatif à la prise en compte des émissions et des absorptions de gaz à effet de serre résultant de l'utilisation des terres, a été publié le 30 mai 2018. Il a pour objectif de stabiliser la quantité de CO₂ absorbée annuellement par les sols et les forêts de l'Union européenne.

5 Montrez le lien entre le traité de Lisbonne et le règlement sur les puits de carbone.

Le traité de Lisbonne a comme priorité de lutter contre le changement climatique. Cela se traduit, par exemple, par ce règlement qui vise à stabiliser la quantité de CO₂ absorbée par les sols et forêts de l'Union européenne.

DOC 5 Bientôt un texte européen pour interdire les produits en plastique à usage unique

Une directive européenne visant à interdire les objets en plastique à usage unique a été validée. [...]

Adieu cotons-tiges, pailles et touillettes à café jetables... Ces produits en plastique à usage unique, qui envahissent les océans, seront dans l'avenir interdits dans l'Union européenne (UE), grâce à un accord. [...] Il doit toutefois encore recevoir l'assentiment officiel des deux institutions, Parlement et Conseil de l'UE, un parcours législatif que l'UE espère conclure au printemps 2019, pour une entrée en vigueur du texte à l'horizon 2021. Restera encore à transcrire le texte dans la législation nationale de chaque État de l'Union.



AFP, 20.12.2018

6 Précisez l'objectif de cette directive.

Elle a pour objectif de protéger l'environnement, et en particulier les océans, en interdisant les produits en plastique à usage unique.

7 Indiquez ce que devront faire les États de l'Union européenne pour permettre l'entrée en vigueur de la directive dans leur pays.

Ils devront la retranscrire dans leur propre législation.

DOC 6 Le principe de la hiérarchie des normes

La hiérarchie des normes est un principe fondamental qui organise et régit le droit français. Ce système pyramidal implique que la norme de niveau inférieur respecte toutes les règles de niveau supérieur. Le Conseil constitutionnel est chargé d'assurer le respect de la Constitution et de contrôler la hiérarchie des normes.



8 Expliquez pourquoi il est nécessaire de hiérarchiser les règles de droit.

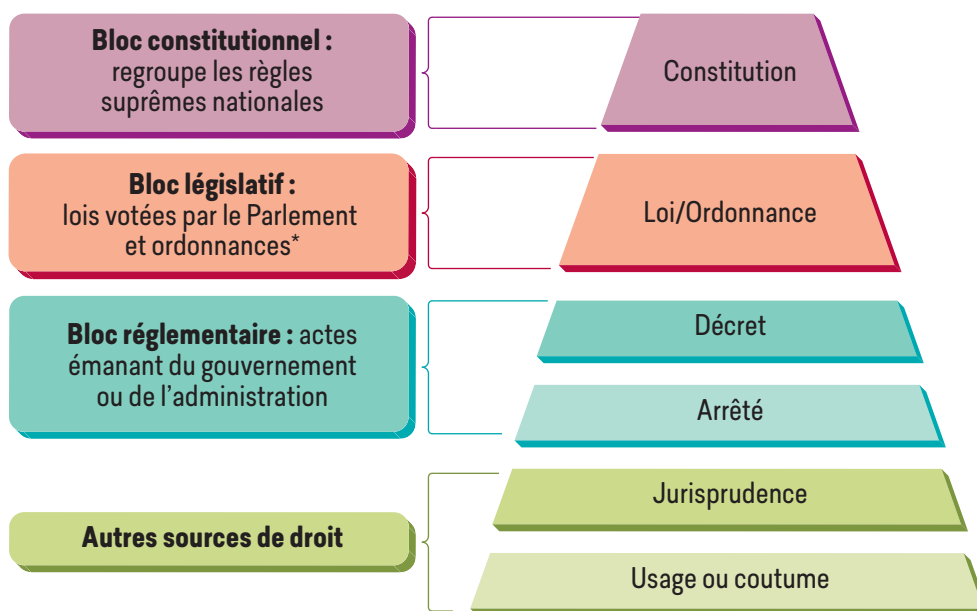
Les règles de droit doivent être hiérarchisées afin d'assurer la cohérence du droit français. Les règles ne doivent pas se contredire.

9 Citez l'institution qui garantit ce principe.

C'est le Conseil constitutionnel qui assure et contrôle la hiérarchie des règles de droit.

DOC 7 La hiérarchie des textes nationaux, européens et internationaux

Hiérarchie des textes nationaux



Cadre européen et international

Normes internationales

+

Normes communautaires

S'imposent aux textes nationaux si la France a ratifié ces textes

* Ordonnances : mesures prises par le Gouvernement dans les domaines relevant normalement de la loi et donc du Parlement.

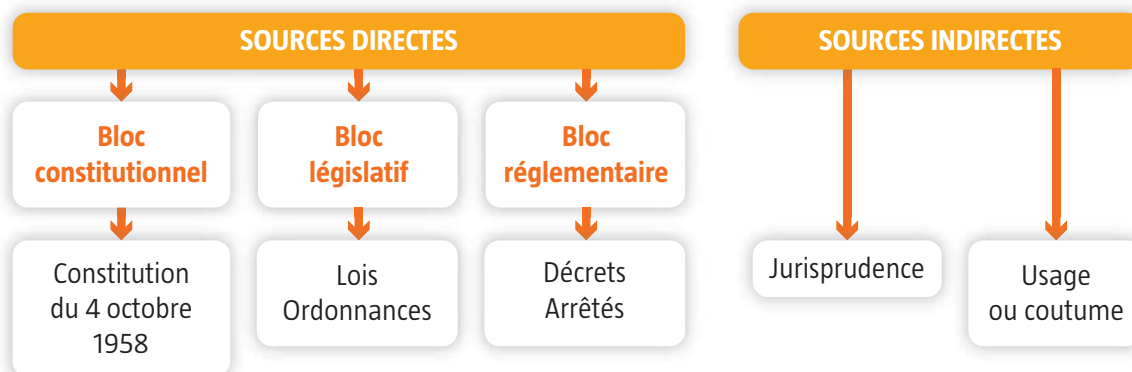
10 Indiquez si les affirmations suivantes sont justes.

	Vrai	Faux
Un décret doit respecter une loi	×	
Une loi doit respecter un arrêté		×
Une ordonnance doit respecter la Constitution	×	
Un arrêté doit respecter les règles communautaires	×	
Une loi doit respecter un décret		×

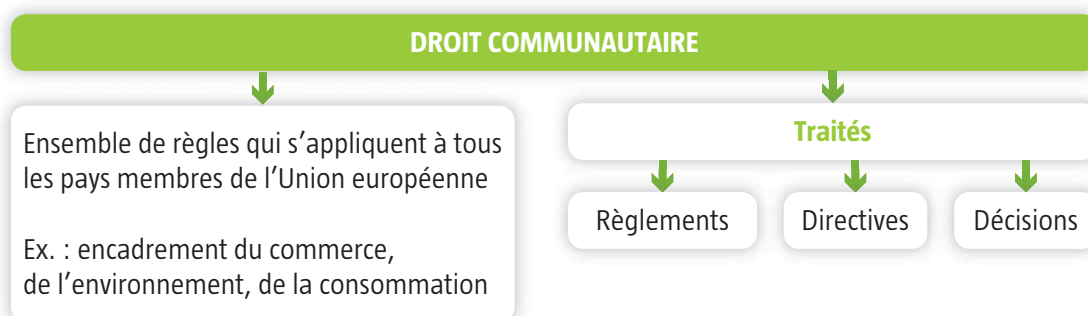


1 Les sources nationales du droit

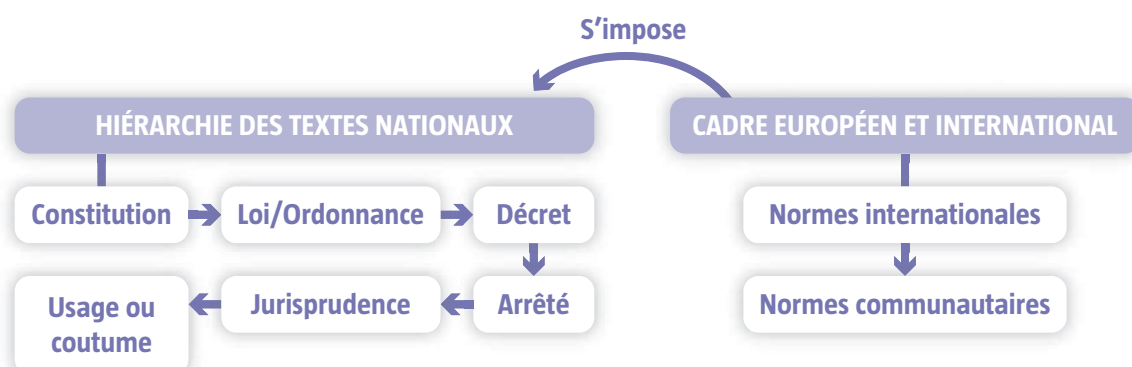
L'État de droit est un système institutionnel dans lequel la puissance publique est soumise au droit. Ce système implique notamment le respect de la hiérarchie des normes.



2 Les sources européennes du droit



3 La hiérarchie des normes



1 Testez vos connaissances

#QCM interactif



foucherconnect.fr/19ed018

2 Source qui peut !

Trouvez pour chaque situation la source de droit à l'origine de la décision.

L'Assemblée nationale a adopté un texte qui prévoit de prolonger l'état d'urgence.

Loi

Par décision du maire, le stationnement en centre-ville sera gratuit le samedi de 14 h à 18 h.

Arrêté

Un texte d'application de la loi Avenir professionnel renforce considérablement le contrôle des chômeurs.

Décret

3 Un peu de stats !

Acquisitions de la nationalité française par décret et par mariage de 2011 à 2017

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
A - Par décret	66 273	46 003	52 207	57 610	61 564	68 067	65 654
adultes	46 479	32 875	38 093	40 941	43 494	48 833	47 632
enfants	19 794	13 128	14 114	16 669	18 070	19 234	18 022
B - Par déclaration de mariage	21 664	22 382	17 513	19 725	25 044	20 702	17 476
adultes	20 719	21 525	16 786	19 000	24 153	19 988	16 957
enfants	945	857	727	725	891	714	519

Direction Générale des Étrangers en France

La nationalité française peut être obtenue par décret ou par mariage.

Comment calculer un taux d'évolution ?

La formule mathématique de ce calcul est très simple :

$$((V_a - V_d) / V_d) \times 100$$

V_a = valeur d'arrivée

V_d = valeur de départ



Indiquez combien de personnes ont obtenu la nationalité française par décret et par mariage en 2017.

En 2017, 65 654 personnes ont obtenu la nationalité française par décret et 17 476 par mariage.

Précisez l'évolution constatée entre 2016 et 2017.

Entre 2016 et 2017, l'acquisition de la nationalité française par mariage et par décret a diminué.

Calculez le taux d'évolution pour cette période.

– Par décret : $(65\,654 - 68\,067 / 65\,654) \times 100 = -3,68 \%$

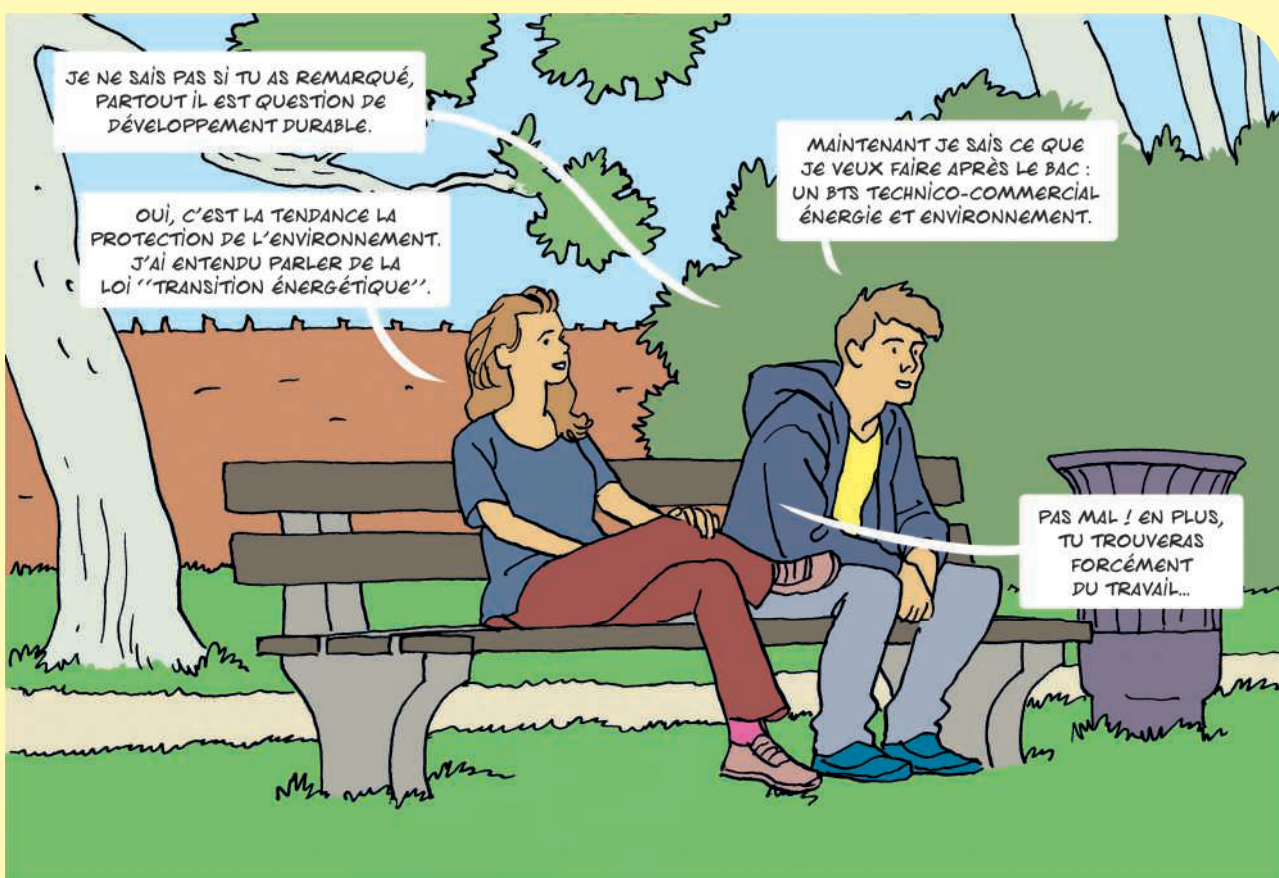
– Par mariage : $(17\,476 - 20\,702 / 20\,702) \times 100 = -15,58 \%$

Le cadre juridique de l'activité économique et sociale

CAPACITÉ Identifier la source de droit applicable dans une situation donnée

SITUATION

C'est mercredi après-midi, Yohan et Chloé se retrouvent au jardin public dans leur quartier.



1 Citez les sujets abordés par Yohan et Chloé.

Yohan et Chloé abordent le sujet du développement durable et de la protection de l'environnement.

2 Précisez si Chloé conforte Yohan dans son choix d'orientation.

Oui, elle lui dit que ce BTS débouchera sûrement sur un emploi.

Vidéo +

Tri des déchets : les fast-foods rappelés à l'ordre 1'57"



foucherconnect.fr/19ed019

Indiquez si les fast-foods parisiens respectent la loi de 1986 relative au tri des déchets et ce qu'ils risquent s'ils la transgressent.

Non, ils ne respectent pas la loi. Ils risquent de voir leur nom révélé publiquement, des sanctions pénales et des peines de prison.

DOC 1 Loi relative à la transition énergétique

La transition énergétique et les transports propres

La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) vise à permettre à la France de contribuer plus efficacement à la lutte contre le dérèglement climatique et à la préservation de l'environnement. Elle incite notamment au développement des transports propres pour améliorer la qualité de l'air et protéger la santé.

Lors de l'achat d'une voiture particulière électrique neuve, un particulier peut bénéficier d'une aide financière versée par l'État (6 000 € maximum).

1 Soulignez les objectifs de la loi relative à la transition énergétique.

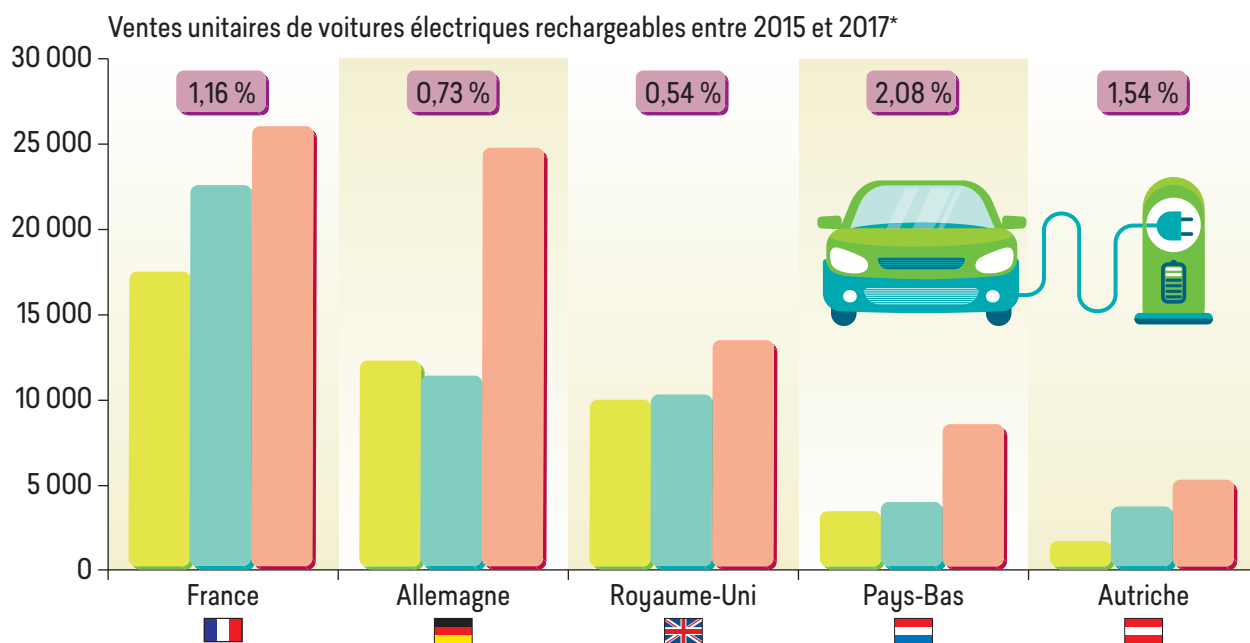
2 Indiquez comment l'État incite les particuliers à la mise en œuvre de la loi sur la transition énergétique.

L'État incite à la mise en œuvre de la loi sur la transition énergétique en accordant une aide financière aux particuliers pour l'achat de véhicules électriques neufs.

DOC 2 Les ventes de voitures électriques

Les ventes de voitures électriques explosent en Europe

■ 2015 ■ 2016 ■ 2017 % Part de marché en 2017



* Dans le Top 5 des pays de l'UE ayant enregistré le plus de ventes en 2017

3 Estimez la progression des ventes en France entre 2015 et 2017.

Environ 10 000 véhicules de plus ont été vendus entre 2015 et 2017.

4 Donnez la position de la France par rapport aux autres pays européens.

La France est en première position. Elle réalise les meilleures ventes de véhicules électriques au niveau européen.

DOC 3 La loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire

Chaque Français jette
chez lui par an



Soit par semaine



Lutter contre le gaspillage alimentaire

La loi n° 2016-138 du 11 février 2016 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire implique différentes actions parmi lesquelles la prévention du gaspillage alimentaire et le don ou la transformation des invendus propres à la consommation humaine.

Cela oblige les supermarchés de plus de 400 m² à donner leurs invendus à des associations caritatives. La loi les condamne à 3 750 euros d'amende si les denrées alimentaires sont détruites, en les jetant à la poubelle par exemple.

5 Expliquez pourquoi il est nécessaire de lutter contre le gaspillage alimentaire.

Les Français gaspillent 29 kg/an à leur domicile, soit l'équivalent d'un repas par semaine.

6 Soulignez, dans le document 3, les actions visées par la loi contre le gaspillage alimentaire.

7 Indiquez ce que risque un supermarché qui détruirait les denrées alimentaires invendues.

Il risque une amende de 3 750 €.

DOC 4 Les pratiques anti-gaspi des magasins E. Leclerc

Quelques initiatives des magasins E. Leclerc

1. Les dons de produits alimentaires représentent environ 24 000 tonnes par an pour l'ensemble des associations. Les denrées encore consommables sont données aux associations d'aide alimentaire telles que les Banques Alimentaires, les Restos du Cœur...
2. Dans le nord de la France, un guide de bonnes pratiques pour accompagner les magasins dans la lutte contre le gaspillage alimentaire à chaque étape de production a été développé. Il porte sur la gestion des stocks, la transformation des produits abîmés, les dons, la valorisation des déchets...
3. Plusieurs magasins transforment des produits abîmés ou arrivant à leur date limite de consommation en smoothie, bruschetta, pudding, croissant aux amandes, purée, soupe.
4. D'autres magasins ont mis en place un espace « prix bradé », type Zéro Gachis ou Gueules cassées, pour proposer aux clients des produits entre 30 et 50 % moins chers, mais arrivant bientôt à leur date limite de consommation afin d'éviter d'avoir à les jeter.

8 Relevez chaque initiative citée dans le document 4 et précisez à quel type d'action elle correspond.

Initiatives		Actions imposées par la loi
1	Don de produits alimentaires	Don aux associations caritatives
2	Création d'un guide des bonnes pratiques	Prévention du gaspillage
3	Transformation de produits	Transformation des invendus
4	Création d'un espace « prix bradé »	Prévention du gaspillage

DOC 5 La trottinette électrique victime d'un flou juridique

Quelles sont les règles pour circuler en trottinette électrique ?*

La multiplication de ces engins en partage pose des problèmes de sécurité, notamment vis-à-vis des piétons. D'autant qu'aucune règle n'est clairement établie.

Les trottinettes électriques ont déferlé en seulement quelques mois dans les rues des grandes villes françaises. Mais le cadre juridique autour de ces véhicules nouvelle génération reste flou. En attendant un véritable règlement sur le sujet, promis par le gouvernement à l'occasion de la loi d'orientation des mobilités, c'est la loi de la jungle qui prévaut. Avec pour conséquence une forte hausse du nombre de blessés à rollers ou en trottinette en 2017 : + 23 % en France, selon les chiffres de la

Sécurité routière. Alors quelles règles s'appliquent pour circuler à trottinette électrique ? Côté équipement, si le port du casque est bien évidemment fortement recommandé, il n'est pas légalement obligatoire. [...]

Elles n'ont en théorie pas le droit de circuler sur les voies publiques, trottoir compris. L'utilisateur est alors tenté d'emprunter les pistes cyclables. Mais là aussi, si c'est toléré, cela reste officiellement interdit : le Code de la route les réserve « exclusivement » aux cycles, et les trottinettes, électriques ou pas, n'en font pas partie. [...]

Dans les faits, beaucoup de *trotteurs*, démunis face à ce flou juridique, roulent sur les trottoirs et mettent en danger les piétons. Ou roulent sur la chaussée, et se mettent en danger eux-mêmes.

Thibault Déleaz/Le Point, 10.11.2018

*** Circulation en trottinette électrique**

Les engins de déplacements électriques (hoverboard, gyropode, monoroue, trottinette électrique) sont interdits sur les voiries publiques (trottoirs et voies de circulation). Les vélos sont considérés comme des véhicules et doivent circuler sur la chaussée. Code pénal : articles 223-1 à 223-2 – Mise en danger de la vie d'autrui



9 Indiquez ce que dénonce cet article de presse.

- ☒ L'absence de réglementation adaptée à la trottinette électrique.
- ☐ Le non-respect de la loi sur l'utilisation de la trottinette électrique.
- ☒ Une forte hausse du nombre de blessés en trottinette en 2017.
- ☒ Une pratique dangereuse de la trottinette électrique.

10 Nommez la loi qui encadrera l'usage des véhicules de nouvelle génération.

Le gouvernement a promis la loi d'orientation des mobilités.

DOC 6 La régulation de l'usage des trottinettes à Paris

Le Conseil de Paris a adopté mercredi plusieurs mesures destinées à renforcer la régulation des trottinettes électriques en libre-service avec notamment l'instauration d'une redevance et d'une amende de 135 € pour la circulation sur les trottoirs.

Un décret devrait généraliser cette mesure à l'ensemble du pays.

AFP, 03.04.2019

11 Surlignez les mesures prises à Paris pour réguler l'usage des trottinettes.

12 Déduisez ce qu'il faut retenir de ces observations.

- ☒ Les nouvelles pratiques manquent parfois de cadre juridique.
- ☐ L'absence de cadre juridique permet une totale liberté.
- ☒ L'absence de cadre juridique peut mettre en danger les individus.
- ☒ La loi est nécessaire pour encadrer l'activité sociale.



1 La préservation de l'environnement

POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT

Incitation

Aide financière
de l'État

Loi pour la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV)

Action

Développement des transports propres

Pour

Améliorer la qualité de l'air

Protéger la santé

2 La lutte contre le gaspillage

POUR LUTTER CONTRE LE GASPILLAGE

Sanction

Si destruction
des invendus
alimentaires

Loi pour la lutte contre le gaspillage alimentaire

Action 1

Inciter les supermarchés à prévenir
le gaspillage alimentaire

Action 2

Obliger les supermarchés à donner ou transformer
des produits alimentaires invendus

3 L'encadrement des déplacements

Les **nouveaux
moyens de
déplacement**
manquent de
cadre juridique

L'absence
de cadre
juridique met
en **danger**
les individus

La **loi** est nécessaire
pour encadrer
l'utilisation
des nouveaux moyens
de déplacement

L'**État** a annoncé
un **projet de loi** :
« Loi d'orientation
des mobilités »

1 Testez vos connaissances

#QCM
interactif



foucherconnect.fr/19ed021

2 Un peu d'ordre !

Remettez les lettres des mots suivants dans l'ordre.

A	S	P	I	L	E	G	G	L	A	→	G	A	S	P	I	L	L	A	G	E
C	I	N	T	T	O	N	I	A	I	→	I	N	C	I	T	A	T	I	O	N
E	R	F	I	N	A	C	N	I	E	→	F	I	N	A	N	C	I	E	R	E
T	O	P	R	E	C	T	N	I	O	→	P	R	O	T	E	C	T	I	O	N
Q	L	E	C	T	U	E	I	R	E	→	E	L	E	C	T	R	I	Q	U	E

3 Pas gênés !

Relâchement sur la route

Seuls 72 % assurent trier régulièrement sur les aires d'autoroutes. « Autant les Français semblent avoir adopté les gestes du tri au quotidien, autant ils se relâchent quand ils sont sur la route, déplore Bernadette Moreau. Par paresse, certains jettent dans un sac plastique leurs canettes et leurs résidus de sandwich puis les déposent dans les grands conteneurs jaunes de tri installés sur nos aires. On se retrouve du coup avec 50 % des déchets qui ne pourront pas aller dans la filière de recyclage. »

Mais comme souvent, les Français se trouvent de bonnes excuses à leur incivisme. 83 % de ceux qui abandonnent leurs déchets au bord de la route disent le faire parce qu'il n'y a pas de poubelles à proximité ou qu'elles sont pleines. Et 40 % avouent ne pas avoir envie d'emporter leurs restes avec eux dans la voiture pour les jeter plus tard. Pas étonnant qu'un tiers des Français jugent les aires d'autoroutes sales. L'an dernier, pas moins de 9 000 tonnes de déchets ont été collectées sur l'ensemble du réseau autoroutier hexagonal. Soit une tonne de déchets par kilomètre !



Frédéric Mouchon/Le Parisien, 01.08.2018

Dites ce que vous pensez du comportement des Français.

Les Français se comportent différemment lorsqu'ils ne sont pas chez eux.

Alors qu'ils effectuent le tri sélectif à la maison, ils ne le font pas toujours sur les aires d'autoroute.

Ainsi 50 % des déchets ne pourront pas être recyclés.

Ce comportement est incivile.

Méthode 3

Comprendre un texte juridique

Interdiction de vapoter au travail

L'interdiction de fumer la cigarette électronique sur les lieux de travail est abordée dans le décret n° 2017-633 du 25 avril 2017 relatif aux conditions d'application de l'interdiction de vapoter dans certains lieux à usage collectif.

Les obligations de l'employeur

L'employeur [...] doit prendre des mesures pour préserver la santé de son personnel conformément aux dispositions des articles L4121-1 du Code du travail. Il doit veiller à ce que ses salariés ne soient pas exposés au tabagisme passif au travail et, de ce fait, communiquer à son personnel par affichage obligatoire l'interdiction de fumer sur les lieux. Aux textes de loi sur la lutte contre le tabagisme vient également s'ajouter l'article L3511-7-1 du Code de la santé publique qui interdit également de vapoter dans les bureaux et locaux de l'entreprise. De ce fait, au même titre que l'interdiction de fumer au travail, l'employeur devra mettre en place une signalisation indiquant à ses employés qu'il est strictement interdit de vapoter dans les locaux de l'entreprise.

Les sanctions

Le non-respect de l'affichage obligatoire de l'interdiction de vapoter dans l'entreprise par l'employeur constitue un défaut d'affichage et est puni par le paiement d'une [...] amende de 450 euros. Le non-respect de l'interdiction quant à lui est puni par une amende de 150 euros.

www.affichage-obligatoire.net, 2019

Titre

Idée principale :

il est interdit de vapoter sur les lieux de travail.

Idée secondaire :

les obligations de l'employeur :

– l'employeur est tenu de veiller à ce que les salariés ne soient pas exposés au tabagisme ;
– il doit les informer de l'interdiction de fumer et de vapoter sur les lieux de travail par voie d'affichage et au moyen d'une signalisation.

Idée secondaire :

le défaut d'affichage de l'interdiction de vapoter au travail est passible de sanctions (amendes).

Date

Source du texte

Compléter les pointillés en suivant la méthode 3.

Méthode 3

- 1 Identifier la nature du document et son origine (le sujet juridique traité, la source, la date, l'auteur).
- 2 Repérer et comprendre la structure du texte (le plan du texte).
- 3 Identifier l'idée principale et les idées secondaires du texte avec leur argumentation.
- 4 Repérer les mots-clés en les soulignant et les textes juridiques sur lesquels s'appuie l'argumentation en les surlignant.

Méthode 4

Comprendre des consignes

Exemples de consignes

A À l'aide des documents joints, vous présenterez l'évolution de la réglementation sur la limitation de vitesse en France, depuis 2005.

Décrire – Indiquer
Analyser – Préciser.

B En vous appuyant sur les données statistiques, montrez que le nombre de lois est élevé en France par rapport aux autres pays.

Démontrer – Expliquer
Justifier – Analyser.

C Identifiez les sources du droit applicables à la circulation des travailleurs au sein de l'Union européenne.

Repérer – Reconnaître
Distinguer – Relever.

D Vous définirez les notions de Constitution, lois, décrets et règlements.

Expliquer – Préciser
Expliciter.

E Après avoir effectué des recherches sur Internet, vous classerez les dix premières villes françaises selon le nombre de familles monoparentales.

Trier – Ordonner
Recenser – Lister.

F Représentez le circuit économique simplifié avec les flux réels et monétaires.

Dessiner – Matérialiser.
Schématiser.

Appliquer la **méthode 4** aux consignes B, C, D, E et F selon l'exemple A et compléter les pointillés.

Vocabulaire

Consigne : instruction donnée pour effectuer un travail, énoncé indiquant une tâche à accomplir ou un but à atteindre.

Méthode 4

- 1 Surligner les verbes d'action exprimant une consigne.
- 2 Rechercher, si nécessaire, le sens des verbes exprimant la consigne.
- 3 Proposer des synonymes pour chaque verbe d'action.
- 4 Repérer les autres composantes d'une consigne : encadrer ce sur quoi porte l'action, souligner les ressources à utiliser.

Les parties et l'objet d'un contrat

CAPACITÉ Identifier les parties et l'objet d'un contrat

SITUATION

Trois amies se retrouvent devant une brasserie parisienne. Alexia et Thessia se proposent de réserver une table, pendant qu'Élisabeth se rend rapidement dans l'agence de voyages Air Caraïbes située à proximité. Elle doit payer leurs billets d'avion, réservés il y a quelques jours à l'agence, pour leur voyage à destination de Santiago de Cuba.



1 Précisez à quoi se sont engagées Élisabeth, Alexia et Thessia.

Les trois amies se sont engagées à consommer auprès de la brasserie et à payer leurs billets d'avion pour Santiago de Cuba auprès de l'agence Air Caraïbes.

2 Indiquez quelles formes prennent ces engagements.

Pour la brasserie : engagement oral.

Pour l'agence de voyage : engagement écrit, signé (contrat de vente).

Vidéo +

Acheter une voiture en leasing : ce qu'il faut savoir ! 2'00''



foucherconnect.fr/19ed022

Expliquez la particularité des deux contrats cités dans cette vidéo.

Le contrat de location avec option d'achat (LOA) : la personne est locataire de son véhicule jusqu'à la fin du contrat.

Le contrat de vente : si la personne rachète le véhicule en fin de LOA, elle en devient propriétaire.

DOC 1 Notion juridique

Art 1101 du Code civil : Le contrat est un **accord de volontés** entre deux ou plusieurs personnes, destiné à créer, modifier, transmettre ou éteindre des obligations.

www.legifrance.gouv.fr, © DILA

**DOC 2** Vous pouvez être engagé par un simple accord verbal

Dans la majorité des cas de la vie quotidienne, la loi ne rend pas obligatoire un écrit pour être engagé. Un contrat est considéré comme existant dès lors que les parties concernées ont donné leur accord, y compris verbalement. *Par exemple, vous ne signez rien en vous rendant à la boulangerie pour acheter votre baguette de pain. Pour autant vous venez de conclure un achat. Il en est de même quand vous vous*

rendez chez votre coiffeur... Vous vous engagez à payer la prestation de service qui vous sera fournie.

Un écrit est en revanche très utile lorsqu'il s'agit d'apporter une preuve en cas de conflit entre les parties, mais aussi lorsque l'objet du contrat concerne des biens ou services spécifiques... *Par exemple, la loi impose un écrit pour valider l'accord des parties dans une transaction immobilière.*

www.quechoisir-montpellier.org

1 Expliquez ce qu'est un contrat.

C'est un accord de volontés entre deux ou plusieurs personnes.

2 Citez les deux formes que peut prendre un contrat.

Un contrat peut être conclu à l'oral ou à l'écrit.

DOC 3 La liberté contractuelle

Art 1102 du Code civil : Chacun est libre de contracter ou de ne pas contracter, de choisir son cocontractant et de déterminer le contenu et la forme du contrat dans les limites fixées par la loi. La liberté contractuelle ne permet pas de déroger aux règles qui intéressent l'ordre public.

www.legifrance.gouv.fr, © DILA

Exceptions à la liberté contractuelle

Choix du cocontractant
Ex. : Sécurité sociale

Respect de la réglementation :
la loi impose certains contrats
Ex. : assurance

Protection de l'ordre public

Ex. : ventes prohibées, comme les stupéfiants

3 Précisez sur quels principes repose la liberté contractuelle.

- la liberté de contracter ou pas ;
- le choix de la personne avec qui on signe un contrat ;
- le contenu et la forme du contrat.

4 Listez les limites à la liberté contractuelle.

Les limites sont le choix du cocontractant, la protection de l'ordre public et le respect de la réglementation.

DOC 4 Conditions de validité

Art 1145 du Code civil :

toute personne physique peut contracter sauf en cas d'incapacité prévue par la loi.

Art 1146 du Code civil :

sont incapables de contracter dans la mesure définie par la loi : les mineurs non émancipés et les majeurs protégés*.

Art 1162 du Code civil :

le contrat ne peut déroger à l'ordre public.

* Exemple : un adulte sous tutelle

Art 1128 du Code civil

Sont nécessaires à la validité d'un contrat :



Le consentement des parties



La capacité de contracter



Un contenu licite et certain

Art 1178 du Code civil : un contrat qui ne remplit pas les conditions requises pour sa validité est nul. Le contrat annulé est censé n'avoir jamais existé.

Art 1130 du Code civil :

l'erreur, le dol et la violence vicient le consentement.

Les vices de consentement

Manœuvres volontaires de l'un des contractants pour « forcer » à la signature du contrat.

L'erreur si elle porte sur une des qualités essentielles de la prestation.

Le dol lorsqu'un contractant tente d'obtenir le consentement de l'autre par des manœuvres ou des mensonges.

La violence lorsqu'une partie s'engage sous la pression d'une contrainte.

**5 Relevez les conditions de validité d'un contrat.**

Les trois conditions de validité d'un contrat sont : le consentement des parties, la capacité de contracter et un contenu licite et certain.

6 Citez les vices de consentement.

Il y a trois vices de consentement : l'erreur, le dol et la violence.

7 Donnez la conséquence sur l'existence du contrat en cas de vice de consentement.

Le contrat est annulé, ce qui signifie qu'il est censé ne jamais avoir existé.

8 Repérez et justifiez pour chaque situation la condition de validité qui n'a pas été respectée.

Situations	Condition de validité non respectée	Justification
Samia, 14 ans, se rend chez un concessionnaire pour acheter un scooter.	Capacité	Samia est mineure, elle n'a pas la capacité de contracter.
Doris, 92 ans, vient d'acheter un ordinateur dernière génération à M. Merlu qui l'a menacée pour obtenir une vente.	Vice de consentement : la violence	Doris s'est engagée sous la contrainte.
Jocelyn vend du cannabis à ses amis du lycée pour se faire de l'argent de poche.	Contenu du contrat	Le contenu du contrat est illicite : vente prohibée.
Patrick a décidé de vendre sa voiture sur Leboncoin. Pour la vendre plus cher, il trafique le compteur et ne le dit pas à l'acheteur.	Vice de consentement : le dol	Patrick a menti sur le kilométrage de sa voiture.

DOC 5 Dans le cas d'un écrit

Le contrat écrit doit préciser les éléments suivants :

Le titre du contrat
(type)

La désignation
des parties

L'objet
du contrat

Les droits et
obligations des parties

La durée,
les délais

Le tribunal compétent
en cas de litige

La date, le lieu, le nombre
d'exemplaires

La signature
des parties



Contrat de maintenance informatique

Entre la SARL MAINTINFO, 28 bd Victor Hugo 06000 Nice, le prestataire

Et

La société BRADAZUR 5 rue Barla 06000 Nice, le client

Il a été convenu ce qui suit :

Objet du contrat – Le présent contrat a pour objet l'entretien, le dépannage des matériels et services décrits dans l'Annexe A. Le prestataire assurera trois interventions préventives dans l'année, les dates étant fixées de concert avec le client et les interventions au coup par coup, sur demande du client.

Obligations du client – Le client s'engage à respecter les conditions normales d'utilisation du matériel et à suivre les instructions du prestataire.

Limite de responsabilité – Le prestataire sera déchargé de toute responsabilité en cas d'inobservation par le client d'une des clauses du contrat.

Durée du contrat – Le présent contrat est conclu pour une durée d'un an à compter du 1^{er} mars 2019.

Prix et règlement – Le montant HT de la maintenance, fixé dans l'annexe A, est facturé lors de la visite des techniciens du prestataire. Les factures sont payables à réception, net, comptant. En l'absence de règlement, ou de trois retards de paiement répétés, le prestataire se réserve le droit de dénoncer le présent contrat.

Attribution de juridiction – Pour tout litige, l'attribution de juridiction est faite au tribunal de commerce de Nice.

Fait en deux exemplaires, à Nice, le 15 février 2019.

Pour Sarl MAINTINFO

Lu et approuvé

SARL MAINTINFO

Pour la Société BRADAZUR

Lu et approuvé

Bradazur

9 Surlignez dans le texte les éléments essentiels qui doivent figurer sur un contrat.

10 Dites si ce contrat respecte les règles de rédaction et justifiez votre réponse.

Ce contrat est conforme aux règles de rédaction d'un contrat, il précise tous les éléments essentiels qui doivent être présents dans un contrat.

11 Vérifiez si les conditions de validité de ce contrat sont respectées.

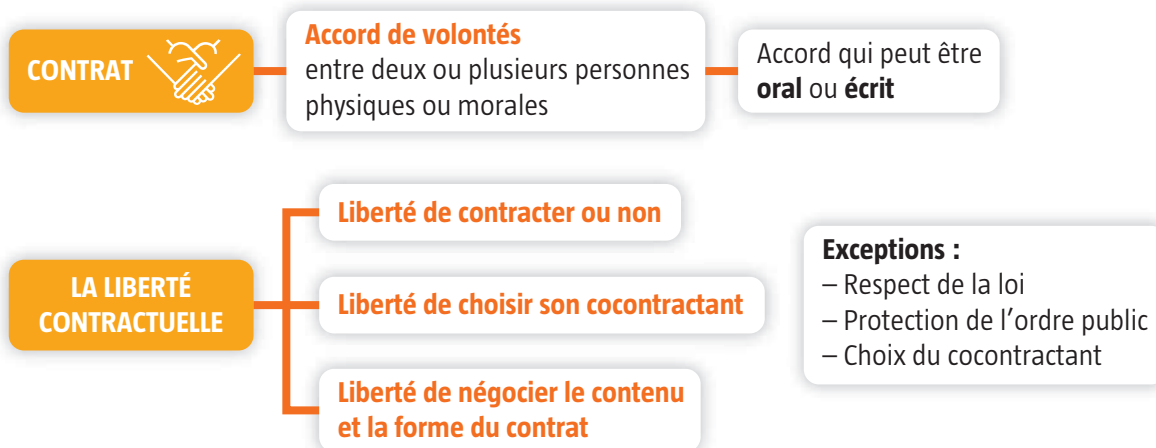
Le consentement des parties : aucun vice de consentement, les deux parties se sont mises d'accord, « il a été convenu ce qui suit ».

La capacité : les cocontractants sont majeurs et ont la capacité de contracter.

Le contenu du contrat est licite et certain : maintenance informatique.



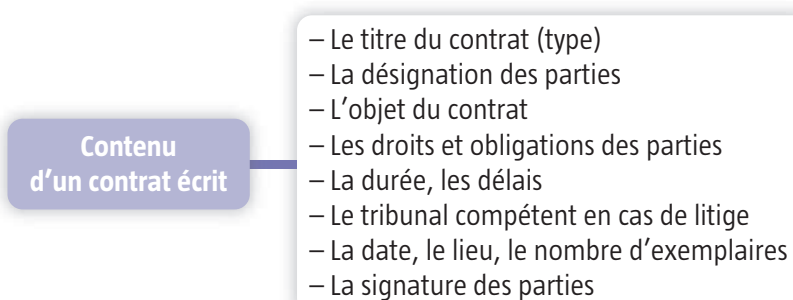
1 La formation des contrats



2 La validité des contrats



3 Éléments constitutifs d'un contrat



À vous de jouer!

1 Testez vos connaissances

#QCM interactif



foucherconnect.fr/19ed024

2 Déterminez les types de contrats

Pour chaque situation, déterminez le type de contrat.

		
M. Delors loue une maison à l'agence Century 21.	Laure sort de chez sa coiffeuse, elle est ravie de sa nouvelle coupe.	Jennifer vient d'être recrutée en CDI.
contrat de location	contrat de vente (prestation de service)	contrat de travail
		
Jocelyn, jeune conducteur, assure sa voiture chez GAN.	Lise et Martin ont obtenu leur prêt pour acheter une maison.	Yacine a acheté une boutique plus grande.
contrat d'assurance	contrat de prêt	contrat de vente

3 La bonne définition

Reliez chaque mot à la définition qui lui correspond.

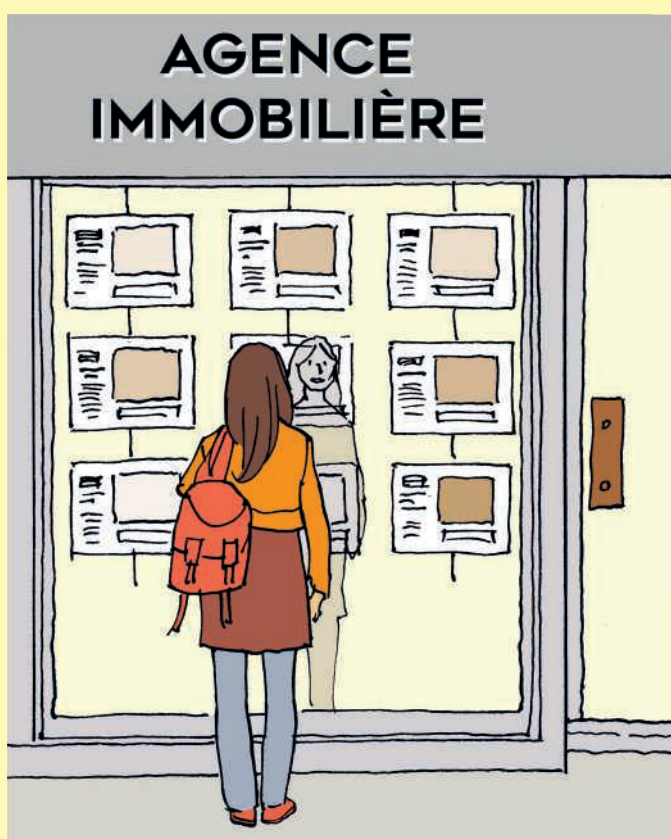
Consentement	Absence d'une des conditions de validité du contrat
Obligations	Consentement obtenu par des manœuvres ou des mensonges
Liberté contractuelle	Engagements des parties
Dol	Être considéré comme capable et majeur donc avoir le droit de signer des contrats
Capacité à contracter	Accord de volontés
Nullité du contrat	Fait de pouvoir choisir de s'engager ou non, de choisir avec qui on s'engage et de déterminer le contenu et la forme du contrat

Les droits et les obligations de chacune des parties au contrat

CAPACITÉ Décrire les droits et obligations de chacune des parties au contrat

SITUATION

Sarah vient d'obtenir son BTS, elle souhaite s'installer. Elle recherche un appartement. Après avoir consulté de nombreuses annonces et réalisé quelques visites, elle a enfin signé son contrat de location.



1 Expliquez à quoi s'engage Sarah.

Sarah s'engage à occuper l'appartement et à verser un loyer.

2 Indiquez l'obligation principale qui en découle pour Sarah et pour le propriétaire.

Le propriétaire doit mettre à disposition de Sarah l'appartement.

Sarah devra verser tous les mois un loyer au propriétaire.

Vidéo +

Les obligations du garagiste de la CNAFC
2'04''



foucherconnect.fr/19ed025

Précisez les obligations à la charge des parties.

Le garagiste est tenu de remettre en état la voiture qui lui a été confiée en réparation. Il est responsable du véhicule et de la qualité des travaux effectués. Le propriétaire du véhicule doit s'acquitter de la facture.

DOC 1 Principe juridique d'obligation contractuelle

L'obligation contractuelle est un engagement pris lors de la conclusion d'un contrat (formel ou pas) par une personne envers une ou plusieurs autres personnes, en vertu duquel elle est tenue de donner, de faire ou de ne pas faire quelque chose.

1 Repérez, pour chaque situation, l'obligation contractuelle ainsi que les obligations réciproques des parties.

Situations	Obligations contractuelles	Obligations des parties
Sophie se rend chez la coiffeuse pour une coupe de cheveux.	Obligation de faire	- Couper les cheveux - Payer le prix de la prestation de service
Julie achète deux billets de concert à la Fnac.	Obligation de donner	- Délivrer les deux billets de concert - Payer le prix des deux billets
Yacine signe une clause de non-concurrence* dans son contrat de travail.	Obligation de ne pas faire	En cas de rupture de contrat, Yacine s'engage à ne pas aller travailler chez le concurrent.
Thomas achète une voiture à son copain Jérôme.	Obligation de faire	- Remettre la voiture - Paiement du prix de la voiture

* La clause de non-concurrence est une clause insérée dans le contrat de travail. Elle vise à limiter la liberté d'un salarié d'exercer, après la rupture de son contrat, des fonctions équivalentes chez un concurrent.

DOC 2 La nature des obligations contractuelles**Obligation de moyens**

Une personne s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour parvenir à un résultat mais elle n'est pas obligée d'obtenir ce résultat.

Ex. : un médecin qui soigne son patient

Il existe
deux types
d'obligations
contractuelles

**Obligation de résultat**

Une personne s'engage à un résultat précis, déterminé à l'avance, sous peine de sanction.

Ex. : un livreur qui effectue sa livraison

2 Indiquez la nature de l'obligation dans chaque situation.

M. Fradin, garagiste, s'est engagé à réparer le système de freinage de la voiture de Mme Constance.

Obligation de résultat : M. Fradin doit réparer le système de freinage sinon la cliente peut obtenir des indemnités pour le préjudice subi en cas d'accident.

Mme Roche, vétérinaire, s'engage à soigner Poppy le chien de Déborah qui a eu un accident.

Obligation de moyens : Mme Roche ne promet pas de guérir le chien mais de le soigner.

DOC 3 L'engagement formel et réciproque

Article 1103 du Code civil : Les contrats légalement formés tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faits.

La force obligatoire **contraint les parties** à respecter leurs engagements d'elles-mêmes. Elles ne peuvent pas se rétracter unilatéralement (aucune partie ne peut changer le contrat sans l'accord de l'autre). Si une partie se sent lésée, elle doit saisir un juge.

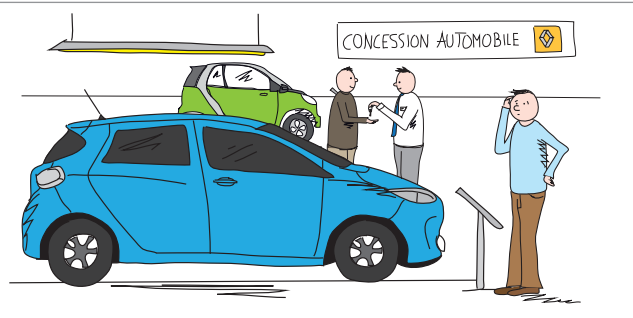
Article 1104 du Code civil : Le contrat doit être exécuté de bonne foi. L'exécution de bonne foi signifie qu'aucune tromperie ne peut entacher l'exécution.

3 Expliquez pourquoi les parties ne peuvent pas revenir sur leurs engagements de manière unilatérale.



Mme Désiré a loué un studio meublé.
Elle souhaiterait désormais le louer vide.

Mme Désiré a conclu un contrat de location avec le propriétaire de l'appartement, elle devra donc avoir le consentement de celui-ci pour modifier l'objet du contrat.



M. Contion a signé un contrat de vente portant sur l'achat d'une Renault Zoe. Le délai de livraison étant trop long, il envisage de saisir la justice pour modifier la clause liée à la livraison.

Pour M. Contion, le juge ne pourra modifier cette clause en vertu de la force obligatoire du contrat, M. Contion devra être patient.

DOC 4 L'effet relatif des contrats

Art 1199 du Code civil : Le contrat ne crée d'obligations qu'entre les parties mais pas à l'égard des tiers. Seuls ceux qui ont signé le contrat ont l'obligation de l'exécuter : c'est l'effet relatif du contrat.

Certaines personnes peuvent acquérir le statut de partie ultérieurement. C'est le cas des héritiers (sauf pour les contrats *intuitu personae*, c'est-à-dire que le contrat est conclu en considération de la personne avec laquelle il a été passé).

4 Énoncez le principe de l'effet relatif du contrat.

Seules les parties qui ont signé le contrat sont engagées.

5 M. Fort vient de décéder. Ses enfants ont hérité de tous ses biens, il était propriétaire d'une maison qu'il louait. Indiquez si les enfants de M. Fort doivent maintenir le contrat avec la locataire.

Les héritiers sont considérés comme des parties au contrat : ils ont donc l'obligation de poursuivre le contrat.

6 Mme Dessimond a engagé un artiste-peintre pour réaliser une fresque sur un mur de sa maison. Cet artiste-peintre décède avant sa finition. Les enfants de celui-ci ont accepté la succession.

Expliquez si les enfants de cet artiste-peintre sont tenus d'honorer le contrat. Justifiez votre réponse.

Les enfants ne sont pas tenus de respecter cet engagement car c'est un contrat conclu *intuitu personae*, c'est-à-dire que seul le peintre pouvait réaliser la fresque.

DOC 5 À quoi correspondent les conditions générales de vente (CGV) ?

Les conditions générales de vente (CGV) correspondent à un **ensemble de clauses** qui visent à encadrer **les relations contractuelles** entre un vendeur professionnel et un client. Les CGV permettent d'**informer le client** sur les conditions de vente avant toute transaction.

Les CGV, faisant partie intégrante du contrat, sont des clauses standardisées car elles ont vocation à s'appliquer à l'ensemble de la clientèle.

Le client doit donc en prendre connaissance **avant la conclusion de la transaction**. La communication doit se faire de manière lisible et compréhensible.

www.legalplace.fr

7 Expliquez l'utilité des conditions générales de vente.

Les CGV sont un ensemble de clauses qui visent à préciser les relations contractuelles entre un vendeur et son client.

DOC 6 Les conditions générales de ventes IKEA en magasin (Extraits)

Les présentes conditions générales de vente régissent les droits et obligations de l'acheteur, « le client », et du vendeur « IKEA » ou « nous », pour tous les achats effectués au sein d'un magasin IKEA, hors vente à distance. Le client déclare accepter sans réserve les présentes conditions générales de vente.

1. VOTRE ACHAT :

Chez IKEA, nos produits peuvent pour la plupart être emportés le jour même, une fois le produit intégralement payé.

6. RISQUE DU TRANSPORT :

[...] IKEA s'engage à supporter les risques du stockage et du transport jusqu'au lieu de livraison désigné sur le bon de commande par le client ou auprès d'un point retrait. Vous êtes responsable des marchandises déposées entre vos mains dès leur remise matérielle. [...]

8. VOTRE DROIT AU CHANGEMENT D'AVIS :

Vous pouvez rapporter, dans le magasin de votre choix, pendant 365 jours vos articles non utilisés.

Vous pouvez rapporter sous 14 jours à compter de la date d'achat (ou de livraison) votre article ayant été assemblé et/ou utilisé. IKEA vous remboursera en émettant une carte Avoir sur présentation du ticket de caisse ou de la facture.

**8 Citez les parties concernées par ces conditions de vente.**

Les parties concernées sont Ikea, le vendeur, et un client.

9 Expliquez pourquoi le client ne peut pas négocier ces conditions.

Les conditions ne sont pas négociables car elles sont générales et demandent l'adhésion du client avant un achat.

10 Indiquez qui est responsable en cas de dégradation du produit pendant le transport.

C'est Ikea car il s'engage à supporter les risques de stockage et de transport jusqu'au lieu de livraison.

11 Précisez sous quelles conditions le client a le droit de changer d'avis.

Le client a le droit de changer d'avis pendant un an si le produit n'est pas déballé et pendant 14 jours dans les autres cas (assemblage, utilisation).



1 La notion d'obligation contractuelle

Obligation contractuelle : engagement pris lors de la conclusion d'un contrat par une personne envers une ou plusieurs autres personnes en vertu duquel elle est tenue de donner, de faire ou de ne pas faire quelque chose.

LES OBLIGATIONS SONT DE DEUX TYPES

Obligation de **moyens**

Une personne s'engage à mettre tous les moyens en œuvre pour parvenir à un résultat, mais elle n'est pas obligée d'obtenir ce résultat.

Obligation de **résultat**

Une personne s'engage à un résultat précis, déterminé à l'avance, sous peine de sanction en cas de non-réalisation de ce résultat.

2 Les effets du contrat envers les parties

L'engagement formel et réciproque

Les contrats légalement formés tiennent lieu **de loi**.

Engagement des parties qui ont signé le contrat.

Aucune partie ne peut changer le contrat sans l'accord de l'autre.

Le contrat doit être exécuté de **bonne foi** : aucune tromperie.

L'effet relatif des contrats

Seuls ceux qui ont signé le contrat ont l'obligation de l'exécuter.

Certaines personnes peuvent obtenir le statut de partie ultérieurement et donc être obligées d'exécuter le contrat.

Ex. : Les héritiers, sauf pour les contrats conclus en fonction de la personne.

3 Les conditions générales de vente



LES CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

C'est un **ensemble de clauses qui précisent les relations contractuelles**.

Ces clauses sont **standardisées à l'ensemble de la clientèle**.

Elles permettent d'**informer le client** sur les conditions de vente.

Le client doit en prendre connaissance **avant la conclusion de la vente**.

1 Testez vos connaissances

#QCM
interactif



foucherconnect.fr/19ed027

2 Trouver l'intrus

Clients

Rémunération

Engagement

Obligation
de résultat

Contrat

3 Obligation de moyen ou de résultat ?

Mme Alice a signé un contrat d'entretien annuel de sa chaudière avec un nouveau chauffagiste.

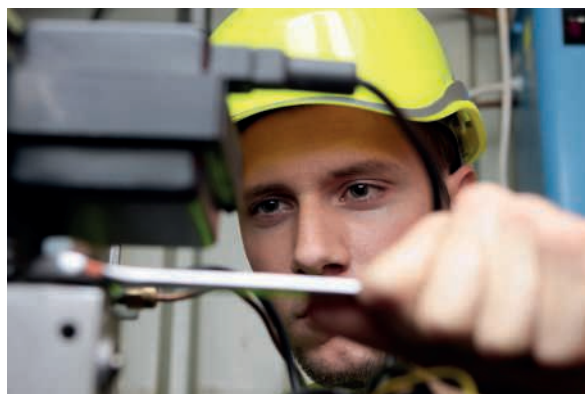
Le moment est arrivé pour le chauffagiste de venir faire l'entretien annuel de sa chaudière.

À la mise en service, la chaudière a commencé à fumer et des composants ont brûlé.

Ce chauffagiste va revenir à deux reprises, il a fait acheter un nouveau matériel à Mme Alice.

À la remise en service, le problème s'est reproduit !

Mme Alice, ne faisant plus confiance à ce chauffagiste, fait venir une seconde entreprise qui lui explique que le problème provient d'un mauvais réglage dès le départ !



Identifiez les parties engagées par ce contrat.

Il s'agit de Mme Alice et du chauffagiste.

Précisez à quoi s'engagent :

– Mme Alice : à régler la facture d'entretien de la chaudière ;

– le chauffagiste : à réaliser l'entretien annuel de la chaudière.

Indiquez la nature de l'obligation du chauffagiste.

C'est une obligation de résultat. Il s'engage à entretenir la chaudière, celle-ci doit être en état de marche à son départ.

Expliquez ce que peut faire Mme Alice dans le cas présent.

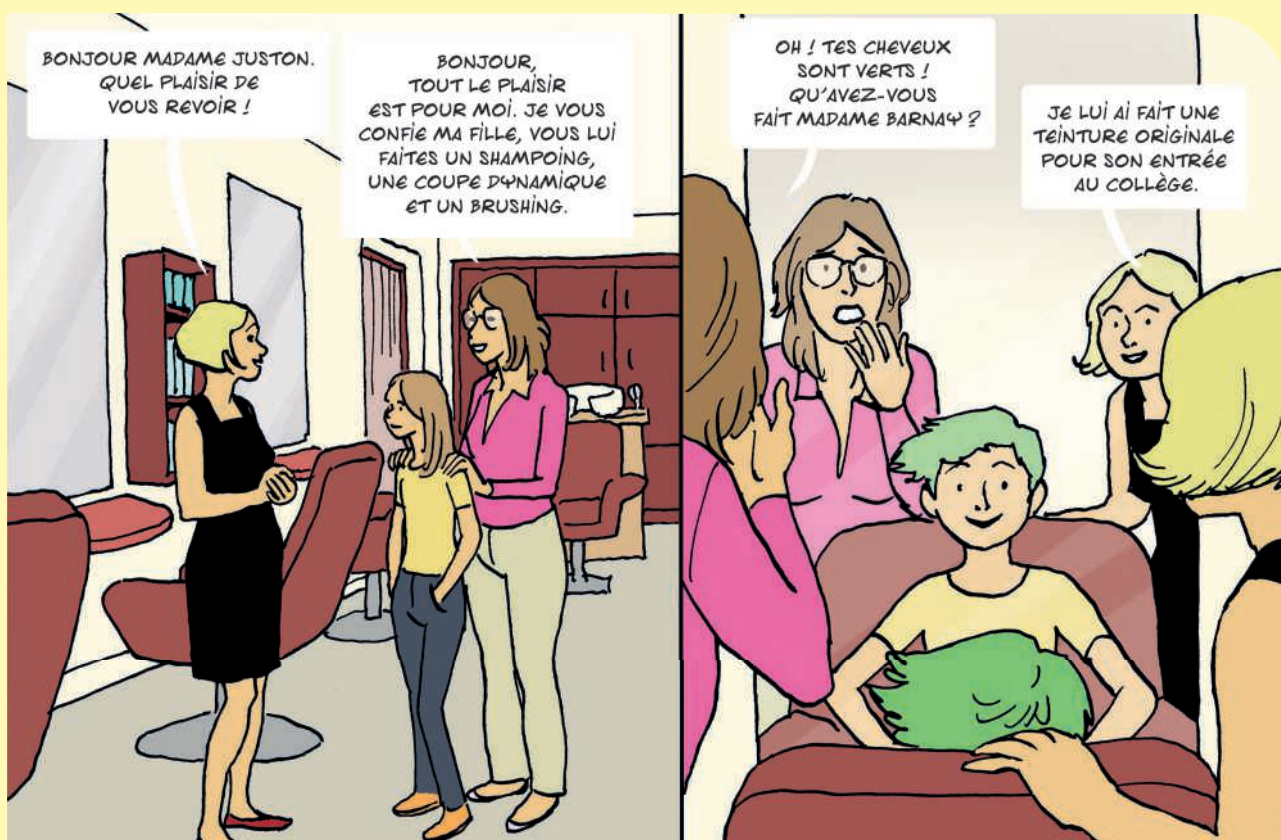
Mme Alice peut obtenir des indemnités pour préjudice subi car elle a dépensé de l'argent pour une erreur commise au départ par le chauffagiste.

La responsabilité civile contractuelle

CAPACITÉ Reconnaître les conditions de mise en œuvre de la responsabilité civile contractuelle

SITUATION

Mme Juston est une cliente fidèle de Mme Barnay, gérante du salon de coiffure GB Coif'. À l'approche de sa rentrée au collège, Mme Juston décide d'offrir une nouvelle coupe de cheveux à sa fille Lilou, âgée de 12 ans.



1 Identifiez les principales obligations nées du contrat entre Mme Barnay et Mme Juston.

C'est un contrat de prestation de services. Mme Barnay doit fournir la prestation, à savoir réaliser un shampoing, une coupe de cheveux et un brushing, et Mme Juston doit payer le prix de la prestation.

2 Expliquez pourquoi Mme Juston conteste la prestation réalisée.

Mme Barnay n'a pas respecté le contrat verbal et les obligations qui en découlaient. Mme Juston est d'autant plus furieuse que sa fille Lilou est mineure.

Vidéo +

La responsabilité des agences de voyages
2'08''



foucherconnect.fr/19ed028

Précisez à quel moment la responsabilité de l'agence de voyages est engagée.

La responsabilité de l'agence de voyages est engagée en cas de non-respect de ses obligations (elle est tenue d'informer et de mettre en garde le client) et des obligations de son prestataire.

DOC 1 Notions

La **responsabilité civile** est l'obligation faite à une personne de réparer le dommage causé à autrui.

La **responsabilité civile contractuelle** : la responsabilité est engagée quand une personne n'a pas totalement ou partiellement exécuté les obligations nées d'un contrat ou si elle l'a exécuté avec du retard.

Trois conditions sont nécessaires pour engager la responsabilité civile et contractuelle d'une personne :

- l'existence d'un dommage ou d'un préjudice matériel, moral ou corporel ;
- l'existence d'une faute, qu'elle soit volontaire ou non : inexécution totale ou partielle de l'obligation du contrat ou un retard d'exécution ;
- l'existence d'un lien de causalité entre la faute et le dommage (lien de cause à effet).

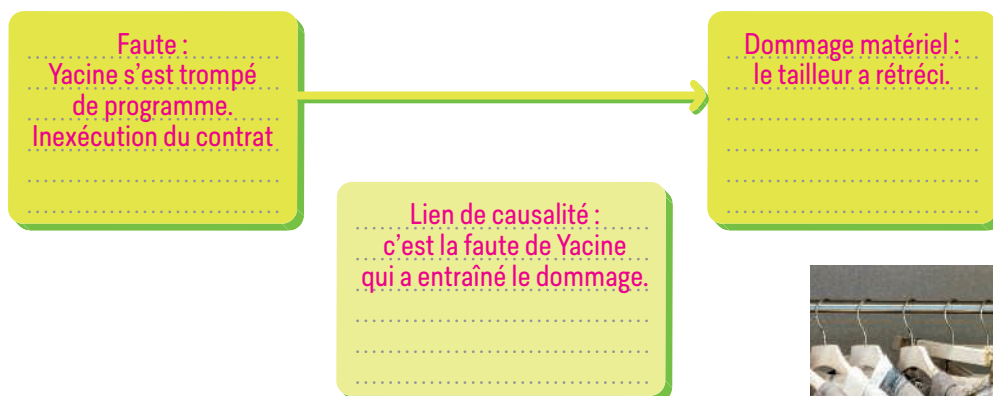
1 Expliquez la notion de responsabilité civile contractuelle.

La responsabilité civile contractuelle est engagée lorsqu'il y a un contrat qui lie les parties et que l'une des parties n'exécute pas, ou partiellement, l'obligation ou qu'elle l'exécute avec du retard.

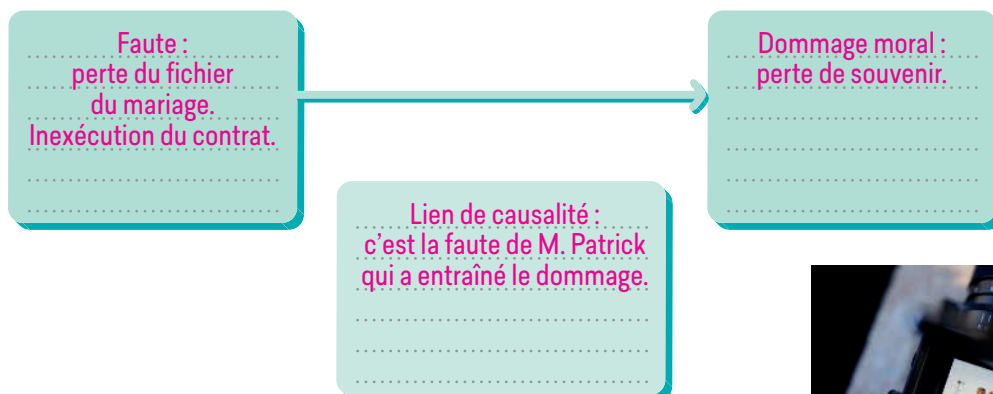
2 Surlignez les trois composantes nécessaires à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle.

3 Analysez les situations et complétez les schémas en faisant apparaître les trois conditions.

- Mme Rose dépose un tailleur au pressing. Yacine, le salarié, se trompe de programme en mettant le tailleur à laver. Lorsque Mme Rose vient chercher son tailleur, elle s'aperçoit que celui-ci a rétréci.



- M. Patrick a été engagé comme photographe pour le mariage des Montégut mais il a perdu les fichiers. Les jeunes mariés n'ont aucune photo de cette journée d'exception car M. Patrick avait l'exclusivité de la prise de photos.



DOC 2 L'inexécution des obligations nées du contrat et ses conséquences

Retard d'exécution : les obligations sont exécutées mais en retard par rapport aux stipulations du contrat.

Inexécution des obligations nées du contrat

Inexécution totale ou partielle : les obligations ne sont pas respectées ou en partie seulement.

Conséquences de l'inexécution

Exécution forcée en nature

Contrainte de donner, de faire ou de ne pas faire.

Ex. : saisir un bien, expulser un locataire, accorder une réduction de prix.

Exécution par compensation

Paiement de dommages et intérêts :

- moratoires en cas de retard d'exécution ;
- compensatoires en cas d'inexécution totale ou partielle.

Ex. : somme compensant l'annulation d'un spectacle.

4 Citez les conséquences d'une inexécution contractuelle.

L'exécution forcée en nature (contrainte de donner, de faire ou de ne pas faire) et l'exécution par compensation (paiement de dommages et intérêts).

5 Déterminez pour chaque situation les conséquences de l'inexécution contractuelle.

Situation	Obligation inexécutée	Conséquences envisageables de l'inexécution
Lou commande une montre pour l'anniversaire de son amie. La montre est livrée après l'anniversaire. Elle n'avait pas de cadeau à lui offrir.	Livraison de la montre.	Exécution par compensation : versement de dommages et intérêts compensatoires.
Boris n'a pas fait réaliser l'entretien de la chaudière du studio qu'il loue depuis plus d'un an. C'est une obligation annuelle notée dans son contrat de location.	Obligation annuelle d'entretien de chaudière.	Exécution forcée en nature : il est contraint de faire réaliser l'entretien de la chaudière.

DOC 3 Les causes d'exonération de la responsabilité civile contractuelle

Une clause d'exonération de responsabilité permet de supprimer ou de limiter l'obligation de réparer le dommage.

Force majeure

Il s'agit d'un événement imprévisible et extérieur à la personne.

Ex. : tempête.

Faute de la victime

La victime peut avoir commis une faute qui a contribué à la réalisation du dommage.

Ex. : utilisation d'un récipient métallique dans un micro-ondes.

Fait d'un tiers

Acte à caractère imprévisible et extérieur émanant d'une autre personne.

Ex. : manque d'information d'un laboratoire.

6 Dites si la responsabilité du pâtissier est engagée.

Joris prépare son mariage. M. Bonpain, pâtissier, a été engagé pour réaliser la pièce montée. Le jour J, M. Bonpain ne livre pas la pièce montée. Il invoque comme raison qu'un feu s'est déclenché dans sa pâtisserie.

La responsabilité de M. Bonpain n'est pas engagée car l'inexécution de l'obligation est due au sinistre considéré comme un cas de force majeure.

Lorsqu'une des parties au contrat ne respecte pas ses obligations contractuelles, l'autre partie peut saisir le juge afin d'obtenir la résolution ou la résiliation du contrat.

Résolution

Il est mis un terme au contrat, généralement de façon rétroactive et par le juge, sans qu'il ait produit ses effets.

Les parties doivent revenir à la situation qui existait avant le contrat.

Ex. : le contrat de vente.

Résiliation

On met fin à un contrat qui a produit des effets.

Ses effets pour l'avenir sont supprimés.

Ex. : contrat de travail.

7 Expliquez la principale différence entre résiliation et résolution du contrat.

La résiliation du contrat implique un anéantissement du contrat pour l'avenir alors qu'une résolution du contrat entraîne son anéantissement de façon rétroactive.

8 Justifiez pour chaque cas la forme de rupture de contrat.



Cas n° 1 : Christine déménage pour s'installer avec son ami et met fin à son contrat d'assurance habitation.



Cas n° 2 : Laurent met fin à son abonnement internet parce que le service n'a jamais fonctionné.



Cas n° 3 : Patricia met fin à son abonnement de téléphonie mobile pour souscrire à une offre plus performante.

Cas n° 1 : Résiliation car Christine n'aura plus d'obligation envers son assureur à l'avenir puisqu'elle quitte la maison et l'assureur ne lui prélèvera plus ses échéances.

Cas n° 2 : Résolution car il y a anéantissement rétroactif. En effet, Laurent n'a jamais pu profiter d'Internet depuis la signature du contrat car le service n'a jamais fonctionné. Laurent ne sera plus engagé auprès de son fournisseur internet et celui-ci le remboursera.

Cas n° 3 : Résiliation car Patricia n'aura plus d'obligation à l'avenir envers son opérateur de téléphonie et celui-ci ne prélèvera plus le montant des factures.



Rédigée



Audio



1 La responsabilité civile contractuelle

RESPONSABILITÉ CIVILE : obligation faite à une personne de réparer le dommage causé à autrui.

Responsabilité civile contractuelle : la responsabilité est engagée quand une personne n'a pas exécuté un contrat (totalement ou partiellement) ou qu'elle l'a exécuté avec du retard.

Les conditions de mise en œuvre de la responsabilité contractuelle :

Une faute : Inexécution totale ou partielle de l'obligation émanant d'un contrat ou retard d'exécution.

lien de causalité

Un dommage ou préjudice corporel, moral ou matériel.

2 L'inexécution du contrat

OBLIGATIONS NÉES DU CONTRAT

Retard d'exécution

Les obligations sont exécutées mais en retard par rapport aux stipulations du contrat.

Inexécution totale ou partielle

Les obligations ne sont pas respectées ou en partie seulement.

CONSÉQUENCES

Exécution forcée en nature

Contrainte de donner, de faire ou de ne pas faire.

Exécution par compensation

Paiement de dommages et intérêts moratoires ou compensatoires.

LES CAUSES D'EXONÉRATION DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE CONTRACTUELLE

Force majeure

Événement imprévisible et extérieur à la personne.
Ex. : tremblement de terre.

Faute de la victime

La victime a commis une faute qui contribue à son propre dommage.
Ex. : mauvaise utilisation d'un appareil.

Fait d'un tiers

Acte imprévisible et extérieur émanant d'une autre personne.
Ex. : manque d'information de la part d'un vendeur spécialisé.

3 La rupture du contrat

Résiliation

Fin du contrat qui a produit des effets.
Ses effets pour l'avenir sont supprimés.

FORMES DE RUPTURE DU CONTRAT

Résolution

Fin du contrat de façon rétroactive sans qu'il ait produit ses effets.

1 Testez vos connaissances

#QCM interactif

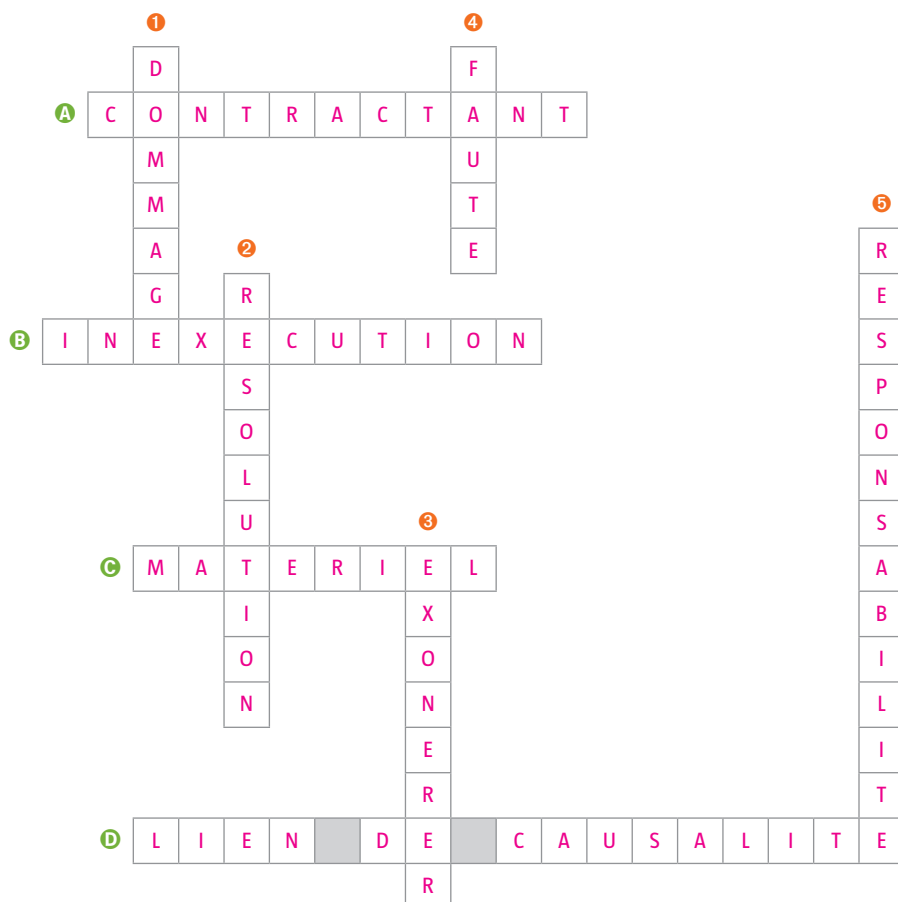


foucherconnect.fr/19ed030

2 Mots croisés

Complétez la grille à l'aide des définitions

- A** Partie au contrat
- B** Fait de ne pas remplir l'obligation à laquelle on est tenu
- C** Dommage portant sur des biens
- D** Lien de cause à effet
- 1** Préjudice porté à un individu
- 2** Anéantissement du contrat
- 3** Décharger quelqu'un d'une obligation
- 4** Acte qui cause un dommage à autrui
- 5** Obligation faite à une personne de réparer le dommage



3 Analyse d'un document

Identifiez les parties.

Louise et le garagiste.

Relevez les obligations du contrat.

Le garagiste doit réparer les plaquettes de frein ;

Louise doit payer la réparation.

Déterminez la nature de l'inexécution de l'obligation du contrat.

Il s'agit de l'inexécution de l'obligation de résultat du garagiste.

Précisez ce qu'encourt le garagiste pour l'inexécution de son obligation.

Le garagiste engage sa responsabilité : versement de dommages et intérêts compensatoires.

Louise demande à son garagiste de réparer ses plaquettes de frein car elle doit partir en week-end avec une copine. À peine sortie du garage, elle heurte un autre véhicule et cause un accident. Elle n'a pas pu freiner car son système de freinage est défaillant.

Méthode 5

Reformuler des idées-clés

Achat à distance : conclusion du contrat

Les achats réalisés par voie électronique (Internet, courriel, SMS, MMS...) sont soumis à des règles particulières. [...]

Lorsque vous faites **une commande** sur Internet, **le vendeur doit vous rappeler** : les caractéristiques essentielles des biens et services commandés, leur prix, la durée du contrat et votre durée d'engagement.

Il doit aussi vous préciser : les différentes étapes à suivre pour conclure la commande, les moyens techniques qui vous permettent d'identifier vos erreurs dans la saisie des données et de les corriger, les langues proposées pour la conclusion du contrat. [...]

Pour que **la commande soit valablement conclue**, vous devez avoir pu, avant de la confirmer, en vérifier le détail, son prix total et corriger d'éventuelles erreurs.

Votre consentement se matérialise par un « double clic » (2 clics de souris) : le premier permet de valider la commande et le second permet de confirmer définitivement votre commande après l'avoir vérifiée et, au besoin, corrigée.

Le professionnel doit veiller à ce que, lors de votre commande, vous reconnaissiez explicitement votre obligation de payer. [...]

Une fois votre commande terminée, le vendeur doit en accuser réception par voie électronique, sans délai, sauf si le contrat a été conclu exclusivement par courrier électronique.

www.service-public.fr, © DILA, 5 septembre 2018

Titre

Première partie :
obligations du vendeur

Seconde partie :
modalités de validation

auteur, source et date

Vocabulaire

Reformuler : formuler de nouveau, de manière plus compréhensible.

Phrase nominale : phrase sans verbe conjugué, construite autour d'un nom commun.

Compléter les pointillés en suivant la **méthode 5**.

Méthode 5

- 1 Lire le texte et repérer ses éléments d'identification (titre, auteur, source, date).
 - 2 Repérer l'objet du texte (ce sur quoi porte le texte).
 - 3 Identifier la structure du document et, pour chaque partie, repérer l'idée principale et son argumentation.
 - 4 Surligner en conséquence, pour chacune des parties, les mots ou expressions qui caractérisent cette idée principale.
 - 5 Reformuler pour chaque terme-clé une phrase simple qui en explique le sens.
 - 6 Proposer des sous-titres sous forme de phrase nominale.
- 2 **Objet du texte : règle applicable aux achats à distance.**
 - 5 **Lors d'une vente sur Internet, le vendeur a des obligations : il doit rappeler un certain nombre d'informations et définir les étapes à suivre. Les modalités de confirmation de la commande sont précisées : les deux clics de souris après vérification du détail, du prix... matérialisent le consentement de l'acheteur. Le vendeur envoie un accusé de réception de la commande par voie électronique.**
 - 6 **Les obligations du vendeur. La confirmation de commande.**

Méthode 6

Lire et comprendre un tableau avec des données chiffrées

Statut d'emploi et type de contrat selon le sexe et l'âge en 2018

en %

Statut d'emploi et type de contrat	Âge			Sexe		Ensemble
	15-24 ans	25-49 ans	50 ans ou plus	Femmes	Hommes	
Non-salariés	2,4	10,5	16,5	8,4	14,8	11,7
Salariés	97,6	89,4	83,5	91,6	85,2	88,3
Emplois à durée indéterminée	43,9	77,8	77,2	77,2	72,6	74,8
Contrats à durée déterminée	28,5	8,8	4,9	11,6	7,2	9,3
Apprentis	12,7	0,2	0,0	1,2	1,9	1,6
Intérimaires	8,0	2,5	1,3	1,6	3,5	2,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Effectif (en milliers)	2 274	16 549	8 299	13 091	14 031	27 122

Insee, enquête emploi, 2018

- Titre
- Unité de grandeur
- Intitulés des colonnes
- Intitulés des lignes
- Source et date

Unité de grandeur

Compléter les pointillés en suivant la **méthode 6**.

Méthode 6

1 Situer le tableau (titre, sous-titre, source et date).

2 Identifier l'objectif du tableau, le sujet sur lequel les données portent.

3 Repérer la structure du tableau (intitulé des lignes et des colonnes).

4 Repérer les données significatives et les interpréter.

2 L'objectif est de montrer la répartition des non-salariés et des salariés et le type de contrat occupé en fonction du sexe et de l'âge en 2018.

4 En 2018, 43,9 % des personnes en emploi âgées de 15 à 24 ans sont salariées à durée indéterminée. En 2018, 88,3 % des personnes sont salariées (occupent un emploi).

Sur 27 122 millions d'actifs, 13 091 millions sont des femmes.

À la découverte de l'environnement économique et de son cadre juridique

MODULE 1

JE CONCLUS



DECATHLON : Un empire made in France

315 magasins en France, plus de 1 000 dans le reste du monde et plus de 300 en Chine, Decathlon a fait du sport un empire mondialement connu depuis 42 ans.

Des petits prix, des produits qu'on peut tester sans les acheter, Decathlon a séduit les Français avec des boutiques comparables aux hypermarchés discount. Cette enseigne emploie 96 000 personnes à travers la planète. Le slogan phare du magasin français « *le sport, la joie* » est à la hauteur de ses ambitions.

Decathlon engagé dans la normalisation des avis clients en ligne

Decathlon s'est engagé dans des travaux de normalisation au niveau national, avec pour objectif de participer à l'amélioration des pratiques des acteurs. [...]

Decathlon s'est également impliqué dans la commission de normalisation à l'international en prenant la présidence du comité international sur l'e-réputation.

65 % des utilisateurs enchantés par l'usage de nos produits Decathlon

1 159 produits retournés, par million de produits, pour défaillance ou non-satisfaction, contre 1 269 en 2016

1,1 jour de délai de prise en charge en cas de question ou de réaction cutanée par un utilisateur

5 266 produits de nos sports signés testés sur leur conformité toxicologique

71 % de fournisseurs impliqués dans le management des substances chimiques, en signant la Restricted Substances List de Decathlon

<http://developpement-durable.decathlon.com>

MODULE 1 À la découverte de l'environnement économique et de son cadre juridique

Citez les moyens mis en œuvre par Decathlon pour développer les relations avec ses partenaires.

Ouverture de magasins en France et à l'international.

Emploi de 96 000 personnes.

Précisez le cadre réglementaire de l'activité.

Respect des règles commerciales en vigueur en France et à l'étranger.

Normalisation des avis clients.

Indiquez la démarche dans laquelle l'entreprise inscrit son action commerciale.

Démarche de qualité et de protection de l'environnement.



LE MODULE EN SYNTHÈSE

L'essentiel à retenir

Connaître et appréhender l'environnement économique et juridique dans lequel tout agent économique est acteur, c'est :

> **Identifier les différentes composantes de cet environnement**

- Le cadre réglementaire (la loi, les normes, les règles, les contrats...)
- Les partenaires avec lesquels il entre en relation (clients, fournisseurs, État, organismes financiers...)

> **Situer l'action de l'agent économique dans cet environnement**

- Sa qualité (un administré, un consommateur, un fournisseur...)
- Son action (il vend, il achète, il sollicite une autorisation...)

> **Comprendre les interactions entre les agents économiques et l'impact des décisions des uns sur les autres**

- Le fonctionnement du marché
- Les effets d'une réglementation

LES MOTS DU MODULE

Agent économique : personne (ou groupe de personnes) qui prend des décisions économiques (consommation, production, distribution).

Contrat : accord de volonté entre deux ou plusieurs personnes qui fait naître des obligations entre elles.

Échanges économiques : transferts de biens, de services ou de capitaux entre des agents économiques.

Marché : lieu de rencontre de l'offre et de la demande de biens, de services et de capitaux.

Production marchande/non marchande : biens ou services échangés à un prix

significatif (production marchande) ou offerts gratuitement ou quasi gratuitement (production non marchande).

Règle de droit : règle de conduite, norme juridique, ayant un caractère général, abstrait et obligatoire.

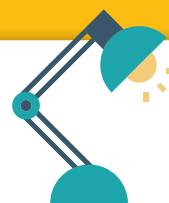
Responsabilité civile contractuelle : obligation de réparer le dommage résultant de l'inexécution totale ou partielle, ou de l'exécution tardive de ses engagements contractuels.

Sources du droit : tout ce qui contribue à créer l'ensemble des règles juridiques applicables dans un État à un moment donné.

La consommation : quels choix pour les ménages ?

MODULE 2

JE DÉCOUVRE



Un des leaders mondiaux de la distribution

Commerçant alimentaire de référence, Carrefour est présent dans plus de 30 pays avec

plus de 12 300 magasins et des sites de e-commerce. [...] Le Groupe emploie plus de 380 000 collaborateurs dans le monde et a réalisé 88,24 milliards d'euros de chiffre d'affaires TTC en 2017. Chaque jour, Carrefour accueille près de 13 millions de clients à travers le monde et s'engage pour la qualité et un commerce plus responsable.

Un groupe international

Pionnier dans des pays comme le Brésil en 1975 ou la Chine en 1995, le Groupe déploie aujourd'hui son activité sur trois grands marchés : l'Europe, l'Amérique latine et l'Asie.

Présent dans plus de 30 pays, il réalise plus de 53 % de son chiffre d'affaires hors de France.

Un acteur du développement économique local

Partout où il est présent, le groupe Carrefour est un acteur engagé dans le développement économique local. Parce que le commerce est un métier au contact des populations, il donne systématiquement la priorité au recrutement local et forme sur place ses équipes de managers et salariés.

Le groupe Carrefour est, le plus souvent, un des premiers employeurs privés des pays dans lesquels il est implanté. C'est le cas en France bien sûr, pays d'origine du Groupe, mais aussi dans des pays comme le Brésil, l'Argentine, ou encore l'Italie. Parallèlement, le Groupe privilégie les filières d'approvisionnement du pays. Ainsi, 73 % des produits alimentaires vendus par Carrefour dans les différents pays où il est implanté proviennent de fournisseurs locaux.

www.carrefour.com

> Précisez l'activité du groupe Carrefour.

Hypermarchés, supermarchés, sites de e-commerce... C'est un commerce alimentaire de référence.

> Identifiez les principales filières d'approvisionnement de Carrefour.

73 % des produits alimentaires vendus par Carrefour proviennent de fournisseurs locaux.



Expliquez comment Carrefour s'engage dans une démarche RSE (responsabilité sociétale des entreprises).

La démarche RSE du groupe dans le monde s'articule autour de la lutte contre toute forme de gaspillage (énergétique, alimentaire...), la protection de la biodiversité et l'accompagnement des partenaires de l'entreprise.

Fiche d'identité de l'entreprise
foucherconnect.fr / 19ed031



Vidéo +

Carrefour :
nos engagements RSE
3'01"



foucherconnect.fr / 19ed032



LE MODULE EN PERSPECTIVE

1

Quelles sont les principales tendances de consommation des ménages ?

- Identifier les principaux postes budgétaires des ménages. **Chap 10**
- Commenter l'évolution de la consommation des ménages. **Chap 11**
- Repérer les différentes formes d'épargne. **Chap 12**

2

Comment évoluent les modes de consommation ?

- Mettre en évidence l'influence du développement durable sur les choix de consommation. **Chap 13**
- Repérer l'influence du numérique dans l'évolution des modes de consommation. **Chap 14**

MODULE 2

La consommation :
quels choix pour
les ménages ?

3

Comment protéger le consommateur dans son acte d'achat ?

- Repérer les droits et les obligations du vendeur et du consommateur. **Chap 15**
- Présenter les enjeux de la protection des données personnelles. **Chap 16**



JE CONCLUS



page 123

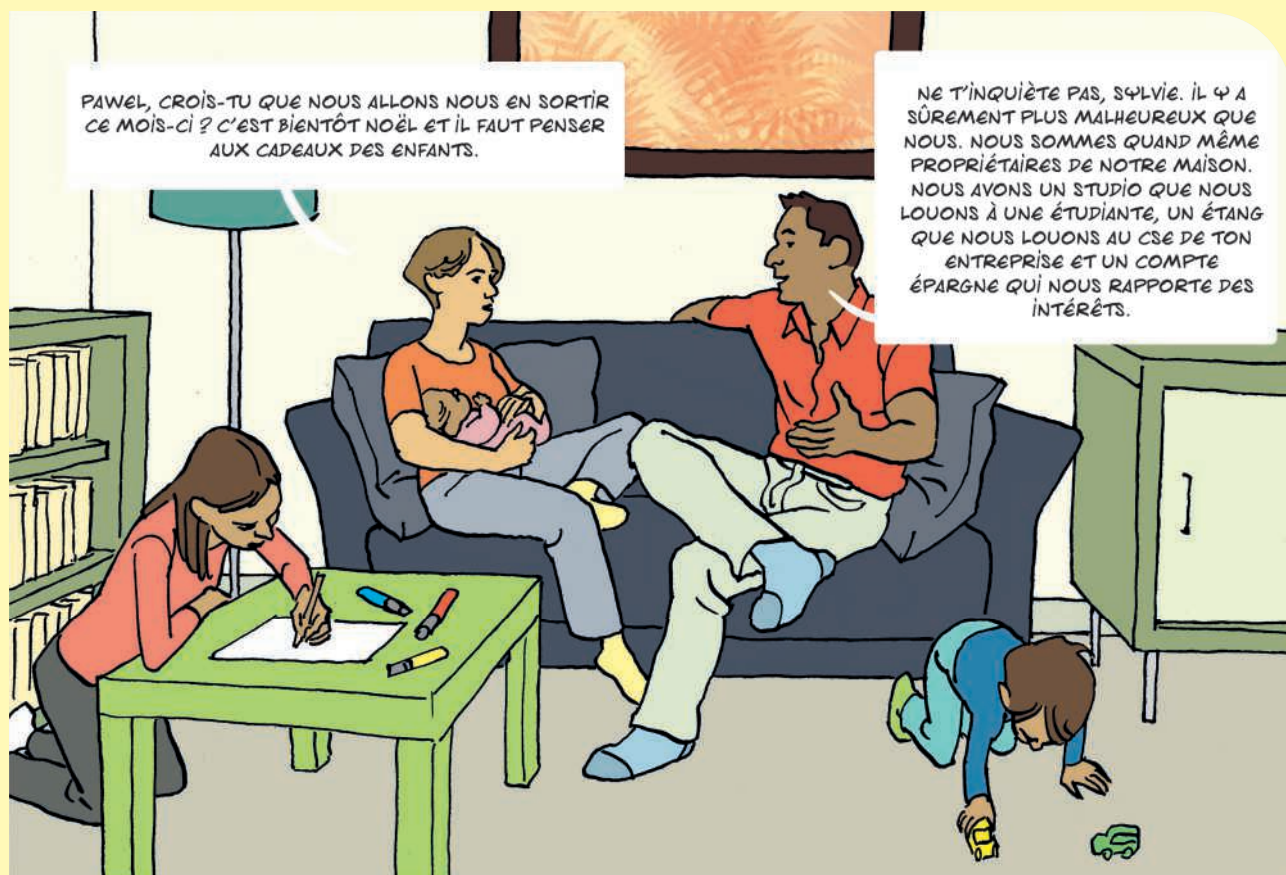
1. Listez les principales évolutions en matière de consommation des ménages.
2. Présentez comment Carrefour a adapté son mode de distribution et son comportement RSE face à ces évolutions.
3. Précisez comment le client est protégé lors d'un achat en ligne.

Les principaux postes budgétaires des ménages

CAPACITÉ Identifier les principaux postes budgétaires des ménages

SITUATION

Sylvie Rochat, secrétaire, perçoit un salaire en rémunération du travail effectué. Son mari dirige une entreprise de maçonnerie dont il est propriétaire. À ce titre, il dispose de revenus qui proviennent à la fois de son travail et de son capital (locaux, matériel, véhicules professionnels...). La famille Rochat, qui élève trois enfants, touche des allocations familiales.



1 Précisez l'objet de la discussion entre les époux Rochat. Ils évoquent l'achat des cadeaux de Noël et les revenus dont ils disposent.

2 Identifiez les revenus perçus par les époux Rochat qui ne sont pas la contrepartie de leur travail. Loyers d'un studio, d'un étang, intérêts de leur compte épargne, allocations familiales.

Vidéo +

Revenus du travail, du capital et revenus de transfert
1'46''



foucherconnect.fr/19ed033

3 Citez deux catégories de revenus primaires.

Les revenus du travail et les revenus du capital.

DOC 1 L'origine des revenus



▲ Famille Durand

M. Durand, cadre chez Areva, perçoit 4 000 € par mois et Mme Durand, propriétaire de la boutique de prêt-à-porter dans laquelle elle travaille, 2 000 € par mois. Ils possèdent des actions qui leur rapportent 35 € par mois.



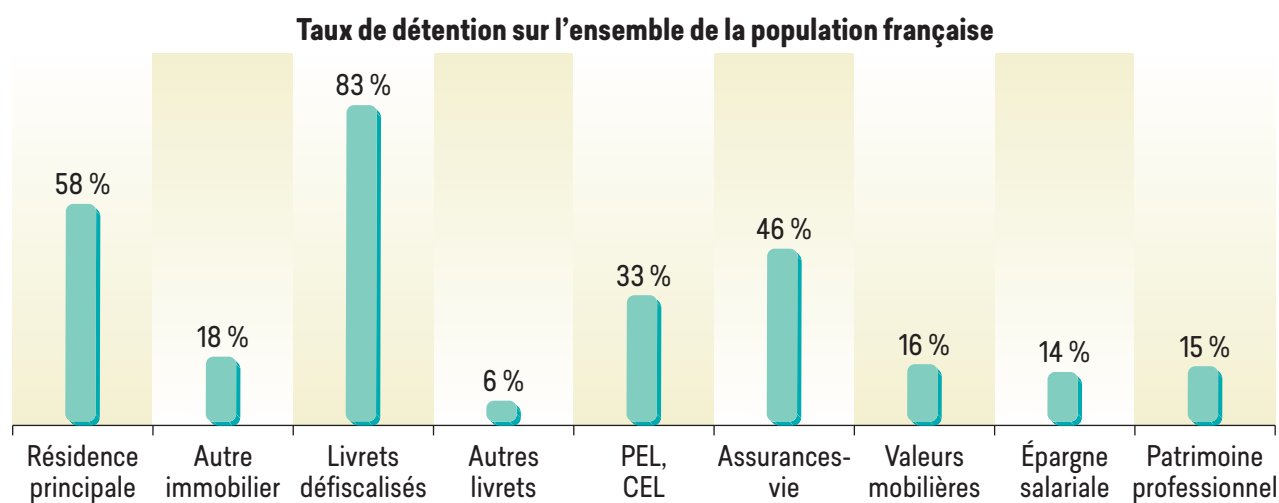
▲ Famille Dupond

M. Dupond, ouvrier spécialisé chez Alstom, a un salaire de 1 600 € par mois et Mme Dupond est sans emploi. Chaque mois, ils touchent 123,92 € d'allocations familiales et 130,56 € d'allocations logement.

1 Calculez les revenus perçus par les familles Durand et Dupond, selon leur origine.

Origine des revenus	Famille Durand	Famille Dupond
Revenus du travail en contrepartie de l'activité professionnelle	4 000,00	1 600,00
Revenus perçus par les propriétaires de biens immobiliers ou mobiliers	35,00	0,00
Revenus mixtes versés aux entrepreneurs individuels	2 000,00	0,00
Total des revenus primaires (revenus perçus directement par les ménages)	6 035,00	1 600,00
Prestations sociales (revenus de transfert versés aux ménages)	0,00	123,92
		130,56

DOC 2 Le patrimoine des ménages (2018)



Insee - Le patrimoine des ménages en 2018

2 Regroupez les éléments du patrimoine en deux catégories.

- le patrimoine immobilier (logements, terrains) ;
- le patrimoine financier (comptes épargne, comptes courants, valeurs mobilières, contrats d'assurance-vie et épargne salariale).

Les prélèvements obligatoires et leur contrepartie

DOC 3 Les prélèvements obligatoires par type d'impôt

Prélèvement	En milliards d'euros							
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Taxe sur la valeur ajoutée	135,6	140,6	142,5	144,3	148,1	151,6	154,4	162,0
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	23,6	23,9	23,6	23,7	23,9	26,2	27,9	29,6
Impôt sur le revenu	47,0	50,8	59,5	68,7	70,0	70,4	72,9	74,0
Contribution sociale généralisée	82,3	86,9	90,0	92,8	93,8	95,8	96,6	99,4
Impôt sur les sociétés	33,1	41,9	42,1	44,1	36,2	31,1	30,4	35,5
Taxes foncières	26,1	27,4	28,3	29,8	30,6	31,6	33,2	34,0
Taxe d'habitation	15,3	16,0	19,5	17,5	17,8	18,4	18,8	19,3
Cotisations sociales	312,3	325,3	335,2	345,3	354,6	358,2	363,1	376,2

Insee, TEF, édition 2019

3 Surlignez les quatre principaux prélèvements payés par les agents économiques.

4 Indiquez ce que représentent la TVA, l'impôt sur le revenu et les cotisations sociales sur la totalité des prélèvements obligatoires en 2017.

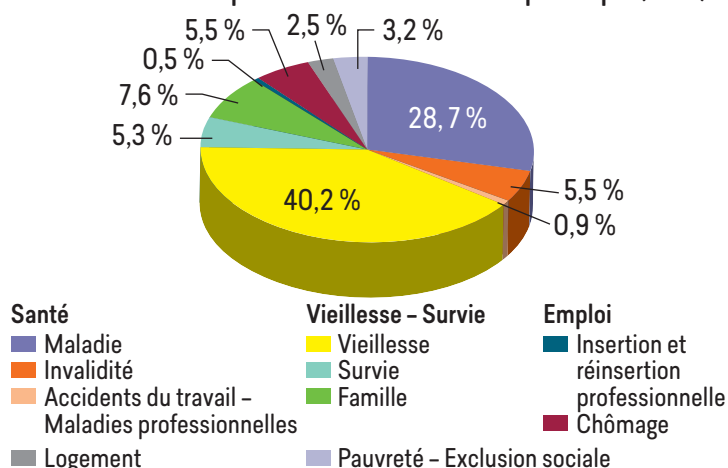
Prélèvement	En euros (valeur absolue)	En pourcentages (valeur relative)
Prélèvements obligatoires en 2017	830 000 000 000	
Part de la TVA	162 000 000 000	19,52
Part de l'impôt sur le revenu	74 000 000 000	8,82
Part des cotisations sociales	376 200 000 000	45,82

DOC 4 Les revenus de transfert

En contrepartie des impôts et des cotisations sociales qu'ils versent, les ménages reçoivent des revenus de transfert ou prestations sociales. Celles-ci sont destinées à aider les familles et à compenser les pertes de revenus liées à la vieillesse, à la maladie, au chômage ou à divers handicaps. Les prestations sociales sont versées en nature ou en espèces par l'État, les collectivités territoriales, les caisses de Sécurité sociale ou d'assurance chômage (Unedic, Assedic). Elles représentent globalement plus d'un tiers du revenu disponible des ménages.

Drees, « La protection sociale en France et en Europe en 2016 », édition 2018

Prestations de protection sociale en 2016 par risque (en %)



5 Surlignez, dans le texte, les revenus de transfert, leur finalité et les organismes verseurs.

6 Citez par ordre décroissant les trois principaux revenus de transfert versés aux ménages.

Vieillesse : 40,2 %, maladie : 28,7 % et famille : 7,6 %.

7 Indiquez la part des revenus sociaux versés au titre de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Elle est relativement peu importante puisqu'elle ne représente que 3,2 % du total des prestations.

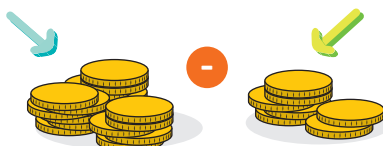
DOC 5 Le revenu disponible des ménages

Ce que vous recevez

Exemples :

- les salaires, revenus des indépendants...
- les revenus du patrimoine
- les prestations sociales comme les pensions de retraite, indemnités de chômage, allocations familiales...

Moins



Ce que vous versez

Exemples :

- les cotisations sociales
- les impôts directs : l'impôt sur le revenu, CSG, CRDS, la taxe d'habitation (elle disparaîtra en 2023)...

www.insee.fr

8 Déterminez le mode de calcul du revenu disponible.

Revenu disponible = Revenus du travail + Revenus de la propriété + Revenus de transfert - Prélèvements

9 Calculez le revenu disponible mensuel des familles Durand et Dupond.

Postes	Famille Durand	Famille Dupond
Revenus primaires	6 035,00 €	1 600,00 €
Revenus de transfert	0,00 €	254,48 €
Taxes et impôts	1 250,00 €	60,00 €
Revenu disponible	4 785,00 €	1 794,48 €

DOC 6 La distinction entre consommation et épargne

L'épargne des ménages correspond à la part du revenu restant disponible, une fois déduites les dépenses de consommation.

Le taux d'épargne des ménages est défini comme le rapport entre l'épargne des ménages et leur revenu disponible.

10 Déterminez le total des dépenses mensuelles de consommation et l'épargne possible des deux familles.

	Famille Durand	Famille Dupond
Revenu disponible	4 785,00 €	1 794,48 €
Dépenses de consommation :		
• Alimentation	850 €	560 €
• Logement	1 200 €	510 €
• Habillement, chaussures	210 €	80 €
• Transport et communication	480 €	180 €
• Loisirs, culture	210 €	70 €
• Hygiène, santé	120 €	85 €
• Divers (éducation, assurances...)	400 €	180 €
Total dépenses de consommation	3 470 €	1 665,00 €
Épargne mensuelle possible	1 315 €	129,48 €

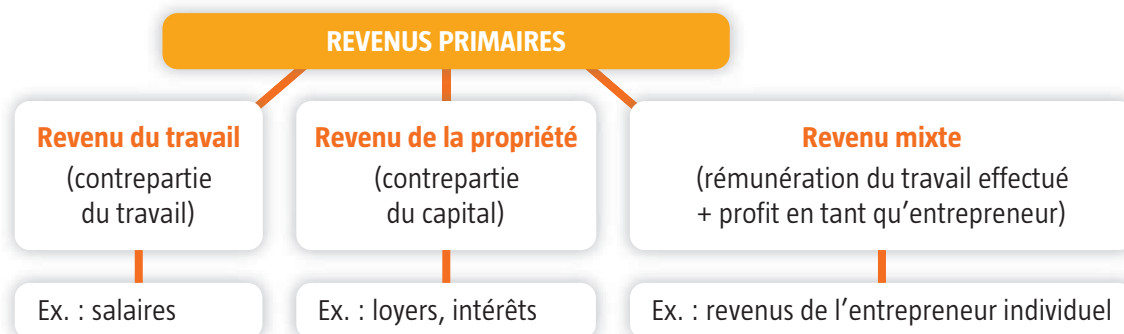
11 Déterminez le taux d'épargne des familles Durand et Dupond.

Durand : $\frac{1\,315}{4\,785} \times 100 = 27,5 \%$

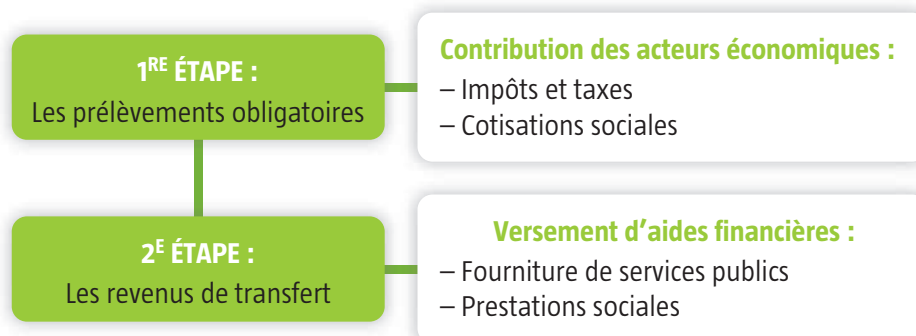
Dupond : $\frac{129,48}{1\,794,48} \times 100 = 7,2 \%$



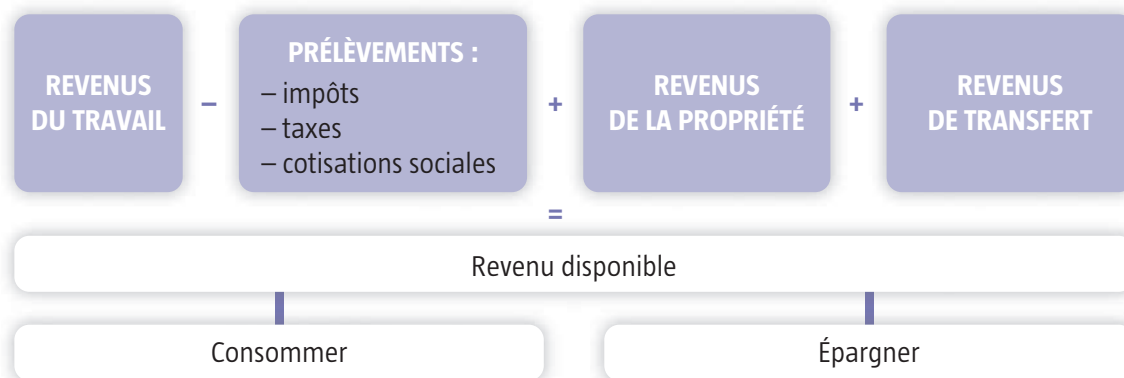
1 Les sources de revenu d'un ménage



2 Les prélèvements obligatoires et leur contrepartie



3 Le revenu disponible



1 Testez vos connaissances

#QCM interactif

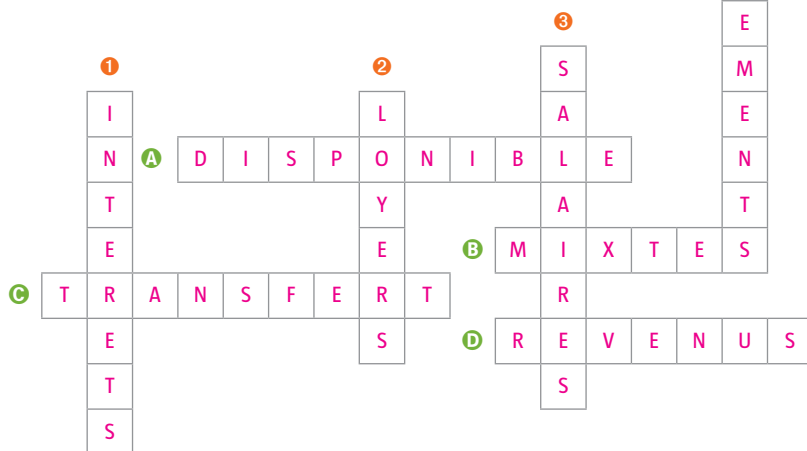


foucherconnect.fr/19ed035

2 Mots fléchés

Complétez la grille à l'aide des définitions.

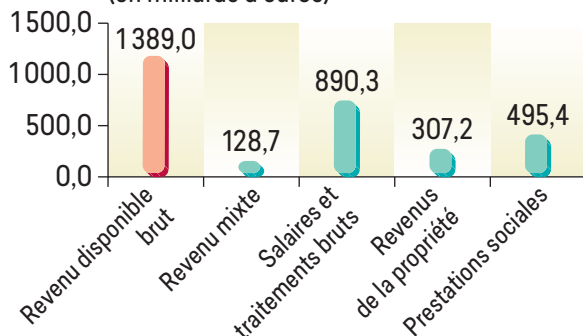
- A** Revenu restant aux ménages pour consommer et épargner.
 - B** Revenus attribués aux entrepreneurs individuels.
 - C** Revenus redistribués par l'État ou les organismes sociaux.
 - D** Ensemble des ressources financières perçues par les ménages.
- 1** Revenus perçus par les titulaires de comptes d'épargne.
 - 2** Revenus perçus par les propriétaires de biens immobiliers.
 - 3** Revenus primaires qui proviennent du travail.
 - 4** Source de financement de la redistribution.



3 Analyse des revenus

Répartition des revenus par type en 2017

(en milliards d'euros)



Insee, TEF, édition 2018

Citez par ordre décroissant les composantes du revenu disponible.

Les salaires et traitements bruts, les prestations sociales, les revenus de la propriété, le revenu mixte.

Évaluez l'importance des prestations sociales dans les revenus des ménages.

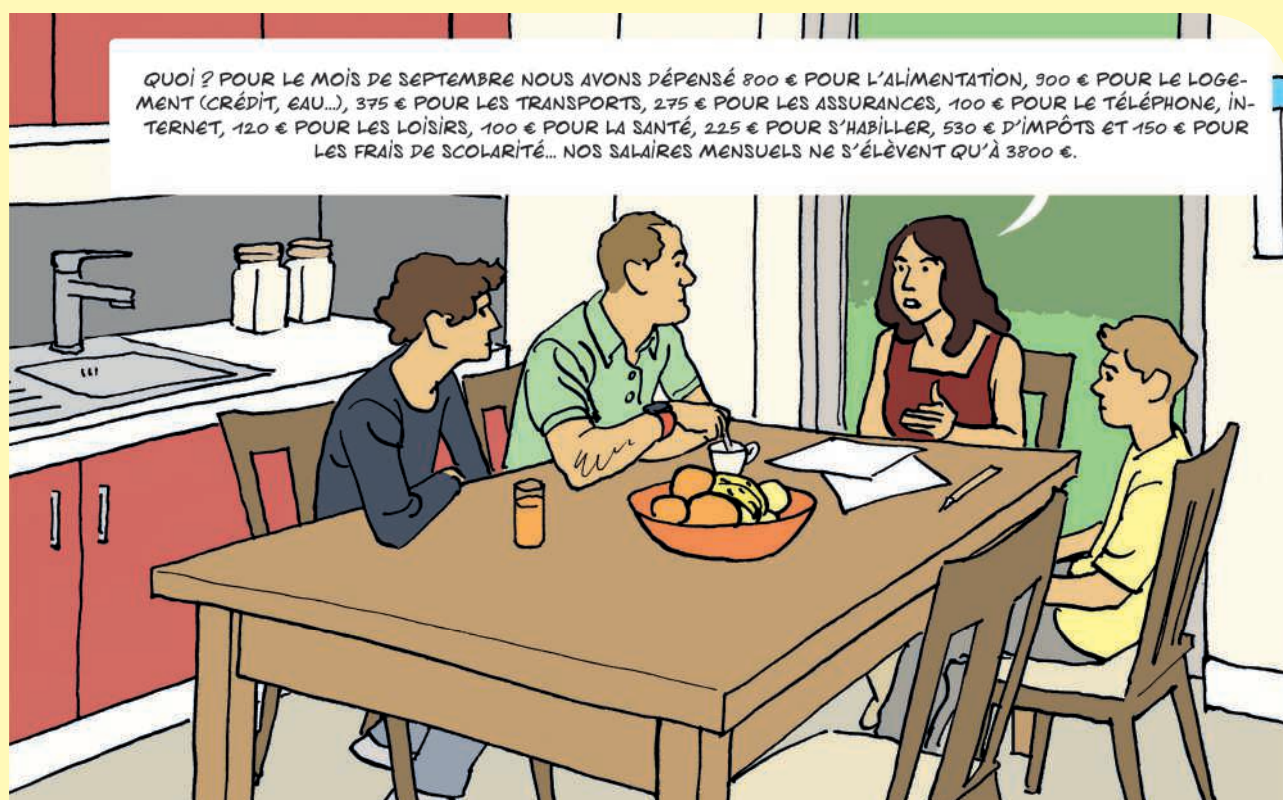
En 2017, les prestations sociales correspondent à peu près au tiers du revenu disponible des ménages, ce qui est relativement important.

L'évolution de la consommation des ménages

CAPACITÉ Commenter l'évolution de la consommation des ménages

SITUATION

Grande discussion chez la famille Doplin. Il faut diminuer les dépenses et faire des choix sur les achats prévus au mois d'octobre : achat d'un lave-vaisselle (450 € payables en 3 fois), installation de l'aîné à l'université (600 € avec un crédit sur 3 mois), inscription au tennis pour Arnaud, le fils cadet (400 € payables sur 4 mois) et concert de rock au Zénith (110 € pour toute la famille).



1 Résumez la situation dans laquelle se trouve la famille Doplin.

La famille Doplin doit économiser en prévision de frais supplémentaires en octobre : achat d'un lave-vaisselle, installation du fils aîné à l'université, inscription au tennis pour le cadet, concert de rock.

2 Calculez le montant des dépenses effectuées puis l'épargne réalisée pour le mois de septembre.

Dépenses prévues : 3 575 € ;

Épargne = 225 €.

Vidéo +

Le budget de monsieur Lapince 2'04''



foucherconnect.fr/19ed036

Expliquez l'expression « gérer son budget ». Il s'agit de calculer le montant de ses ressources (salaires, allocations, indemnités...) qui permettent de faire face aux dépenses (loyer, alimentation, transport...), le but étant de veiller à ce que les dépenses ne dépassent pas les ressources.

DOC 1 Les coefficients budgétaires

Postes de consommation	Dépenses de consommation des ménages (en milliards d'euros)	Coefficients budgétaires (en %)
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	159,8	13,2
Boissons alcoolisées et tabac	45,0	3,7
Articles d'habillement et chaussures	45,4	3,7
Logement, chauffage, éclairage	316,6	26,2
Équipement du logement	58,7	4,8
Santé	50,4	4,2
Transports	164,0	13,6
Communications	30,1	2,5
Loisirs et culture	96,5	8,0
Éducation	5,5	0,5
Hôtels, cafés et restaurants	88,1	7,3
Autres biens et services	148,0	12,3
Total : dépense de consommation	1 208,1	100
Dépense de consommation socialisée	384,2	
Total : consommation effective des ménages	1 592,8	

Insee, TEF, édition 2019

1 Surlignez le poste qui présente la part relative de dépenses de consommation la plus élevée et celui qui est le plus faible.

2 Expliquez ce qu'est un « coefficient budgétaire » et comment il se calcule.

C'est le rapport du montant d'un poste de dépense à la dépense de consommation totale. Il mesure la répartition des dépenses de consommation entre les différentes familles de biens et de services.

DOC 2 La consommation socialisée et la consommation effective des ménages

Les ménages consomment de nombreux biens et services, mais n'en paient pas directement l'intégralité. En effet, une partie est prise en charge par les administrations publiques ou les institutions sans but lucratif au service des ménages : on parle alors de **dépense socialisée**. [...]

La dépense socialisée concerne principalement la santé, l'enseignement, l'action sociale et le logement.

Les **dépenses de consommation finale** des ménages comprennent les dépenses effectivement réalisées par les ménages résidents pour acquérir des biens et des services destinés à la satisfaction de leurs besoins. Les produits correspondants ne sont pas stockés, mais considérés comme consommés au moment de leur achat, même s'ils sont durables (voitures, électroménagers, meubles, etc.).

Les dépenses de consommation finale des ménages incluent la part des dépenses de santé, d'éducation, de logement, restant à leur charge, après remboursements éventuels.

Insee Première N° 1618 – 26/09/2016

www.insee.fr

3 Citez deux dépenses de consommation selon leur nature.

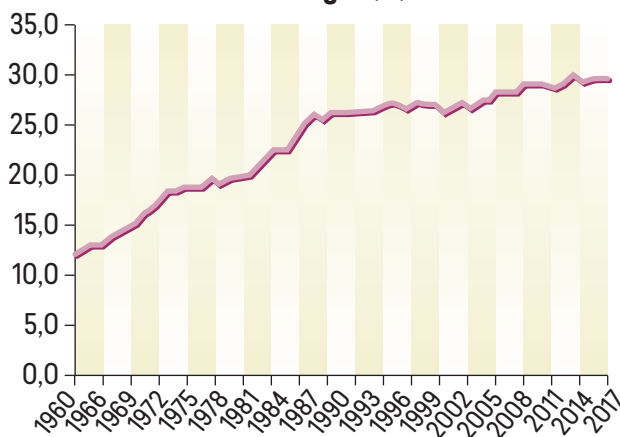
Dépenses de consommation socialisée : visite chez un médecin conventionné, prêt d'un livre par la région.

Dépenses de consommation finale effective : une voiture, du pain.

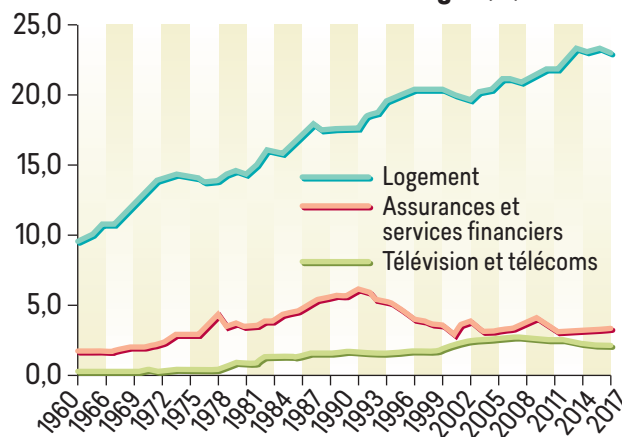
DOC 3 Les dépenses contraintes : le poids du logement

Les dépenses pré-engagées (ou contraintes) se définissent par l'ensemble des dépenses des ménages réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme (ex. : dépenses liées au logement : eau, gaz, électricité, téléphone, assurance...).

Évolution des dépenses pré-engagées des ménages (%)



Répartition de la part des dépenses pré-engagées dans le revenu des ménages (%)



www.observationsociete.fr, 27/08/2018

4 Donnez des exemples de « dépenses pré-engagées ».

Il s'agit des dépenses mensuelles contraintes : remboursement d'emprunt pour le logement, abonnement pour l'eau, le gaz, l'électricité, le téléphone...

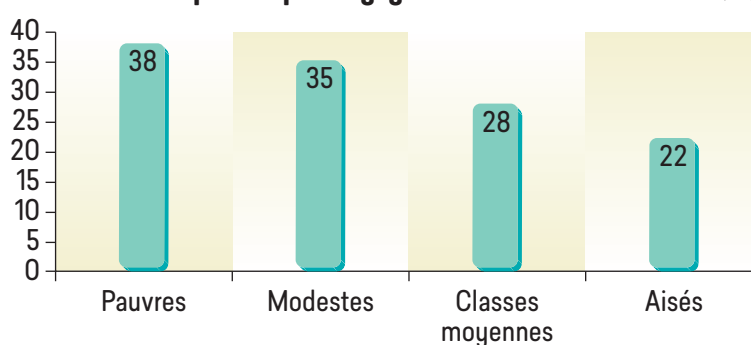
5 Expliquez les raisons pour lesquelles les dépenses incontournables (ex. : alimentation) et les dépenses pré-engagées sont plus importantes pour les ménages ayant des revenus faibles.

L'augmentation des prix des produits alimentaires et des loyers pèse sur les ménages aux revenus faibles ; logement, énergie et alimentation représentent une part proportionnellement plus importante dans leur budget.

DOC 4 La consommation pré-engagée selon la catégorie sociale

Si les dépenses pré-engagées pèsent de plus en plus, elles ne suffisent pas à elles seules à mesurer la pression sur le budget des ménages. Il faut encore y ajouter les dépenses incontournables, à savoir l'alimentation, le transport (automobile et ferroviaire) et la santé. Ensemble, tous ces postes de consommation représentent un peu moins de 30 % du revenu, ajouté aux dépenses pré-engagées, l'ensemble pèse donc environ les deux tiers du budget... en moyenne, car il existe de profondes disparités entre les catégories sociales.

Part des dépenses pré-engagées dans la consommation (%)



www.lasyntheseonline.fr, 08/12/2018

6 Analysez la part des dépenses pré-engagées dans la consommation selon la catégorie sociale.

Il existe un lien entre le niveau de vie et les dépenses pré-engagées. La consommation pré-engagée représente une part d'autant plus forte de la consommation que le niveau de vie est faible. Le poids de certains postes des dépenses incontournables est également très dépendant des niveaux de vie.

DOC 5 Les habitudes de consommation

Le comportement des ménages en matière de consommation évolue principalement selon deux types de critères :

- économiques : par exemple le niveau de revenus des ménages, les prix des biens et des services (un cadre supérieur n'a pas les mêmes revenus qu'un employé) ;
- sociologiques : par exemple, la composition de la famille et les habitudes de vie des ménages varient selon la catégorie socioprofessionnelle (un agriculteur n'a pas les mêmes habitudes qu'un ouvrier). Dans une même catégorie, les comportements sont également variables d'une famille à l'autre.

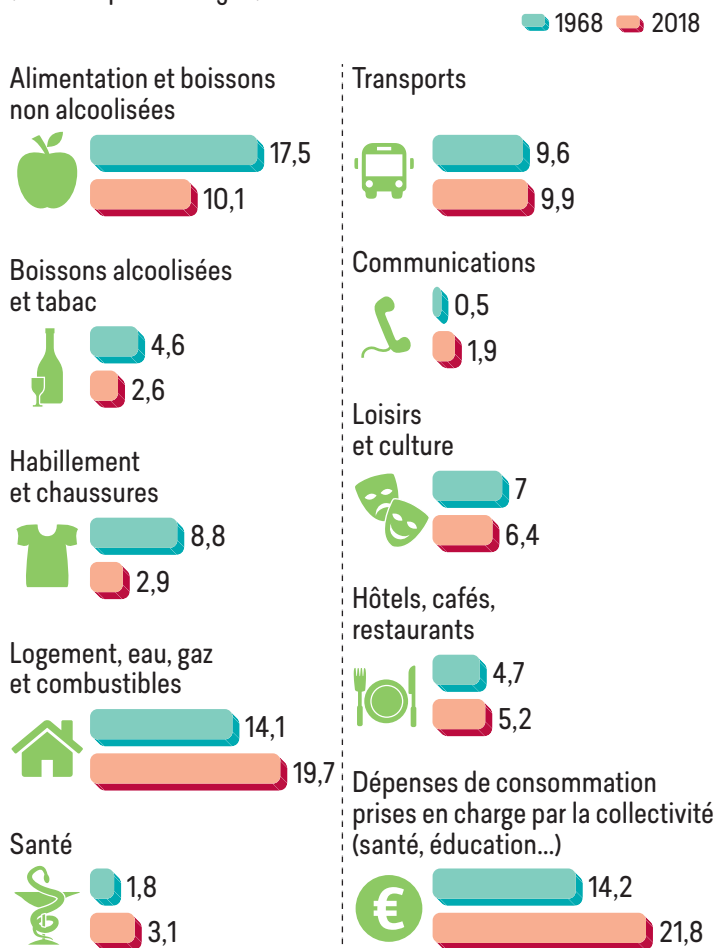


7 Identifiez les facteurs qui peuvent influencer la consommation.

Facteurs économiques	Facteurs sociologiques
Prix des biens	Âge des consommateurs
Revenu des ménages	Catégorie socioprofessionnelle
	Mode de vie
	Nombre d'enfants

DOC 6 L'évolution de la structure de la consommation

Dépenses de consommation des ménages
(en % du panier moyen)



Insee, 2018

8 Commentez la part relative dans la consommation des ménages en 2018 :

– du logement : deuxième poste

budgétaire des Français, il représente un cinquième de la consommation totale.

La consommation des ménages pour le logement comprend le chauffage, l'électricité, l'eau et les équipements du logement.

– de l'alimentation et des boissons non alcoolisées : c'est le troisième poste

budgétaire, ex aequo avec le transport (environ 10 %).

9 Analysez l'évolution de la consommation des ménages entre 1968 et 2018 pour l'alimentation et les boissons non alcoolisées.

Depuis 1968, la structure de la

consommation des Français s'est modifiée.

Les dépenses liées à l'alimentation

représentaient près d'1/5^e du

budget des Français en 1968 contre 1/10^e

aujourd'hui.



1 Les postes budgétaires

COEFFICIENT BUDGÉTAIRE

=

MONTANT D'UN POSTE DE DÉPENSE
DÉPENSE TOTALE

Il permet de mesurer la façon dont un consommateur répartit ses dépenses entre les différentes familles de biens ou de services.

2 Les dépenses pré-engagées

DÉPENSES

Dépenses pré-engagées (ou contraintes) :

Ensemble des dépenses des ménages réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme.

- Le logement
- Les services de télécommunications
- Les frais de cantine
- Les services de télévision
- Les assurances (hors assurance-vie)
- Les services financiers

Dépenses incontournables

- L'alimentation
- Le transport
- La santé
- L'éducation

3 Les déterminants des dépenses de consommation

FACTEURS ÉCONOMIQUES

Prix des biens

Revenu disponible

Deux contraintes économiques qui limitent la capacité à consommer des individus.

FACTEURS SOCIOLOGIQUES

Profession et catégorie socioprofessionnelle, âge, mode de vie, composition de la famille...

Des éléments déterminants dans le processus de consommation.

1 Testez vos connaissances

#QCM
interactif



foucherconnect.fr/19ed038

2 Mots mêlés

Reconstituez chaque terme afin de découvrir la phrase cachée.

1	A L	M M N N S C T O O O I A	L A	C O N S O M M A T I O N
2	E S D	S G M A E E N	D E S	M É N A G E S
3	S E E R U M		M E S U R E	
4	E S L	S S P N E E E D	L E S	D É P E N S E S
5	N E	N I B E S	E N	B I E N S
6	T E	V S S I E E R C	E T	S E R V I C E S

Le mot de la fin : La consommation des ménages mesure les dépenses en biens et services.

3 Analyse de l'équipement des ménages

Équipement des ménages en biens durables selon l'âge de la personne de référence en 2016, en %

	16-24 ans	25-39 ans	40-59 ans	60 ans ou plus	Ensemble
Congélateur	73,0	91,4	94,0	93,8	92,7
Four à micro-ondes	91,7	92,2	90,8	85,3	89,0
Lave-linge	84,3	96,1	96,9	97,0	96,4
Lave-vaisselle	22,1	58,7	67,8	58,3	60,8
Téléviseur couleur	87,0	94,6	95,8	98,4	96,3
Magnétoscope ou lecteur DVD	47,5	69,9	75,8	66,1	69,9
Téléphone fixe	47,2	76,5	90,1	93,0	87,1
Téléphone portable	100,0	99,4	98,3	85,8	93,6
Micro-ordinateur (y. c. portable)	93,3	94,1	91,7	63,4	81,1
Connexion à l'Internet	94,0	94,9	92,7	63,5	81,7
Voiture	77,1	87,5	89,0	79,3	84,7
2 voitures ou plus	22,0	42,9	46,3	25,5	36,6

Insee, TEF, édition 2018

Analysez les taux d'équipement des ménages en biens durables en 2016.

La grande majorité des ménages français disposent désormais d'un lave-linge, d'un téléviseur couleur, d'un congélateur, d'un four à micro-ondes et d'une voiture. En revanche, un peu plus de six ménages sur dix seulement possèdent un lave-vaisselle, produit qui semble connaître une diffusion plus lente. Le taux d'équipement en téléphonie fixe est peu élevé chez les 16-24 ans. Mais il est fortement corrélé à certaines caractéristiques de la personne, notamment l'âge, la taille du foyer et le niveau de vie. Huit personnes sur dix disposent à la fois d'un téléphone fixe, d'un téléphone mobile et d'une connexion à l'Internet à domicile. Le taux d'équipement en Internet à domicile augmente avec le fait de posséder un ordinateur. Le taux d'équipement en ordinateur à domicile est fortement lié à l'âge.

Les différentes formes d'épargne

CAPACITÉ Repérer les différentes formes d'épargne

SITUATION

Bastien travaille depuis deux ans dans un laboratoire pharmaceutique. Au cours de l'année, il a gagné 29 120 € nets, après prélèvement à la source, et perçu 2 800 € de prestations sociales. Son budget est ainsi composé : prélèvements sociaux : 2 912 €, loyers : 7 800 €, dépenses pour ses loisirs : 2 200 €, dépenses courantes : 10 400 €, argent placé sur son livret A : 4 500 €. Il se confie à sa sœur.



- 1** Calculez le montant du revenu disponible et le montant de l'épargne possible de Bastien.

Revenu disponible : $29\,120\,€ + 2\,800\,€ - 2\,912\,€ = 29\,008\,€$.

Montant de l'épargne :

$29\,008\,€ - (7\,800\,€ + 2\,200\,€ + 10\,400\,€) = 8\,608\,€$.

- 2** Précisez de quoi dépend le niveau d'épargne.

L'élément qui agit sur le niveau de l'épargne est le revenu.

L'épargne est la part du revenu qui n'est pas consommée.

Vidéo +

Épargner pour quoi faire ?
2'21"



foucherconnect.fr/19ed039

- Expliquez l'intérêt d'épargner pour un ménage.**

On épargne soit par précaution pour se prémunir des aléas de la vie, soit pour financer des projets, soit pour sa retraite ou encore pour se constituer un capital.

DOC 1 Épargner pour quoi faire ?

Il existe trois grandes motivations d'épargne :

- Mettre de l'argent de côté pour **constituer une réserve** en cas de coup dur : accident, problème de santé, perte d'emploi... C'est ce qu'on appelle le motif de précaution.
- Mettre de l'argent de côté pour **réaliser un projet**, pour pouvoir effectuer, à terme et sans trop s'endetter, un achat impossible à réaliser avec son revenu courant (équipement du logement, vacances, achat de voiture, achat d'un logement...).
- Se constituer ou **transmettre un capital** ou une rente (épargne retraite, transmettre un patrimoine, aider ses enfants...).

www.economie.gouv.fr

1 Identifiez le motif d'épargne dans chaque situation.

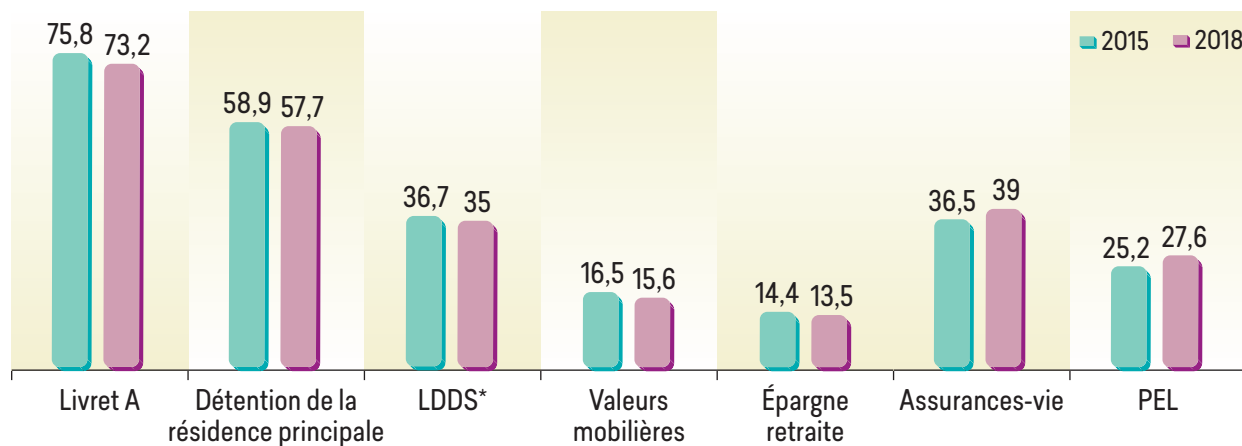
Exemples d'épargne	de précaution (pour faire face à certains risques)	de confort (pour réaliser un projet ou se faire plaisir)	de spéculation (pour tirer profit de placements d'argent) et patrimoniale (pour se constituer un patrimoine qui se valorise au cours du temps)
Achat d'une voiture		×	
Placement d'argent			×
Cotisation à une mutuelle	×		

2 Donnez un exemple d'épargne de spéculation.

L'acquisition d'actions pour les revendre plus cher.

DOC 2 Les placements financiers des Français en 2018

Taux de détention d'actifs en France métropolitaine (%)



* Livret de développement durable et solidaire

Insee, 2018

3 Relevez les principales caractéristiques des placements financiers des Français et leur évolution.

Les gagnants du côté des produits d'épargne financiers sont l'assurance-vie et le plan épargne logement (PEL). Ainsi, 39 % des ménages français possèdent au moins un contrat d'assurance-vie début 2018, contre 36,5 % en 2015.

Du côté du patrimoine immobilier, la part des ménages propriétaires de leur résidence principale a baissé, de 58,9 % à 57,7 % entre 2015 et 2018.

DOC 3 Épargner mais comment ?

L'épargne peut consister à :

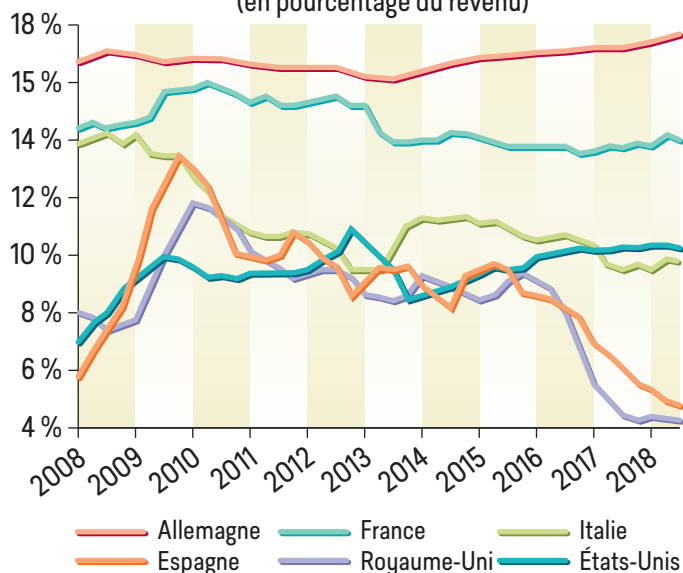
- **Thésauriser** (conserver son argent dans un « bas de laine », une tirelire ou un coffre-fort), mais cette forme d'épargne ne rapporte pas d'intérêts.
 - **Placer son argent** (épargne financière) auprès d'organismes financiers pour en retirer des revenus (achat d'actions, d'obligations, ouverture d'un livret d'épargne...).
 - **Investir** dans l'achat de biens de production (ex. : une machine-outils) ou de biens immobiliers (épargne immobilière).
- L'épargne, selon les formes qu'elle prend, peut être placée ou non ; elle peut produire des revenus ou être stérile (ne produire aucun revenu).

4 Identifiez la forme et la nature de l'épargne dans chacune des situations ci-dessous.

Situation	Forme d'épargne	Nature de l'épargne			
		Placée	Non placée	Productive de revenus	Stérile
Mme Petit conserve chez elle, dans un coffre-fort, 58 300 € épargnés au cours de sa vie professionnelle.	Thésaurisation		×		×
M. Rodrigues a déposé dans une banque, sur un livret, la somme de 13 260 € perçue suite à un héritage.	Épargne financière	×		×	
Avec l'argent d'un héritage, M. et Mme Hu ont acheté un appartement à la mer pour les vacances ou pour le louer.	Épargne immobilière	×		×	

DOC 4 L'évolution de l'épargne en France

Un taux d'épargne des Français stable
(en pourcentage du revenu)



5 Analysez l'évolution du taux d'épargne des Français par rapport aux autres pays.

Avec un taux d'épargne d'environ 14 %, les Français épargnent toujours autant. Seuls les Allemands épargnent plus.

Le taux d'épargne a tendance à baisser dans d'autres pays, comme le Royaume-Uni et l'Espagne.



DOC 5 Qu'est-ce qu'un crédit ?

Un crédit correspond à l'avance d'une somme d'argent.

Si un ménage n'a pas assez d'argent pour réaliser une dépense :

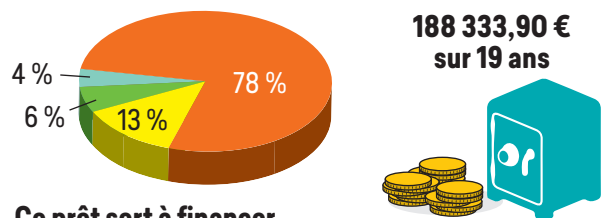
- soit il épargne et retarde sa dépense jusqu'au moment où il aura accumulé assez d'argent ;
- soit il emprunte la somme nécessaire pour réaliser la dépense immédiatement. Il remboursera le crédit au fur et à mesure : le montant prêté, augmenté des intérêts.

Le crédit permet de réaliser maintenant une dépense qui sera remboursée plus tard (progressivement) et moyennant le paiement d'intérêts. Il évite à un ménage d'attendre d'avoir épargné le montant nécessaire.

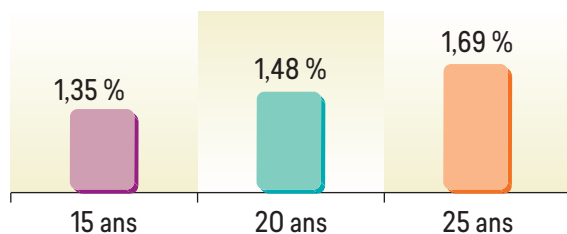
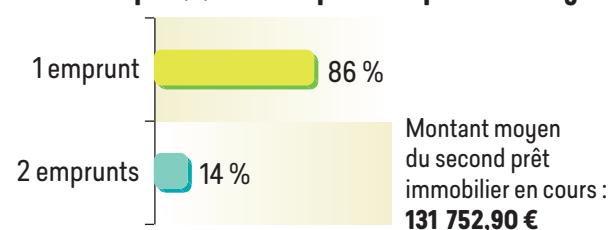
On peut distinguer plusieurs types de crédit : **crédit à la consommation** pour financer des dépenses de la vie courante et d'équipement, **crédit immobilier** pour financer l'acquisition d'un terrain, d'un logement ou des travaux de rénovation, d'aménagement, **crédit automobile**...

6 Identifiez les formes de crédit envisagées à partir des exemples ci-dessous :

Exemples	Crédit à la consommation	Crédit automobile	Crédit immobilier
Achat d'un logement			x
Réalisation de gros travaux dans une résidence secondaire			x
Besoin d'un nouvel ordinateur	x		
Changement de voiture dans l'urgence		x	

DOC 6 Le montant de l'emprunt moyen en France en 2019**Ce prêt sert à financer**

- Résidence principale
- Investissement locatif
- Autres
- Résidence secondaire

Le taux nominal moyen en fonction de la durée du prêt
(hors assurance et frais annexes)**Nombre de prêt(s) en cours pour l'emprunteur moyen**

59 % des emprunteurs n'empruntent pas seuls.

7 Commentez le montant moyen de l'emprunt en France en 2019.

Le montant moyen de l'emprunt en France en 2019 est de 188 333,90 € et sa durée moyenne de 19 ans.

Quant au taux nominal moyen du prêt (hors assurances et frais annexes), il diffère selon la durée d'emprunt. Par exemple, pour une durée d'emprunt de 15 ans, le taux est de 1,35 % alors que le taux est de 1,69 % pour une durée d'emprunt de 25 ans.

8 Indiquez les principaux motifs du recours au crédit.

L'objet de l'emprunt le plus courant concerne logiquement la résidence principale de l'emprunteur. L'investissement locatif arrive ensuite, suivi par la résidence secondaire.

9 Précisez les caractéristiques des prêts contractés par l'emprunteur moyen.

L'emprunteur actuel effectue principalement des démarches pour un seul et unique prêt. Mais pour 14 % des Français, un deuxième emprunt est en cours, d'un montant moyen de 131 752,90 €.



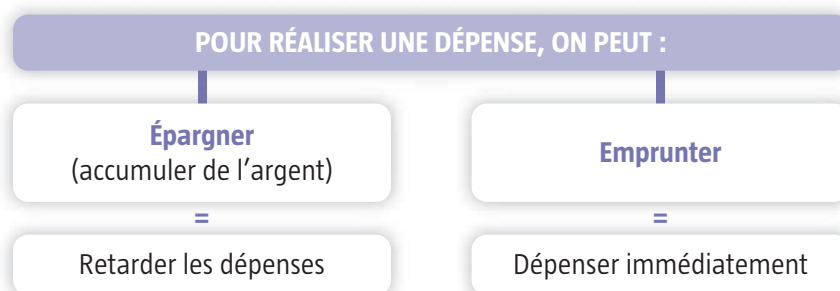
1 Les motifs de l'épargne



2 Les formes de l'épargne



3 L'influence budgétaire d'un achat à crédit



1 Testez vos connaissances

#QCM interactif



foucherconnect.fr/19ed041

2 La bonne paire

Reliez les mots à leur définition.

Thésaurisation	●	Mise à disposition par une organisation d'une somme d'argent à une personne contre l'engagement d'être remboursé à une date déterminée.
Épargne	●	Part du revenu disponible des ménages qui n'est pas utilisée en dépense de consommation finale.
Crédit	●	Dettes résultant de l'attribution du prêt remboursable à terme.
Emprunt	●	Fait de garder son argent hors du circuit économique.

3 Les actifs en stats

Évolution entre 1998 et 2018 des taux de détention d'actifs en France métropolitaine, en %

	1998	2004	2010	2015	2018
Patrimoine immobilier ¹	58,5	60,5	61,9	62,7	61,6
Résidence principale ¹	53,3	55,7	58,0	58,9	57,7
Autres logements	18,1	17,7	18,7	18,0	17,7
Patrimoine financier	90,3	90,2	90,2	90,3	88,7
Livret d'épargne	83,5	83,2	85,0	85,9	83,8
Livrets défiscalisés	82,5	82,6	84,7	85,6	83,4
Livret A ou Bleu	64,4	57,0	68,3	75,8	73,2
LDDS (ex-LDD ou Codevi)	37,6	41,9	39,4	36,7	35,0
LEP	14,4	23,8	24,3	19,6	18,7
Livret jeune	17,3	17,2	14,8	14,2	12,6
Livret soumis à l'impôt (livret B, livret Orange)	6,2	5,9	6,3	5,8	6,0
Épargne logement	40,9	41,3	31,2	32,2	33,2
Plan d'épargne logement (PEL)	34,5	33,6	22,5	25,2	27,6
Compte épargne logement (CEL)	16,3	19,1	16,4	15,1	13,5
Assurance-vie et ensemble épargne retraite	40,9	36,9	42,4	44,2	45,6
Assurance-vie	28,9	26,2	34,7	36,5	39,0
Épargne retraite (y c. PERP)	9,2	9,7	12,3	14,4	13,5
Plan d'épargne populaire (PEP)	14,9	9,2	4,4	2,6	2,1
Valeurs mobilières	21,2	24,2	19,3	16,5	15,6
Épargne salariale	12,7	16,7	15,1	14,5	13,9
Ensemble autres produits financiers ²	4,8	2,1	4,0	4,1	3,7
Patrimoine professionnel ³	-	-	15,8	15,0	14,9

1. Y compris en usufruit pour la résidence principale pour 2010, 2015 et 2018. 2. Bon d'épargne, de caisse ou de Trésor, compte à terme, compte courant d'associés, livret d'épargne entreprise. 3. Les hauts patrimoines n'étant pas surreprésentés en 1998 et 2004, les chiffres sur le patrimoine sont moins précis.

Lecture : début 2018, 83,8 % des ménages vivant en France métropolitaine détiennent au moins un livret d'épargne. Ils étaient 85,9 % en 2015.

Insee Première n° 1722, décembre 2018

Analysez l'évolution des taux de détention d'actifs en France entre 1998 et 2018.

L'immobilier conserve une place importante dans le patrimoine des ménages. En 2018, 61,6 % des ménages possèdent un patrimoine immobilier.

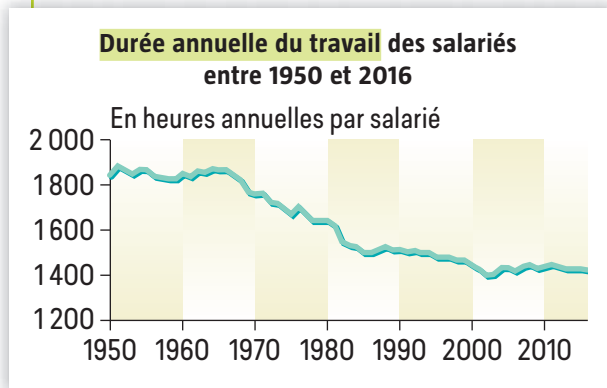
Les livrets d'épargne sont de loin les produits financiers les plus fréquemment détenus : en 2018, en France, 83,8 % des ménages déclarent en posséder au moins un.

Mais le livret A est moins prisé qu'en 2015. Après les livrets d'épargne, **l'assurance-vie reste le placement financier privilégié des ménages :** 39,0 % des ménages métropolitains en possèdent au moins une. La détention des valeurs mobilières poursuit sa baisse. En 2018, 15,6 % des ménages en métropole détiennent des valeurs mobilières, contre 24,2 % en 2004.

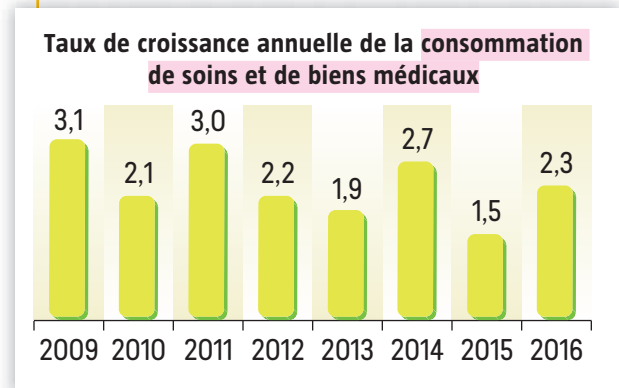
Méthode 7

Identifier les différents types de graphiques

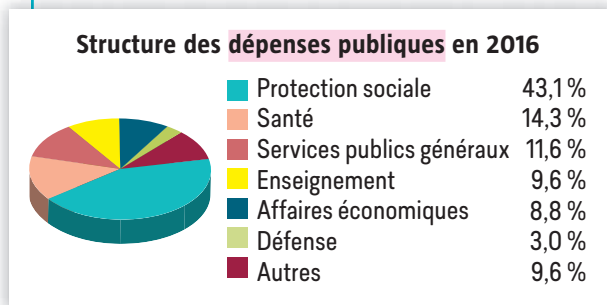
- Nature de graphique : **évolution**
- Type de graphique : **courbe**



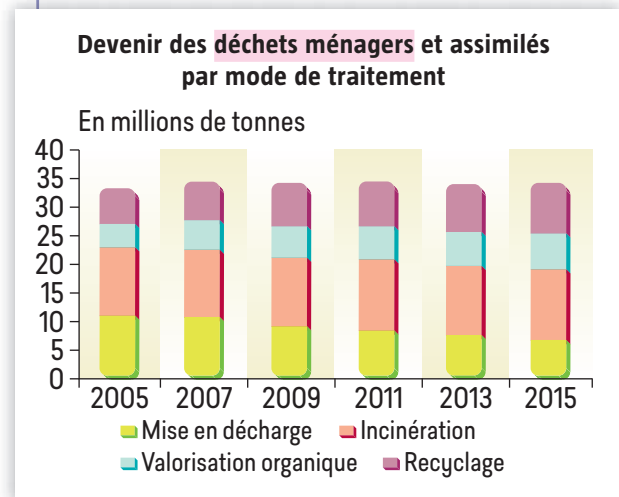
- Nature de graphique : **variation**
- Type de graphique : **histogramme**



- Nature de graphique : **répartition**
- Type de graphique : **camembert (graphique à secteurs)**



- Nature de graphique : **répartition**
- Type de graphique : **diagramme**



Compléter les pointillés en suivant la **méthode 7**.

Méthode 7

- 1 Lire le titre du graphique et en comprendre le sens (c'est-à-dire ce qu'il cherche à montrer) en surlignant l'objet du graphique (que représente-t-il ?).
- 2 Identifier la nature du graphique (variation, évolution, répartition).
- 3 Déterminer le type de graphique : courbe, histogramme, diagramme, secteurs.
- 4 Prendre connaissance de la légende s'il y en a une, pour mieux interpréter les données du graphique.

Vocabulaire

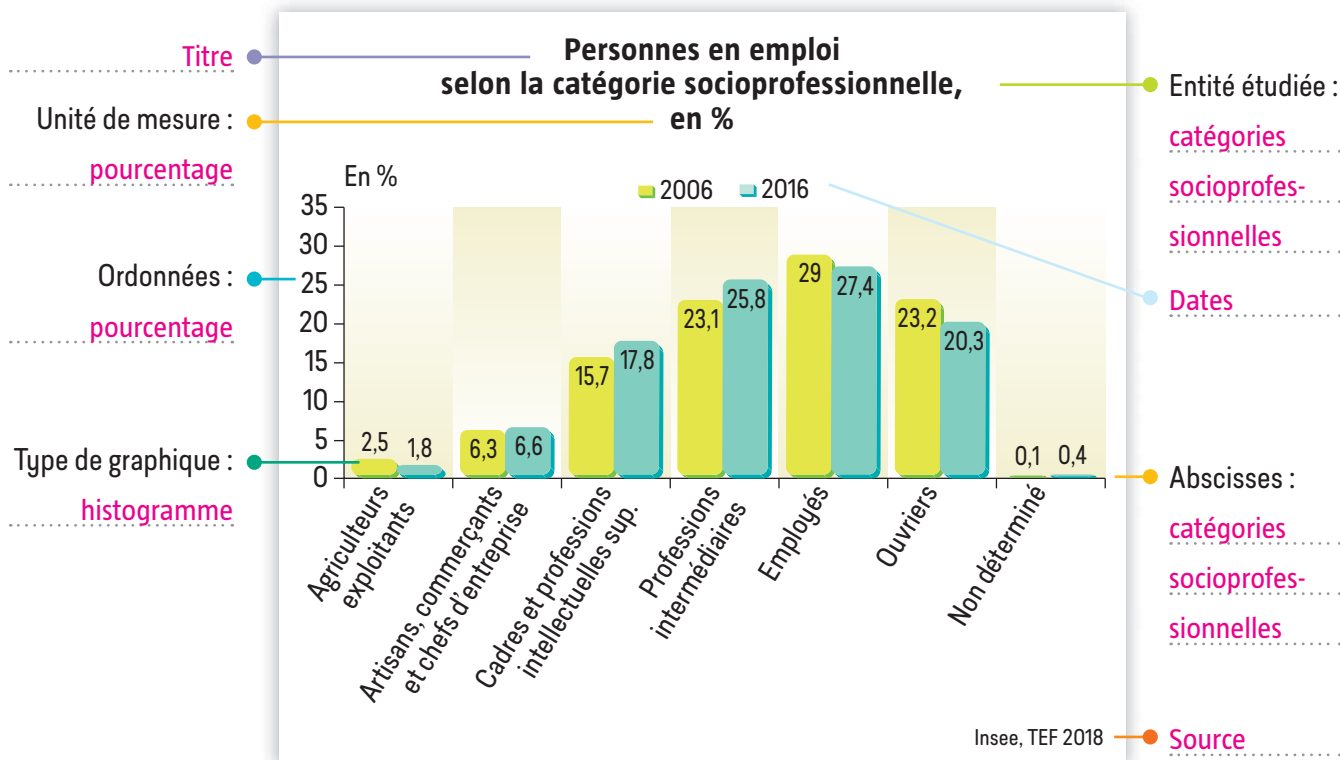
Graphique d'évolution : représente les évolutions dans le temps d'un phénomène (ex. : courbes).

Graphique de variation : représente les variations dans le temps d'un phénomène (ex. : histogramme).

Graphique de répartition : représente, à un instant déterminé, la répartition des variables d'un même phénomène (ex. : diagramme, camembert).

Méthode 8

Lire et comprendre un graphique



Compléter les pointillés en suivant la **méthode 8**.

Méthode 8

- 1 Repérer le titre, la source et la date afin de situer les données du graphique.
- 2 Préciser le type de graphique et son objet (ce qu'il concerne).
- 3 Identifier les éléments de compréhension du graphique : thème abordé et/ou nature des données, unité de mesure des données (pourcentages, euros, poids...), entité concernée (pays, continent, entreprise, produit, secteur d'activité, marché...), phénomène observé (axe des abscisses et axe des ordonnées).
- 4 Repérer les données marquantes sur le graphique (plus fort, plus faible, inclinaison d'une courbe, part importante...).
- 5 Présenter les éléments significatifs des constats observés précédemment dans une courte note.

Vocabulaire

Courbe : représentation de l'évolution d'un phénomène dans le temps.

Graphique en secteurs ou « camembert » : représentation de la répartition en pourcentage d'un phénomène.

Histogramme ou **diagramme en bâtons** : représentation de l'évolution d'un phénomène dans le temps ou de sa répartition.

4 Les emplois occupés sont de plus en plus qualifiés.

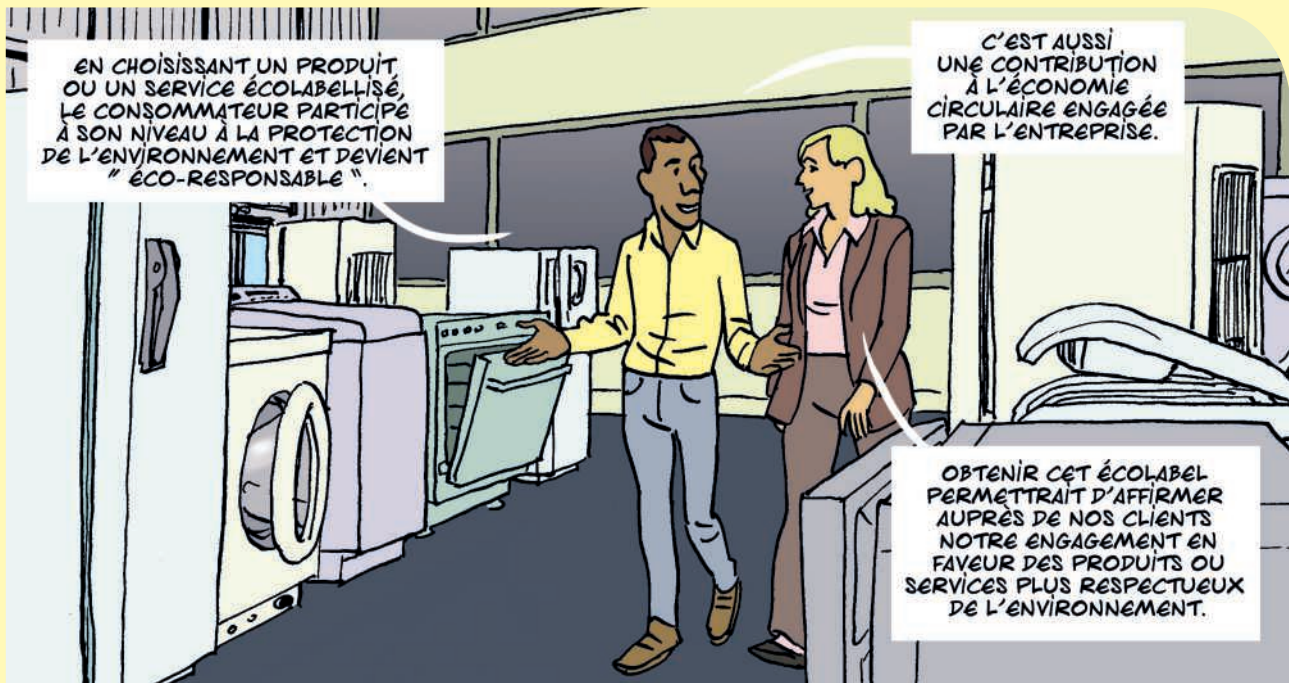
5 Le niveau de qualification des emplois continue de progresser. Entre 2006 et 2016, les personnes en emploi ont augmenté dans les catégories socioprofessionnelles suivantes : artisans, commerçants, chefs d'entreprise, cadres et professions intellectuelles supérieures, professions intermédiaires. Sur la même période, la part des employés ou des ouvriers a reculé.

L'influence du développement durable sur les choix de consommation

CAPACITÉ Mettre en évidence l'influence du développement durable sur les choix de consommation

SITUATION

Grégory dirige, à Dijon, une entreprise d'insertion qui collecte et recycle de l'électroménager usagé. Il espère obtenir l'écocertification « Aluminium recyclable » car il vient de signer un contrat avec de grandes marques.



- 1** Indiquez la nature de l'écocertification que Grégory souhaite obtenir.

Il espère obtenir l'écocertification relative au recyclage de l'aluminium.

- 2** Expliquez ce que signifie être « écoresponsable » pour un consommateur.

Le consommateur s'engage à respecter le mieux possible la nature et l'environnement. En choisissant un produit ou un service écolabellisé, il participe à son niveau à la protection de l'environnement.

Vidéo +

Comprendre les objectifs de développement durable 1°1"



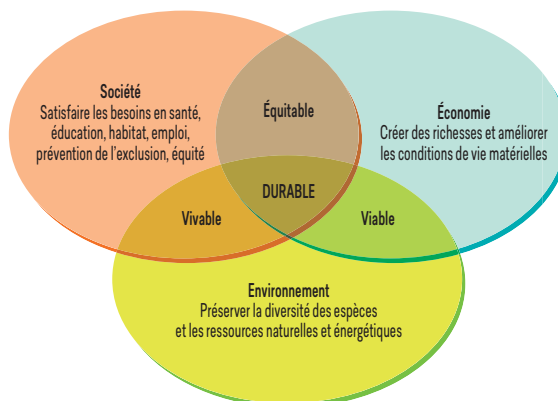
foucherconnect.fr/20ed001

- 3** Expliquez dans quel but 193 États, dont la France, se sont engagés ensemble pour atteindre 17 objectifs de développement durable d'ici 2030.

Pour construire un monde plus durable et plus solidaire.

DOC 1 Une démarche

Le développement durable vise à concilier simultanément croissance économique, équité sociale et préservation de l'environnement, dans le cadre d'une politique économique responsable. Les trois piliers sont intégrés dans une approche de développement équilibré sur le long terme.



www.solutionsdd.monde-proprete.com

1 Précisez les objectifs d'une politique économique de développement durable pour chacun des piliers.

Dimension environnementale : préserver l'environnement et les ressources naturelles.

Dimension sociale : satisfaire les besoins humains (santé, logement, nourriture...).

Dimension économique : augmenter la croissance en respectant un commerce équitable.

DOC 2 La mise en œuvre du développement durable : l'Agenda 2030

L'Agenda 2030 est universel, c'est-à-dire qu'il s'applique à tous les pays, du Nord comme du Sud. Il vise la transformation du monde en éradiquant la pauvreté et en assurant sa transition vers un développement durable. Avec ses 17 Objectifs de développement durable et 169 cibles (ou sous-objectifs), il dessine une feuille de route détaillée et couvrant pratiquement toutes les questions de société.



www.agenda-2030.fr, 17/09/2019

2 Rappelez les objectifs fondamentaux visés par les actions prévues dans l'Agenda 2030.

Éradiquer la pauvreté dans le monde, assurer la transition vers un développement durable.

3 Répartissez les objectifs de développement durable selon leur nature.

Niveau de vie	Économie	Environnement	Société
1 - 2 - 3 - 4 - 10	8 - 9 - 12	6 - 7 - 13 - 14 - 15	5 - 11 - 16

DOC 3 Le respect de l'environnement

Peut-on réduire les impacts environnementaux des produits ?

L'écoconception agit sur tout le cycle de vie d'un produit.

Économies d'énergie et de matières, réduction des pollutions, augmentation du chiffre d'affaires... De nombreuses entreprises se lancent dans l'écoconception pour améliorer la performance environnementale de leurs produits et services ainsi que leur performance économique.

Un exemple : la démarche d'écoconception du groupe SEB

L'ensemble des produits fabriqués a été repensé pour qu'ils

soient plus faciles à réparer et à recycler, pour intégrer des matériaux eux-mêmes recyclés et des polymères biosourcés, pour remplacer des substances contestées... La réduction de la consommation énergétique et de l'empreinte carbone lors du transport ont également été prises en compte.

L'écoconception peut s'appliquer à tous les biens de consommation, comme le mobilier d'une chambre d'enfant, fabriqué avec très peu de bois et conçu pour être facilement recyclable.

©ADEME, mars 2019

4 Expliquez ce qu'est l'écoconception.

L'écoconception est une façon de prendre en compte les impacts environnementaux dans la conception et le développement du produit et d'intégrer les aspects environnementaux tout au long du cycle de vie du produit.

5 Citez les principaux avantages de l'écoconception pour les entreprises.

La réduction des coûts de production grâce à des économies d'énergie, de matières premières.

La bonne image de la marque.

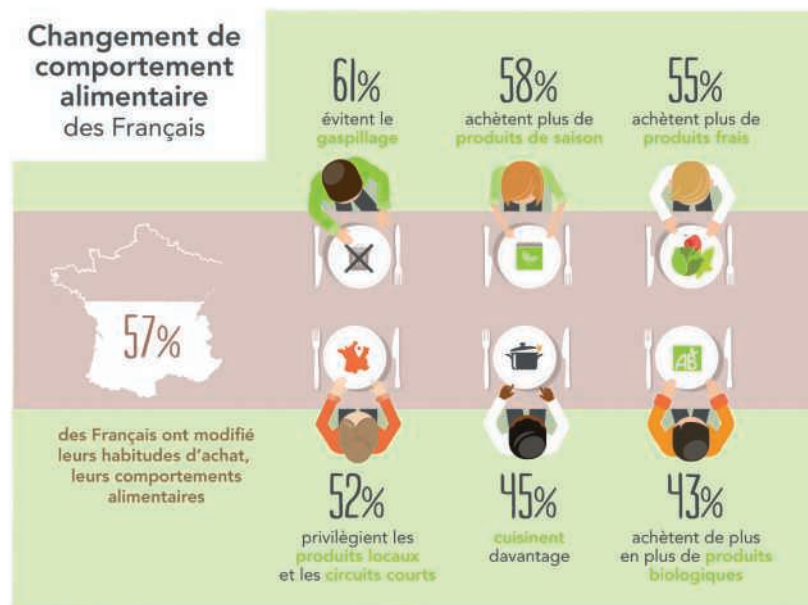
Une augmentation du chiffre d'affaires.

DOC 4 L'économie locale

L'expression d'une volonté de consommer toujours plus responsable.

Question de l'enquête :

« De façon générale, pensez-vous avoir modifié vos habitudes d'achat, votre comportement alimentaire ou culinaire au cours des trois dernières années ? »



Baromètre de consommation et perception des produits biologiques en France - Agence Bio / Spirit Insight, février 2019

6 Listez les changements des comportements alimentaires et culinaires des Français.

Éviter le gaspillage (61 %).

Consommer des produits de saison (58 %), frais (55 %), locaux (52 %).

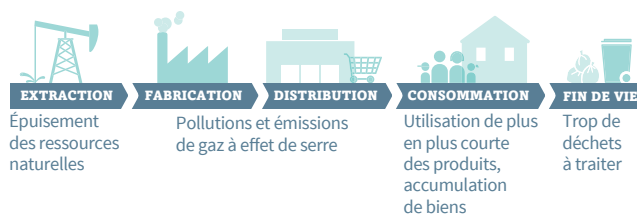
Cuisiner plus (45 %), faire des petits plats maison.

Acheter davantage de produits biologiques (43 %).

DOC 5 Les principes de l'économie dite « linéaire »**Le modèle linéaire atteint ses limites**

Une économie dite linéaire est caractérisée par un cycle concis qui peut se résumer ainsi : extraire – fabriquer – jeter. Dans un premier temps, il s'agit d'extraire des matières premières (ex. : du pétrole, du blé, du bois...). Dans un second temps, ces matières premières vont servir à créer des produits. Les produits fabriqués rejoindront la case déchets quand on n'en aura plus besoin.

L'économie linéaire est un type d'économie qui repose sur un modèle dit « linéaire » et qui date de l'époque de l'industrialisation. Elle se caractérise par un très grand gaspillage de ressources, causant une charge écologique insoutenable.



©ADEME, Guide pratique L'économie circulaire en 10 questions - Édition mars 2019

7 Énumérez les effets négatifs d'une économie linéaire.

Les effets sont un affaiblissement des ressources naturelles, des contaminations et des émissions de gaz à effet de serre, une durée de vie limitée des biens produits et une accumulation des déchets.

DOC 6 Les principes de l'économie circulaire

L'économie circulaire : une nouvelle façon de produire et de consommer



clcvud13.com

8 Expliquez en quoi l'économie circulaire est différente de l'économie linéaire.

Dans un modèle linéaire, les ressources naturelles sont extraites en continu et en quantité croissante pour produire des biens et services, consommés puis jetés après usage. En réutilisant et recyclant ce qui peut l'être une fois les biens consommés, en ne produisant plus pour jeter rapidement mais en fabriquant à partir de matériaux recyclés... on passe à une économie « circulaire ». Ce nouveau cycle, nous entraîne aussi parallèlement à limiter notre consommation et à utiliser le moins de ressources possible.



1 Le développement durable

CONSTATS

Gaspillage et surconsommation des ressources naturelles, pollution, réchauffement climatique et croissance démographique mondiale non maîtrisée.

FINALITÉ

Organisation des productions de biens et services en réponse aux besoins actuels mais sans compromettre la réponse aux besoins des générations futures.

PILERS

Social (santé, éducation, emploi).

Économique (amélioration des conditions de vie).

Environnemental (préserver les ressources naturelles et les espèces).

EFFETS ATTENDUS

Sensibilisation de tous et multiplication des écocitoyens, et par conséquent, développement durable.

2 La consommation responsable

MODE DE CONSOMMATION QUI PREND EN COMPTE LES CRITÈRES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (RESPECTUEUSE DE L'ENVIRONNEMENT, BÉNÉFIQUE POUR L'ÉCONOMIE, BONNE POUR LA SANTÉ)

Quels enjeux ?

Mieux acheter

(acheter des produits plus écologiques)

Mieux consommer

(moins gaspiller, avoir une consommation plus durable)

Mieux éliminer

(prendre en compte le recyclage)

Mieux produire

3 L'influence du développement durable

Économie linéaire

- Extraire
- Fabriquer
- Distribuer
- Consommer
- Jeter

Le modèle linéaire a atteint ses limites.

Évolution vers

Économie circulaire

3 domaines et plusieurs actions possible :

- **Gestion des déchets** : recyclage.
- **Offre des organisations** : approvisionnement durable, écoconception, écologie industrielle et territoriale.
- **Comportement des consommateurs** : allongement de la durée d'usage des produits, consommation responsable.

Le modèle circulaire est une nouvelle façon de produire et de consommer.

À vous de jouer!

1 Testez vos connaissances

#QCM interactif



foucherconnect.fr/20ed003

2 Des logos au quotidien

Cochez quatre écolabels réservés principalement à l'alimentation.

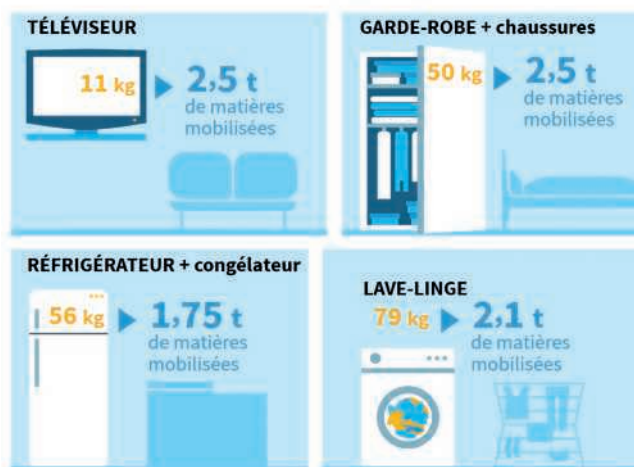


3 Les biens de consommation durables

La face cachée de nos équipements à la maison

2,5 tonnes d'objets accumulés chez soi

18x plus de matières mobilisées pour les produire



©ADEME, Guide pratique
L'économie circulaire en
10 questions - Édition mars 2019

Expliquez en quoi les équipements de la maison ont un impact sur l'environnement.

Pour beaucoup d'équipements, c'est la phase de production (fabrication) qui pèse le plus lourd en termes d'émissions de CO₂ et de matières mobilisées. Il est donc souhaitable de les garder longtemps pour limiter l'impact sur l'environnement.

Avant d'acheter un bien de consommation, il faut donc se poser les bonnes questions : Envie ? Besoin ?

Neuf ou d'occasion ? Où est-il fabriqué ? De quoi est-il composé ? Dans quelles conditions ?

Après mon achat, je dois optimiser son utilisation, en prendre soin pour maximiser sa durée de vie.

L'influence du numérique dans l'évolution des modes de consommation

CAPACITÉ Repérer l'influence du numérique dans l'évolution des modes de consommation

SITUATION

Régine dirige une grosse exploitation d'élevage caprin. Elle est installée en tant que productrice-transformatrice, c'est-à-dire qu'elle fabrique son fromage et qu'elle vend ses produits (lait, fromages...) via les marchés, le magasin à la ferme et le circuit court. Mais ses ventes stagnent et elle voudrait trouver de nouveaux clients. Parmi ses clients, elle échange souvent avec Ajax, dirigeant d'entreprise.



1 Reformulez le problème de cette exploitante agricole.

Les ventes de ses produits (lait, fromages...) stagnent.

Elle voudrait trouver de nouveaux clients et ainsi augmenter son chiffre d'affaires.

2 Présentez la solution proposée par Ajax.

Vendre ses produits par le biais d'un site internet ou d'une plateforme. Les clients peuvent être situés sur tout le territoire national, voire au-delà puisqu'il n'y a plus de limite géographique des ventes. Les marketplaces sont une solution de développement pour le commerce indépendant.

Vidéo +

Le Drive fermier fait le bonheur des producteurs 1'15"



foucherconnect.fr

20ed004

Expliquez le concept du Drive fermier.

Le concept du Drive fermier consiste à acheter des produits de la ferme sur Internet grâce à un Drive, à l'image de ceux proposés par les hypermarchés.

On trouve tout ce que l'on pourrait se procurer sur un marché de village en ligne.

DOC 1

Le baromètre des nouvelles tendances de consommation via Internet



1 Décrivez les principales caractéristiques des habitudes d'achat des consommateurs.

Les habitudes d'achat évoluent. En effet, à travers l'augmentation de la part de consommateurs qui achètent sur Internet, 61 % des consommateurs effectuent désormais un achat en ligne au moins une fois par mois, soit 3 points de plus qu'en 2018.

Ce comportement d'achat varie en fonction de l'âge ou encore de la situation familiale du consommateur. Cette hausse est particulièrement perceptible sur les tranches d'âge 18-44 ans (70 % vs 67 % en 2018) et chez les 60-75 ans (47 % vs 40 % en 2018).

2 Listez les consommateurs les plus impliqués dans le e-commerce.

- Les consommateurs âgés de 18 à 44 ans.
- Les consommateurs avec enfant(s).

Wavestone (Baromètre des nouvelles tendances de consommation 2019)

DOC 2

Le développement du e-commerce aux particuliers

Le e-commerce aux particuliers maintient son dynamisme, porté par l'augmentation du nombre d'acheteurs et de la fréquence d'achat, le développement de nouvelles offres et de nouveaux services aux clients. Cette croissance profite aussi de la progression des achats sur mobile.



www.fevad.com , Les chiffres clés 2019

3 Indiquez l'évolution du chiffre d'affaires du e-commerce aux particuliers.

Le chiffre d'affaires des ventes sur Internet continue à enregistrer des progressions à 2 chiffres.

Le cap des 100 milliards d'euros devrait bientôt être atteint. Le canal mobile poursuit son développement.

Il représente aujourd'hui 22 % du chiffre d'affaires des sites e-commerce.

DOC 3 Comment acheter sur les places de marché en ligne ?

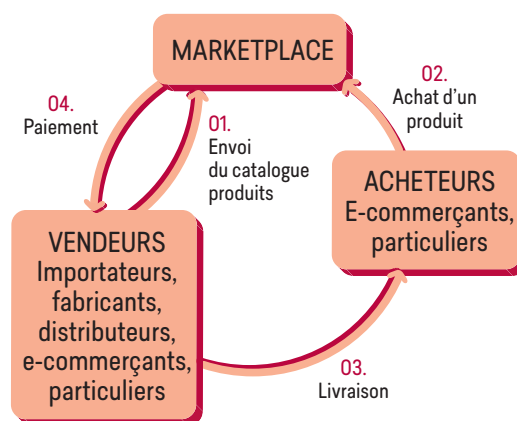
De nombreux sites de commerce, notamment les plus importants, ont créé une « place de marché », ou « **marketplace** », pour héberger d'autres vendeurs indépendants. Ils créent ainsi des sortes de « **centres commerciaux numériques** ».

Comment ça marche ?

L'opération commerciale se fait entre un vendeur et un acheteur. Ce n'est donc pas le site majeur qui vend. On y trouve :

- des professionnels et des particuliers ;
- des entreprises françaises ;
- mais aussi des vendeurs européens, étrangers de tous les pays du monde.

Une marketplace est un espace sécurisé. Celui-ci appartient au créateur de la marketplace qui touchera une contrepartie financière s'il y a une transaction marchande entre acheteurs et vendeurs.



www.vnconline.com - 20/06/2018

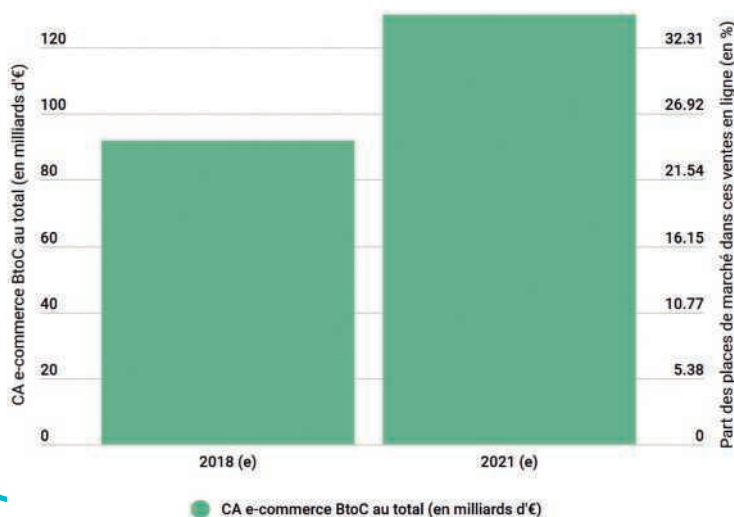
4 Précisez en quoi consiste une place de marché.

La marketplace peut être définie comme un site internet sur lequel des vendeurs indépendants, professionnels ou particuliers, ont la possibilité de vendre leurs produits ou services en ligne, moyennant une commission prélevée par le site sur chaque vente.

5 Citez des entreprises qui mettent à disposition des espaces de vente pour des milliers de vendeurs et qui leur font bénéficier des fonctionnalités de leur plateforme et des milliers de visiteurs qu'ils attirent.

Amazon, FNAC, Rueducommerce, Ebay ou encore Cdiscount.

DOC 4 Poids des places de marché dans le e-commerce BtoC à l'horizon 2021



BtoB (B2B) : Business to Business

Lorsqu'il y a des relations commerciales entre 2 entreprises on parle de BtoB. Ce terme désigne les moyens techniques pour mettre en relation les 2 entreprises et faciliter leurs échanges de produits, de services et d'informations.

BtoC (B2C) : Business to Consumer

Lorsque l'entreprise vend des biens ou des services aux consommateurs, on parle de BtoC.

CtoC (C2C) : Consumer to Consumer

Lorsque les consommateurs vendent ou mettent en location eux-mêmes des services ou des biens (ex. : logement, voiture) par le biais de plateformes sur Internet, on parle de CtoC.

© JDN/CCM Benchmark/20.12.2018

6 Calculez la part des places de marché dans le e-commerce BtoC en 2018 et en 2021.

Le CA du e-commerce BtoC au total représente environ 92 milliards d'euros en 2018. Il atteindrait au total 130 milliards d'euros en 2021. La part des places de marché dans ces ventes en ligne se montait à 30 % en 2018. Un tiers des ventes en France proviendraient de ce canal en 2021.

7 Expliquez ce qui justifie l'évolution des parts de marché dans les ventes en ligne.

C'est lié à l'évolution des attentes des consommateurs français qui veulent plus de choix à la fois sur l'offre, les prix, et les services.

Le numérique et les nouveaux modes de consommation

DOC 5 Quels sont les facteurs qui favorisent le développement de l'économie d'usage ?

L'économie d'usage, aussi appelée économie de fonctionnalité, s'inscrit dans une démarche de développement durable. Cette nouvelle tendance économique fait la part belle à la location de l'usage d'un bien ou service plutôt que sa propriété.

Selon l'Insee, en à peine 20 ans, le secteur de l'économie d'usage n'a cessé de progresser. Le contexte économique actuel reste particulièrement favorable au développement de l'économie de fonctionnalité. La baisse du pouvoir d'achat des foyers ces dernières années, ainsi que la hausse du prix des matières premières et la diminution des ressources ont forcé certaines entreprises à changer d'angle d'attaque pour rester compétitives et rentables sur le marché.

S'il reste encore des sociétés qui continuent à miser sur le profit par le volume, d'autres n'hésitent plus à prendre du temps pour innover et proposer des produits durables à la location. Le consommateur est aussi de plus en plus sensibilisé à cette nouvelle économie, à travers des services populaires comme **les vélos ou les voitures en libre-service, le streaming de musique ou de films, entre autres**. Les entreprises et les consommateurs semblent également davantage concernés par les problématiques environnementales, ce qui favorise le développement de l'économie d'usage.

www.locam.fr, 2019

8 Expliquez « économie d'usage ».

L'économie d'usage consiste à proposer l'utilisation d'un produit ou d'un service aux consommateurs.

Il s'agit de louer un bien pour l'utiliser, plutôt que de le posséder.

9 Présentez le principal objectif de l'économie d'usage.

Le but est de favoriser la mutualisation des biens, pour limiter la consommation de matière et d'énergie et ainsi encourager le développement durable.

10 Surlignez dans le texte des services pour lesquels le consommateur préfère payer l'usage.

DOC 6 L'économie collaborative, une pratique populaire qui peut rapporter gros

Uber, Airbnb, Pretoo... Depuis plusieurs années, l'économie collaborative fait partie du quotidien des consommateurs.

Un secteur populaire...



95%

La quasi-totalité des Français ont eu recours au moins une fois à une pratique de l'économie collaborative.



62%

Un peu moins des deux tiers des Français sont des consommateurs collaboratifs réguliers. La fréquence d'utilisation n'est cependant pas précisée.

Un revenu complémentaire



87%

La très grande majorité des adeptes de l'économie collaborative est motivée par la volonté d'économiser de l'argent. Parmi les autres motivations, 76% des Français cherchent à gagner de l'argent, 41% veulent se sentir utiles et 35% cherchent à réduire leur consommation.



495 euros

L'économie collaborative rapporte en moyenne 495 euros aux utilisateurs, répartis à environ 50-50 entre économies et gains. Puisqu'ils sont plus friands de ce mode de consommation, les 25-34 ans et les CSP+ gagnent plus d'argent : respectivement 613 et 686 euros.

www.europe1.fr - 12/01/2017

11 Précisez l'engagement des Français dans l'économie collaborative.

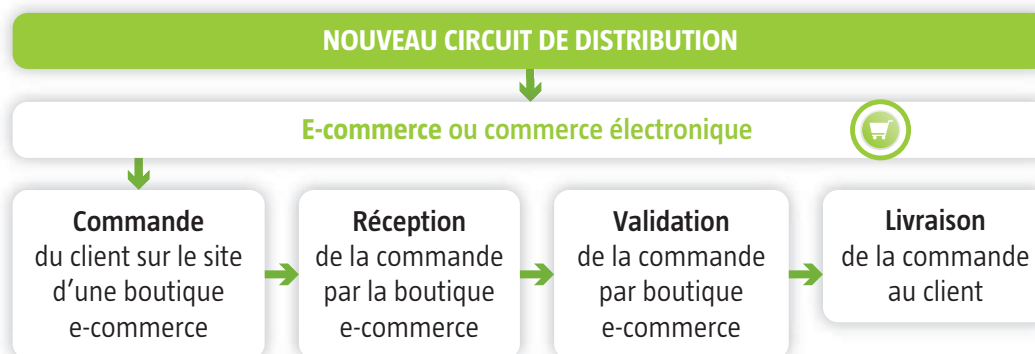
Il apparaît que 95 % des Français ont recours au moins une fois à l'économie collaborative, dont 62 % régulièrement. Et les utilisateurs en tirent un pécule non négligeable : 495 euros en moyenne. Il semblerait que les jeunes et les CSP+ soient beaucoup plus familiers de ces pratiques que la moyenne.

12 Citez les plateformes collaboratives dont vous avez connaissance.

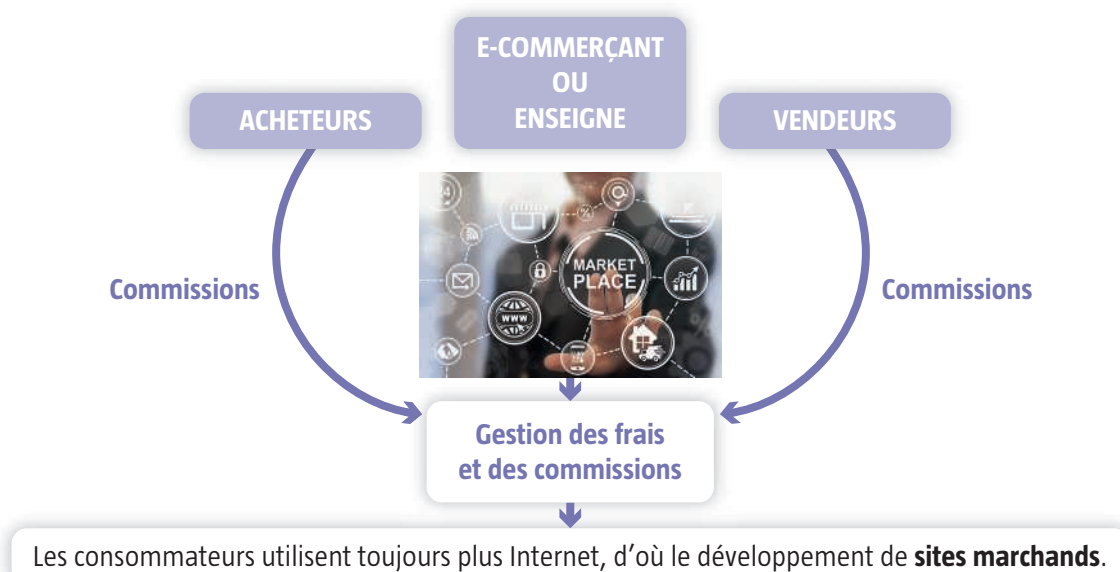
Airbnb (mise à disposition d'hébergements directement auprès de particuliers dans des milliers de villes dans le monde), leboncoin (espace sécurisé et personnel depuis lequel on peut déposer et gérer ses annonces), Ouistock (garde-meubles entre particuliers qui permet de stocker les affaires qui nous encombrant, proche de chez nous, de manière sûre et surtout très économique), BlaBlaCar (site de covoiturage), OuiCar (site de location de voiture entre particuliers).



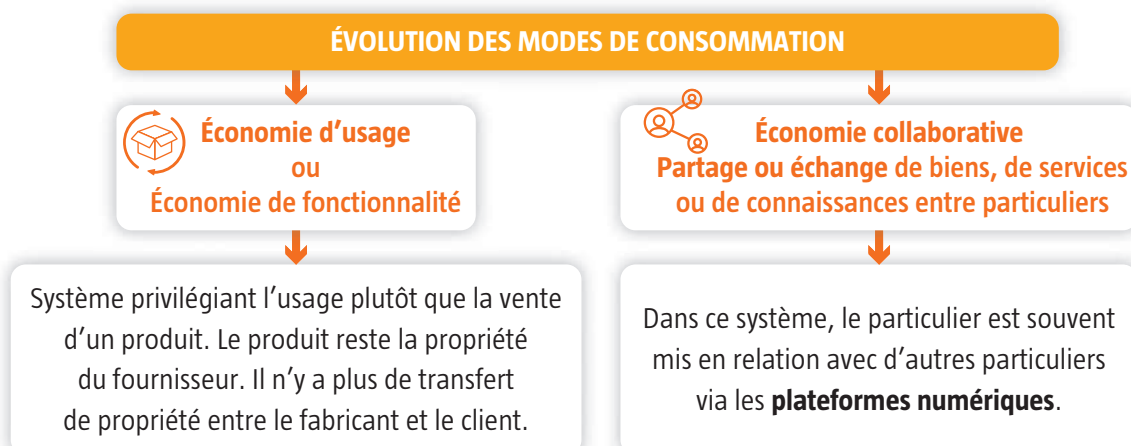
1 Le e-commerce



2 Le recours aux places de marché



3 Le numérique et les modes de consommation



1 Testez vos connaissances

#QCM interactif



foucherconnect.fr/20ed006

2 Mots mêlés

Trouvez le mot ou l'expression grâce à sa première lettre et sa définition.

Vous disposez des lettres qui le composent, il ne vous reste qu'à les remettre dans le bon ordre.

1 Canal d'achat

M	M	R	-	E	E	E	O	C	C
E	-	C	O	M	M	E	R	C	E

2 Place de marché

K	P	T	A	A	E	L	M	R	E	C
M	A	R	K	E	T	P	L	A	C	E

3 Échange de biens

E	E	M	N	C	I	O	O
É	C	O	N	O	M	I	E

E	D
D	E

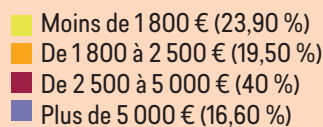
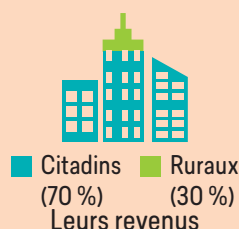
A	A	P	T	R	E	G
P	A	R	T	A	G	E

3 L'économie collaborative

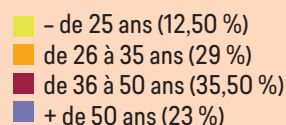
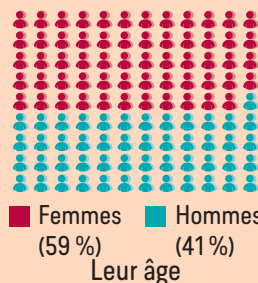
Quel est le profil d'un usager de l'économie du partage ?

En France, plusieurs millions de personnes utilisent régulièrement au moins une plateforme issue de l'économie collaborative.

D'où viennent les adeptes de l'économie collaborative ?



Hommes ou femmes ?



Ouishare, PWC, TNS Sofres, 2016

Analysez le profil d'un usager de l'économie du partage.

Les femmes sont plus adeptes de l'économie collaborative que les hommes (59 % de profil féminin).

Selon cette infographie, 70 % des usagers seraient des citadins contre seulement 30 % de ruraux.

Les citadins sont donc très largement représentés dans les modes de consommation collaboratifs.

Les 2/3 des usagers de plateformes collaboratives ont moins de 50 ans. Avec 67 % de moins de 50 ans,

dont 41,54 % de moins de 35 ans, on peut considérer que les usagers des plateformes liées à l'économie

collaborative sont relativement jeunes. L'infographie montre également que 40 % des utilisateurs

des plateformes de partage perçoivent entre 2 500 € et 5 000 € par mois. On peut donc en déduire

que la classe moyenne supérieure est très représentée parmi les utilisateurs de l'économie collaborative.

Méthode 9

Analyser et interpréter un contrat

Contrat de vente

Les soussignés :

Victor MARCHOT agissant en tant que représentant légal de la société VOLTA 2000 Sarl,
15 boulevard du Port 83000 Toulon, **le vendeur**

ET

Maxence BOULIER 150 avenue de la Mer 83700 Fréjus, le client

Ont convenu et arrêté ce qui suit :

Désignation – Le vendeur s’engage à réaliser les prestations suivantes :

- livraison de 10 kits solaires photovoltaïques 20 W, réf. P 2589,
- installation et mise en route comprises selon conditions en annexe 1.

Prix – En contrepartie du transfert de propriété, le client s’engage à payer la somme de deux mille quatre cents euros (2 400 €) hors taxe : acompte de 10 % à la commande, le solde fin de mois d’installation.

Livraison – Après réception de l’acompte, le vendeur s’engage à lui remettre les marchandises, à les installer et à effectuer la mise en route au plus tard le 15 février.

En cas d’impossibilité il s’engage à consentir un rabais de 0,05 % sur le prix HT par jour de retard.

En cas de perte ou de détérioration des biens, la responsabilité du vendeur est engagée jusqu’à l’acceptation effective des biens par l’acquéreur.

Clause de réserve de propriété – La société reste propriétaire de la marchandise livrée à compter du jour de livraison jusqu’à complet paiement de l’intégralité du prix de vente par le client, les risques de la marchandise incombant au destinataire, dès la mise à disposition de celle-ci.

Clause attributive de juridiction – Tout litige sur l’exécution du présent contrat sera de la compétence du Tribunal de commerce de Fréjus.

Fait à Toulon, le 20 janvier 2020 en deux exemplaires originaux

(signatures précédées de la mention « lu et approuvé »)

Lu et approuvé

Victor MARCHOT VOLTA 2000 Sarl

Lu et approuvé

Maxence BOULIER

Type de contrat :

Contrat de vente

Vendeur

Lien contractuel

Client

Obligations du vendeur

Obligations du client

Obligations du vendeur

Tribunal compétent

Complétez les pointillés et analysez le contrat en suivant la **méthode 9**.

Méthode 9

- 1 Repérer le type de contrat, les parties et leur qualité.
- 2 Vérifier les conditions de validité du contrat (consentement, objet et cause du contrat).
- 3 Repérer les obligations de chacune des parties.
- 4 Indiquer les conséquences pour les parties du non-respect de leurs obligations.
- 5 Repérer les clauses particulières du contrat (renouvellement, limitation de responsabilité, clause de non-concurrence...).
- 6 Identifier le tribunal compétent en cas de litige.

Vocabulaire

Clause attributive de juridiction : clause qui précise par avance quelle juridiction sera compétente en cas de litige entre les parties au contrat.

- 2 Contrat librement passé par écrit, ayant pour objet la livraison et l’installation de kits solaires photovoltaïques. **Consentement exprimé** : « convenu et arrêté », « s’engage », « lu et approuvé ».
- 4 Le vendeur doit consentir un rabais en cas de retard de livraison.
- 5 Clause de réserve de propriété selon laquelle le vendeur reste propriétaire de la marchandise jusqu’au paiement de la totalité du prix par le client.

Méthode 10

Calculer et interpréter des pourcentages, des proportions

Population active par sexe et âge en 2017

En milliers

Tranches d'âge	Femmes	% de tranche d'âge parmi les femmes	% des femmes par tranche d'âge	Hommes	% de tranche d'âge parmi les hommes	% des hommes par tranche d'âge	Total
15 à 24 ans	1 248	8,86	44,89	1 532	10,08	55,11	2 780
25 à 49 ans	8 703	61,75	47,98	9 435	62,09	52,02	18 138
50 à 64 ans	4 142	29,39	49,49	4 228	27,82	50,51	8 370
Total 15 à 64 ans	14 093			15 195			29 288

Insee Références, édition 2019 – Travail – Emploi

Effectifs totaux de la population active par sexe

Effectifs totaux de la population active par tranche d'âge

Vocabulaire

Proportion (ou pourcentage de répartition ou part) : rapport entre l'effectif d'un sous-ensemble et l'effectif total. Il représente donc une partie par rapport à son ensemble. Ce pourcentage ne peut pas être supérieur à 100. Plus le résultat s'approche de 100, plus la proportion est élevée.

Interpréter : donner un sens, une explication. Dans cette méthode, il s'agit de comprendre, de déchiffrer les pourcentages de répartition.

Complétez les pointillés en suivant la **méthode 10**.

Méthode 10

- 1 Identifier les effectifs totaux (population active par sexe, par âge).
- 2 Identifier, en les surlignant, les effectifs des sous-ensembles dont on cherche le pourcentage de répartition.
- 3 Énoncer la formule de calcul.
- 4 Effectuer les calculs.
- 5 Interpréter les résultats en construisant une phrase (éléments importants : la date, la source, le lieu, l'unité...).

3 Formule de calcul : % de répartition = $\frac{n}{N} \times 100$

- n est l'effectif du sous-ensemble dont on cherche le pourcentage de répartition ;
- N est l'effectif total

5 La proportion de femmes dans la tranche d'âge « 15 à 24 ans » sur l'ensemble de la population active de cette même tranche d'âge est de 44,89 %. En effet, en 2017, selon l'Insee, sur un total de 2 780 actifs, 1 248 sont des femmes. La part des femmes de cette même tranche d'âge sur la totalité des femmes actives en France est de 8,86 %.

Les droits et les obligations du vendeur et du consommateur

CAPACITÉ Repérer les droits et les obligations du vendeur et du consommateur

SITUATION

Justine a souscrit un abonnement annuel dans un club de remise en forme à Nice et payé intégralement le forfait. Elle doit déménager à Toulon suite à une mutation professionnelle. Elle confie à son amie Leïla que le responsable du club l'a informée qu'il n'y avait aucune possibilité de remboursement.



1 Expliquez pourquoi le gérant du club refuse de rembourser Justine.

Parce qu'elle n'a pas souscrit l'assurance annulation au moment de la signature du contrat.

2 Indiquez s'il s'agit d'un argument recevable.

Non, car il s'agit d'un cas de force majeure : déménagement pour raison professionnelle. Le contrat devrait prévoir une clause permettant l'annulation dans des cas précis (raisons médicales, professionnelles...).

Vidéo +

Démarchage à domicile : comment ne pas se faire avoir 1'56"



foucherconnect.fr/20ed007

3 Citez les garanties accordées au consommateur en cas de démarchage à domicile.

Le vendeur doit fournir toutes les informations sur le produit, sur le mode de paiement, remettre au client un contrat prévoyant un délai de rétractation de 14 jours à l'aide d'un formulaire. Pendant 7 jours, le vendeur ne peut effectuer aucun encaissement.

DOC 1 Les obligations du vendeur professionnel

L'information précontractuelle

Selon l'article L111-1 du Code de la consommation, avant la conclusion d'un contrat de vente, le vendeur doit communiquer à l'acheteur :

- les caractéristiques essentielles du bien ou du service et le prix ;
- la date ou le délai auquel il s'engage à livrer le bien ou à exécuter le service ;
- son identité, ses coordonnées, ses activités ;
- les conditions de mise en œuvre des garanties légales et contractuelles ;
- la possibilité de recourir à un médiateur de la consommation en cas de litige.

L'obligation d'information et de conseil

Si votre banquier vous a fait souscrire un prêt important alors que vous n'êtes pas en mesure de le rembourser, vous pouvez intenter une action contre lui pour manquement à ses **obligations d'information et de conseil**.

Le banquier doit en effet fournir à son client toutes les informations nécessaires à la réalisation de l'opération envisagée, lui préciser ses obligations, mais aussi le conseiller sur l'opportunité de sa décision, notamment en fonction de ses revenus.

1 Soulignez dans le document les informations légales que le vendeur doit communiquer à l'acheteur avant la conclusion du contrat de vente.

2 Précisez la différence entre obligation d'information et obligation de conseil.

L'obligation de conseil va au-delà d'une simple information. Le vendeur doit se renseigner sur les besoins du client, lui donner un avis, le prévenir des risques et lui proposer un matériel ou une prestation adaptée.

3 Indiquez la nature de l'obligation dans les situations suivantes.

Jurisprudence	Information	Conseil
Condamnation d'une agence immobilière pour ne pas avoir indiqué en vitrine les modalités de calcul de ses honoraires sur les ventes.	x	
Une agence de voyages obligée d'indemniser un touriste débarqué d'une croisière parce qu'il n'avait pas de visa pour entrer dans le pays visité.	x	x

DOC 2 Les droits accordés au consommateur

La loi oblige le professionnel à accorder un **délai de réflexion** (avant la signature du contrat) ou **de rétractation** (contrat déjà conclu) dont la durée est variable en fonction du type de contrat (10 jours pour un crédit immobilier, 14 jours pour les contrats conclus à distance).

Le consommateur peut revenir sur son accord ou retourner le bien acheté sans avoir à justifier de motifs ni à payer de pénalités. Il peut être remboursé s'il a déjà versé une somme.

Certains contrats ne sont pas concernés : objets fabriqués sur mesure, denrées périssables, biens indissociables d'autres articles...



4 Précisez l'intérêt d'un droit de rétractation pour le consommateur.

Le droit de rétractation lui permet de revenir sur un engagement dans le délai prévu. Le consommateur peut aussi retourner un bien acheté, sans avoir à se justifier, ni devoir payer des pénalités et il peut en obtenir le remboursement.

DOC 3 Les garanties accordées à l'acheteur non professionnel

La garantie légale de conformité. Article L.211-4 du Code de la consommation.

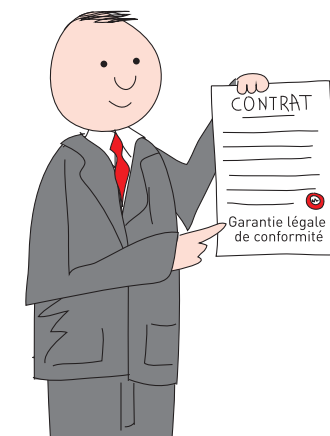
Le vendeur est tenu de livrer un bien conforme au contrat et répond des défauts de conformité existant lors de la délivrance.

La garantie légale contre les vices cachés. Article 1641 du Code civil

La garantie des vices cachés permet d'être protégé contre les défauts cachés du produit acheté et qui en empêchent l'usage ou l'affectent à un point tel que le consommateur ne l'aurait pas acheté s'il les avait connus. L'acheteur peut demander la réparation gratuite ou l'échange du bien dans un délai de 2 ans.

La garantie de sécurité. La DGCCRF* veille au respect de l'obligation générale de sécurité et des réglementations spécifiques pour certains produits à risque : produits alimentaires, jouets...

La garantie commerciale (ou contractuelle ou conventionnelle). Proposée par le vendeur, elle s'ajoute à la garantie légale et se matérialise par un contrat qui en définit la durée et la portée.



* DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

5 Précisez la nature de la garantie concernée pour chaque situation.

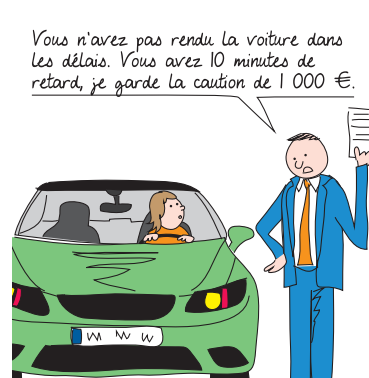
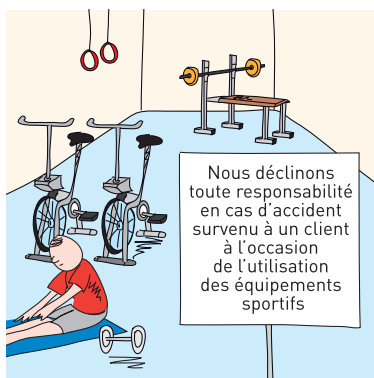
Situation	Garantie concernée
Humidité d'une maison résultant d'un défaut d'étanchéité non connu lors de l'acquisition.	Garantie légale contre les vices cachés
Les bicyclettes doivent être vendues munies de deux systèmes de freinage indépendants agissant chacun sur une roue différente.	Garantie de sécurité
La cafetière Espresso que vous venez d'acheter fuit à chaque utilisation.	Garantie légale de conformité

DOC 4 Les garanties contre les clauses abusives

Une clause est abusive lorsqu'elle est imposée par une partie en situation de position dominante à une autre partie en dépendance économique (consommateur ou non-professionnel), provoquant un déséquilibre significatif entre les droits et obligations des deux partenaires.

Ainsi le Tribunal de grande instance de Paris a déclaré abusives et illicites certaines clauses appliquées par Free dans le cadre de son offre haut débit (Freebox).

En présence d'une clause abusive, le contrat n'est pas nul, mais le consommateur peut refuser que la clause litigieuse soit appliquée.



6 Indiquez la nature du contrat et la raison pour laquelle la clause est abusive.

Nature du contrat	Justification de la non-légalité de la clause
Contrat de prestation de services	Clause limitative de responsabilité injustifiée.
Contrat de location	Indemnité excessive réclamée pour retard de restitution du véhicule loué

DOC 5 Le refus de vente

Un restaurateur refuse de servir un repas à un client handicapé qui peut le poursuivre en justice car, selon l'article L.122-1 du Code de la consommation, il est interdit à un professionnel de refuser à un particulier la vente d'un produit ou la prestation d'un service, sauf motif légitime (ventes réglementées, réapprovisionnement impossible...).

Il est interdit de subordonner la vente d'un produit à l'achat d'une quantité imposée ou de subordonner la vente d'un bien ou d'un service à l'achat d'un autre bien ou service, en empêchant de se procurer séparément l'un des deux produits (vente liée).

7 Précisez à qui s'applique le refus de vente.

Il concerne les relations commerciales entre un professionnel (le restaurateur) et un particulier (le client).

8 Expliquez pourquoi les ventes liées sont interdites.

Le consommateur est contraint d'acheter plusieurs produits ou services réunis en un seul pack, sans possibilité de les acheter séparément.

DOC 6 Les pratiques commerciales déloyales prohibées

Selon l'article L.120-1 du Code de la consommation, les pratiques commerciales déloyales sont interdites.



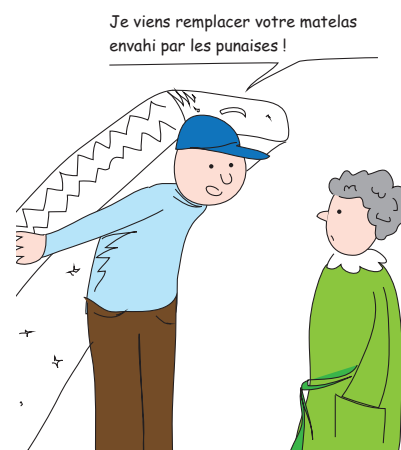
Allégations fausses ou éléments vrais mais présentés de telle sorte qu'ils sont susceptibles d'induire en erreur un consommateur moyen.

Ex. : publicité comparative illicite et trompeuse avec dénigrement des concurrents.



Omission ou dissimulation d'informations substantielles ou pratique qui n'indique pas sa véritable intention commerciale.

Ex. : contrat d'entretien ne précisant pas les pièces de rechange restant à la charge du client.



Pratiques agressives, sollicitations répétées et insistantes ou contraintes physiques ou morales afin de faire céder le consommateur ou d'altérer son choix.

Ex. : démarchage abusif de personnes âgées.

9 Indiquez à quel type de pratique déloyale s'apparente chaque situation.

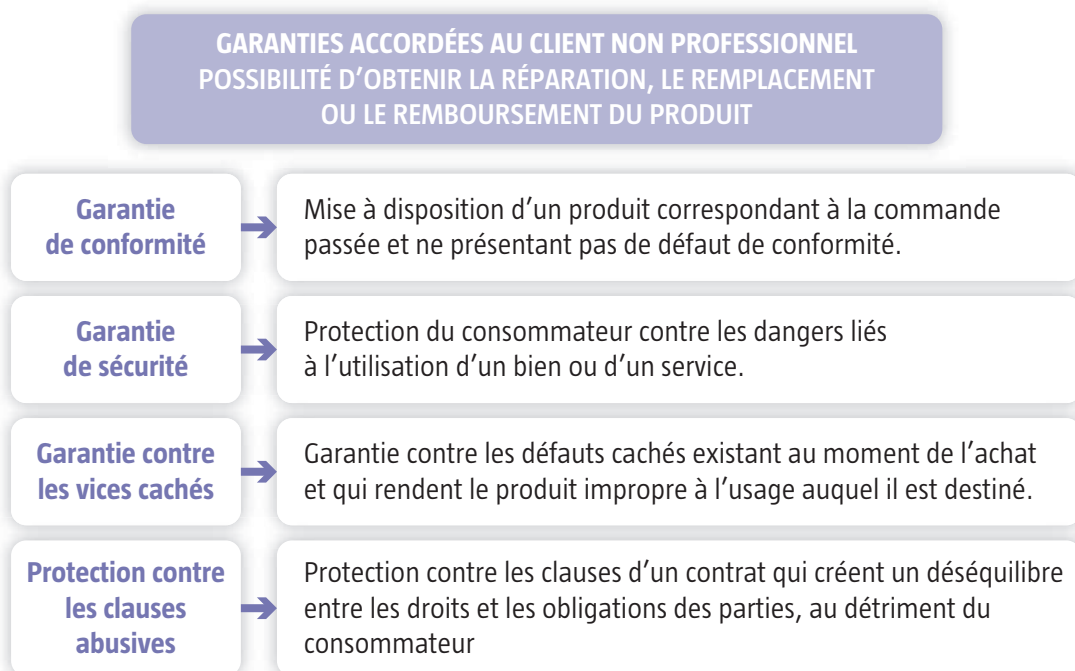
Pratique commerciale déloyale	Pratique trompeuse		Pratique agressive
	Par action	Par omission	
Visites répétées et insistantes d'un commercial chez un octogénaire pour lui vendre des services de traitement des bois de charpente.			X
Vente à un consommateur chauve d'un produit cosmétique susceptible de faire repousser les cheveux dans un délai de trois semaines.	X		
Signature d'une demande de candidature à un programme écocitoyen de pose de panneaux photovoltaïques qui s'avère être après coup un bon de commande assorti d'un contrat de crédit.		X	



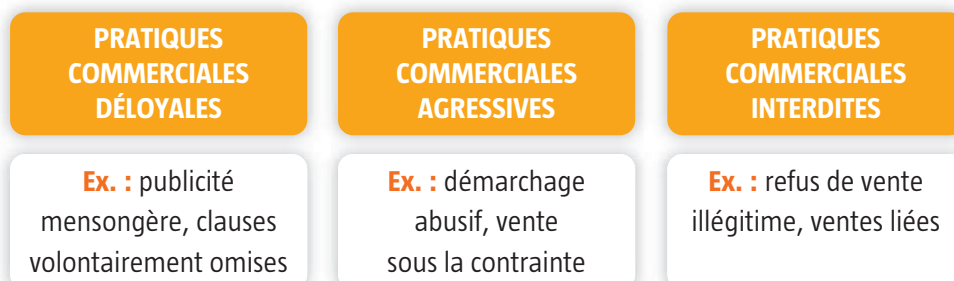
1 L'information du consommateur



2 Les garanties accordées au client



3 La protection contre les pratiques illégales



1 Testez vos connaissances

#QCM interactif



foucherconnect.fr/20ed009

2 Consommer sans embûches

Reliez chaque situation à un droit conféré au consommateur ou à une pratique commerciale.

L'étiquetage de l'origine des viandes dans les plats préparés cuisinés devient obligatoire.

Une concessionnaire vend un véhicule automobile présentant un défaut non visible sans en informer le client.

Dans un délai de 14 jours, le consommateur peut signifier son intention de revenir sur sa décision d'achat.

Un commerçant vend un appareil présenté comme silencieux qui s'avère en fait bruyant.

Un commerçant refuse de vendre le dernier exemplaire d'un article exposé en vitrine au motif qu'il faudra refaire l'étalage.

L'enseigne de réparation automobile Speedy a été condamnée pour publicité comparative illicite et trompeuse.

Un professionnel inscrit dans un contrat la possibilité d'augmenter unilatéralement ses tarifs d'abonnement.

Des personnes âgées souscrivent une assurance vie à la suite de sollicitations téléphoniques répétées et insistantes.

Pratique commerciale déloyale

Refus de vente

Garantie de sécurité

Clause abusive

Pratique commerciale agressive

Garantie de conformité

Droit de rétractation

Garantie contre les vices cachés

3 Pratiques commerciales trompeuses et agressives

Le tribunal correctionnel [...] a condamné une société à 50 000 € dont 25 000 € avec sursis pour pratiques commerciales trompeuses. [...]

Pour réussir à fournir à des clients souvent âgés ou vulnérables, des traitements sur leurs toitures ou leurs charpentes, alors qu'ils n'étaient pas nécessaires. Un premier appel téléphonique, laissant penser que la société avait un lien avec la mairie. Elle signalait un problème d'insectes dans les combles des habitants de la commune et proposait un diagnostic de contrôle gratuit. [...] Les démarcheurs, qui « se faisaient passer pour un organisme de contrôle », signalaient des termites ou des capricornes, et conseillaient fortement de traiter ou de remplacer la charpente. [...] On faisait aussi miroiter une remise de 30 % grâce au regroupement de chantiers. Le commercial proposait le crédit d'impôt (alors que la société n'avait pas la qualification pour l'obtenir) [et] suggérait des crédits à la consommation.

1 Relevez les faits qui caractérisent une pratique commerciale agressive et trompeuse.

La société contactait des personnes âgées et vulnérables, en se faisant passer pour un service de la mairie et proposait un diagnostic de contrôle.

Elle signalait la présence de termites et de capricornes justifiant le traitement de leur charpente. Pour les amener à signer, elle proposait une remise de 30 %, un crédit d'impôt et la possibilité de souscrire un crédit à la consommation.

2 Indiquez la nature de la condamnation.

50 000 € d'amende, dont 25 000 € avec sursis. Indemnisation des victimes.

Les enjeux de la protection des données personnelles

CAPACITÉ Présenter les enjeux de la protection des données personnelles

SITUATION

Carole, stagiaire au sein d'un grand groupe de gestion immobilière, demande à Guillaume, responsable informatique, de lui expliquer à quoi sert le RGPD.



- 1 Indiquez le sujet de la discussion entre Carole et Guillaume.

Le règlement général sur la protection des données (RGPD).

- 2 Précisez l'objectif principal du RGPD.

Il permet d'encadrer le traitement et la circulation des données à caractère personnel sur le territoire de l'Union européenne.

Vidéo +

Comprendre le RGPD en cinq questions 3'27"



foucherconnect.fr / 20ed010

Expliquez comment il est possible à un mineur de communiquer ses données personnelles sur les réseaux sociaux.

Les parents doivent donner leur consentement pour que leur enfant mineur de moins de 15 ans puisse communiquer des données personnelles, par exemple pour accéder aux réseaux sociaux.

DOC 1 Le développement du e-commerce en France

Parts de marché et chiffres d'affaires
E-commerce par secteur (estimations)

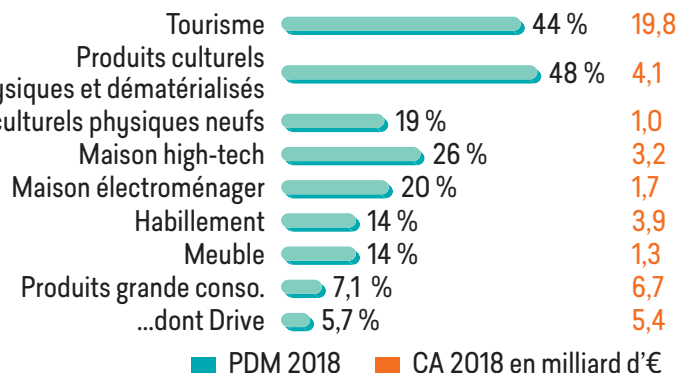
Le e-commerce continue à gagner des parts de marché et atteint 9,1 % du commerce de détail en 2018.

9,1 % du commerce de détail*
Hors carburants, pharmacies, articles médicaux et orthopédiques

38,8 millions de Français achètent sur Internet
87,5 % des internautes

Dont 13,8 millions de Français ont déjà effectué un achat à partir de leur mobile
Soit 33 % des mobinautes dernier mois

www.fevad.com



1 Expliquez en quoi consiste le e-commerce.

Achat et vente de produits par des moyens

électroniques tels que les applications mobiles et Internet.

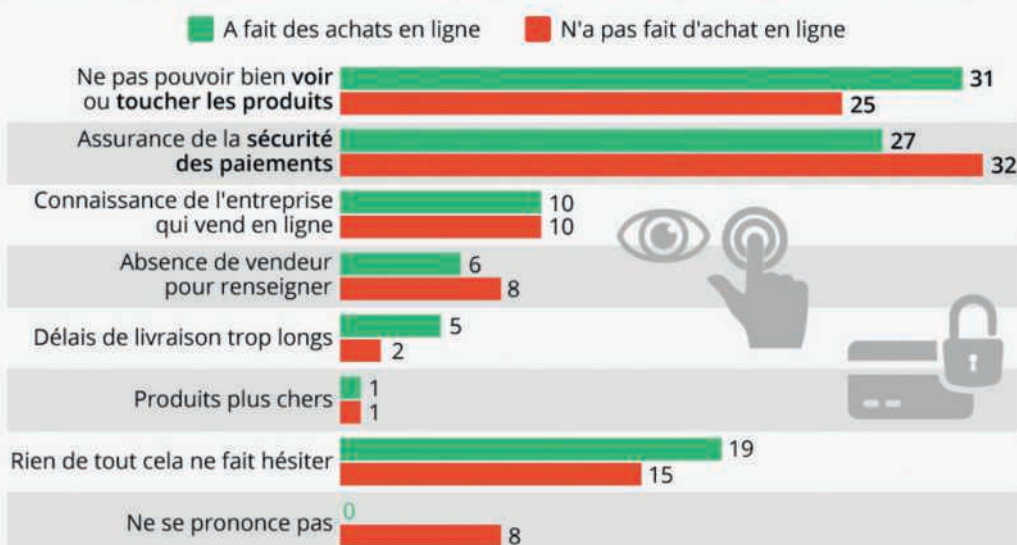
2 Précisez le poids du commerce en ligne dans le commerce de détail et citez les deux premiers secteurs selon le chiffre d'affaires.

Le commerce en ligne représente 9,1 % du commerce de détail et porte principalement sur les produits culturels, le tourisme et les produits high tech.

DOC 2 Le comportement des consommateurs

E-Commerce : les freins à désamorcer

Éléments faisant le plus hésiter les Français vis-à-vis des achats en ligne en 2018, en %



Baromètre du numérique – CREDOC 2018, <https://fr.statista.com>

1 Indiquez le principal frein aux achats en ligne pour :

- les non-acheteurs en ligne : l'insécurité des paiements.
- les acheteurs en ligne : le fait de ne pas pouvoir voir ou toucher les produits.

DOC 3 Qu'est-ce qu'une donnée personnelle ?



www.rgpd-dataprivacy.info

2 Expliquez la notion de données personnelles.

Il s'agit de toutes les informations qui permettent d'identifier directement ou indirectement une personne. Ex. : nom, adresse, identifiants en ligne, numéro de téléphone, carte d'identité, photo...

3 Indiquez pourquoi il est nécessaire d'en assurer la protection.

Pour éviter le risque d'utilisation de données personnelles par autrui, dans un but malveillant : usurpation d'identité, utilisation de coordonnées bancaires, exploitation de données sensibles portant, par exemple, sur les opinions, les habitudes commerciales...

DOC 4 Le règlement général sur la protection des données (RGPD)

Le RGPD est applicable partout en Europe depuis le 25 mai 2018. Ce nouveau cadre juridique renforce les droits de chaque citoyen européen sur la protection de ses données personnelles et responsabilise les acteurs traitant ces données.

Par traitement des données, on entend toute opération effectuée sur des données à caractère personnel, de manière automatisée ou manuelle, comme, la collecte, l'enregistrement, la conservation, la modification, la consultation, la diffusion ou l'effacement des données à caractère personnel.

D'après DGCCRF – septembre 2018

Les principes



Les données personnelles doivent être sécurisées



Les personnes physiques ont un droit de regard sur l'utilisation de leurs données



L'entreprise qui traite ces données est garantie du respect de la réglementation

Les droits



La personne physique doit donner son consentement au traitement de ses données. Elle peut le retirer à tout moment



Les droits à l'accès à l'objection, à la rectification et à la limitation des données personnelles sont renforcés



Le droit à la portabilité permet de demander la transmission des données à un nouveau responsable de traitement

Les sanctions

Le responsable du traitement des données doit notifier, dans les 72 heures, auprès de la CNIL et des personnes physiques concernées, la découverte d'une faille de sécurité et/ou de violation des données. Il encourt jusqu'à :

10 millions d'euros	20 millions d'euros
d'amende (ou 2 % de son CA mondial) pour un retard de notification	d'amende (ou 4 % de son CA mondial) en cas de manquement au RGPD

www.economie.gouv.fr

4 Soulignez dans le document 4 les opérations concernées par le traitement des données.

5 Listez les principaux droits accordés au consommateur par le RGPD.

– La nécessité de donner son accord pour le traitement des données personnelles et la possibilité de le retirer à tout moment.
– Le renforcement des droits relatifs à l'accès, l'objection, la rectification et la limitation de ses données personnelles.
– Le droit à la portabilité, c'est-à-dire à la transmission de ses données à un nouveau responsable de traitement.

6 Précisez dans quel délai le responsable du traitement des données doit notifier à la CNIL et à la victime la découverte d'une faille de sécurité ou la violation des données.

72 heures.

DOC 5 Le contrôle de la bonne application du RGPD

La **Commission nationale Informatiques et Libertés** (CNIL) a pour mission de veiller à la protection des données personnelles contenues dans les fichiers et traitements informatiques ou papiers, aussi bien publics que privés, à ce que l'informatique soit au service du citoyen et qu'elle ne porte atteinte ni à l'identité humaine, ni aux droits de l'homme, ni à la vie privée, ni aux libertés individuelles ou publiques. Elle a un rôle d'alerte, de conseil et d'information vers tous les publics et dispose également d'un pouvoir de contrôle et de sanction.

**7** Soulignez dans le document les principales missions de la CNIL.**DOC 6** Comment faire valoir ses droits ?

Il faut d'abord s'adresser directement aux organismes qui détiennent vos données personnelles. En cas de difficultés, de réponse insatisfaisante ou d'absence de réponse, vous pouvez saisir la CNIL qui met à votre disposition les coordonnées publiques des délégués à la protection des données (DPO) désignés et des modèles de courriers pour faire valoir vos droits. Si, malgré vos demandes auprès d'un organisme, vous n'arrivez pas à connaître ou à faire rectifier des données vous concernant ou à obtenir leur suppression sur Internet, vous pouvez adresser une plainte à la CNIL.

Exemple

La CNIL a reçu la plainte d'un particulier qui indiquait avoir pu accéder, depuis son espace personnel, à des documents enregistrés par d'autres utilisateurs en modifiant légèrement l'URL affichée dans le navigateur sur le site de la Sergic, spécialisée dans la promotion, l'achat, la vente, la location et la gestion immobilière.

La CNIL a prononcé une sanction de 400 000 euros à l'encontre de la société Sergic pour avoir insuffisamment protégé les données des utilisateurs de son site web et avoir mis en œuvre des modalités de conservation des données inappropriées.

8 Indiquez la démarche à suivre pour faire valoir ses droits.

Il faut s'adresser aux organismes qui détiennent les données personnelles, directement ou par l'intermédiaire des délégués à la protection des données. En cas d'échec, une plainte peut être adressée à la CNIL.

9 Expliquez pourquoi la Sergic a été condamnée.

Elle a été condamnée à la suite de la plainte d'un particulier qui a pu accéder via son espace privé à des documents personnels d'autres utilisateurs.

10 Précisez la nature de la sanction infligée.

Sanction de 400 000 € pour protection insuffisante des données des utilisateurs sur le site web et modalités de conservations des données inappropriées.



Rédigée



Audio



1 Le e-commerce et les données personnelles



→ Ensemble des transactions commerciales s'opérant à distance par le biais d'interfaces électroniques et digitales

→ Nécessité de sécuriser les achats, les paiements et l'utilisation des données personnelles des consommateurs

2 La protection des données personnelles collectées



Données personnelles

toutes informations permettant d'identifier une personne (nom, adresse, identifiants en ligne...)

Règlement général sur la protection des données (RGPD)

applicable au sein de l'Union européenne

Le consommateur doit donner son autorisation à l'utilisation de ses données personnelles et dispose d'un droit de rectification

3 L'encadrement par le droit



Recours auprès des organismes qui détiennent les données personnelles

Saisie de la CNIL en cas d'absence de réponse ou de réponse insuffisante

Plainte adressée à la CNIL en cas d'échec de la demande de rectification

1 Testez vos connaissances











#QCM
interactif



foucherconnect.fr/20ed012

2 La bonne définition

Reliez chaque mot à la définition qui lui correspond.

E-commerce			Toute information relative à une personne physique identifiée ou identifiable (nom, adresse, email...).
Données personnelles			Règlement général sur la protection des données, entré en vigueur le 25 mai 2018.
RGPD			Vente en ligne de biens ou de services au travers de sites web marchands.
CNIL			Droit d'obtenir du responsable du traitement la rectification de données à caractère personnelles.
Droit de rectification			Commission nationale de l'Informatique et des Libertés.

3 La protection des données personnelles

Action de groupe contre Google

Dans le prolongement de l'amende de la CNIL contre Google*, mais aussi de sa condamnation en première instance, à l'initiative de l'UFC-Que Choisir, pour clauses abusives/illicites en matière de données personnelles, l'association lance aujourd'hui une action de groupe contre Google, devant le Tribunal de Grande Instance de Paris, pour violation du Règlement Général de Protection des Données (RGPD). L'objectif de cette action est de mettre fin à l'exploitation insidieuse des données personnelles de ses utilisateurs, particulièrement ceux détenant un équipement Android avec un compte Google, et de les indemniser à hauteur de 1 000 €.

* 50 millions d'euros

www.quechoisir.org, 26/06/2019

1 Indiquez le motif de la condamnation de Google en première instance.

Google a été condamné pour clauses abusives/
illicites en matière d'utilisation de données
personnelles.

2 Justifiez l'action de groupe lancée par l'UFC-Que Choisir.

Google n'a pas respecté le RGPD. L'action
de groupe vise à faire cesser l'utilisation
des données personnelles, notamment
des utilisateurs d'un équipement Android
avec un compte Google. Une indemnisation
de 1 000 € par personne est demandée.

Construire un plan

Sujet d'étude

Vous devez rédiger une étude (introduction, développement en deux parties, conclusion) argumentée à l'aide de vos connaissances, du dossier documentaire et des documents complémentaires.

Votre étude devra répondre à la problématique : sur quels critères classer les entreprises ?

Cette étude répondra aux consignes suivantes :

- dresser l'état des lieux des différents modes de classement des entreprises ;
- montrer l'intérêt du classement des entreprises.

Dossier documentaire

Document 1 Tout comprendre sur les branches d'activité

Document 2 Entreprises publiques et secteur public

Document 3 Le top des 10 plus grandes entreprises françaises selon les effectifs

Document 4 Panorama des entreprises françaises par secteurs d'activité

Documents complémentaires

Document A Le top 100 des PME et des ETI françaises

Document B Les 30 entreprises françaises qui ont vu leur chiffre d'affaires exploser

Document C Les différents statuts des entreprises privées

Nombre de parties (2)

Problématique ; idée

principale : classement des entreprises

Idées secondaires

Complétez le plan de l'étude en suivant la **méthode 11**.

Méthode

11

- 1 Identifier la problématique de l'étude et trouver l'idée principale à soutenir.
- 2 Présenter les idées secondaires.
- 3 Indiquer en conséquence le nombre de parties.
- 4 Détailler chaque partie en deux ou trois points.

4 Partie 1 : Les modes de classement des entreprises

1. Classification économique

1.1 Par secteur

1.2 Selon la branche d'activité

2. Classification selon la taille

2.1 Selon les effectifs

2.1.1 Les petites et moyennes entreprises

2.1.2 Les grandes entreprises

2.2 Selon le chiffre d'affaires

3. Classification selon le statut juridique

Partie 2 : L'intérêt du classement des entreprises

Méthode 12

Rédiger une introduction

Faire carrière dans la même entreprise

Vous effectuez une PFMP aux ressources humaines de l'entreprise Pack, fabricant de carton. Votre tuteur, responsable RH, vous demande de vous documenter sur la fidélité des salariés à travailler dans la même entreprise tout au long de leur vie professionnelle. Il souhaite montrer à ses actionnaires que les cadres « monosociété » possèdent d'autant plus d'atouts qu'ils ont su conserver leur emploi en évoluant en interne.

Vous avez à votre disposition un dossier documentaire :

Document 1 Métiers préparés et compétences acquises

Document 2 Évolution de la mobilité professionnelle 2000-2020

Document 3 Comment réussir sa mobilité professionnelle dans son entreprise ?

Document 4 Vie active : un jeune sur deux prêt à rester dans la même société toute sa vie

Rédaction de l'étude

Un salarié peut-il envisager de travailler dans la même entreprise ou d'exercer le même métier tout au long de sa vie active ?

À l'aide de vos connaissances, du dossier documentaire et de votre expérience, vous rédigerez une étude structurée et argumentée de deux pages maximum vous permettant de répondre à cette problématique.

L'étude sera structurée en deux parties :

- le changement d'emploi : le constat ;
- la mobilité selon les secteurs et le statut.

Présentation du sujet

Mots clés

Énoncé de la
problématique

Annnonce du plan

Vocabulaire

Problématique : question que l'on se pose à propos d'un sujet précis, généralement libellée à la forme interrogative.

Plan : manière d'aborder les choses pour répondre à la problématique. Le plan s'annonce en général avec des compléments comme « dans un premier/second temps », « d'abord/puis/enfin » et des verbes d'action, ex. : « la première partie présentera... la deuxième abordera... »

Complétez les pointillés en suivant la **méthode 12**.

Méthode 12

1 Repérer dans le sujet les trois parties qui vont structurer l'introduction (présentation du sujet, problématique et plan).

2 Repérer dans le sujet les mots clés qui aideront à rédiger la première partie de l'introduction (présentation du sujet).

3 Énoncer la problématique de l'introduction, en s'appuyant sur celle repérée dans le sujet.

4 Annoncer le plan en deux ou trois parties, en utilisant une formulation à la première personne.

2 L'entrée dans la vie active est souvent conditionnée par le métier préparé et les compétences acquises.

3 Est-il réaliste pour un salarié d'envisager de travailler dans la même entreprise ou d'exercer un même métier tout au long de sa vie professionnelle ?

4 Pour répondre à cette question, je m'appuierai tout d'abord sur les résultats d'une étude réalisée par l'Insee ; j'identifierai ensuite les secteurs les moins concernés par la mobilité et les personnes les plus exposées par le changement d'emploi selon leur statut.

La consommation : quels choix pour les ménages ?

MODULE 2

JE CONCLUS



Carrefour est au rendez-vous des nouvelles exigences des consommateurs

Notre époque fait face à un mouvement mondial profond, notre manière de consommer change : la qualité, la sécurité et l'origine de notre alimentation sont au cœur des préoccupations des consommateurs. [...]

C'est l'ambition de Carrefour que de devenir le leader mondial de la transition alimentaire pour tous.

Par notre implantation mondiale, nous sommes à l'écoute des aspirations de nos clients pour un mode d'alimentation plus sain, qui favorise le bien-être et la santé mais qui protège aussi l'environnement. [...]

Des évolutions multiples sont à l'œuvre [...]

Une transition démographique : la planète comptera en 2050, 9,8 milliards d'individus et l'enjeu de leur alimentation et de l'impact sur la planète est très important. [...]

Une transition alimentaire : [...] Les consommateurs sont très attentifs aux conseils nutritionnels et sont

sensibles aux sujets qui touchent la production alimentaire : respect des producteurs, conditions de production industrielle, hygiène et fraîcheur sont un minimum.

Il faut aider le monde agricole à la conversion vers la production biologique ou raisonnée, repenser les circuits d'approvisionnements, et mettre ces produits à disposition de tous les budgets.

Une transition digitale ou numérique qui impacte les modes de vie [...]. Demain, l'intelligence artificielle intégrera nos modes de vie. Les consommateurs veulent tout : avec un smartphone et du haut débit, le client connecté veut garder la maîtrise de son temps. Fini les courses corvées, il est à la recherche de solutions pour simplifier les courses : commander en ligne, se faire livrer, passer chercher sa commande... ou des solutions – repas : des paniers frais, des box, de l'offre traiteur, et de la restauration sur place quand il décide d'aller faire ses courses en magasin.

www.carrefour.com

Les droits du consommateur lors d'achat en ligne

Lorsqu'il achète en ligne auprès d'un professionnel (commerçants, prestataires de services) le consommateur est protégé par les dispositions des articles **L.221-11 et suivants** du Code de la consommation, ainsi que par la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique (LCEN). Un achat en ligne est considéré comme un contrat à distance entre un

professionnel et un consommateur selon l'**article L.221-1**. Sont exclues les commandes reçues par téléphone, par télécopieur et par courrier électronique. Certains contrats ne sont pas soumis aux règles de l'achat en ligne (contrats portant sur les services financiers, jeux d'argent, forfait touristique, etc.).

www.economie.gouv.fr

MODULE 2

La consommation :
quels choix pour
les ménages ?

Identifiez les principales tendances de consommation des ménages.

Le comportement alimentaire des ménages évolue. Les consommateurs sont à la recherche du mieux manger et pensent aussi à leur hygiène de vie.

Analysez les changements de pratiques des consommateurs, chez Carrefour face aux évolutions des modes de consommation.

Carrefour a mis en place des bacs de tri en sortie de caisse pour inviter les clients à se débarrasser des emballages plastiques et cartons (économie circulaire).

Précisez comment le client est protégé lors d'un d'achat en ligne.

Le consommateur est protégé par les dispositions des articles L.221-11 et suivants du Code de la consommation.



LE MODULE EN SYNTHÈSE

L'essentiel à retenir

Connaître et appréhender les choix des ménages pour la consommation c'est :

> **Identifier les principales tendances de la consommation des ménages :**

- Les postes budgétaires, les dépenses pré-engagées
- Les coefficients budgétaires
- Le revenu disponible, les formes d'épargne, les achats à crédit

> **Observer l'évolution des modes de consommation :**

- Le développement durable
- Le numérique

> **Comprendre comment les ménages sont protégés lors d'un achat :**

- Les droits et les obligations du vendeur et du consommateur
- La protection des données

LES MOTS DU MODULE

Coefficient budgétaire : rapport de la dépense consacrée à un bien ou service particulier (ou à une catégorie de biens ou services, par exemple l'alimentation, le logement...) à la dépense totale.

Consommation : acte économique principal des ménages consistant à utiliser une partie du revenu disponible pour acheter des biens ou des services.

Crédit : opération qui consiste pour une organisation financière à mettre des fonds à la disposition de ses clients.

Dépense pré-engagée : ensemble des dépenses des ménages réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme (ex. : dépenses liées au logement, à l'eau, au gaz, à l'électricité, aux services de télécommunications).

E-commerce : transactions commerciales à distance s'établissant par le biais d'interfaces électroniques et digitales.

Économie circulaire : modèle économique dont le but est de produire des biens et des services de manière durable, en limitant la consommation et les gaspillages de ressources (matières premières, énergie, eau) ainsi que la production des déchets.

Épargne : part du revenu disponible non consommé.

Revenu disponible : revenu dont dispose réellement un ménage pour consommer et épargner, après opérations de redistribution.

Prélèvements obligatoires : total des impôts et cotisations sociales prélevés par l'État et les organismes sociaux.

Les dangers de la contrefaçon



Vous effectuez une période de formation en milieu professionnel au sein du service achat du magasin Joué Club dont l'activité est le commerce de jouets. Votre tuteur, responsable du service achat, vous demande de vous informer sur la contrefaçon et ses conséquences pour les entreprises comme pour les consommateurs. Il vous charge d'une étude sur ce thème.

Vous avez à votre disposition un dossier documentaire :

- Document 1** Qu'est-ce que la contrefaçon d'après un réseau social ?
- Document 2** Que risque-t-on réellement à acheter une contrefaçon ?
- Document 3** Les effets de la contrefaçon
- Document 4** Les conséquences de la contrefaçon

PREMIÈRE PARTIE

Exploitation des documents

- Après avoir pris connaissance du dossier documentaire (**documents 1 à 4**), complétez la grille d'analyse (**annexe 1**).

DEUXIÈME PARTIE

Rédaction de l'étude

Pourquoi et comment lutter contre la contrefaçon ?

- À l'aide de vos connaissances, du dossier documentaire et de votre expérience, vous rédigerez une étude structurée (introduction, plan en deux parties, conclusion) et argumentée de deux pages maximum vous permettant de répondre à cette problématique. Vous conclurez par un avis personnel justifié.

Cette étude répondra au plan suivant :

- identifier les caractéristiques de la contrefaçon et les moyens mis en œuvre pour y remédier ;
- analyser les conséquences économiques de la contrefaçon pour les entreprises et pour l'économie en général et les dangers pour les consommateurs.

Étude à présenter en **annexe 2**.

Document 1

Qu'est-ce qu'une contrefaçon d'après un réseau social ?



Capture sur www.facebook.com, mars 2020.

Document 2

Que risque-t-on réellement à acheter une contrefaçon ?

Véritable fléau pour les professionnels, la contrefaçon sévit dans tous les domaines. Spécialité des vendeurs à la sauvette, cette pratique se trouve un peu partout et attire facilement les touristes de passage, plus ou moins conscients du caractère illégal de leur achat. Après tout, s'offrir un sac à main à petit prix alors qu'il est à l'effigie d'une marque de luxe est très tentant. Les conséquences peuvent toutefois être douloureuses.



La saisie et l'amende

Avant toute chose, il est important de rappeler que la loi ne punit pas seulement le vendeur de produits de contrefaçon, mais aussi les détenteurs. Dans les deux cas, il s'agit en effet d'un délit passible de lourdes sanctions. Selon le volume des marchandises concernées et leur valeur, les peines peuvent aller jusqu'à 300 000 euros d'amende et trois ans de prison.

Bien entendu, l'achat d'un seul faux sac Vuitton sur un marché à l'étranger ne sera pas si durement puni. A minima, l'acheteur s'expose à une saisie de son souvenir par les douanes et à une amende comprise entre une et deux fois la valeur de l'objet de la fraude.

À titre indicatif, les services français ont saisi quelque 5,4 millions d'articles contrefaits en 2018, dont 30 % issus d'achats en ligne.

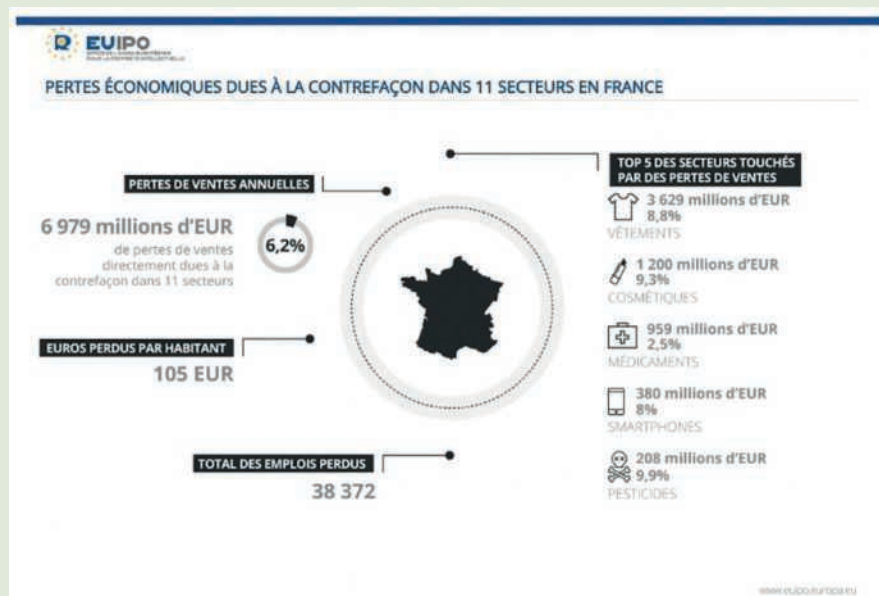
Déceler une contrefaçon

Si un individu se fait prendre avec un objet de contrefaçon, la sanction sera automatique, et ce même s'il n'a pas conscience d'avoir acheté un faux. Pour éviter de se faire taper sur les doigts, il faut donc rester vigilant. Mieux vaut alors éviter les lieux de vente inhabituels, les prix particulièrement bas et les vendeurs mal identifiés. De même, une étiquette mal imprimée, comportant des fautes d'orthographe, et un emballage de mauvaise qualité sont autant d'indices d'un article suspect. Il est important de vérifier aussi les imperfections des coutures et finitions, des motifs ou encore des couleurs qui sont souvent de piètre qualité en cas de contrefaçon. Avec l'essor du e-commerce, ce type de pratique s'est largement dématérialisé. En plus de commettre un délit, on peut alors être victime de fraude. Le premier réflexe est de s'assurer que les coordonnées complètes du professionnel figurent sur le site, que le prix TTC et les conditions générales de vente sont clairement mentionnés et que les modalités de paiement et de livraison sont précisées. En cas de doute, il est possible de signaler la contrefaçon sur internet-signalement.gouv.fr.

D'après CityPresse, 29-08-19 – D.R.

Document 3

Les effets de la contrefaçon



Salomé Kourdouli, www.ecommerce-mag.fr, 07.06.2019

Document 4

Les conséquences de la contrefaçon

Pour la santé et la sécurité

La santé publique est menacée par ces produits qui ne respectent aucune norme. Ils sont dangereux, provoquent des allergies, des accidents, mettent en péril le bien-être du consommateur. Non seulement la contrefaçon engendre des pertes financières considérables, mais surtout elle porte atteinte à la sécurité du consommateur. Les contrefacteurs s'attaquent à toutes les activités productives confondues.

La sécurité et la santé publique sont menacées lorsque des produits issus des secteurs de l'automobile, de l'électroménager ou encore du jouet, des boissons et même des médicaments sont contrefaits.

Pour l'économie

La contrefaçon représente un manque à gagner de 200 à 300 milliards d'euros par an, la France perdant à elle seule plus de 6 milliards d'euros.

Le pillage du savoir-faire national copié le plus souvent à l'extérieur de nos frontières conduit à la suppression régulière de postes d'emplois traditionnels : 200 000 en Europe, dont 38 000 en France (étude KPMG pour l'Unifab).

Pour les entreprises

Principales victimes de contrefacteurs, les titulaires de droits comptabilisent chaque année un bilan déplorable :

- perte de chiffre d'affaires, de parts de marché, de réseaux de distribution ;
- perte pour le commerce national due aux achats de contrefaçon à l'étranger ;
- perte d'image et de notoriété ;
- perte de budget : recherche et développement, dépenses de publicité, de marketing et de communication qui contribuent à construire les marques.

Plusieurs petites entreprises ont parfois tant perdu qu'aujourd'hui elles n'existent plus.

R. Messali, Dossier de presse, Unifab, 15.07.2019

Annexe 1

Grille d'analyse des documents

Éléments d'analyse	Document 1	Document 2	Document 3	Document 4
Titre du document	Qu'est-ce qu'une contrefaçon d'après un réseau social ?	Que risque-t-on réellement à acheter une contrefaçon ?	Les effets de la contrefaçon	Les conséquences de la contrefaçon
Type du document	Page web	Article de presse	Infographie	Dossier de presse
Date	2020	2019	2019	2019
Source	www.facebook.com	20 minutes	www.ecommerce-mag.fr	Unifab
Idées principales	Définition de la contrefaçon qui constitue un acte illégal. Possibilité de faire un signalement si certains contenus sur Facebook vendent ou font la promotion de produits contrefaits.	La loi punit le vendeur et le détenteur de contrefaçon. La contrefaçon constitue un délit dont les sanctions peuvent aller jusqu'à 300 000 € d'amende et 3 ans de prison. Si on se fait prendre avec une contrefaçon, on sera sanctionné, même si on n'a pas conscience d'avoir acheté un faux.	Principales pertes économiques dues à la contrefaçon : – 6 979 M€ de pertes de ventes. – 105 € perdus/habitant. – 38 372 emplois perdus. Les familles de produits les plus touchées sont l'habillement, les cosmétiques, les médicaments, les smartphones et les pesticides.	Le texte précise les différentes conséquences de la contrefaçon : – sur la santé et la sécurité ; – sur l'économie ; – sur les entreprises.
Concepts à définir	Contrefaçon Reproduction, imitation ou utilisation totale ou partielle d'une marque, d'un dessin, d'un brevet, d'un logiciel ou d'un droit d'auteur, sans l'autorisation de son titulaire, en affirmant ou laissant présumer que la copie est authentique.	Saisie de la contrefaçon Confiscation par les douanes des marchandises contrefaites.	Pertes économiques Ensemble des manques à gagner suite aux effets de la contrefaçon (ventes non réalisées, emplois perdus).	Activités productives Ensemble des activités mises en œuvre pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins des personnes.

Annexe 2

Présentation de l'étude

Introduction**Présentation du sujet**

La contrefaçon est un fléau mondial qui prend une ampleur considérable. Ce phénomène touche tous les secteurs de l'économie tels que l'habillement, les produits cosmétiques, les jouets, les téléphones mobiles. Même les médicaments sont contrefaits. Ces produits contrefaits sont un danger pour la santé, la sécurité des consommateurs et pour la pérennité des entreprises.

Énoncé de la problématique

En quoi la contrefaçon représente-t-elle un danger pour l'économie, les entreprises, les consommateurs, et quels sont les moyens mis en œuvre pour la contrer ?

Annonce du plan

Je répondrai à cette question dans un premier temps en abordant les caractéristiques de la contrefaçon et les moyens mis en œuvre pour lutter contre ce phénomène, puis, dans un deuxième temps, j'aborderai les conséquences économiques de la contrefaçon et les dangers pour les consommateurs.

Développement**Première partie**

Les caractéristiques de la contrefaçon et les moyens mis en œuvre pour y remédier

1.1 Les caractéristiques de la contrefaçon

La contrefaçon correspond à une violation d'un droit de propriété intellectuelle. Elle se définit comme la reproduction, l'imitation ou l'utilisation totale ou partielle d'une marque, d'un dessin, d'un brevet, d'un logiciel ou d'un droit d'auteur, sans l'autorisation de son titulaire, en affirmant ou laissant présumer que la copie est authentique. Elle touche tous les secteurs de l'économie. Les principaux secteurs touchés par la contrefaçon concernent les vêtements (3 629 M€), les cosmétiques (1 200 M€), les médicaments (959 M€), les smartphones (380 M€).

1.2 Les moyens pour lutter contre la contrefaçon

La loi sanctionne aussi bien le vendeur de produits contrefaits que les détenteurs, même s'ils n'ont pas conscience d'avoir acheté un faux. Il s'agit d'un délit passible de lourdes sanctions. La douane peut confisquer les marchandises contrefaites, prononcer une amende (jusqu'à 300 000 €) et même une peine d'emprisonnement (3 ans maximum).

MÉTHODOLOGIE**Rédiger l'étude en trois parties :**

- Introduction
- Développement
- Conclusion

Rédiger l'introduction en la structurant en trois parties :

1. Présentation du sujet
2. Énoncé de la problématique
3. Annonce du plan

Présenter le sujet

Repérer dans les documents soit un fait marquant, soit des données chiffrées pour présenter le sujet.

Énoncer la problématique en vous appuyant sur celle présentée dans le sujet de l'étude, en posant une ou deux questions sur le sujet.

Annoncer le plan en deux ou trois parties en utilisant une formulation à la première personne.

Rédiger le développement en présentant clairement chacune des parties (une idée principale par partie) et les sous-parties (argumentation de l'idée principale).

Rédiger un ou deux paragraphes par sous-partie en vous appuyant sur les documents (argument + exemples).

Le consommateur a aussi un rôle dans la lutte contre la contrefaçon. Il doit être vigilant et attentif à ce qu'il achète. Les indices d'une contrefaçon sont nombreux : une étiquette mal imprimée avec des fautes d'orthographe, un emballage de mauvaise qualité, un prix anormalement bas, des imperfections sur les coutures et finitions, des motifs ou encore des couleurs souvent de piètre qualité. En cas de doute, on peut signaler une contrefaçon qui serait issue du e-commerce sur le site du gouvernement : internet-signalement.gouv.fr. De son côté, Facebook a mis en place une page de signalement incitant les titulaires de comptes du réseau social à dénoncer les contenus sur Facebook qui vendent ou font la promotion de produits contrefaits. La contrefaçon n'existerait pas s'il n'y avait pas d'acheteurs, donc le consommateur a un rôle central dans la lutte contre ce phénomène.

Deuxième partie

Les conséquences de la contrefaçon

2.1 Les conséquences économiques

Pour l'État français, la contrefaçon est un manque à gagner estimé à 6 milliards d'euros par an à cause de la non-récupération de la TVA.

L'impact sur l'emploi est notable car le pillage du savoir-faire entraîne la suppression d'emplois, estimée à environ 38 000 en France (200 000 emplois en Europe).

Pour les entreprises, la contrefaçon engendre des pertes financières (perte de chiffre d'affaires, de parts de marché). Elle affecte aussi leur image et leur notoriété en inondant le marché de produits qui ne correspondent plus aux critères de qualité et de sécurité, produisant la confusion dans les esprits et la méfiance des consommateurs. Et cela peut aller jusqu'à la disparition totale de l'entreprise.

2.2 Les dangers pour les consommateurs

Un produit contrefait est un produit douteux qui ne correspond pas du tout aux critères des normes françaises de qualité. Pour certains secteurs, la contrefaçon est synonyme de danger, voire de mort, par exemple, pour les médicaments qui peuvent provoquer des allergies ou entraîner de graves séquelles. Pour les secteurs des jouets, de l'électroménager, de l'automobile, les conséquences pour les utilisateurs de produits contrefaits peuvent être très graves car il n'y a aucun test ou essai préalable ; ainsi, les petites pièces de jouets se détachant facilement peuvent être ingérées par les enfants. Tout comme les médicaments contrefaits qui impactent directement la santé publique et peuvent avoir des conséquences très graves voire mortelles pour les consommateurs.

Conclusion

Résumé du thème abordé

La contrefaçon est un phénomène inquiétant et en forte évolution qui touche tous les secteurs de l'économie. Elle entraîne des conséquences graves pour les États, les entreprises et les consommateurs.

Réponse à la problématique

Il est important de lutter contre la contrefaçon pour assurer la santé et la sécurité des consommateurs, la pérennité des entreprises et pour éviter un manque à gagner préjudiciable aux États. Il est donc essentiel de lutter contre la contrefaçon avec les moyens juridiques (sanctions pénales) et l'intervention de la douane.

Avis personnel de l'élève

Accepter toute proposition pertinente et cohérente.

Rédiger un ou deux paragraphes

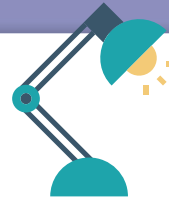
par sous-partie en vous appuyant sur les documents (argument + exemples).

Rédiger la conclusion en :

1. résumant les idées principales,
2. répondant à la problématique,
3. formulant un point de vue personnel fondé sur votre expérience personnelle ou professionnelle.

La production : quelles évolutions ?

JE DÉCOUVRE

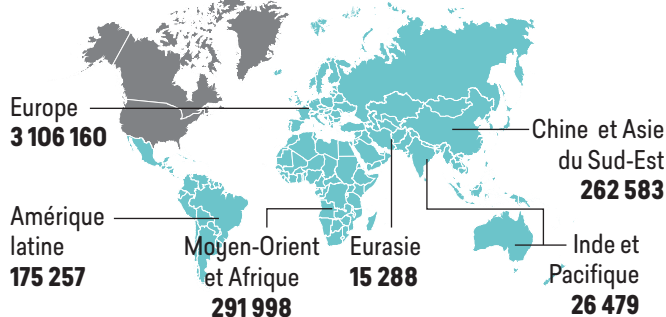


La production : quelles évolutions chez PSA ?

L'histoire du groupe PSA remonte à plus de 200 ans. Déjà à cette époque, l'entreprise se voulait innovante, comme peut l'illustrer sa production des premières voitures à essence. Une dynamique qui n'a cessé d'alimenter un apport en innovations et un désir de toujours aller de l'avant, vers la voiture intelligente, connectée et autonome, par exemple. PSA a compris que, pour progresser et durer, il faut s'unir, se renouveler et suivre le client !



Ventes mondiales 2018



Quelques dates :

- 1976, Citroën S.A. fusionne avec Peugeot S.A. afin de former le groupe PSA Peugeot Citroën.
- 2016, PSA Peugeot Citroën devient Groupe PSA.

Quelques chiffres de 2018 :

- 74 Mds d'euros de chiffre d'affaires (+ 6,8 en comparaison de 2017) ;
- 3,9 millions de véhicules vendus dans le monde ;
- 211 000 collaborateurs dans le monde ;
- 2^e constructeur automobile européen ;
- 1^{er} pour les véhicules utilitaires légers.

> Indiquez l'activité principale du groupe PSA.

Construction de véhicules automobiles.

> Identifiez par ordre décroissant les 6 régions mondiales et stratégiques d'implantation du groupe PSA.

L'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique, la Chine et l'Asie du Sud-Est, l'Amérique latine,

l'Inde et le Pacifique, l'Eurasie.



Expliquez comment le groupe PSA peut satisfaire ses clients et aussi anticiper leurs nouveaux besoins.

En préparant des usines du futur, des usines flexibles qui s'adaptent aux évolutions de la demande du client et qui absorbent plus de diversité et plus de variations de volume. En effet, ces dernières décennies, l'évolution de la technologie s'est accélérée dans un monde ultra-connecté. Les consommateurs sont en attente de solutions immédiates et personnalisées.

Fiche d'identité de l'entreprise

foucherconnect.fr/19ed042



Vidéo +

L'usine du Futur
par Groupe PSA
3'29"



foucherconnect.fr/19ed043



LE MODULE EN PERSPECTIVE

1

Quels sont les choix de l'entreprise en matière de production ?

- Identifier les facteurs de production et leur combinaison. **Chap 17**
- Expliquer le choix d'une combinaison productive dans une situation donnée. **Chap 18**
- Expliquer les raisons du recours à l'externalisation. **Chap 19**

2

Pourquoi l'entreprise doit-elle dépasser la seule performance économique ?

- Identifier les dimensions sociale et environnementale de la performance. **Chap 20**
- Expliciter les raisons d'entrer dans une démarche de RSE pour une entreprise. **Chap 21**

MODULE

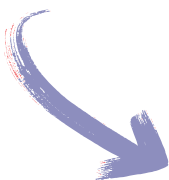
3

La production :
quelles évolutions ?

3

Comment le numérique influe-t-il sur la production d'une entreprise ?

- Identifier comment le numérique peut être source de création de valeur. **Chap 22**
- Mettre en évidence l'impact du numérique sur les choix de l'organisation productive. **Chap 23**



JE CONCLUS

page 179



Identifiez les choix de l'entreprise en matière de production.

Les facteurs de production

CAPACITÉ Identifier les différents facteurs de production et leur combinaison

SITUATION

Paul, employé au service des ressources humaines de la société Sport Xtrem, participe au recrutement d'un nouveau chef de production pour le site du Creusot. La possibilité d'une solution en interne n'ayant pas abouti, il propose à Vanessa, la DRH, un recrutement externe.



1 Précisez la mission de Paul.

Recruter un responsable de production pour le lancement de la nouvelle collection de vêtements de sport.

2 Identifiez les principaux éléments qui caractérisent le poste à pourvoir et précisez le service dans lequel le salarié sera affecté.

Organisation générale, négociation des prix, détermination des besoins en matières premières caractérisent le poste du nouveau cadre qui exercera au service production.

Vidéo +

Les facteurs de production
2'29"



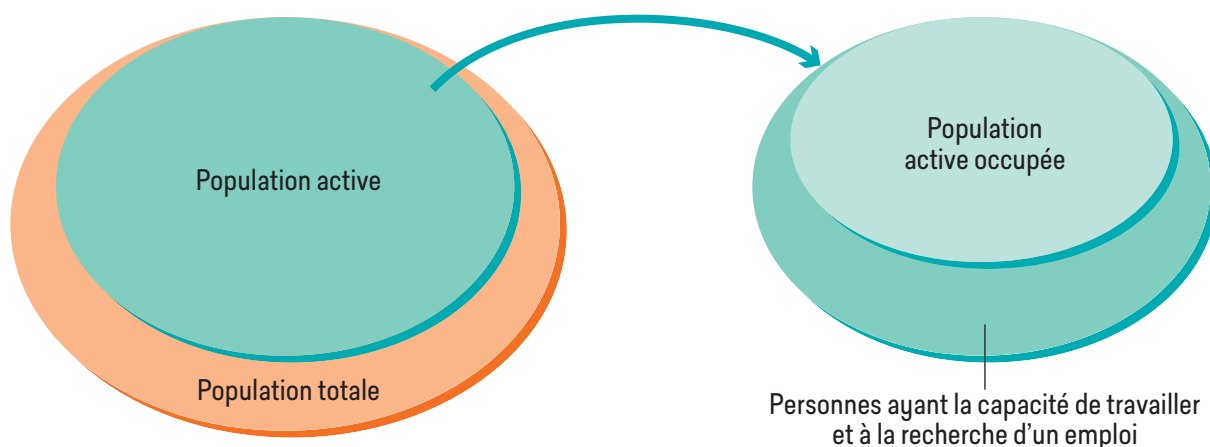
foucherconnect.fr/19ed044

Distinguez les deux facteurs de production et donnez des exemples pour chacun.

Le travail : salariés, techniciens, informaticiens, ouvriers pour mettre en œuvre la production.

Le capital : ordinateurs, machines, local, brevet d'invention pour protéger l'innovation.

DOC 1 La population active



1 Listez les catégories de personnes considérées comme faisant partie de la population active.

Les personnes qui exercent une activité rémunérée (population active occupée) et les chômeurs (personnes à la recherche d'un emploi et ayant la capacité de travailler) font partie de la population active.

DOC 2 Le capital humain (ou facteur travail)

Selon la définition de l'OCDE, le capital humain est « l'ensemble des connaissances, qualifications, compétences et caractéristiques individuelles qui facilitent la création du bien-être personnel, social et économique ». Les êtres humains atteignent le maximum de leur capacité productive quand ils vivent dans un environnement garantissant leur sécurité, respectueux de leur identité, et créant les conditions favorables à leur développement tout au long de leur carrière professionnelle.

www.tropheeducapitalhumain.com



L'être humain apporte toujours une valeur ajoutée d'une façon ou d'une autre au sein de son organisation. Quand on a voulu augmenter le rendement dans les usines le siècle dernier, on s'est appliqué à découper et analyser la moindre tâche afin d'optimiser l'effort nécessaire pour la production de masse. [...] Aujourd'hui rares sont les usines où les machines n'ont pas remplacé l'homme. [...] L'entreprise dispose d'un capital qu'elle sous-estime souvent. Là où on pense que c'est avant tout une question de technologies ou de puissance de calcul, on néglige qu'on pourrait augmenter le rendement juste en se penchant sur des points « humains », et non matériels.

www.rhinostone.com

2 Surlignez les expressions qui montrent la nécessité pour l'entreprise de valoriser le capital humain.

DOC 3 La notion de capital technique (ou facteur technique)

La société Agrumel produit des jus d'orange naturels et les vend aux collectivités (hôpitaux, centres aérés...).

À leur arrivée, les **agrumes**, en provenance du Maroc, sont déchargés dans un **atelier** et lavés à l'aide de **jets d'eau**. Les fruits sont ensuite passés dans **une presse** (il faut environ 3 kg d'oranges pour obtenir un litre de jus de fruits).

Le liquide obtenu est entreposé dans des **cuves stériles**. Des contrôles de qualité sont alors réalisés dans le **laboratoire** prévu à cet effet.

Le jus de fruit est introduit dans des **bouteilles** en verre grâce à une **chaîne d'embouteillage** entièrement automatisée.

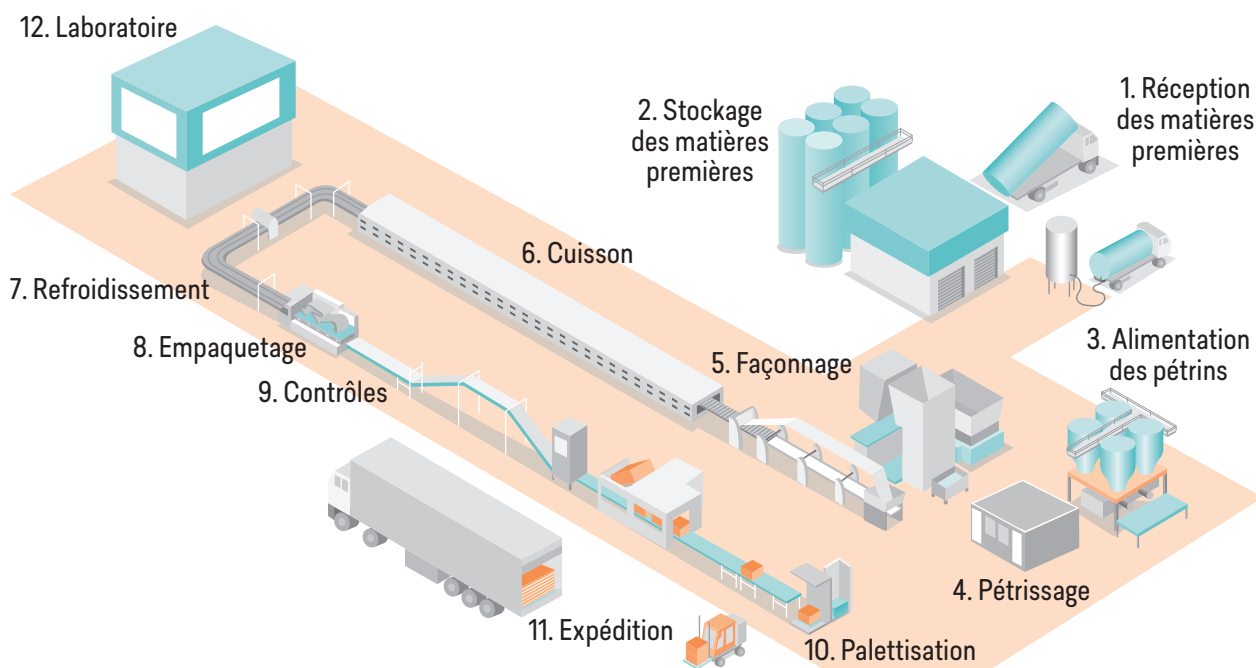
Pour une bonne conservation, le produit est passé dans une **unité de pasteurisation** à 95 °C. Après refroidissement, les bouteilles sont rangées sur des **palettes** et emballées sous **films plastique** grâce à un **robot**.

Un employé de l'entreprise assure en **camion** des livraisons régulières auprès de la clientèle.

3 Surlignez dans le texte les moyens nécessaires à la société Agrumel pour produire des jus d'orange.

DOC 4 Le capital fixe et le capital circulant

Les coulisses de la fabrication d'un biscuit



4 Classez dans le tableau les biens utilisés par l'entreprise représentée ci-dessus pour réaliser sa production.

Capital technique fixe (biens durables) utilisé dans le cycle de production	Capital technique circulant (biens non durables) détruit ou incorporé au produit fini
Locaux, terrains, machines, véhicules.	Énergie, matières premières.

5 Expliquez ce qu'est le capital technique.

Le capital technique est constitué de biens durables ou capital fixe (machines, locaux...) et de biens non durables ou capital circulant (matières premières, énergie...).

DOC 5 Les investissements matériels et immatériels

L'investissement, c'est l'achat par l'entreprise de biens et de services servant plusieurs fois au cours de l'activité productive.

On différencie :

- **les investissements matériels** (machines, équipements...) ;
- **les investissements immatériels** (formation, recherche et développement...).

Ces investissements sont des dépenses permettant de renouveler ou d'accroître le potentiel de production de l'entreprise (capital technique). L'investissement est donc la condition même de la croissance économique. Il permet l'amélioration des techniques de production et le développement du progrès technique.

6 Identifiez les investissements selon leur nature.

Situations d'investissement	Nature de l'investissement	
	Matériel	Immatériel
Remplacement d'une ancienne presse par un matériel ultra-moderne (augmentation de la production de 50 %).	×	
Doublement des crédits affectés au laboratoire de recherche.		×
Construction d'une seconde chaîne d'embouteillage.	×	
Acquisition d'un nouveau logiciel de gestion.		×
Mise en place d'actions de formation liées à la sécurité.		×
Achat d'un véhicule de livraison.	×	
Modernisation du système de refroidissement permettant un gain de temps de 30 %.	×	
Lancement d'une importante campagne publicitaire.		×

DOC 6 La classification des investissements selon leur finalité

On distingue plusieurs catégories d'investissements selon l'objectif poursuivi par l'agent économique.

Investissement de remplacement	Investissement de capacité	Investissement de productivité
Acquisition de capitaux fixes en vue de remplacer les capitaux fixes usés ou obsolètes (ex. : remplacement d'une plieuse et coupeuse de plans manuelle par une plieuse et coupeuse de plans automatique).	Acquisition de capitaux fixes en vue d'augmenter les capacités de production (ex. : achat de machines supplémentaires...).	Acquisition de capitaux fixes en vue d' améliorer l'efficacité de la production sans pour autant augmenter les capacités de production (ex. : remplacement des salariés par les machines).

7 Reliez les investissements matériels à leur finalité.



Remplacement d'une ancienne presse par un matériel ultra-moderne



Construction d'une seconde chaîne d'embouteillage



Modernisation du système de refroidissement (gain de temps : 30 %)

Investissement de capacité

Investissement de productivité

Investissement de remplacement



1 Le facteur travail

FACTEUR TRAVAIL OU CAPITAL HUMAIN

Moyens humains nécessaires à l'activité de production de biens ou fourniture de services

2 Le capital technique

FACTEUR TECHNIQUE OU CAPITAL TECHNIQUE

Ensemble des biens et des équipements nécessaires à la production de biens ou fourniture de services

Capital fixe

Ex. : locaux, terrains, machines

Capital circulant

Ex. : énergie, matières premières

3 L'investissement

Investissements matériels

Ex. : achat de machines

Investissements immatériels

Ex. : publicité, formation

INVESTISSEMENTS

Acquisition de moyens de production par l'entreprise

Investissements de remplacement

Ex. : renouvellement du parc d'ordinateurs

Investissements de productivité

Ex. : réduction des coûts et accroissement de la production après modernisation des équipements

Investissements de capacité

Ex. : extension d'un atelier pour accroître la production

1 Testez vos connaissances

#QCM interactif



foucherconnect.fr/19ed046

2 Micmac

Assemblez les groupes de lettres deux par deux pour former 4 mots de 10 lettres, synonymes de ceux indiqués.



1 I M M A T E R I E L

Incorporel

2 E N T R E P R I S E

Organisation

3 P R O D U C T I O N

Fabrication

4 E Q U I P E M E N T

Matériel

3 Les investissements en chiffres

En 2019, le renouvellement des équipements reste-t-il la première motivation pour investir ?

Répartition des motivations économiques des investissements, en %

	Moyenne 1991-2018	2018 (constat)	2019 (prévision)
Renouvellement	27	29	29
Modernisation, rationalisation	24	23	22
<i>automatisation</i>	11	8	8
<i>nouvelles techniques</i>	7	6	5
<i>économies d'énergie</i>	6	9	9
Extension de la capacité productive	16	16	16
Introduction de nouveaux produits	13	12	12
Autres (sécurité, conditions de travail, environnement, etc.)	20	21	22

Insee, Informations Rapides n° 292, 2018

Observez la répartition des motivations économiques des investissements.

En 2019, la destination des investissements serait proche de celle de 2018.

En particulier, la part des investissements destinés au renouvellement des équipements serait stable, légèrement au-dessus de sa moyenne de longue période.

Celle des investissements destinés à la modernisation et à la rationalisation fléchirait un peu au-dessous de la moyenne.

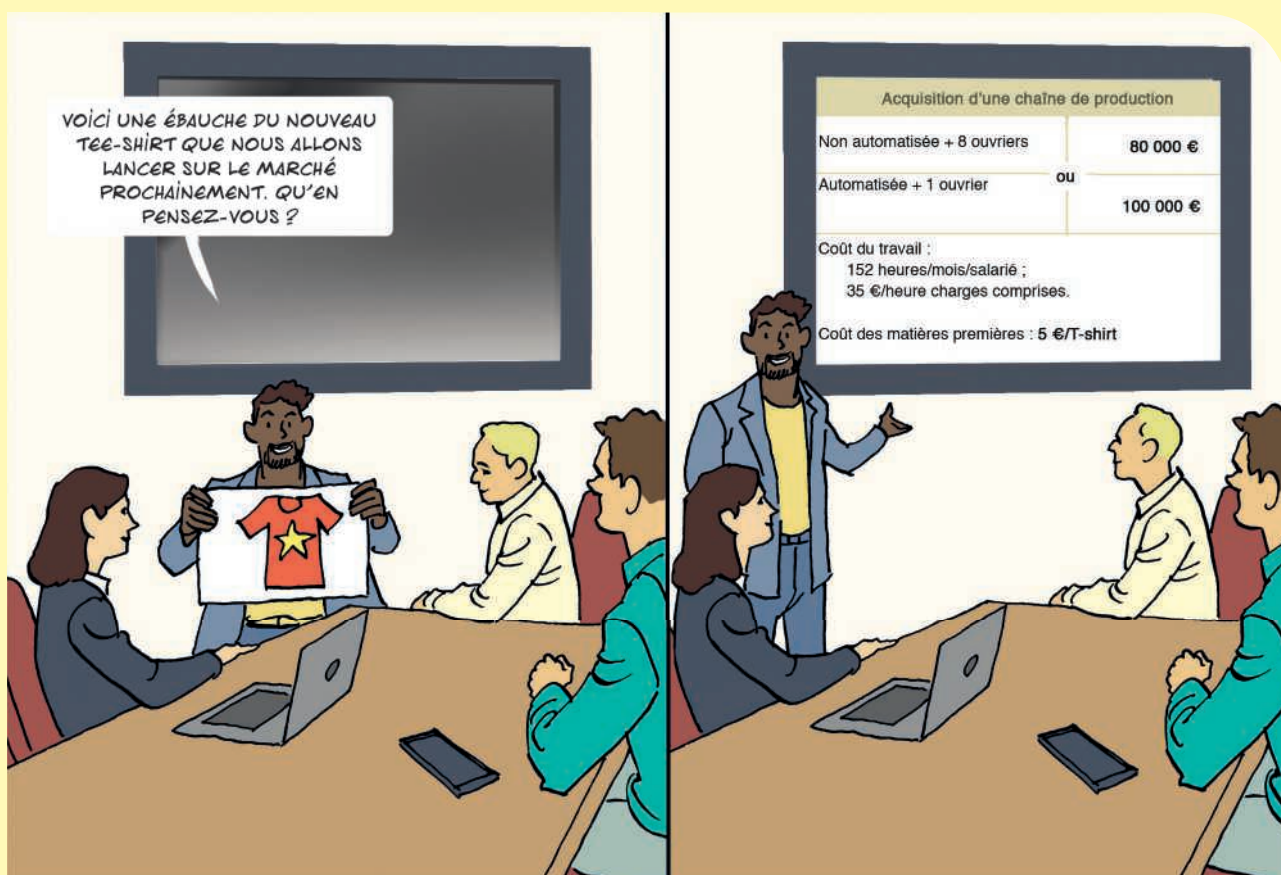
La part des investissements destinés à étendre la capacité de production serait stable, à son niveau moyen.

Le choix d'une combinaison productive

CAPACITÉ Expliquer le choix d'une combinaison productive dans une situation donnée

SITUATION

L'entreprise Bontemps va lancer un nouveau produit sur le marché du vêtement. Cette fabrication (8 000 tee-shirts mensuels) contraint l'entreprise à faire le choix de la meilleure combinaison productive. Yanis, directeur commercial, présente les données utiles à la prise de décision.



1 Identifiez la nature du problème évoqué lors de la réunion.

Il s'agit de prendre une décision sur un choix de production.

2 Reformulez les deux solutions envisagées.

Acquisition d'une chaîne de production non automatisée et emploi de 8 salariés, ou acquisition d'une chaîne de production automatisée nécessitant la présence d'un seul ouvrier.

Vidéo +

Geodis – Mécanisation : productivité, fiabilité et qualité 1'01''



foucherconnect.fr/19ed047

3 Citez les avantages à être équipé d'une chaîne de production mécanisée.

- gain de productivité ;
- fiabilité du système ;
- qualité du processus.

DOC 1 Le coût de revient

La société Legris fabrique 6 000 ventilateurs par mois, vendus 64 € pièce, à l'aide de deux machines (240 heures de travail). Coût des matières premières : 24 € par article ; coût d'une machine (amortissement compris) : 1 829 € ; coût de l'heure de travail : 38,3 € ; coût de la commercialisation (publicité...) : 3 € par article.

1 Calculez le coût de revient et le résultat par produit.

Élément de calcul	Détail des calculs	Résultat
Coût des matières, fournitures, énergie	$24 \text{ €} \times 6\,000$	144 000 €
Coût des machines	$1\,829 \text{ €} \times 2$	3 658 €
Coût du travail	$38,3 \text{ €} \times 240$	9 192 €
Coût de commercialisation	$3 \text{ €} \times 6\,000$	18 000 €
Coût de revient total		174 850 €
Coût de revient unitaire	$174\,850 \text{ €} / 6\,000$	29,14 €
Résultat par produit	$64 \text{ €} - 29,14 \text{ €}$	34,86 €

DOC 2 Le choix de la combinaison productive chez Cuisine au Top

Rémy Villot, directeur de la société Cuisine au Top, lance sur le marché un nouveau robot ménager. L'entreprise fabrique actuellement, à l'aide de deux machines, 8 000 unités qu'elle vendra 65 € pièce. Le coût de revient unitaire de ce produit (coût du capital technique, du travail et des matières premières) est estimé à 26,59 €. Pour améliorer la productivité de son usine, le directeur envisage l'achat de matériel plus performant. Il réfléchit à trois possibilités.

Les variables financières sont les suivantes :

- coût d'une nouvelle machine-outil = 2 500 € ;
- coût des matières premières = 22 € si la production est doublée et 20 € si la production est supérieure à 18 000 unités ;
- coût d'une heure de travail = 40 €.



- ➔ ❶ Achat d'une nouvelle machine, même temps de travail (250 heures), production doublée.
- ➔ ❷ Achat de deux machines, temps de travail de 140 heures, production doublée.
- ➔ ❸ Achat de quatre machines, temps de travail de 100 heures, production : 20 000 robots.

2 Effectuez les calculs puis entourez la combinaison productive qui vous semble la mieux adaptée pour la société Cuisine au Top.

Élément	Solution ❶	Solution ❷	Solution ❸
Coût des machines	2 500	5 000	10 000
Coût du travail	10 000	5 600	4 000
Coût des matières premières	352 000	352 000	400 000
Coût de revient* total	364 500	362 600	414 000
Coût de revient unitaire	22,78	22,66	20,7

* Le coût de revient est égal à l'ensemble des charges occasionnées par la fabrication et la distribution d'un produit.

3 Indiquez les effets qui découlent de l'automatisation de la production.

L'automatisation de la production a pour effet l'augmentation des quantités produites, la diminution de la quantité de travail nécessaire et donc la diminution du coût de revient d'une unité.

DOC 3 La mesure de la production : la valeur ajoutée

La valeur ajoutée (VA) est un indicateur économique qui mesure la valeur ou la richesse créée par une entreprise, un secteur d'activité ou un agent économique au cours d'une période donnée. Elle illustre la performance et la rentabilité d'une entreprise.

La valeur ajoutée est définie comme la différence entre la valeur finale de la production ou du service rendu (traduite par le chiffre d'affaires hors taxes) et la valeur des biens qui ont été consommés dans le processus de production ou de commercialisation, c'est-à-dire les consommations intermédiaires.

Les consommations intermédiaires correspondent aux biens et services détruits ou transformés pendant le processus de production, comme les matières premières, l'électricité, le chauffage et les services utilisés (transport, publicité...).

Les salaires versés par l'entreprise, les biens durables utilisés (ex. : chaîne de production) et les impôts et taxes n'entrent pas dans le calcul de la valeur ajoutée.

4 Expliquez l'intérêt, pour une entreprise, de calculer et interpréter sa valeur ajoutée.

Le calcul de la valeur ajoutée permet de mesurer la valeur ou la richesse créée par une entreprise et d'apprécier sa rentabilité.

5 Citez les consommations intermédiaires qui entrent dans la fabrication d'un meuble.

Les consommations intermédiaires correspondent aux dépenses liées à la production : matières premières, fournitures, dépenses en énergie, services utilisés.

DOC 4 La productivité : un indicateur de performance de l'entreprise

La productivité mesure l'efficacité d'une entreprise. Elle se calcule en effectuant le rapport entre la quantité de biens ou de services produits (ou leur valeur ajoutée) et les moyens mis en œuvre pour l'obtenir (nombre de salariés ou nombre d'heures travaillées).

Une entreprise fabriquant des voitures de collection miniatures produit quotidiennement 150 unités vendues sur le marché 60 €. Huit salariés travaillent 7 heures par jour pour un coût horaire de 25 €.

**6 Calculez, pour chaque jour, la productivité physique et la productivité en valeur de cette entreprise.**

Productivité physique (en quantité)	
Par salarié	Par heure de travail
Nombre d'unités produites/ Nombre de salariés	Nombre d'unités produites/ Nombre d'heures travaillées
$150 / 8 = 18,75 \text{ unités}$	$150 / (7 \times 8) = 2,67 \text{ unités}$

Productivité en valeur (en €)	
Par salarié	Par heure de travail
Valeur produite/ Nombre de salariés	Valeur produite/ Nombre d'heures travaillées
$(150 \times 60) / 8 = 1125 \text{ €}$	$(150 \times 60) / (7 \times 8) = 160,71 \text{ €}$

DOC 5 Le progrès technique et l'innovation

L'innovation apparaît comme une **condition indispensable de survie et de développement** pour de nombreuses entreprises. On peut définir l'innovation comme le passage à l'application industrielle ou commerciale d'une invention au sein d'une entreprise. On distingue **l'innovation de produits** (nouveaux produits ou un produit intégrant un nouveau procédé) de **l'innovation de processus** (nouveau procédé de fabrication ou nouvelle organisation dans l'entreprise). [...] Les entreprises recherchent des innovations sous toutes leurs formes car elles leur permettent d'**accroître leur compétitivité**, soit par une **meilleure maîtrise des coûts**, soit parce qu'elles disposent d'un monopole* (temporaire ou durable) sur un marché. [...] La maîtrise de l'innovation **permet à certaines entreprises de pénétrer le marché** alors que d'autres disparaissent faute d'avoir su se moderniser.

* Structure d'un marché où un vendeur fait face à une multitude d'acheteurs.

www.oeconomia.net



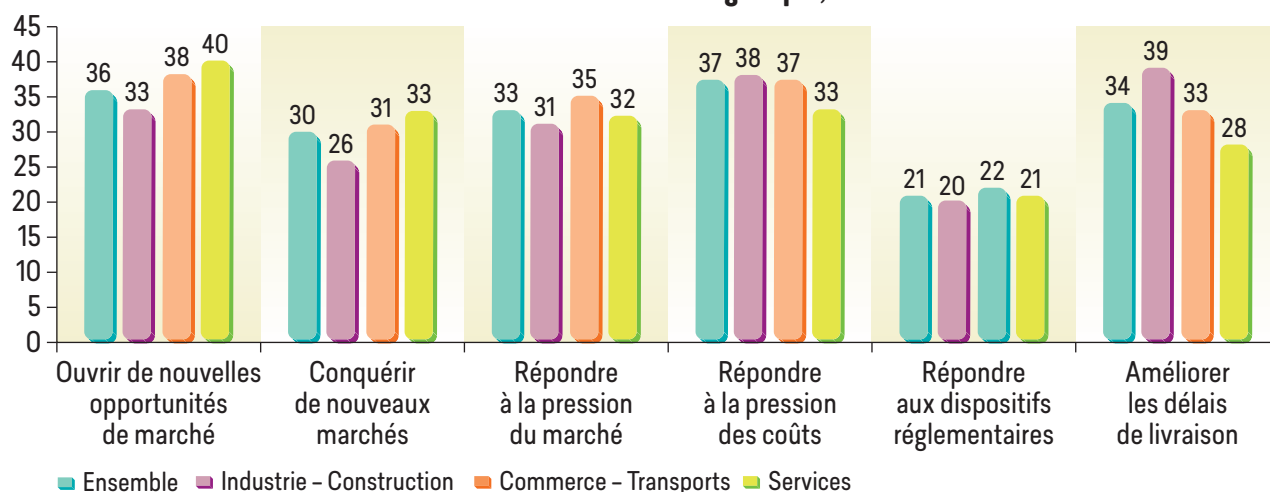
7 Repérez les différentes formes d'innovation dans les situations suivantes.

Exemples	Innovation de produits	Innovation de processus
Dans une concession automobile, un nouveau modèle est commercialisé, les ingénieurs ont incorporé une caméra de recul. Ils espèrent une augmentation de la demande.	x	
Dans une usine de production de robots ménagers, une chaîne de montage a été installée pour accroître la productivité.		x

8 Surlignez dans le document 5 les avantages des différentes formes d'innovation.

DOC 6 Les raisons de l'innovation en logistique

Nombre de sociétés innovantes en logistique, en % entre 2014 et 2016



Insee, Première n° 1709, 2018

9 Analysez les raisons de l'innovation en logistique entre 2014 et 2016.

Les raisons de l'innovation en logistique sont multiples et cumulatives. Les sociétés classent de façon relativement similaire les nouvelles opportunités de marché, la pression des coûts, l'amélioration des délais de livraison, la pression du marché ou la conquête de nouveaux marchés. La réponse aux dispositifs réglementaires est moins incitative pour l'ensemble des sociétés. Entre 2014 et 2016, 36 % des sociétés innovantes en logistique ont innové afin d'ouvrir de nouvelles opportunités de marché.



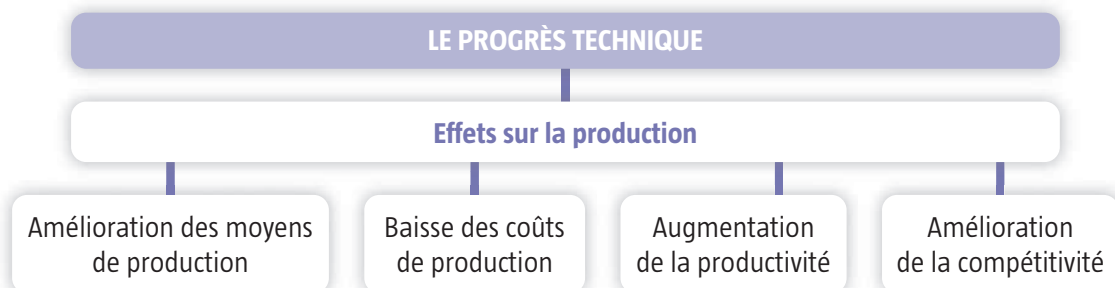
1 La combinaison productive



2 La valeur ajoutée et la productivité



3 Le progrès technique



1 Testez vos connaissances

#QCM
interactif



foucherconnect.fr/19ed049

2 Méli-mélo

Démêlez les lettres données afin de former un mot correspondant à la définition suivante :
« différence entre le prix de vente d'un produit et les consommations intermédiaires ».

A L U E V R T O
E J A U E

V A L E U R A J O U T E E

3 La productivité en chiffres

Évolution de la productivité horaire apparente
du travail par branche, en %

	14/13 (r)	15/14 (r)	16/15
Agriculture, sylviculture et pêche	17,3	1,8	- 9,0
Ind. manufacturière, ind. extractives et autres	1,1	1,8	2,8
Ind. extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	- 4,2	1,9	2,2
Fabr. de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	- 0,3	0,3	- 1,3
Cokéfaction et raffinage	129,7	13,8	- 20,1
Fabr. de machines et d'équip. électriques ¹	0,4	0,5	6,7
Fabrication de matériels de transport	1,7	1,6	8,6
Fabrication d'autres produits industriels	1,9	2,3	2,6
Construction	- 1,9	0,0	1,9
Services principalement marchands	1,3	0,4	0,5
Commerce, transports, héb. et restauration	1,6	0,9	1,8
Information et communication	4,4	1,6	1,5
Activités financières et d'assurance	1,4	- 0,9	- 1,7
Activités immobilières	4,9	0,6	0,7
Act. scient. et tech. ; serv. adm. et de soutien	- 0,2	- 0,8	- 0,8
Autres services	- 0,7	1,7	0,7
Services principalement non marchands²	- 0,2	0,1	0,8
Ensemble	1,0	0,6	0,9

1. Y. c. fabrication d'équipements électroniques et informatiques.

2. Regroupement Admin. publique, Enseignement, Santé humaine et action sociale.

Insee, TEF, 2018

Expliquez le terme « productivité ».

La productivité désigne le rapport entre la production de biens ou de services et les moyens mis en place pour sa réalisation (quantité produite/nombre d'heures travaillées).

Analysez l'évolution de la productivité horaire apparente du travail par branche.

La productivité horaire dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche baisse fortement.

Cette décélération concerne d'autres branches d'activité. En effet, la productivité dans la branche cokéfaction-raffinage se replie.

En revanche, la productivité de biens d'équipement accélère. En 2016, la productivité des services marchands ralentit. Elle se replie en particulier dans les services financiers. À l'inverse, la productivité de la branche transports accélère franchement. La productivité des branches d'information-communication garde un rythme

similaire à celui de 2015. La productivité horaire apparente du travail de l'ensemble des branches de l'économie progresse de 0,9 %, après une progression de 0,6 % en 2015.

Le recours à l'externalisation

CAPACITÉ Expliquer les raisons du recours à l'externalisation

SITUATION

Laurence dirige une société spécialisée dans le domaine de la formation qui emploie 153 salariés. Depuis quelques mois, elle tente, en vain, de recruter à l'externe, un ou une gestionnaire de paie. En attendant, les intérimaires se succèdent.



1 Précisez la nature du problème soulevé lors de la réunion.

Il s'agit de prendre une décision : le recrutement ou non d'un ou d'une gestionnaire de paie.

2 Expliquez la solution envisagée et ses avantages.

Externaliser l'ensemble de la gestion sociale (réalisation des bulletins de paie et déclarations sociales périodiques et annuelles). Les avantages pour l'entreprise : paie conforme, gain de temps, confidentialité.

Vidéo +

Neotouch : externalisation du courrier d'entreprise 2'24''



foucherconnect.fr/19ed050

Listez les avantages d'un service en ligne qui permet d'externaliser le courrier d'entreprise.

- Gagner en productivité.
- Gagner en traçabilité.
- Réduire les coûts.

DOC 1 Pourquoi sous-traiter ?

Une entreprise fait appel à une autre pour de la **sous-traitance** car elle n'est pas en mesure d'assurer une partie voire toute la production de ses commandes. Ceci à cause, entre autres, d'une insuffisance de matériels, de savoir-faire, de compétences ou bien de technologies nécessaires pour la fabrication des produits. Pour une entreprise, travailler avec un **sous-traitant** offre notamment la possibilité de continuer à se concentrer sur sa propre spécialité, en la développant et la perfectionnant. Envisager en effet la location de matériels

ou le recrutement de personnel qualifié pour la production pourrait se révéler coûteux.

Établir un contrat de sous-traitance avec un sous-traitant est plus bénéfique pour une entreprise, le donneur d'ordre, car l'affaire demeure ainsi rentable pour elle. Grâce aussi à cette procédure, elle pourra maîtriser non seulement la qualité de la production mais également les délais de fabrication et de livraison ainsi que les coûts de celle-là.

www.artisanat2france.fr/avantages-inconvenients-traitance/

1 Précisez en quoi consiste la sous-traitance.

La sous-traitance consiste à confier à une société extérieure certaines opérations ne relevant pas du cœur de métier de l'entreprise.

DOC 2 Les différentes formes de sous-traitance

Structure du Boeing 787 : qui fait quoi ?



Sous-traitance de capacité	Sous-traitance de spécialité	Sous-traitance de marché
L'entreprise est dans l'incapacité de répondre, à un moment donné, à des commandes supplémentaires.	L'entreprise, ne disposant pas du savoir-faire nécessaire pour fabriquer le produit ou le réaliser, donne l'ordre à une autre entreprise d'en assurer la production.	Une entreprise confie à une autre entreprise un marché conclu avec un maître d'ouvrage, ce qui met donc en relation le maître d'ouvrage, l'entreprise donneuse d'ordres, et le sous-traitant.

2 Associez à chaque exemple le type de sous-traitance concernée.

Exemple	Type de sous-traitance
Un constructeur automobile s'adresse à un sous-traitant qui fabrique les phares dont il a besoin selon les spécifications de son bureau d'études.	Spécialité
Dans la fabrication de produits complexes tels que des avions, EADS confie l'ensemble de la production à des sous-traitants et se contente d'assembler les pièces. Cependant, la production est encadrée par l'entreprise qui donne les caractéristiques du produit que le sous-traitant doit respecter.	Marché
Nouy & Cie ne peut répondre seul à un appel d'offres de l'administration pour la mise sous enveloppes de 50 000 formulaires en 10 jours ; le CAT (centre d'aide par le travail) local est contacté.	Capacité

DOC 3 Les motifs de délocalisation

La **localisation des moyens** de production requiert une stratégie industrielle mûrement réfléchie. Même si le critère de coût de la main-d'œuvre et autres avantages économiques locaux (réduction d'impôts et taxations diverses) est prépondérant dans les choix d'implantation, d'autres facteurs entrent en considération comme :

L'accès au marché

Produire sur place ouvre fréquemment les portes d'un nouveau marché. La relation entre la marque et les consommateurs locaux s'établit sur de nouvelles bases : la proximité géographique. De plus certains pouvoirs politiques imposent des investissements dans leur pays pour avoir accès à leur marché, voire aux réseaux de distribution.

Les implantations des autres unités de production et les interactions

Dans le flux de production, certains composants peuvent provenir d'unités implantées dans plusieurs pays. L'optimisation des flux, en tenant compte des localisations des unités, peut nécessiter des déplacements de sites industriels.

Comme nous le précisons plus haut, la **délocalisation** n'est pas sans risques. Des approximations en termes d'évaluation de coûts peuvent faire plonger les comptes dans le rouge. C'est particulièrement criant au niveau de la chaîne d'approvisionnement où des non-respects de délai et/ou de conformité produits ont des conséquences fâcheuses.

Laurent Granger/Manager Go/15.01.2019

3 Relevez les éléments du texte qui justifient la mise en œuvre d'une stratégie de délocalisation.

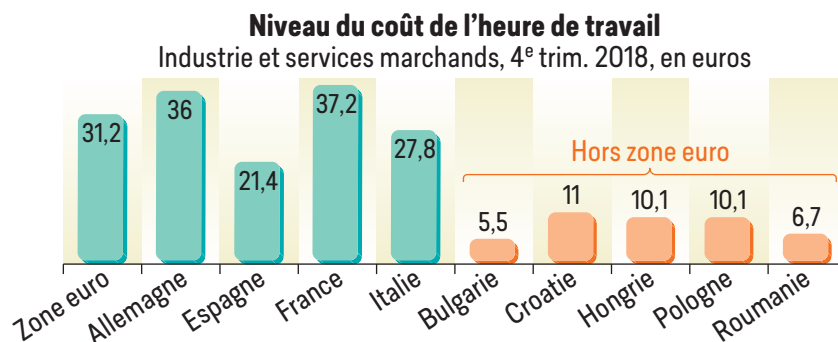
- La réduction du prix de revient en localisant sa fabrication dans un pays où la main-d'œuvre est bon marché.
- Des avantages économiques locaux (réduction d'impôts...).
- L'accès à un marché.

4 Donnez des exemples de risques liés à la délocalisation.

- Le non-respect des délais de fabrication ou de livraison.
- Le non-respect de conformité des produits.

DOC 4 Pourquoi délocaliser en Pologne ?

La délocalisation de l'usine Whirlpool d'Amiens se justifie par une production à grande échelle dans un pays à faible coût de main-d'œuvre. Le coût horaire du travail en Pologne est presque 4 fois moins élevé qu'en France. De plus, à proximité de l'Allemagne, la Pologne occupe une place géographique stratégique, en plein cœur de l'Europe. Une chance pour ultérieurement exporter vers la France.



Eurostat, Calcul Rexecode, mars 2019

5 Listez les raisons d'une délocalisation en Pologne.

- Faire des économies de coûts (coûts commerciaux : coûts de transport ; coûts de production – coût du travail : salaires plus bas, charges sociales moins élevées...).
- Optimiser l'activité de l'entreprise : se rapprocher des marchés ou des sources d'approvisionnement.
- Être soumis à des prélèvements moins lourds.

6 Commentez le niveau du coût de l'heure de travail dans l'industrie et les services marchands.

Le coût horaire de la main-d'œuvre pour l'ensemble de la zone euro est estimé à 31,2 € en moyenne au 4^e trimestre 2018. Pour la France, le coût de l'heure de travail dans l'ensemble des secteurs marchands ressort à 37,2 €. Il est bien moins élevé dans des pays hors zone euro. Le pays le plus avantageux est la Bulgarie où le coût de l'heure de travail est de 5,50 €.

DOC 5 Pourquoi externaliser ?

Pour perdurer sur leur marché, les entreprises doivent s'assurer de trouver les moyens les plus efficaces et les moins coûteux afin de conserver leur compétitivité. Pour ce faire, elles peuvent avoir recours à l'externalisation.

Les raisons d'externaliser pour une entreprise :



Les limites et les risques d'externaliser :

- une dépendance par rapport à un prestataire ;
- l'insatisfaction des clients si le service est mal délivré ;
- le non-respect de la confidentialité ;
- une difficulté à maîtriser le sous-traitant si ce dernier est localisé dans un pays lointain ;
- les difficultés à changer de prestataire.

7 Expliquez en quoi consiste l'externalisation.

C'est laisser le soin de manager certaines activités de sa société à des entreprises qui maîtrisent parfaitement les savoir-faire associés.

8 Présentez l'objectif de l'externalisation.

Pour l'optimisation des coûts, le recentrage sur son cœur de métier, le besoin d'accéder à de nouvelles compétences...

DOC 6 Externaliser la logistique e-commerce

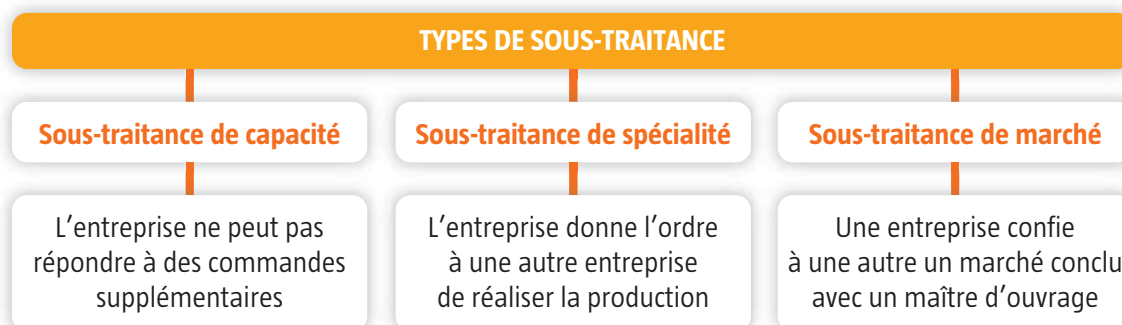


9 Listez les différentes étapes que propose ce prestataire de logistique e-commerce.

Le prestataire Supplyweb est une plateforme e-logistique pour e-commerce. Du stockage à la livraison, le prestataire propose l'ensemble des services aux e-commerçants pour gérer au mieux leurs flux. C'est un partenaire qui accompagne les e-commerces dans leur développement.



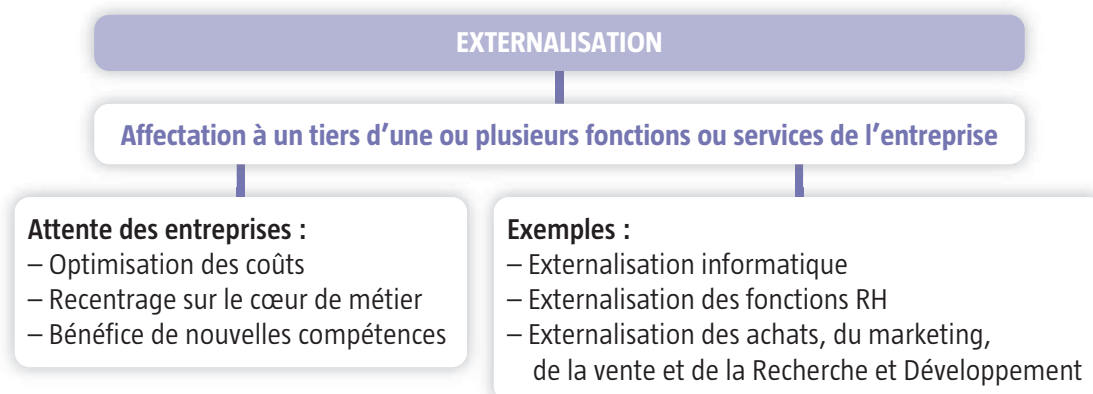
1 La sous-traitance



2 La délocalisation



3 L'externalisation



1 Testez vos connaissances

#QCM interactif



foucherconnect.fr/19ed052

2 Mot mystère

Rayez les mots cachés dans la grille, lisibles horizontalement, verticalement, en diagonale (dans les deux sens). Les 10 lettres inutilisées forment le mot mystère.

Bien. Bureau. Capacité. Commande. Contrainte. Coûts. Délais. Fabrication. Flux. Livraison. Marché. Méthodes. Production. Qualité. Test.

P	R	O	D	U	C	T	I	O	N
B	E	E	T	I	L	A	U	Q	O
I	C	O	U	T	S	I	A	E	
E	I	C	S	I	A	L	E	D	T
N	T	E	B	U	R	E	A	U	A
E	T	N	I	A	R	T	N	O	C
S	E	T	I	C	A	P	A	G	
C	O	M	M	A	N	D	E	L	R
P	S	E	D	O	H	T	E	M	B
L	I	V	R	A	I	S	O	N	A
M	A	R	C	H	E	X	U	L	F

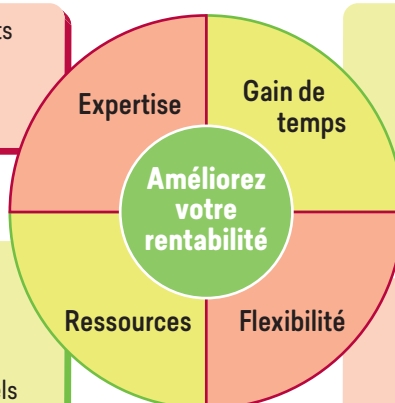
Mot mystère : spécialité.

3 La roue de la rentabilité

Externalisation des achats

- Améliorez la performance de vos achats
- Confiez vos achats à des experts (expertise, process, méthodologie...)
- Accélérez votre courbe d'expérience

- Allouez-vous des ressources supplémentaires pour un coût moins important qu'un recrutement interne
- Trouvez rapidement des ressources expérimentées pour vos projets ponctuels



- Recentrez-vous sur votre cœur de métier
- Privilégiez les tâches plus stratégiques
- Réduisez le volume de vos tâches administratives

- Transférez une charge fixe en charge variable
- Palliez facilement vos variations d'activités sans contraintes

Expliquez en quoi l'externalisation des achats répond à la problématique de rentabilité de l'entreprise.

Pour l'entreprise, externaliser ses achats c'est :

- libérer du temps afin de se recentrer sur son cœur de métier et sur des tâches plus stratégiques ;
- confier ses achats à des experts ;
- améliorer l'efficacité, la productivité et le rendement des achats ;
- réduire de manière significative le volume des tâches administratives ;
- transférer des coûts fixes en coûts variables ;
- gagner en flexibilité ;
- apporter à la gestion des achats plus de réactivité pour mieux satisfaire les clients internes et externes.

Méthode 13

Rédiger un paragraphe argumentaire

Alimentation : le défi de la confiance

Pouvoir acheter et manger en toute confiance. **En effet**, de crise sanitaire en scandale alimentaire, de la vache folle aux lasagnes à la viande de cheval, en passant par les graines germées contaminées par la bactérie e-coli, la confiance dans l'alimentation semble s'éroder. **Ainsi**, les consommateurs réclament de plus en plus de traçabilité, de sécurité et d'information. **Par conséquent**, proposer aux citoyens-consommateurs une alimentation conforme aux normes sanitaires et fidèle à la richesse et à la diversité de notre gastronomie est un droit auquel chacun devrait avoir accès, mais difficile à appliquer...

Sujet d'étude

Vous devez rédiger la première partie d'une étude structurée et argumentée sur la sécurité alimentaire à l'aide de vos connaissances et du document proposé ci-dessus.

L'étude sera structurée en deux parties :

- la sécurité alimentaire : une condition nécessaire pour manger en toute confiance ;
- l'impact des OGM sur notre santé.

● Idée principale

● Connecteur logique

● Connecteur logique

● Connecteur logique

Vocabulaire

Connecteur logique : les connecteurs sont des mots qui marquent un rapport de sens entre les phrases d'un texte. Ils jouent un rôle clef dans l'organisation du texte ; ils en soulignent les articulations.

Complétez les pointillés en suivant la **méthode 13**.

Méthode 13

1 Souligner l'idée principale qui constituera l'objet de votre paragraphe.

2 Reformuler cette phrase pour introduire votre paragraphe.

3 Repérer les connecteurs logiques utilisés dans le texte en les surlignant.

4 Reformuler chacun des arguments soutenant l'idée principale, introduit par un connecteur logique.

2 Chaque être humain a le droit de manger en toute confiance.

4 En effet, les exemples expliquant la méfiance grandissante des consommateurs sont nombreux.

Ainsi, l'État doit garantir une meilleure alimentation grâce notamment à la traçabilité, la sécurité et l'information.

Par conséquent, dans un État de droit, chaque pays doit assurer à ses citoyens une alimentation conforme aux normes sanitaires nationales en vigueur.

Méthode 14

Rédiger une conclusion

Sujet d'une étude : la responsabilité civile professionnelle et son assurance

La responsabilité civile professionnelle ou RC pro intervient dès lors qu'un dommage est constaté par un tiers dans le cadre de l'exercice d'une activité professionnelle. L'assurance RC pro couvre les dommages et préjudices causés par le professionnel, aussi bien de nature physique (intégrité des personnes) que matérielle (dégâts) ou pécuniaire (préjudices).

L'assurance couvrant la responsabilité civile professionnelle est obligatoire pour les professions réglementées telles que les professions médicales (médecin, infirmier...), les professions juridiques (avocat, huissier de justice...), les professions de gestion (expert-comptable) ou d'autres professions ayant des obligations de résultat ou de garantie (architecte, agent d'assurance...), et les artisans du bâtiment.

La souscription d'une assurance civile professionnelle reste facultative pour les autres professions mais devient fortement recommandée pour pallier le caractère imprévisible d'un dommage, couvrir son coût et aider le professionnel à pérenniser son activité.

Problématique : l'assurance responsabilité civile professionnelle est-elle obligatoire ?

À l'aide de vos connaissances, du plan détaillé et de votre expérience, vous rédigerez une étude structurée (introduction, plan en deux parties, conclusion) et argumentée de deux pages maximum vous permettant de répondre à cette problématique. Vous conclurez par un avis personnel justifié.

Plan détaillé proposé sur le sujet

1. Le cadre juridique de la responsabilité civile professionnelle
 - 1.1 Qu'est-ce que la responsabilité civile professionnelle ?
 - 1.2 La nature des dommages et préjudices couverts par une assurance en responsabilité civile professionnelle
2. L'assurance en responsabilité civile professionnelle : obligation ou recommandation ?
 - 2.1 Les professions concernées par une assurance obligatoire de responsabilité civile professionnelle
 - 2.2 L'assurance RC pro fortement recommandée pour les autres professions

Termes évoquant l'idée principale

Problématique

Mots clés en lien avec la problématique

Complétez les pointillés en suivant la **méthode 14**.

Méthode 14

- 1 Repérer dans le sujet les éléments relatifs à l'idée principale en les soulignant.
- 2 Surligner la problématique.
- 3 Identifier dans le plan détaillé les mots clés qui répondent à la problématique en les encadrant.
- 4 Rédiger la conclusion : résumer les idées principales, répondre à la problématique et formuler un point de vue fondé sur votre expérience personnelle ou professionnelle.

4 Résumé des idées principales

La responsabilité civile professionnelle est mise en œuvre lorsqu'un dommage est commis pendant l'exercice d'une activité professionnelle. Une assurance existe pour se protéger de ces risques.

Réponse à la problématique

Une assurance couvrant ces dommages est obligatoire pour certaines professions réglementées. Elle est fortement conseillée pour les autres professions.

Avis personnel

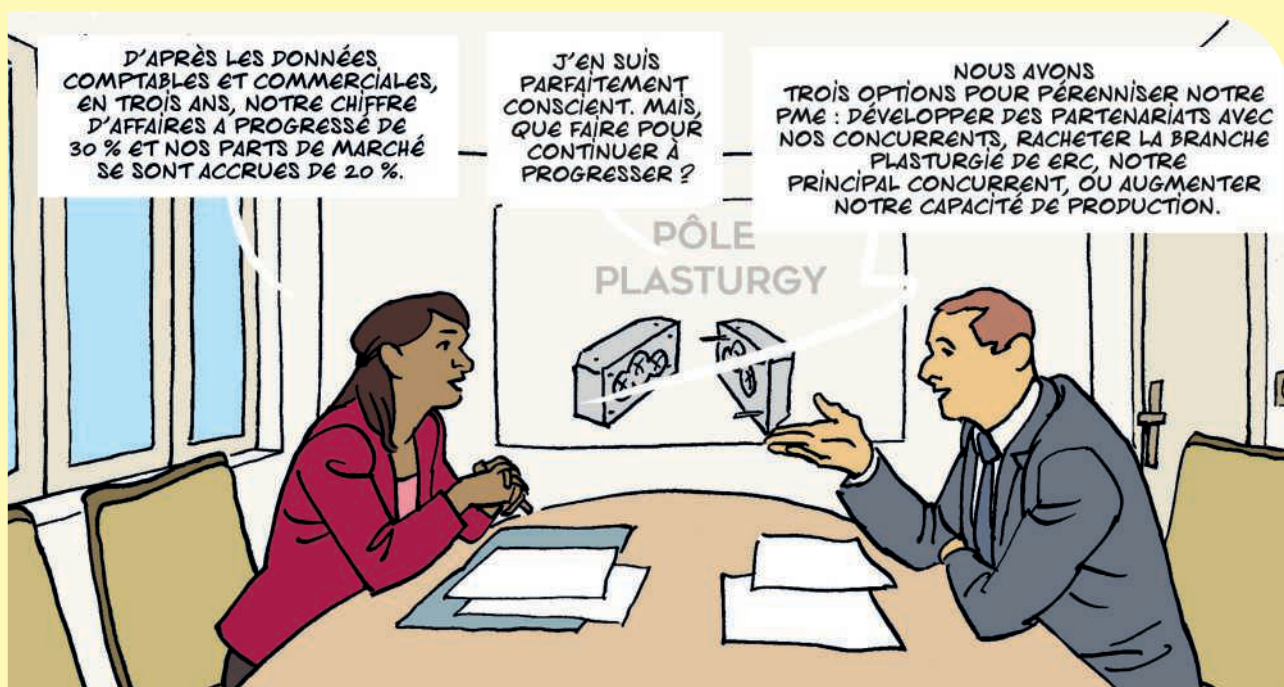
Accepter toute proposition pertinente et cohérente.

La dimension sociale et environnementale de la performance

CAPACITÉ Identifier les dimensions sociale et environnementale de la performance

SITUATION

Paola est gérante de la PME Pole Plasturgy, à Fort-de-France, qui fabrique des moules d'injection pour l'automobile et l'électroménager. Malgré son faible effectif (28 salariés), ces trois dernières années, l'activité de l'entreprise est en pleine expansion.



1 Relevez les informations qui montrent la performance de l'entreprise Pole Plasturgy.

+ 30 % de CA, + 20 % de parts de marché.

2 Listez les options permettant d'améliorer la performance de l'entreprise Pole Plasturgy.

- Développer des partenariats avec ses concurrents.
- Racheter la branche plasturgie du principal concurrent.
- Augmenter sa capacité de production.

Vidéo +

6 leviers pour une entreprise performante 1'18"



foucherconnect.fr/20ed013

Indiquez des axes de la performance d'une entreprise.

Accroître la rentabilité, gagner en productivité, augmenter la capacité de production, améliorer le taux de service sont des axes de la performance.

DOC 1 Yves Rocher : un groupe performant

Le Groupe Rocher est un groupe familial fondé en 1959 dont le concept est basé sur l'offre de produits cosmétiques à base de plantes. La force du groupe réside dans sa maîtrise de la quasi-totalité du cycle de vie de ses produits : de la recherche et développement, la culture des plantes, la fabrication des produits et leur commercialisation. En 1991, il crée la Fondation Yves Rocher pour la protection du monde végétal. Aujourd'hui le groupe est un des leaders sur le marché français des cosmétiques. Il est présent en France à travers une chaîne de 627 points de vente en franchise et détient le premier réseau d'instituts de beauté en Europe avec 4 700 conseillères esthéticiennes.

© Groupe-Rocher

**1 Présentez l'activité du Groupe Rocher.**

Le Groupe Rocher est spécialiste de produits cosmétiques à base de plantes. Il privilégie la maîtrise de la quasi-totalité du cycle de vie des produits (recherche et développement, culture des plantes, fabrication des produits et commercialisation).

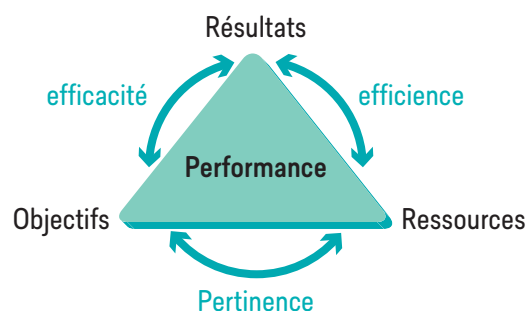
2 Listez les indicateurs économiques et financiers permettant de mesurer la performance du Groupe Rocher.

Chiffre d'affaires : 2,5 milliards d'euros, 600 millions de produits fabriqués, 50 millions de clientes, 627 points de vente, et 18 000 salariés, dont 4 700 conseillères esthéticiennes.

DOC 2 La démarche de la performance

Pour être performante, l'entreprise doit fixer des objectifs pour atteindre des résultats en utilisant les ressources à sa disposition.

Une entreprise est efficace lorsque ses résultats montrent qu'elle a atteint les objectifs fixés. Par ailleurs, l'efficacité d'une entreprise consiste en sa capacité à atteindre ses objectifs avec le minimum de ressources utilisées. Enfin, la pertinence de cette démarche de performance permet de savoir si l'entreprise s'est munie des bons moyens et ressources pour atteindre ses objectifs.



Edouard Kodsí, fondateur de FocusPerformance, www.pyx4.com

3 Précisez la démarche de l'entreprise pour être performante.

L'entreprise doit définir des objectifs pertinents en adéquation avec ses ressources (efficacité) et atteindre ces objectifs en optimisant ses ressources (efficience).

4 Distinguez efficacité et efficience de l'entreprise.

L'efficacité montre si l'entreprise atteint les objectifs prévus et l'efficience montre si elle atteint ces objectifs à moindre coût.

DOC 3 Mesurer pour décider

Une entreprise performante gagne de l'argent de manière durable. Elle vend des produits et/ou des services mieux et plus vite que ses concurrents, elle est donc plus compétitive. Dans une entreprise performante, les dirigeants prennent rapidement des décisions et sont capables d'être réactifs, innovants et créatifs. C'est aussi une entreprise où la motivation et la fidélisation des salariés sont élevées, ce qui crée de l'intelligence collective, de la performance et de l'efficacité. La performance globale représente tous ces aspects de performance (financière, commerciale, technologique, sociétale, environnementale).

www.anse.fr

Des indicateurs existent pour mesurer la performance de l'entreprise, appelés KPI (key performance indicator). Ces indicateurs sont à la fois un outil de mesure de la performance de l'entreprise et un outil d'aide à la décision.



KPI (key performance indicators) = ICP (indicateurs clé de performance)

5 Indiquez les qualités nécessaires à un dirigeant pour que son entreprise soit performante.

Une entreprise performante est une entreprise où les dirigeants prennent rapidement de bonnes décisions.

Ils sont aussi capable d'être réactifs, innovants et créatifs.

DOC 4 Le tableau de bord : outil de mesure de la performance

Le tableau de bord est un outil d'analyse et de suivi de la situation de l'entreprise, de mesure de sa performance et d'aide à la prise de décision. Il est souvent élaboré en fonction de quatre orientations : les finances, les clients, l'organisation interne et l'innovation.

Tableau de bord de l'entreprise Lumexi (fabricant d'éclairage)

Finances		Clients	
Objectifs	Mesures	Objectifs	Mesures
Succès Prosperité Indépendance	Ventes par trimestre : + 20 % Parts de marché : 30 % Taux d'endettement : 45 %	Développement Fidélisation Suivi	Nouveaux clients : 120 Taux de fidélité : 5 % Nbre réclamations client : + 10 %
Organisation interne		Innovation	
Objectifs	Mesures	Objectifs	Mesures
Sécurité Qualité Compétences	Nombre d'accidents du travail : - 20 % Taux de retour de produits : + 7 % Formation du personnel : + 12 %	Invention Développement	Nombre de brevets : - 8 % Dépenses en recherche et développement : + 10 %

6 Caractériser les indicateurs de performance de l'entreprise Lumexi.

Indicateur	Points forts	Points faibles
Finances	CA et parts de marché	Taux d'endettement trop élevé
Interne	Accidents du travail en baisse et formation du personnel en hausse	Taux élevé de retour de produits
Clients	Nombre de nouveaux clients	Taux de fidélisation peu élevé et réclamations en hausse
Innovation	Dépenses en R&D en progression	Nombre de brevets en baisse

7 Montrez l'intérêt de disposer d'indicateurs de performance au sein d'une entreprise.

Ils permettent de déceler les points forts et faibles de l'entreprise, pour ensuite prendre les meilleures décisions.

DOC 5 Les différents types de performance

La performance de l'entreprise



8 Présentez les trois types de performance de l'entreprise.

Les trois dimensions de la performance

de l'entreprise sont :

- la performance économique et financière ;
- la performance sociétale ;
- la performance organisationnelle et sociale.

9 Complétez le tableau ci-dessous en indiquant à quelle dimension de la performance correspond chacun des exemples.

Exemples	Performance économique et financière	Performance sociétale	Performance organisationnelle et sociale
Réduction et meilleur recyclage des déchets de l'entreprise		x	
Développement des formations pour les salariés			x
Augmentation des parts de marché	x		

10 Relevez les performances du groupe L'Oréal, tant sur le plan économique et financier que sociétal et social.

DOC 6 Les performances du groupe L'Oréal

RÉSULTATS		TALENTS	
4,92 Mds d'€	résultat d'exploitation	1^{re}	entreprise en Europe pour la parité selon le classement Equileap
+ 8,5 %	croissance du dividende par action	Top 10	L'Oréal dans le Top 10 de l'indice Diversité et Inclusion de Thomson Reuters
+ 6,5 %	bénéfice net par action en 2018	1^{er}	plan d'actionnariat salarié
		22 000	collaborateurs formés au digital grâce au plan de montée en compétences digitales
INDICATEURS 2018 • SHARING BEAUTY WITH ALL *			
79 %	des produits lancés en 2018 présentent un profil environnemental ou social amélioré*	88 %	des marques ont évalué leur impact environnemental ou social
- 77 %	d'émissions de CO2 en valeur absolue dans les usines et les centrales de distribution par rapport à 2005	63 584	personnes issues de communautés en difficultés sociales et financières ont pu accéder à un emploi
- 48 %	de consommation d'eau par rapport à 2005	83 %	des fournisseurs stratégiques* du Groupe ont été évalués et sélectionnés sur la base de leur performance sur les plans environnemental et social
- 37 %	de génération de déchets par rapport à 2005	96 %	des employés permanents du Groupe bénéficient d'une couverture santé alignée sur les meilleures pratiques de leur pays de résidence
3A	du CDP* en matière de réduction d'émissions carbone, de gestion de l'eau et de protection des forêts		

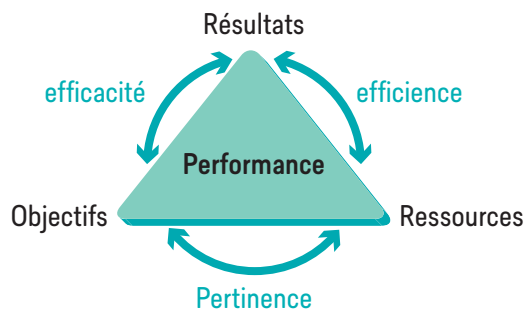
© Groupe L'ORÉAL, D.R.

Les résultats du groupe L'Oréal prouvent la diversité de ses performances. Sur le plan économique et financier, le groupe affiche une hausse de son bénéfice de + 6,5 % et une croissance du dividende par action de + 8,5 %.

Sur le plan sociétal, on note une réduction de 77 % de ses émissions de CO₂ dans les usines et centrales de distribution, une diminution de 48 % de consommation d'eau et – 37 % de génération de déchets par rapport à 2005. Enfin, sur le plan social, c'est la 1^{re} entreprise en Europe pour la parité, 22 000 collaborateurs sont formés au digital pour une montée en compétences et 96 % des employés permanents bénéficient d'une couverture santé alignée sur les meilleures pratiques de leur pays de résidence.



1 La performance de l'entreprise



2 Les indicateurs de la performance

UNE ENTREPRISE PERFORMANTE EST

- Une entreprise qui gagne de l'argent.
- Une entreprise meilleure que ses concurrents, plus compétitive.
- Une entreprise dont les dirigeants prennent rapidement des décisions (grâce à des indicateurs).
- Une entreprise où les salariés sont motivés et fidèles.

Tableau de bord : outil de mesure de la performance

INDICATEURS DE PERFORMANCE				
Axes	Financier	Client	Interne	Innovation
Objectifs	Succès Prosperité Indépendance	Développement Fidélisation Suivi	Sécurité Qualité Compétences	Dépôt de brevets Recherche et Développement

3 Les dimensions de la performance



foucherconnect.fr/20ed015

2 Lettres à mots

Découvrez les mots-clés se rapportant à la performance de l'entreprise, grâce à leur anagramme.

		T	E	N	A	G	I	D	R	I	→	D	I	R	I	G	E	A	N	T						
		T	A	D	E	N	I	C	I	R	U	S	→	I	N	D	I	C	A	T	E	U	R	S		
		F	A	R	C	R	O	N	E	M	P	E	→	P	E	R	F	O	R	M	A	N	C	E		
M	E	V	E	P	L	O	P	E	D	T	E	N	→	D	E	V	E	L	O	P	P	E	M	E	N	T
		T	I	R	E	S	E	P	N	E	R	→	E	N	T	R	E	P	R	I	S	E				
		S	E	R	F	A	N	I	N	I	C	→	F	I	N	A	N	C	I	E	R	S				
		Q	U	O	M	I	C	E	N	S	O	E	→	E	C	O	N	O	M	I	Q	U	E	S		

3 « Femme dirigeante tu recruteras, plus performante ton entreprise sera ! »

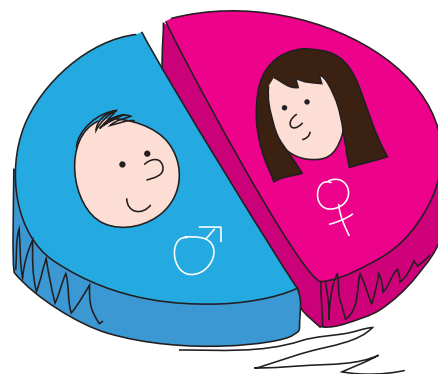
L'Organisation internationale du travail (OIT), militant depuis cinq ans pour « une meilleure représentation des femmes dans les postes à responsabilité », vient de publier un rapport « Femmes d'affaires et femmes cadres : les arguments en faveur du changement ». L'enquête a été menée au sein de 12 940 entreprises (petites, moyennes et grandes), dans 70 pays du monde.

Les avantages de la mixité hommes-femmes en entreprise

Faut-il recruter plus de femmes (dirigeantes et cadres ?)

Selon le rapport, la réponse est oui ! Voici quelques résultats de l'enquête mondiale :

- 60 % des entreprises déclarent une productivité et des profits en hausse ;
- 57,4 % estiment que les initiatives en faveur de la mixité améliorent la performance de l'entreprise ;
- 56,8 % rapportent une meilleure capacité à attirer et conserver les talents ;
- 54,4 % déclarent un surcroît de créativité, d'innovation et d'ouverture d'esprit ;
- 54,1 % estiment que la réputation de leur entreprise s'est améliorée.



elandestalents.com, 29 mai 2019

Montrez l'intérêt de la présence de femmes cadres dans les entreprises.

La présence de femmes améliore la productivité, les profits, la performance de l'entreprise.

Elles permettent une meilleure capacité à attirer et à conserver les talents. Cela a un impact aussi sur le développement de la créativité et l'innovation.

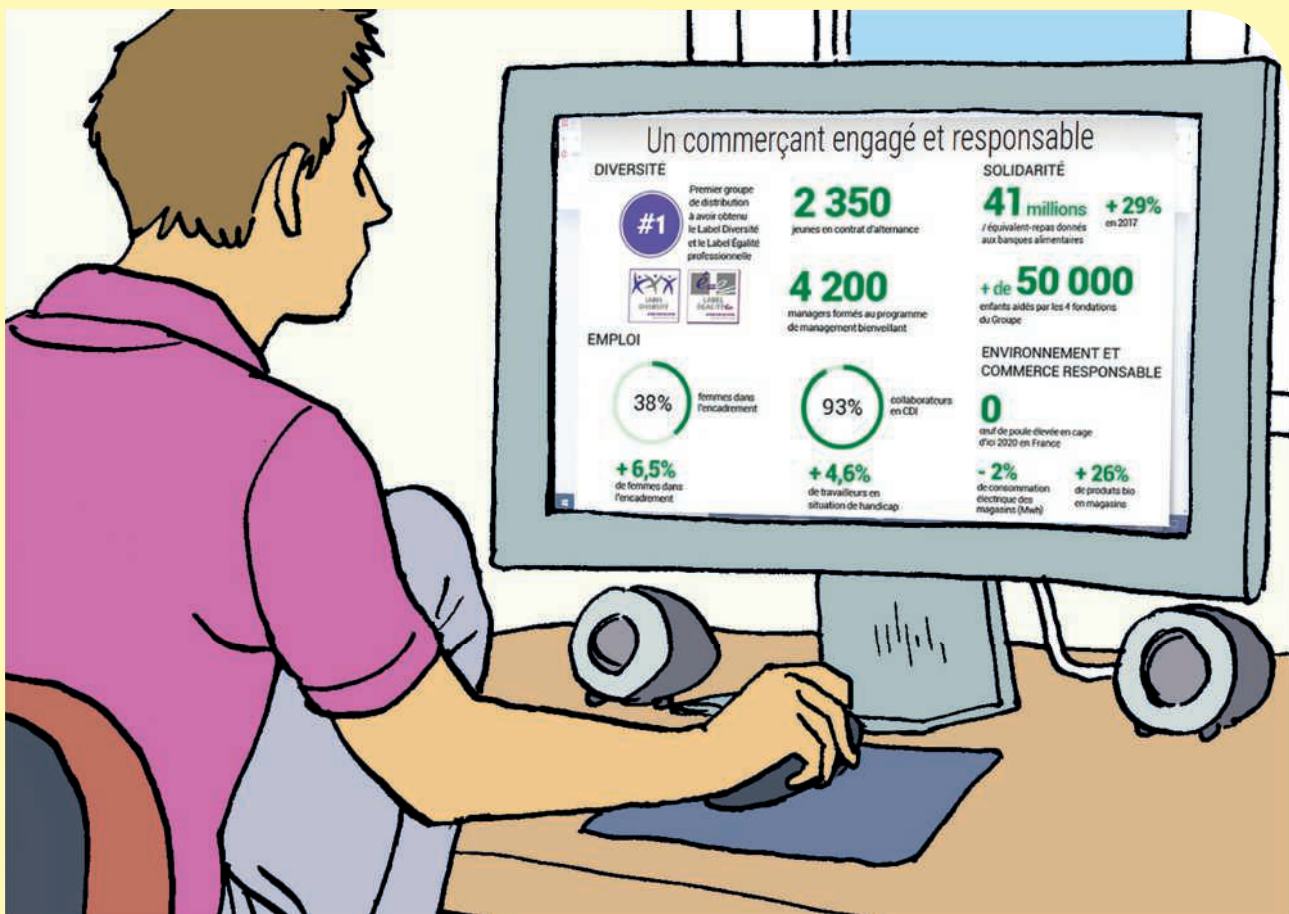
Tout l'intérêt est dans la mixité.

La démarche RSE de l'entreprise

CAPACITÉ Expliciter les raisons d'entrer dans une démarche de RSE pour une entreprise

SITUATION

Arthur, élève en Terminale Bac Pro Commerce, est très engagé dans le respect du développement durable. Avant de signer sa convention de stage avec l'hypermarché Casino de Chalon-sur-Saône, il consulte le site du groupe Casino pour connaître ses engagements en matière de responsabilité sociale.



1 Relevez les thèmes de l'engagement du Groupe Casino. La diversité, la solidarité, l'emploi, l'environnement et le commerce responsable.

2 Citez un exemple montrant que le Groupe Casino est engagé dans le respect de l'environnement. Diminution de 2 % de la consommation électrique des magasins.

Vidéo +

Pourquoi s'engager ? Les clés de la RSE en une minute 1'42"



foucherconnect.fr/20ed016

Listez les 5 axes principaux sur lesquels agissent les entreprises en matière de RSE. Les cinq axes sont : le social, l'environnement, l'économie, l'action locale (territoire) et la gouvernance.

DOC 1 La responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE)

RSE au sein du groupe Bel

Une entreprise qui pratique la RSE va [donc] chercher à avoir un **impact positif sur la société**, à **respecter l'environnement** tout en étant **économiquement viable**. Un équilibre qu'elle va construire avec l'aide de ses **parties prenantes**, c'est-à-dire ses collaborateurs, ses clients, ses fournisseurs, ses actionnaires ou ses acteurs du territoire...

Les entreprises qui s'engagent à la mettre en place vont donc intégrer, de façon **volontaire**, ces dimensions **au-delà du cadre légal** qui leur est imposé, en mettant en place de **bonnes pratiques** (ex. : promotion de la diversité au sein des collaborateurs), voire en s'ouvrant à de nouveaux modèles économiques (ex. : location de matériel plutôt que vente).

Béatrice Héraud, novethic.fr/17.04.2019



www.groupe-bel.com

1 Indiquez les principes fondamentaux d'une démarche RSE.

C'est une démarche qui repose sur les pratiques des entreprises cherchant à avoir un impact positif par leurs activités et actions sur la société, tout en restant performantes.

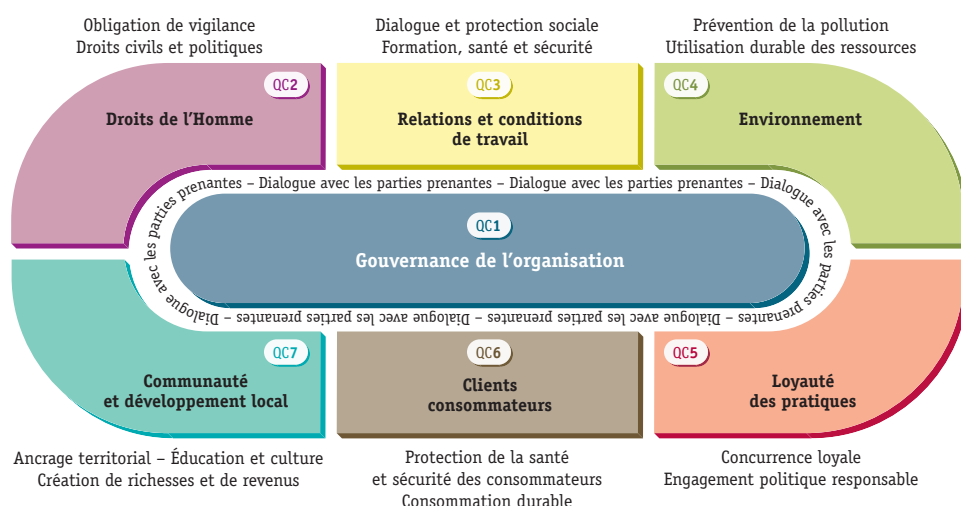
2 Associez un exemple d'engagement du groupe Bel à chaque dimension de la RSE.

Responsabilité environnementale : **réduire les consommations d'eau.**

Responsabilité sociale : **agir pour leurs collaborateurs.**

Responsabilité sociétale : **lutter contre le gaspillage alimentaire.**

DOC 2 Démarche RSE : la norme ISO 26000



QC : question centrale.

www.groupe-frayssinet.fr

3 Précisez à quoi correspond la norme ISO 26000.

Cette norme donne les lignes directrices aux entreprises pour agir de manière socialement responsable, éthique et transparente, de façon à contribuer à la bonne santé et au bien-être de la société.

4 Expliquez comment le groupe Frayssinet a construit sa démarche RSE en s'appuyant sur la norme ISO 26000.

On peut noter que chaque engagement RSE du groupe Bel correspond aux sept questions centrales de la norme ISO 26000.

DOC 3 Intégrer la RSE dans sa stratégie globale

Une nouvelle responsable RSE chez Canon France

Canon France annonce l'arrivée d'Estelle Guilloux, en qualité de Responsable RSE, dans le groupe. Elle aura pour objectif d'accompagner Canon France dans ses actions de responsabilité sociétale et de multiplier les initiatives responsables de l'entreprise dans ce domaine. Son rôle, central dans la stratégie globale de Canon France, consistera à prendre en charge la politique RSE et à mettre en œuvre une stratégie effective, en accord avec les valeurs et la philosophie du groupe, le « Kyosei », qui met en avant le « Vivre et travailler ensemble pour le bien-être commun ». Cette stratégie RSE sera déployée autour de la sensibilisation des parties prenantes (collaborateurs, clients, partenaires, fournisseurs...) et d'une structuration de la démarche proactive de Canon France via un système de management environnemental. Elle travaillera pour cela en lien direct avec Patrick Chapuis, Président de Canon France. « *Responsable de la conformité, des normes environnementales et plus globalement de la RSE, Estelle Guilloux saura déployer une politique innovante dans ce domaine et en phase avec les enjeux sociétaux (économie circulaire, sociale et solidaire ou encore « Tech for Good »)* » a précisé ce dernier.

www.francegraphique.com

5 Mentionnez les missions d'un responsable RSE chez Canon France.

Accompagner les actions de responsabilité sociétale et multiplier les initiatives responsables, mettre en œuvre la politique RSE.

6 Expliquez en quoi ce recrutement montre que la démarche RSE est intégrée dans la stratégie globale de l'entreprise.

Ce recrutement montre que la démarche RSE est intégrée dans la stratégie globale de l'entreprise puisque la responsable RSE travaille en étroite collaboration avec le président de Canon France et qu'elle devra mettre en œuvre la RSE en respect avec les valeurs et philosophies du groupe. Son rôle est considéré comme central dans la stratégie du groupe.

DOC 4 Les ODD comme leviers de performance à long terme

Dès 2015, Veolia a intégré dans ses engagements RSE la volonté de contribuer activement aux **objectifs de développement durable** des Nations unies. [...] [Le groupe] participe ainsi à la mise en œuvre des 17 ODD et a un impact direct ou indirect sur 65 des 169 cibles des ODD, soit une contribution sur 40 % des cibles. Prenons l'exemple de ces 5 indicateurs RSE répondant au volet environnement de la RSE de Veolia et formulés dans le respect des ODD.

www.veolia.com,
veolia-rapport-integre-2018, 2019

INDICATEURS RSE retenus dans le calcul de la part variable	ODD	CIBLES
<ul style="list-style-type: none"> Taux de rendement des réseaux d'eau potable 	6 Eau propre et assainissement	6.4: D'ici à 2030, augmenter considérablement l'utilisation rationnelle des ressources en eau dans tous les secteurs (...)
<ul style="list-style-type: none"> Production d'énergies renouvelables ou alternatives 	7 Énergie propre et innovante	7.2: D'ici à 2030, accroître nettement la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique mondial
<ul style="list-style-type: none"> Efficacité énergétique des réseaux de chaleur Émissions de CO₂ par quantité d'énergie produite (via incinération) 	7 Énergie propre et innovante	7.3: D'ici à 2030, multiplier par deux le taux mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique
<ul style="list-style-type: none"> Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt 	8 Travail décent et croissance économique	8.8: Défendre les droits des travailleurs, promouvoir la sécurité sur le lieu de travail et assurer la protection de tous les travailleurs (...)

7 Montrez que les indicateurs RSE de Veolia sont basés sur les ODD élaborés par les Nations unies.

À chaque indicateur RSE de Veolia correspondent un ODD et les cibles visées sont notées en fonction de la référence de l'ODD.

8 Expliquez comment l'intégration des ODD dans la démarche RSE de Veolia révèle une stratégie à long terme.

On note dans la partie « Cibles » que les objectifs à atteindre sont à réaliser d'ici à 2030, ce qui révèle une stratégie à long terme.

DOC 5 Les bénéfices attendus

Pourquoi cette norme ISO 26000 ?

Bénéfices internes



Bénéfices externes



www.luxor-lighting.com

9 Analysez les exemples et mentionnez s'ils correspondent à des bénéfices externes ou internes pour les entreprises.

Situation	Bénéfice	
	interne	externe
Decathlon est à nouveau la 1 ^{re} entreprise où il fait bon travailler en 2018. Parmi les réponses, on trouve 80 % des salariés de Decathlon appréciant l'implication sociétale de leur entreprise.	X	
Chez Blédina (aliments pour enfants) les parents ont la possibilité de joindre des experts 24 h/24, 7 j/7 pour répondre à leurs questions.		X

DOC 6 Les attentes des Français en matière de RSE

Les Français attendent un engagement sociétal des entreprises

C'est une attente massive. 95 % des Français interrogés par l'Ifop dans le cadre d'une étude mandatée par l'Observatoire de la matérialité déclarent attendre que les entreprises s'engagent d'elles-mêmes en faveur des enjeux de société. Parmi les principaux thèmes d'engagement que les Français veulent voir traiter par les entreprises : l'environnement et le climat, en priorité (52 %). Mais aussi la lutte contre le chômage et la création d'emploi, rôle traditionnel dévolu à l'entreprise (31 %), tout comme le pouvoir d'achat (17 %). [...]

L'acte d'achat comme levier d'influence

[...] Mais ils savent aussi prendre leur part de responsabilité : 33 % des Français interrogés (contre 1 % des Allemands) estiment être les premiers acteurs de transformation vers une consommation/production plus responsable, devant les entreprises (23 %) et l'État (10 %).

www.novethic.fr

10 Indiquez comment les Français estiment être des acteurs de la RSE.

Ils pensent être des leviers d'influence grâce à leurs achats plus responsables.

11 Précisez comment les Français se positionnent face à l'engagement sociétal des entreprises.

95 % des Français interrogés sont pour un engagement sociétal des entreprises, et plus précisément sur les thèmes de l'environnement et le climat (52 %) et la lutte contre le chômage et la création d'emploi (31 %).



1 La RSE : un engagement



2 La RSE : des actions à long terme

Indicateurs RSE

Objectifs à atteindre pour mesurer les progrès en matière de RSE

Exemples d'objectifs de développement durable

N° 6 Eau propre et assainissement
N° 7 Énergie propre et d'un coût abordable
N° 8 Travail décent et croissance économique



Stratégie à long terme pour la pérennisation de l'entreprise

3 Les enjeux de la RSE

BÉNÉFICES ATTENDUS DE LA RSE

EXEMPLES

Bénéfices internes

- Augmenter la performance et la pérennité de l'entreprise
- Implication et motivation des salariés

Bénéfices externes

- Réponses aux attentes des clients
- Transparence de ses actions et résultats
- Amélioration de sa réputation

1 Testez vos connaissances

#QCM interactif



foucherconnect.fr/20ed018

2 Le fin mot

Retrouvez la notion qui se rapporte à chacune des définitions.

① Elle désigne l'ensemble des pratiques mises en place par les entreprises dans le but de respecter les principes de développement durable.	Responsabilité sociale des entreprises
② Ce sont les trois aspects de la démarche RSE.	Aspects social, environnemental et sociétal
③ Elle définit les conduites à développer et à suivre par les entreprises afin d'agir de manière socialement responsable.	Norme ISO 26000
④ Il s'agit des objectifs à atteindre pour mesurer les progrès en matière de RSE.	Indicateurs RSE
⑤ Ils sont au nombre de 17 et ont été définis par les Nations unies pour assurer la paix et la prospérité des peuples et de la planète.	Objectifs de développement durable

3 LUCIE : le label RSE de référence

LUCIE est aujourd'hui en Europe le label de référence en responsabilité sociétale des entreprises, du fait de :

- l'alignement de son référentiel d'évaluation sur la norme ISO 26000 ;
 - l'implication dans la démarche de labellisation de partenaires leaders de l'évaluation RSE en Europe, Vigeo et Afnor Certification.
- La labellisation LUCIE apporte donc, à toutes les parties prenantes d'une organisation labellisée, la garantie que celle-ci est engagée dans une véritable démarche de progrès RSE.

www.labellucie.com, Lucie vous souhaite le meilleur pour 2018



Précisez à quoi correspond le label LUCIE.

C'est un label de référence en matière de responsabilité sociétale des entreprises. Être labellisé LUCIE signifie que l'entreprise est véritablement engagée dans une démarche de progrès RSE.

Montrez que le label LUCIE est un label sérieux et de qualité en matière de RSE.

C'est un label sérieux et de qualité puisque son référentiel d'évaluation des pratiques est aligné sur la norme ISO 26000, référence internationale de la RSE.

Le numérique : source de création de valeur

CAPACITÉ Identifier comment le numérique peut être source de création de valeur

SITUATION

Jérôme se rend à Paris pour la première fois, pour le travail. Les taxis sont pris d'assaut, il n'est pas habitué aux transports en commun et dispose de peu de temps. Il sort son portable et décide de se connecter à l'application Uber pour commander un VTC afin de se rendre à sa réunion au plus vite.



- 1** Expliquez pourquoi Jérôme décide de commander un transport Uber.

Il est pressé, il n'a pas le temps d'attendre un taxi et il ne connaît pas le réseau des transports en commun.

- 2** Citez les avantages de ce mode de transport.

La praticité (application sur le téléphone), la rapidité, le prix de la course annoncée et l'heure d'arrivée prévue au lieu de destination.

Vidéo +

Comprendre la transition numérique des entreprises
2'00''



foucherconnect.fr/20ed019

- Précisez ce qui oblige l'entreprise à modifier son offre de biens et services.**

L'entreprise ne doit plus s'orienter vers l'équipement mais vers les services et les fonctionnalités connectées pour lui permettre d'anticiper les besoins du client (grâce aux données récoltées) et donc mieux le satisfaire.

DOC 1 Notion de numérique

Le numérique regroupe les technologies de l'information et de la communication ainsi que l'ensemble des techniques utilisées dans le traitement et la transmission des informations telles que les communications électroniques, Internet ou l'informatique.

www.entreprises.gouv.fr/numerique

DOC 2 Transformation de l'économie

Depuis plus de trente ans, une profonde transformation de l'économie s'est engagée. Cette transformation, basée sur le numérique, c'est-à-dire sur des flux de données, a commencé par révolutionner ce qu'on appelle les TIC, c'est-à-dire les technologies de l'information et de la communication (...).

Nombre d'entreprises ont fermé leurs portes tandis que de nouveaux acteurs révolutionnaient les métiers (...).

www.inpi.fr, La propriété intellectuelle et la transformation numérique de l'économie

Le digital, l'enjeu majeur des entreprises

La transformation digitale désigne le passage d'une économie essentiellement matérielle, s'appuyant sur des points de vente physiques (bureau, dossiers papiers, paiements en espèces, etc.) à une économie dématérialisée s'appuyant sur des échanges de données (plateformes e-commerces, cloud, monnaies virtuelles, etc.). Ces usages numériques impactent l'entreprise dans toutes ses dimensions : fonctions, processus, services (commercial, marketing, finance, RH...).

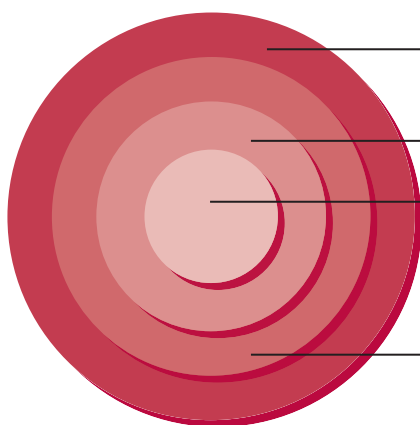
www.reactive-executive.com

1 Expliquez ce que l'on entend par transition digitale.

C'est une transformation de l'économie qui s'explique par le passage d'une économie matérielle à une économie dématérialisée.

2 Précisez sur quoi repose cette transformation.

Elle est basée sur le numérique, c'est-à-dire les technologies de l'information et de la communication ainsi que l'ensemble des techniques utilisées dans le traitement et la transmission des informations (telles que les communications électroniques, Internet ou l'informatique).

DOC 3 Les acteurs de l'économie numérique**Les particuliers et les ménages**

Loisirs-culture, e-santé, e-éducation, e-commerce, e-banking, réseaux sociaux, lien entre les hommes.

La nouvelle économie

Commerces et services en lignes, Internet, (...) médias et contenus en ligne.

Secteurs producteurs de STIC (Services Technologie de l'Information et de la Communication)

Opérateurs de télécoms, équipementiers télécoms, équipementiers informatiques, électronique grand public, composants/systèmes électroniques, éditeurs de logiciels, logiciels de jeux, services informatiques.

Secteurs usagers

Banque, assurance, automobile, aéronautique, distribution, administration...

www.entreprises.gouv.fr, Observatoire du numérique

3 Classez les acteurs qui interviennent dans l'économie numérique selon leur type.

Exemple d'acteurs	Type d'acteur de l'économie numérique
Bouygues Télécom	Secteur producteur de STIC
Caisse d'épargne	Secteur usager
Marie qui consulte ses mails	Particulier
CDiscourt	La nouvelle économie

DOC 4 Les enjeux

Mobilité : Et si Uber préfigurait la mutation des transports publics ?

Après avoir révolutionné notre façon de communiquer, payer et consommer, le smartphone est sur le point de révolutionner notre façon de nous déplacer. À l'ère du tout digital, la dématérialisation des titres de transport est inéluctable.

Attentes interminables devant un guichet bondé, distributeurs en panne, manque de monnaie pour payer son titre de transport sont autant d'expériences aussi communes que désagréables vécues régulièrement par chaque voyageur. tixiPASS, leader en France du titre de transport dématérialisé, entend bien mettre un terme à ces désagréments.

En effet, le premier réflexe des voyageurs en sortant d'un aéroport n'est malheureusement pas de chercher les transports en commun disponibles, mais plutôt de « commander » un Uber.

Or, ce ne sont ni la qualité ni la richesse de l'offre des transports publics qui sont en cause, mais plutôt leur complexité apparente, leur difficulté d'accès, et leur manque de lisibilité tarifaire. Uber l'a bien compris, sa facilité d'utilisation en fait un incontournable du transport citoyen. La digitalisation des

titres de transport, en simplifiant et fluidifiant l'accès aux transports en commun, est sur le point de changer la donne, et de redonner ses lettres de noblesse à une branche du service public trop souvent décriée.

Il est désormais possible de voyager sur les différents réseaux de transports publics français avec son Smartphone. Cette nouvelle solution est complémentaire des canaux de vente existants.

Très simple d'utilisation, il suffit de télécharger l'application et de s'identifier. Celle-ci géolocalise automatiquement les réseaux disponibles autour de l'utilisateur. Le choix, l'achat et la validation du titre de transport se font ensuite en quelques clics.

Diminution des coûts et augmentation des ventes pour les réseaux de transport, gain de temps, facilité et rapidité d'utilisation pour l'utilisateur, lutte plus efficace contre la fraude... La digitalisation des titres de transport s'imposera naturellement en offrant, simplement, l'expérience utilisateur qui a fait le succès d'Uber.

Xavier Debbasch, www.villeintelligente-mag.fr, 13 juillet 2018

4 Surlignez dans le texte les inconvénients du titre de transport actuel.

5 Nommez l'outil sur lequel s'appuie ce nouveau titre de transport.

Le smartphone.

6 Citez les raisons du développement d'Uber.

La complexité des transports publics ainsi que leur difficulté d'accès et leur manque de lisibilité apparente.

7 Expliquez la phrase soulignée.

Les usagers qui le souhaitent pourront continuer à utiliser les titres de transport traditionnels et les autres pourront utiliser le titre de transport dématérialisé.

DOC 5 Les gains identifiés de la dématérialisation



Itsocial.fr

8 Repérez dans le texte les gains générés par la dématérialisation pour l'entreprise Uber.

Gains identifiés	Entreprise Uber
Réduction des coûts	Diminution des coûts
Hausse de la productivité	Augmentation des ventes
Amélioration de la relation client	Gain de temps, facilité et rapidité d'utilisation
Amélioration de la sécurité	Lutte plus efficace contre la fraude
Création de nouveaux canaux de distribution	Solution complémentaire aux canaux de vente existants

DOC 6 Une méthode d'analyse

La chaîne de valeur décompose l'activité de l'entreprise en étapes et fonctions qui génèrent des coûts et contribuent à la valeur finale de l'offre.

Elle permet d'analyser les types de coûts, ainsi que les sources de différenciation de l'offre de l'entreprise. Elle aide à identifier les éléments de création de valeur pour le client, et à distinguer ce qui rend unique l'offre de l'entreprise.

www.e-marketing.fr

9 Surlignez la définition de la chaîne de valeur.

10 Précisez l'intérêt de la chaîne de valeur pour l'entreprise.

Elle permet d'analyser les coûts et d'identifier les éléments de création de valeur.

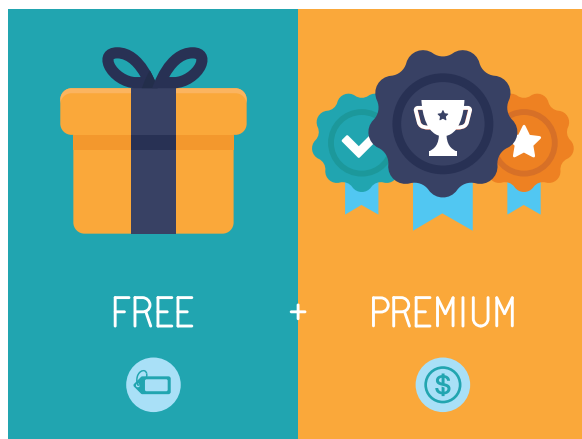
DOC 7 Nouveau modèle économique : le freemium

FREE + PREMIUM = FREEMIUM

Le modèle freemium : un modèle économique qui rapporte de l'argent... basé sur le gratuit.

Services en lignes ou applications proposant un service de base gratuit (free) puis l'accès à des fonctionnalités complémentaires en échange d'un abonnement payant ou d'un achat ponctuel (premium).

Complémentarité entre un service gratuit qui se suffit à lui-même et des fonctionnalités payantes à forte valeur ajoutée.

**Jeu vidéo freemium**

Le jeu Fortnite, qui a attiré plus de 250 millions de joueurs depuis son lancement en 2017, est devenu rapidement le jeu vidéo le plus populaire du monde, et de tous les temps.

La rentabilité de Fortnite est assurée grâce aux microtransactions. Le jeu a son économie et sa propre monnaie : le V-Buck. Si *Fortnite Battle Royale* est gratuit, il est possible d'acheter un *Battle Pass* (passe de combat) qui donne accès à des défis supplémentaires et aux mises à jour en exclusivité pour 10 dollars. Les autres dépenses n'ont pas d'impact sur le déroulement du jeu et consistent essentiellement à acheter des éléments cosmétiques et esthétiques. Ainsi, les joueurs dépensent régulièrement quelques dizaines d'euros pour des *skins* (costumes numériques), des accessoires, et les fameuses danses de célébration popularisées par des sportifs professionnels.

Publié sur The Conversation par Oihab Allal-Chérif, NEOMA Business School

11 Expliquez en quoi Fortnite est un jeu vidéo freemium.

Ce jeu est gratuit et en libre accès pour tous, mais pour accéder à certains défis ou pour obtenir des *skins*, des accessoires ou des danses de célébration, le joueur doit payer.

12 Dites quel est le but des créateurs de Fortnite.

Le but des créateurs de Fortnite est d'amener les joueurs qui utilisent le jeu gratuitement à réaliser des achats, car c'est la fonctionnalité qui rapporte de la valeur.



1 La transition digitale

Numérique :

Technologies de l'information et de la communication et ensemble des techniques utilisées dans le traitement et la transmission des informations, telles que les communications électroniques, Internet ou l'informatique

Économie matérielle :

bureau, dossiers papiers, paiements en espèces

Économie dématérialisée (numérique) :

plateformes e-commerces, cloud, monnaies virtuelles

Les acteurs de cette économie

Les entreprises des secteurs producteurs des TIC

Les entreprises existantes grâce à l'émergence des TIC

Les entreprises qui utilisent des TIC

Les particuliers et les ménages qui utilisent les TIC

2 Les enjeux de la dématérialisation

Dématérialisation des documents, des échanges



- Réduction des coûts
- Création de nouveaux canaux de distribution
- Hausse de la productivité
- Mise en conformité légale
- Amélioration de la sécurité
- Amélioration de la relation client

3 Les chaînes de valeur

Chaîne de valeur

Étude précise des activités ou fonctions de l'entreprise afin de mettre en évidence celles qui ont un impact réel en termes de coût ou de qualité et qui lui donneront un avantage concurrentiel

Bouleversée
par le numérique

Apparition de plateformes connectées à forte valeur ajoutée

Développement du e-commerce

Apparition de nouveaux modèles économiques (Ex. : Freemium)

1 Testez vos connaissances

#QCM
interactif



foucherconnect.fr/20ed021

2 Analyse d'un marché

Marché du meuble : les *pure players* en pleine croissance

Les *pure players** n'ont pas fini de révolutionner des secteurs traditionnellement réservés à quelques acteurs majeurs, comme celui de l'ameublement qui se transforme sous leur impulsion.

Les chiffres sont parlants : les ventes en ligne devraient représenter 15 % du marché de l'ameublement d'ici 2020. Une prévision qui ne manque pas d'inquiéter les enseignes traditionnelles, comme Ikea ou Conforama. Depuis 2015, des *pure players* comme Made ou Miliboo ont réussi à s'imposer dans un secteur peu concurrentiel, ils ont d'ores et déjà commencé à transformer la façon dont les consommateurs recherchent et achètent leurs meubles.

Parallèlement à leur montée en puissance sur le marché de l'ameublement, les résultats des enseignes traditionnelles semblent menacés. Le renouvellement de la stratégie marketing d'Ikea en atteste directement : la marque suédoise prévoit de développer ses ventes en ligne d'ici 2020, et commence déjà à déployer son plan d'action digital. Elle a ainsi commencé à ouvrir des *pick-up stores*** dans certaines villes françaises, comme Toulouse. Ikea propose ainsi à ses clients d'effectuer leurs achats en ligne tout en bénéficiant d'un service physique de qualité au moment de retirer leurs produits.

Si les sites e-commerce se sont multipliés sur le marché du meuble, peu d'entre eux parviennent encore à générer un chiffre d'affaires satisfaisant.

Là où les acteurs traditionnels, comme Ikea, parviennent à enrichir l'expérience de leurs clients, les *pure players* manquent parfois de ressources pour se renouveler efficacement. L'ouverture de *showrooms*, de *pop-up stores**** ou d'entrepôts de retrait semble s'imposer comme une alternative intéressante.

www.e-marketing.fr, Rocketlinks, le 31 janv. 2019

*entreprises qui réalisent leur activité sur Internet

**espaces de retrait de colis

***magasins éphémères

Citez les acteurs qui interviennent sur le marché de l'ameublement.

Les enseignes traditionnelles, les *pure players* et les clients.

Précisez la part que devraient représenter les ventes en ligne en 2020.

15 %.

Présentez la stratégie d'Ikea.

Enrichissement de l'expérience client en développant des achats en ligne combinés à un service physique au moment de retirer le produit dans les *pick-up stores*.

Indiquez l'alternative qui s'offre au *pick-up store*.

L'ouverture de *showroom*, de *pop-up store* ou d'entrepôt de retrait.



3 Retrouvez l'intrus :

Indice : Avantages de la dématérialisation. L'intrus est : augmentation des archives papier

AUGMENTATION DES VENTES
Mise en conformité légale

Amélioration de la sécurité

HAUSSE DE LA PRODUCTIVITÉ

Amélioration de la relation client

Augmentation des archives papier

RÉDUCTION DES COÛTS

L'impact du numérique sur les choix de l'organisation productive

CAPACITÉ Mettre en évidence l'impact du numérique sur les choix de l'organisation productive

SITUATION

Marc, dirigeant d'une entreprise d'agroalimentaire, anime une réunion avec des collaborateurs. Le sujet de cette réunion est l'investissement à réaliser pour lui permettre d'augmenter la capacité productive de son entreprise.



- 1 Relevez la nature de la difficulté rencontrée par l'entreprise de Marc.

Marc cherche à augmenter sa capacité productive pour faire face au développement de son entreprise.

- 2 Présentez ce que propose Caroline.

Caroline propose de repenser toute la chaîne de production en intégrant des nouvelles technologies qui permettraient de rendre l'entreprise plus performante et de satisfaire les clients.

Vidéo +

Industrie 4.0 en quelques mots 4'00"



foucherconnect.fr/20ed022

- Expliquez sur quoi repose l'industrie 4.0.

L'industrie 4.0 repose sur un système moderne et interconnecté grâce à la numérisation de la communication. Les machines, les hommes et les procédés sont reliés entre eux et toutes les informations sont traitées en temps réel.

DOC 1 Le Maroc : l'une des meilleures destinations pour la sous-traitance informatique



Avec les nombreuses activités générées par Internet, beaucoup d'entreprises se créent et particulièrement dans le domaine de l'offshoring* ou la sous-traitance. Le Maroc figure parmi les pays où les avantages de la sous-traitance sont des plus nombreux pour les grandes entreprises.

Opter pour le Maroc est considéré comme le choix idéal [par ces entreprises]. Le décalage horaire, n'étant que d'une heure par rapport à la France, est un atout. Mais le premier avantage est le haut niveau de compétences des Marocains, comparable à celui des Français.

Cependant, leurs salaires sont 2 à 3 fois moins élevés qu'en Europe... Le coût du fonctionnement se révèle alors à 40 % moins cher qu'en France et dans toute l'Europe. Enfin, au Maroc, la durée de travail légale est de 44 h hebdomadaires, soit un gain de temps de 5 h à 9 h par semaine et par salarié.

Le haut niveau de la connaissance de la langue française par les Marocains permet également aux entreprises françaises d'y sous-traiter leurs projets sans aucune difficulté.

Le gouvernement et les collectivités locales se lancent dans la multiplication des quartiers offshore. Le coût de location de bureaux prêts à l'emploi dans les villes telles que Rabat, Fès, Marrakech et Oujda s'avère des plus attractifs. Le prix du mètre carré pour la location de locaux neufs est à moins de 10 € par mois, alors qu'ils sont entièrement équipés, câblés et sécurisés.

Les collaborations entre les entreprises européennes et marocaines ne sont pas près de s'arrêter. L'investissement dans la sous-traitance en informatique prospère et les rentabilités sont intéressantes.

* Désigne le fait de confier la gestion et la réalisation d'un service auparavant effectué dans le pays d'origine de l'entreprise à une autre entreprise, cette fois-ci étrangère.

1 Relevez et classez les avantages pour une entreprise de sous-traiter au Maroc dans le tableau suivant.

	Financiers	Humains
Avantages pour une entreprise	<ul style="list-style-type: none"> • Coût de la main-d'œuvre 2 à 3 fois moins élevé qu'en Europe • Coût de fonctionnement réduit (- 40 %) • Coût de location de bureau très bas • Rentabilité financière 	<ul style="list-style-type: none"> • Haut niveau de compétences • Durée du travail 44 h/semaine • Connaissance de la langue française

DOC 2 Les outils informatiques de la sous-traitance industrielle

L'enjeu consiste à se doter d'outils améliorant la communication et la collaboration dans toute la chaîne de sous-traitance. De plus en plus, les grands donneurs d'ordre souhaitent intégrer toute l'information de leur chaîne de sous-traitance en temps réel.

L'autre grand cas de figure concerne l'interconnexion entre le système d'information du donneur d'ordre et celui de tous ses partenaires, qu'il soit situé en amont ou en aval dans la chaîne d'approvisionnement. L'objectif est ici de faire remonter, en temps réel, des informations liées à la production, à la logistique et au réseau de distribution.

Le premier bénéfice retiré concerne les doubles saisies évitées à chaque maillon de la chaîne. Le deuxième consiste à limiter la quantité d'e-mails à chaque nouvelle version d'un document. Ce dernier est déposé sur une plateforme collaborative où l'ensemble des partenaires accède directement à la dernière version. Le troisième concerne la transmission automatique de données entre les systèmes d'information liée notamment au lancement de la production d'une commande ou informant de sa bonne réalisation tout au long du processus de fabrication. Le quatrième bénéfice de l'entreprise étendue concerne l'exploitation de toutes ces données. Une attente forte des donneurs d'ordre : il s'agit donc d'améliorer les flux d'informations entre tous les maillons de la chaîne dans le but d'optimiser les flux de production.

CCI Normandie.fr, 2017

2 Expliquez les avantages du numérique dans la chaîne de sous-traitance.

Le numérique permet l'intégration de l'information dans toute la chaîne de sous-traitance grâce à l'interconnexion entre le système d'information du donneur d'ordre et celui du sous-traitant.

3 Repérez les bénéfices liés à la remontée des informations en temps réel en les surlignant dans le texte.

4 Précisez l'intérêt d'améliorer les flux d'informations entre les maillons de la chaîne de sous-traitance.

Le but est d'améliorer les flux de production pour augmenter la productivité.

DOC 3 Pourquoi les robots Amazon débarquent en France

Le géant américain du e-commerce va équiper son nouveau centre de distribution, près de Paris, de sa technologie Amazon Robotics. Des centaines de robots prépareront les commandes des clients

Une armée de petits robots orange va bientôt envahir la France au service du e-commerce. Amazon a en effet décidé d'automatiser son prochain entrepôt, qui ouvrira à Brétigny-sur-Orge (91) à la fin de cette année. Une première en France afin de proposer toujours plus d'articles sur son site, qui en compte déjà 250 millions, et de livrer encore plus vite ses clients franciliens, parfois en moins d'une heure. Cette technologie équipe 25 centres de distribution d'Amazon sur 140 dans le monde. « Elle permet un gain de temps lors de la préparation des commandes, un gain de productivité aussi, grâce au flux des robots, et un gain d'espace de 50 % par rapport aux entrepôts classiques », explique Ronan Bolé, président d'Amazon logistique en France.

Kira Mirtrofanoff / Challenges / 8.03.2018

5 Citez les avantages de la technologie Amazon Robotics.

- Gain de temps dans la préparation des commandes.

- Gain de productivité.

- Gain d'espace de 50 %.

6 Calculez le taux d'évolution du nombre de salariés et de robots entre 2015 et 2017.

Taux d'évolution des salariés : 145 %

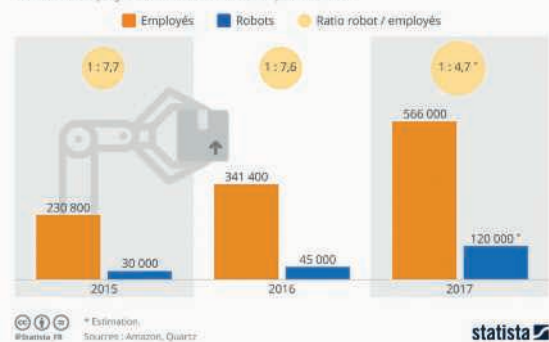
$$[(566\,000 - 230\,800) / 230\,800] \times 100 = 145$$

Taux d'évolution des robots : 300 %

$$[(120\,000 - 30\,000) / 30\,000] \times 100 = 300$$

Amazon accélère sa robotisation

Nombre d'employés et de robots travaillant pour Amazon



7 Expliquez ce que représentent les chiffres 7,7 et 4,7.

En 2015, pour un robot, on a 7,7 employés ; en 2017, pour 1 robot, on n'a plus que 4,7 employés.

Amazon investit plus dans les robots que dans le recrutement de salariés.

DOC 4 Pourquoi l'impression 3D ?

Un coût réduit : l'impression 3D offre un coût de production réduit par rapport à d'autres méthodes traditionnelles de fabrication en simplifiant l'assemblage de pièces complexes mais aussi en raccourcissant toute la chaîne logistique.

Un processus de fabrication rapide : l'impression 3D reste une méthode de fabrication relativement rapide si l'on regarde les bénéfices de son intégration au sein du cycle complet de la vie d'un produit, permettant de réduire de plusieurs mois à quelques jours seulement son lancement sur le marché.

Une plus grande liberté de design : un autre des avantages de l'impression 3D est la possibilité d'imprimer des pièces d'une grande complexité géométrique. Des formes qui étaient jusqu'alors impensables à réaliser avec des méthodes classiques ne sont désormais qu'un jeu d'enfant pour n'importe quelle imprimante 3D.

L'avènement de la production à la demande (la personnalisation) : un dernier point remarquable concerne la digitalisation des catalogues des industriels. D'ici quelques années, les produits ne pourraient se résumer qu'à de simples fichiers numériques avec l'objectif final d'en finir avec la gestion des stocks. C'est l'émergence de la production à la demande, impulsée par le développement d'Internet et formalisée par les derniers progrès de l'impression 3D qui voit le jour.

Alex M., www.3dnatives.com, 23.07.2018

8 Citez les raisons du développement de l'imprimante 3D en relevant les améliorations apportées.

- Possibilité de personnaliser la production

(customiser).

- Réalisation de pièces complexes.

- Rapidité d'exécution.

- Diminution des coûts de production et de stockage.

9 Expliquez comment l'entreprise peut être plus performante grâce à cette technique

L'imprimante 3D permet de produire des pièces

beaucoup plus rapidement à un petit prix, ce qui

permet à l'entreprise d'économiser sur les coûts

de production et de stockage.



DOC 5 État des lieux

Toutes les minutes, l'humanité produit 350 000 Tweets, 15 millions de SMS ; 200 millions de mails ; 250 gigaoctets d'informations sont archivés sur Facebook et 1 740 000 gigaoctets d'informations sont publiés dans le monde. Tous les jours, Google traite plus de 24 petaoctets de données, soit 24 millions de milliards d'octets. En 2013, 1,01 milliard d'objets connectés peuplent la planète. En 2020, nous estimons qu'il y en aura près de 100 milliards.

La donnée est au cœur des priorités stratégiques des entreprises. La donnée est partout, ses sources sont multiples, provenant à la fois des entreprises, des individus, des puissances publiques, voire des machines elles-mêmes. La donnée circule, se reproduit, se stocke.

Nous sommes aujourd'hui plongés dans l'ère du Big Data, de l'interconnexion des données et de leur valorisation. Dans ce contexte Big Data, les données personnelles occupent une place de plus en plus importante. En effet, leurs modes de production,

leurs moyens de collecte et d'analyse ont explosé ces dernières années et offrent des potentiels de valorisation gigantesques, mettant notamment l'expérience client au cœur des stratégies.

Les grandes entreprises ont progressivement pris conscience du potentiel de création de valeur que leur apportait l'usage des données ciblées, notamment via les technologies qui sous-tendent le Big Data, appliquées en particulier à la masse croissante de données qu'elles peuvent mobiliser sur leurs clients. Mieux connaître ses clients, comprendre leurs comportements et leurs attentes, anticiper leurs réactions, permet de les fidéliser et de leur proposer les offres personnalisées les mieux adaptées. C'est un enjeu majeur pour toutes les entreprises, enjeu souvent inscrit au premier rang dans leur stratégie.



www.cigref.fr

11 Expliquez d'où proviennent les données personnelles.

Les données personnelles sont partout, elles proviennent des entreprises, des individus, des puissances publiques et des machines elles-mêmes (Internet des objets).

12 Relevez l'intérêt pour l'entreprise de bien gérer les données personnelles.

Bien gérer les données personnelles permet à l'entreprise de mieux connaître ses clients, comprendre leurs comportements et leurs attentes et anticiper leurs réactions. L'entreprise peut ainsi fidéliser ses clients et leur proposer des offres personnalisées, adaptées.

DOC 6 Le règlement général de la protection des données

C'est quoi ? : destiné à remplacer la loi informatique et liberté, le RGPD encadre la manière dont les géants du numérique gèrent les informations dont ils disposent sur les internautes



Le consentement pour communiquer les informations doit être explicite (approbation claire)

Les entreprises n'ont le droit de collecter que ce qui est strictement nécessaire

Possibilité de demander le transfert de toutes les données

Droit de demander la suppression des données à tout moment

15 ans : âge légal pour s'inscrire sur les réseaux sociaux sans autorisation parentale

Possibilité d'exercer une action de groupe devant la justice

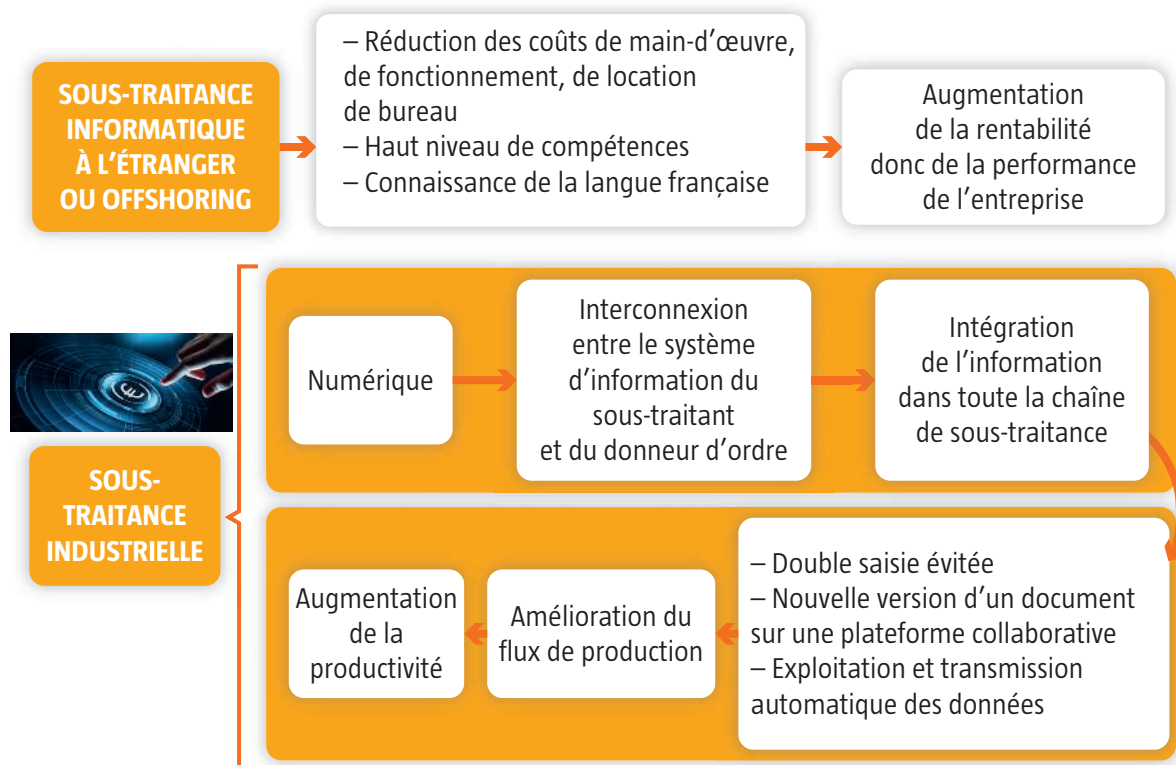
Sanctions pour les entreprises : jusqu'à 20 millions d'euros ou 4 % du CA mondial de l'entreprise

13 Indiquez si le RGPD est respecté dans les situations suivantes.

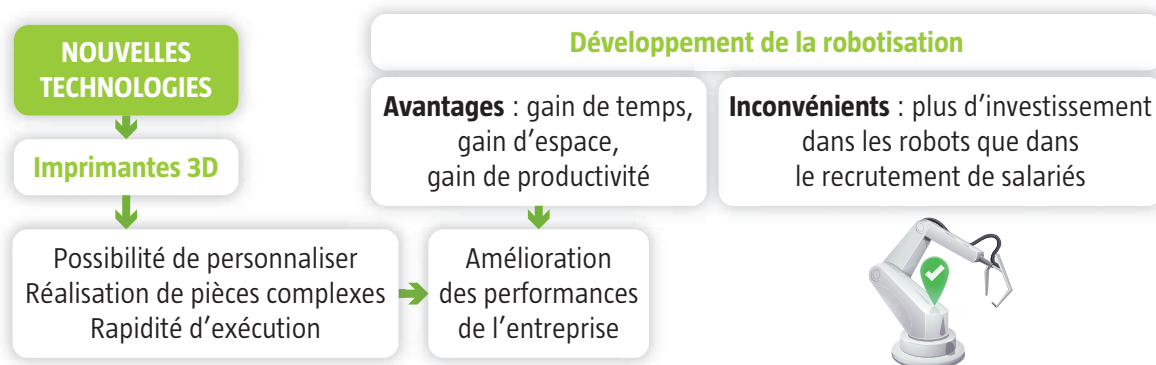
Situations	Respect	Justifications
L'entreprise GoodGirl souhaite utiliser les données personnelles de Justine, 13 ans, qui s'est inscrite sur Facebook en donnant son consentement pour que ses données personnelles soient communiquées.	non	GoodGirl doit vérifier au préalable que les parents de Justine ont donné leur consentement pour son inscription sur Facebook.
Big Telecom refuse de supprimer les données personnelles de Yanis lorsque celui-ci a changé d'opérateur téléphonique.	non	Big Telecom doit supprimer les données personnelles de Yanis sur simple demande de sa part.



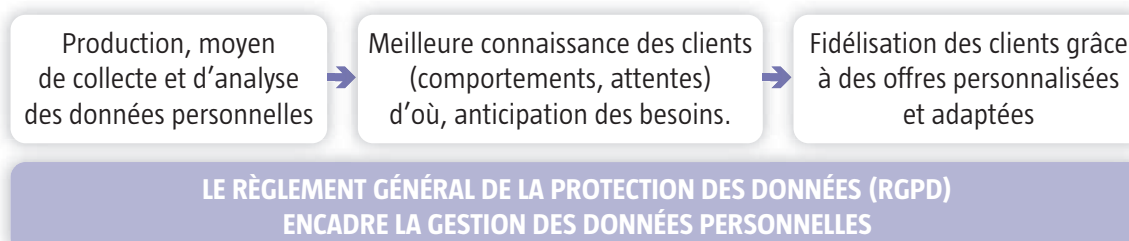
1 L'impact du numérique



2 Adaptation de l'outil de production



3 La gestion des données personnelles



1 Testez vos connaissances

#QCM
interactif



foucherconnect.fr/20ed024

2 Prenez connaissance du document et répondez aux questions

Amazon Go accélère... C'est comment, les supérettes sans caisse ?

Après quelques mois de test grandeur nature, à Seattle, le géant du commerce en ligne est sur le point de déployer 3 000 supérettes aux États-Unis dans les trois ans. En attendant de conquérir le reste du monde.

On savait qu'Amazon avait l'intention de déployer très prochainement son réseau de petits supermarchés sans caisse. Mais certainement pas avec une telle ampleur. D'après Bloomberg News, le géant du commerce en ligne s'apprête à ouvrir 50 Amazon Go supplémentaires l'an prochain, et quelque 3 000 d'ici à 2021. [...]

On ressort sans payer... ou presque

Dans cette supérette, la première de ce genre au monde, pas de caissière ni de borne de paiement. On ressort sans payer. Enfin presque. Tout se fait automatiquement grâce à son smartphone. Il suffit d'ouvrir l'application Amazon Go, reliée à votre compte Amazon. Elle sert tout d'abord à ouvrir le portillon à l'entrée du magasin. Il ne vous reste plus ensuite qu'à remplir votre panier. Les articles sont automatiquement ajoutés à votre panier en ligne, puis débités sur votre compte Amazon.

La facture dans votre boîte mail de retour à la maison

Sur le chemin du retour, une alerte téléphone confirme que vous venez de faire vos courses et ce que vous avez pris. La facture détaillée est aussitôt envoyée sur votre boîte mail.

Prenez et reposez, la caméra contrôle tout

Tout ce que vous prenez en rayon est aussitôt enregistré grâce à une multitude de caméras noires fixées au plafond et reliées à des capteurs installés sur les étagères. Chaque client est ainsi identifié dès son arrivée et suivi à la trace dans la boutique.

Jusqu'ici, les expériences de magasins dits « sans caisse » obligeaient le client à travailler à la place du caissier. Par exemple, en scannant ses articles à l'aide d'un smartphone (technologie « self-check-out »). Désormais, il n'a absolument plus rien à faire. Toute la différence – et le défi technologique – est là.

Guillaume Bouniol / Ouest-France / 22.09.2018

1. Décrivez le concept des supérettes sans caisse d'Amazon.

Il n'y a pas de caisse ni de terminal de paiement. Il suffit au client de posséder un smartphone et l'application Amazon Go reliée à son compte Amazon.

Ainsi, il pourra entrer dans la supérette, réaliser ses achats et sortir sans payer.

La facture lui sera adressée par e-mail.

2. Expliquez sur quoi repose ce concept.

Le concept repose sur une multitude de caméras reliées à des capteurs qui identifient le client dès son arrivée

et le suit tout le long de son parcours.

La technologie numérique est

indispensable pour que ce concept fonctionne.

3. Indiquez si ce concept peut constituer une atteinte aux libertés des clients.

Oui, au niveau des libertés individuelles des clients ainsi que de la gestion des données personnelles.



3 Cherchez l'intrus

Entourez l'intrus caché parmi les nouvelles technologies.

Imprimante 3D

Big Data

Caisse libre-service

Robotisation

Méthode 15

Rédiger un sujet d'étude

Quelles mesures l'employeur doit-il mettre en place pour lutter contre l'hyperconnexion des salariés ?
Rédigez une étude structurée et argumentée à l'aide de vos connaissances et des documents proposés.

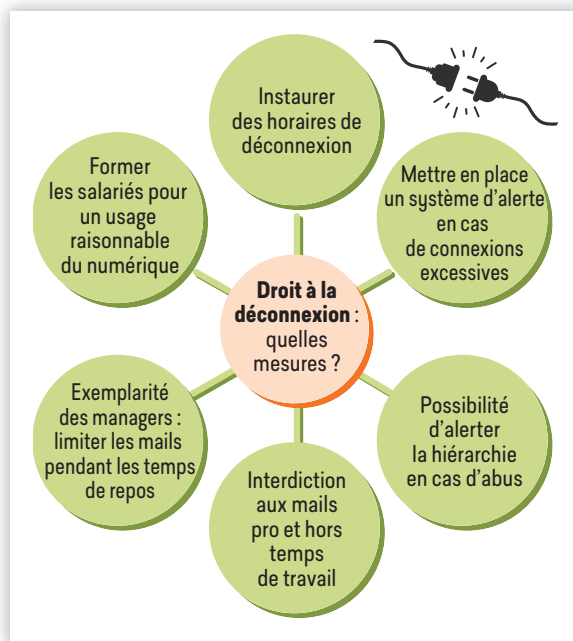
L'hyperconnexion la nouvelle « addiction » des salariés

Pour être toujours plus productives et compétitives les entreprises ont adopté **un outil très efficace pour aider leurs collaborateurs** et rester concurrentielles : le numérique !

Cependant comme tout outil, celui-ci comporte ses **pendants négatifs** dont notamment **un envahissement de la vie personnelle par son métier**, et ainsi la difficulté à prendre du recul sur ses tâches.

Ainsi l'hyper-connexion ne touche pas seulement les joueurs de Candy Crush mais **la grande majorité des professionnels en France** ! Ce phénomène ne concerne pas seulement le temps que vous passez sur votre smartphone ou votre tablette. Ce « mal » du siècle inclut également le temps que vous passez à travailler sur votre ordinateur, la consultation de vos mails tant personnels que professionnels et bien d'autres encore.

www.talenteo.fr



Complétez les pointillés en utilisant la **méthode 15**.

Méthode 15

1 Rédiger l'introduction (présentation du sujet, énoncé de la problématique et annonce du plan).

L'hyperconnexion des salariés se définit par l'usage du numérique à des fins professionnelles pendant son temps personnel. Quelles mesures l'employeur doit-il mettre en place pour lutter contre ce phénomène ? En réponse à cette question, dans une première partie nous analyserons les causes de l'hyperconnexion des salariés et dans une seconde partie le droit à la déconnexion.

2 Rédiger le développement en le structurant en partie et sous-parties. Exposer des arguments pour soutenir l'idée principale de chaque partie.

Pour être toujours plus productifs, les salariés travaillent de plus en plus sur leur temps personnel effaçant ainsi la frontière entre vie personnelle et vie professionnelle. La surcharge de travail est telle que certains le vivent très mal et peuvent finir par faire un burn-out. Pour prévenir et anticiper cette tendance, l'employeur doit se conformer à la loi sur le droit à la déconnexion. Celle-ci prévoit des mesures de prévention (former et sensibiliser les salariés), d'action (mise en place de plages de déconnexion, suspension des connexions en dehors du temps de travail...) et d'alerte auprès des salariés.

3 Rédiger la conclusion (résumé de l'idée principale, réponse à la problématique et/ou point de vue personnel). L'hyperconnexion des salariés peut devenir contre-productive, et instaurer un mal-être au travail pour de nombreux salariés. Pour lutter contre ce phénomène, l'employeur est dans l'obligation de respecter la loi et d'instaurer un droit à la déconnexion dans son entreprise pour tous les salariés.

Méthode 16

Effectuer une recherche sur Internet

Recherche

Le manager et ses pratiques managériales pour motiver ses collaborateurs.

Saisie de la recherche : Google le manager et ses pratiques pour motiver ses collaborateurs

Nombre de résultats : Environ 1 250 000 résultats (0,48 secondes)

Mots-clés : pratiques managériales, motivations collaborateurs, France, actuellement

Nombre de résultats : 566 000 Résultats

Opérateur(s) de recherche : pratiques managériales+motivations+collaborateurs

Outils de recherche Qwant : Web, Actualités, Images, Vidéos, Social, Shopping, Maps, Plus, Paramètres

Pays : France

Langues : Français

Date : Toute période

Sources : www.google.com, bing.com www.qwant.com

Complétez les pointillés en suivant la méthode 16.

Méthode 16

- 1 Lancer un moteur de recherche (ex. : Qwant, Bing, Google...) et saisir les termes de la requête ; relever les mots-clés et le nombre de résultats.
- 2 Affiner la recherche en saisissant les mots clés dans l'ordre d'importance (d'abord l'élément le plus important qui sera l'objet du premier tri puis le deuxième...).
- 3 Modifier à nouveau la saisie en utilisant des opérateurs de recherche pour réduire davantage le nombre de résultats.
- 4 Affiner la recherche en utilisant des paramètres supplémentaires prévus par le moteur : pays, langue, date ; constater le nombre de résultats.

PRINCIPAUX OPÉRATEURS DE RECHERCHE

« ... » : recherche d'une expression exacte.

Ex. : « pratiques managériales »

* : recherche de mots ayant la même racine ou l'intégralité d'une phrase ou d'une expression.

Ex. : manager*

AND ou **ET** ou **+** : met en relation deux mots excluant les pages ne contenant pas les termes indiqués.

Ex. : pratiques + managériales

OR ou **OU** ou **-** : recherche deux termes, indépendamment ou ensemble.

Ex. : pratiques OU managériales

SAUF ou **NON** : exclut un terme des résultats de la recherche.

Ex. : pratiques SAUF managériales

(...) : combine plusieurs opérateurs pour affiner la recherche.

Ex. : manager ET (pratiques OU managériales)

La production : quelles évolutions ?

MODULE 3

JE CONCLUS



L'industrie 4.0 et l'excellence automobile par le groupe PSA

Prenant acte des changements clés pour l'automobile de demain, la stratégie du Groupe PSA sur la période 2016-2021 vise à faire du Groupe PSA un constructeur automobile mondial à la pointe de l'efficacité et un fournisseur de services de mobilité plébiscité par ses clients. Portée par le plan de croissance rentable Push to Pass, cette stratégie repose sur 3 leviers : la transformation digitale du Groupe, la culture interne de la performance et la responsabilité sociale de l'entreprise.

Site Groupe PSA : www.groupe-psa.com/fr/groupe-automobile/strategie/, DR

Le client au centre

L'usine excellente entend répondre aux attentes des clients de manière rapide et personnalisée : dans cette usine futuriste, connectée et « sans papier », chaque commande déclenche un ordre de fabrication, transmis au centre de pilotage, qui planifie son ordre de passage et prévient le client de la date prévisionnelle de la livraison. La commande des pièces et tout le processus de fabrication sont programmés en conséquence.

L'innovation au service des process

Les espaces de travail sont organisés autour de solutions d'automatisations innovantes afin d'améliorer l'ergonomie des postes et la sécurité des salariés. Les contrôles qualité sont effectués automatiquement avant d'être validés par les opérateurs. Toutes les informations des robots et des équipements sont stockées, analysées et échangées en temps réel afin d'assurer un suivi optimum.

Des usines durables

Objectif : 24 % d'énergie renouvelable en 2025

Dans le cadre de notre politique environnementale globale, nous avons défini des objectifs en termes de kilowattheures par voiture fabriquée, de consommation d'eau et de production de déchets. Nous avons décidé d'atteindre 24 % d'énergie renouvelable dans nos consommations d'électricité d'ici à 2025 et de réduire les émissions de CO₂ à 250 kilowatts par véhicule produit.

Site Groupe PSA : www.groupe-psa.com/fr/groupe-automobile/performance-industrielle/, DR

MODULE 3

La production :
quelles évolutions ?

Présentez les trois leviers sur lesquels se fonde la stratégie du groupe PSA.

La nouvelle stratégie de PSA repose sur trois leviers :

- la **transformation digitale** du groupe avec le développement de son usine futuriste et connectée ainsi que des innovations dans son appareil de production ;
- la **culture interne de la performance** avec des espaces de travail organisés autour de solutions innovantes qui permettent d'améliorer l'ergonomie des postes et la sécurité des salariés ;
- la **responsabilité sociale de l'entreprise** avec des usines durables dont l'objectif est d'atteindre 24 % d'énergie renouvelable dans la consommation d'électricité et de réduire les émissions de CO₂ avec un espoir de neutralité carbone de l'appareil industriel d'ici à 2050.



LE MODULE EN SYNTHÈSE

L'essentiel à retenir

Connaître et appréhender les évolutions de la production, c'est :

> **Identifier les choix de l'entreprise en matière de production**

- Les facteurs de production et les choix de combinaison productive (facteur capital, facteur travail, combinaison de ces deux facteurs)
- Le recours à l'externalisation (sous-traitance, délocalisation, externalisation)

> **Comprendre l'enjeu du dépassement de la seule performance économique pour l'entreprise**

- Les indicateurs de la performance
- Les enjeux de la RSE

> **Appréhender les conséquences du numérique sur la production**

- Le numérique, création de valeur : (la transition digitale, la dématérialisation et la création de valeur)
- L'impact du numérique sur les choix de l'organisation productive : (l'impact du numérique, l'adaptation de l'outil de production, la gestion des données personnelles)

LES MOTS DU MODULE

Facteurs de production : moyens engagés par l'entreprise pour réaliser son activité (facteur travail, facteur technique).

Combinaison productive : manière dont l'entreprise combine les facteurs de production pour optimiser leur utilisation.

Externalisation : acte par lequel l'entreprise confie tout ou partie du processus de production et/ou de commercialisation à une entreprise extérieure.

Numérique : ensemble des technologies informatiques mobilisées pour le traitement et l'exploitation de données.

Productivité : indicateur de performance permettant de mesurer la rentabilité des facteurs de production.

Performance : mesure opérée à partir d'indicateurs et de critères (financiers, économiques, sociaux) et qui permet d'apprécier la situation de l'entreprise.

Responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) : engagement pour les entreprises à intégrer les préoccupations sociales, environnementales, et économiques dans leurs activités et dans leurs interactions avec leurs parties prenantes sur une base volontaire.

Création de valeur : action de l'entreprise qui vise à accroître la valeur ajoutée produite.

Sous-traitance : acte par lequel l'entreprise confie à une entreprise sous-traitante tout ou partie d'une opération de production ou de commercialisation dans le cadre d'un cahier des charges précis.

Risques et responsabilités des employeurs



Vous effectuez une période de formation en milieu professionnel dans le service des ressources humaines de l'entreprise Socla dont l'activité principale est la production de robinetterie industrielle.

Votre tutrice vous demande d'effectuer une recherche documentaire sur la responsabilité civile et pénale de l'entreprise en matière d'accidents du travail des salariés et sur les obligations des employeurs pour la prévention des risques. Elle souhaite en effet mettre en place une nouvelle procédure visant à protéger plus efficacement ses salariés. Elle vous charge d'une étude sur ce thème.

Vous avez à votre disposition un dossier documentaire :

- Document 1** L'évaluation des risques professionnels
- Document 2** Panorama des accidents du travail
- Document 3** Obligations de sécurité de l'employeur
- Document 4** Les troubles musculo-squelettiques (TMS) : un enjeu économique

PREMIÈRE PARTIE

Exploitation des documents

- Après avoir pris connaissance des **documents 1 à 4**, complétez la grille d'analyse (**annexe 1**).

DEUXIÈME PARTIE

Rédaction de l'étude

Pourquoi les entreprises doivent-elles mettre en place des mesures de prévention des risques professionnels à destination de leurs salariés ?

- À l'aide de vos connaissances, du dossier documentaire et de votre expérience, rédigez une étude structurée (introduction, plan en deux parties, conclusion) et argumentée de deux pages maximum permettant de répondre à cette problématique. Concluez par un avis personnel justifié.

Cette étude répondra aux consignes suivantes :

- présenter les obligations juridiques des employeurs en matière de prévention des risques encourus par les salariés ;
- exposer les conséquences juridiques et économiques pour l'entreprise en cas d'accident du travail.

Étude à présenter en **annexe 2**.

Document 1

L'évaluation des risques professionnels

L'employeur met en œuvre sa **politique de prévention** en respectant les principes suivants (*c. trav. art. L. 4121-2 ; circ. DRT 2002-6 du 18 avril 2002*) :

- éviter les risques et évaluer ceux qui ne peuvent pas être empêchés ;
- combattre les risques à la source ;
- adapter le travail à l'homme (ex. : conception des postes de travail) ;
- tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou par ce qui l'est moins ;
- planifier la prévention en y intégrant notamment, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation et les conditions du travail ;
- prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
- donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Avant de prendre les mesures préventives, l'employeur est tenu à une **évaluation des risques pour la sécurité et la santé des salariés**.

Pour cette évaluation, il doit prendre en compte la nature des activités de son entreprise et l'impact différencié de l'exposition au risque en fonction du sexe.

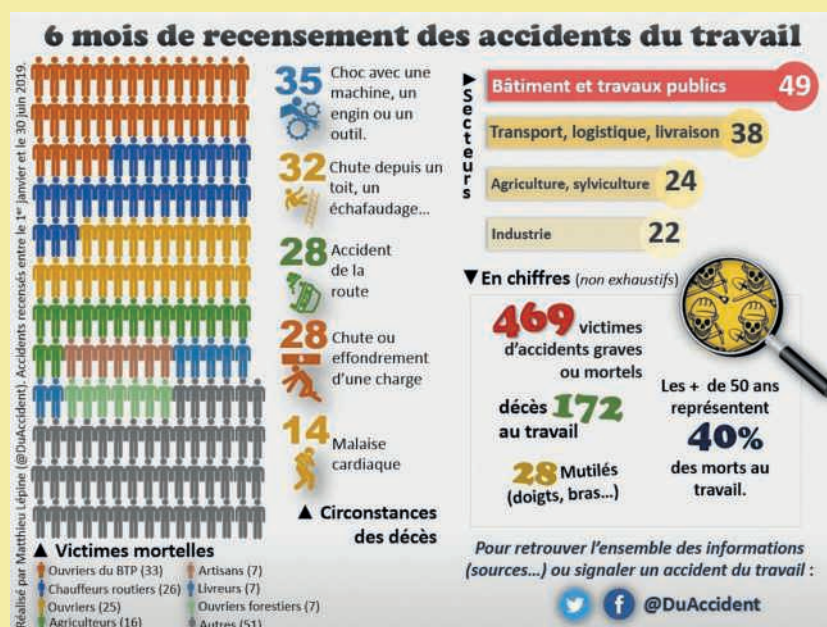
[...]

Après cette évaluation, il doit reporter dans un **document unique d'évaluation des risques professionnels** tous les résultats obtenus.

Article de Me Virginie Langlet, avocat à la cour, www.juritravail.com, 13-12-2018

Document 2

Panorama des accidents du travail



Infographie réalisée par Matthieu Lépine, @DuAccident, Accidents recensés entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2019, larotative.info, 27-08-2019 – D.R.

Document 3

Obligations de sécurité de l'employeur

Une obligation de résultat

L'employeur est tenu par la loi de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de ses salariés (*article L. 4121-1 du Code du travail*). L'employeur ne doit pas seulement diminuer le risque, mais l'empêcher. Cette obligation est une obligation de résultat, c'est-à-dire qu'en cas d'accident ou de maladie liée aux conditions de travail, la responsabilité de l'employeur pourra être engagée.

Les mesures à mettre en œuvre

Les mesures qui doivent être prises s'organisent autour de trois axes :

- les actions de prévention des risques professionnels et de la pénibilité : adaptation des postes de travail, évaluation des risques, etc. ;
- les actions d'information et de formation : présence de panneaux sur les lieux dangereux, inscription des salariés à des formations sur la sécurité au travail, etc. ;
- la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés : installation de machines adaptées, retrait des produits dangereux, etc. [...]

Quelles sanctions risque l'employeur ?

En cas d'accident ou de maladie liée aux conditions de travail, l'employeur peut être condamné par le tribunal des affaires de Sécurité sociale à indemniser le salarié pour faute inexcusable. La faute inexcusable existe dès lors que l'employeur avait ou aurait dû avoir conscience des dangers auxquels était exposé le salarié et qu'il n'a pas pris les mesures nécessaires pour l'en préserver.

Cette faute inexcusable peut se traduire par des manquements de l'employeur qui sont à l'origine directe de l'accident de travail ou de la maladie professionnelle. La faute de l'employeur doit avoir joué un rôle déterminant dans la survenance de l'accident de travail ou de la réalisation de la maladie professionnelle. [...]

Il y a une présomption de faute inexcusable, lorsque l'employeur s'est déjà vu signaler le risque par le salarié concerné ou le CHSCT (cette présomption joue également lorsqu'il y a une violation de l'obligation de formation ou d'information du salarié).

Par ailleurs, le salarié victime d'un accident ou d'une maladie peut saisir la juridiction pénale pour manquement de l'employeur à son obligation de sécurité, ce qui constitue un délit pouvant déboucher sur une amende (d'un montant minimum de 3 750 €) et une peine de prison (jusqu'à 10 ans) (*article 121-3 du Code pénal*). La responsabilité pénale du dirigeant et de l'entreprise peut être retenue lorsqu'un salarié mis à disposition de cette entreprise se trouve victime d'un accident mortel ayant pour origine le non-respect des règles de sécurité des lieux de travail.

www.saisirprudhommes.com

Document 4

Les troubles musculo-squelettiques (TMS) : un enjeu économique

L'impact des TMS et de la lombalgie pour les entreprises et les salariés

Les maladies regroupées sous le nom de TMS ont en commun d'être directement liées aux conditions de travail et d'occasionner des symptômes douloureux des membres (souvent supérieurs), ainsi qu'une réduction des capacités du salarié.



46 %
des TMS entraînent des séquelles
(incapacités permanentes)

Outre leurs conséquences sur la santé des salariés, les troubles musculo-squelettiques peuvent également avoir un fort impact sur les entreprises, leurs performances et la pérennité de leurs activités.



2 mois
d'arrêt en moyenne
pour un accident du
travail lié au mal de dos



22 millions
de journées de travail
perdues à cause des
TMS et du mal de dos



2 Mds €
coût direct des TMS
pour les entreprises via
leurs cotisations versées
chaque année



100 000 ETP
(équivalents temps plein),
la conséquence des TMS sur
l'absentéisme au sein des
entreprises chaque année

Parties prenantes pour
l'Assurance Maladie.
Risques professionnels,
www.pratiquesensante.org,
15-01-2020

Annexe 1

Grille d'analyse des documents

Éléments d'analyse	Document 1	Document 2	Document 3	Document 4
Titre du document	L'évaluation des risques professionnels	Panorama des accidents du travail	Obligation de sécurité de l'employeur	Les troubles musculo-squelettiques (TMS) : un enjeu économique
Type du document	Texte	Infographie	Texte	Infographie
Date	2018	2019	sans date	2020
Source	www.juritravail.com	larotative.info	www.saisirprudhommes.com	www.pratiquesensante.org Pour l'Assurance Maladie
Idées principales	L'employeur est tenu de mettre en œuvre des mesures de prévention des risques professionnels. Cela passe par l'évaluation des risques pour assurer la sécurité et la santé de ses salariés, puis la rédaction du document unique d'évaluation des risques professionnels. Si l'employeur ne respecte pas ses obligations, il engage sa responsabilité civile et pénale en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.	Analyse sur 6 mois du recensement des accidents du travail : 469 victimes, 172 décès au travail. Le secteur du BTP est le plus touché : choc avec machine/engin/outil, chute de hauteur et accident de la route sont les principales causes des accidents du travail.	L'employeur a une obligation de sécurité de résultat envers ses salariés. Il ne doit pas seulement diminuer le risque mais aussi l'éviter en mettant en œuvre des mesures (actions de prévention, action d'information et de formation et mise en place d'une organisation et de moyens adaptés). La responsabilité civile et/ou pénale de l'employeur peut être engagée.	Étude de l'impact des TMS sur les salariés et les entreprises. Conséquences pour les salariés : 46 % des TMS entraînent de lourdes séquelles. Conséquences pour les entreprises : 2 mois d'arrêt en moyenne pour un accident du travail, 22 millions de journées de travail perdues, coût direct des TMS de 2 Mds pour les entreprises et 100 000 ETP liés à l'absentéisme.
Concepts à définir	Document unique d'évaluation des risques professionnels Document obligatoire recensant l'ensemble des risques présents dans l'environnement de travail des salariés.	Accident du travail Accident survenu au salarié par le fait ou à l'occasion de son travail.	Obligation de sécurité de résultat Obligation pour l'employeur de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des salariés.	Troubles musculo-squelettiques Maladies affectant les muscles, les nerfs et les tendons.

Annexe 2

Présentation de l'étude

Introduction

Présentation du sujet

Sur le premier semestre 2019, on a recensé 469 victimes d'accidents du travail graves ou mortels.

La moitié de ces accidents du travail sont constatés dans le secteur du bâtiment et des travaux publics.

46 % des troubles musculo-squelettiques entraînent des séquelles lourdes. En matière de prévention de ces risques, l'employeur est tenu de prendre toutes les mesures pour assurer la sécurité de ses employés.

Énoncé de la problématique

Que représente l'obligation de l'employeur en matière de prévention des risques ? En cas de non-respect de cette obligation, quelles sont ses responsabilités ? Quelles sont les conséquences juridiques et économiques des accidents du travail pour les entreprises ?

Annonce du plan

Je répondrai à ces questions en abordant dans un premier temps les obligations de l'employeur en matière de prévention des risques encourus par les salariés. Dans un deuxième temps, je présenterai les conséquences juridiques et économiques des accidents du travail pour l'entreprise.

Développement**Première partie**

Les obligations des employeurs en matière de prévention des risques encourus par les salariés

1.1 L'obligation de sécurité de résultat

L'employeur est tenu par la loi de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de ses salariés (*article L. 4121-1 du Code du travail*).

Il doit non seulement diminuer le risque, mais aussi l'empêcher. Cette obligation est une obligation de résultat, c'est-à-dire qu'en cas d'accident ou de maladie lié aux conditions de travail, la responsabilité de l'employeur peut être engagée.

1.2 L'évaluation des risques professionnels et les mesures à mettre en œuvre

L'employeur doit identifier les risques auxquels sont soumis les salariés de son entreprise, en vue de mettre en place des actions de prévention pertinentes couvrant les dimensions techniques, humaines et organisationnelles. Cette évaluation constitue l'étape initiale de toute démarche de prévention en santé et sécurité au travail.

Cette démarche doit être structurée et ses résultats sont formalisés dans un document unique d'évaluation des risques professionnels. Ce registre obligatoire élaboré par le chef d'entreprise répertorie tous les risques potentiels pouvant porter atteinte à la santé et la sécurité des salariés après évaluation de chacun des postes de travail.

L'employeur est tenu d'informer les salariés des risques éventuels, de les former à la prévention de ces risques, de faire respecter les consignes de sécurité au sein de l'entreprise.

Deuxième partie

Les conséquences juridiques et économiques pour l'entreprise en cas d'accident du travail

2.1 Les conséquences juridiques

L'employeur est responsable civilement des dommages causés à ses salariés dans le cadre de leur travail sans qu'une faute soit recherchée. Cette responsabilité est aggravée et une indemnité complémentaire est versée au salarié victime en cas de faute inexcusable de l'employeur (manquement à son obligation de prévention des risques).

Le salarié victime d'un d'accident du travail ou de maladie professionnelle peut mettre en œuvre la responsabilité pénale de l'employeur pour son manquement à son obligation de sécurité, ce qui constitue un délit pouvant déboucher sur une amende (d'un montant minimum de 3 750 €) et une peine de prison (jusqu'à 10 ans) en cas d'infraction, d'atteinte involontaire à la personne et en cas d'absence de formation à la sécurité que doit dispenser l'employeur à tout salarié.

2.2 Les conséquences économiques

Les accidents du travail et les maladies professionnelles, dont les TMS, entraînent des conséquences financières pour l'entreprise (augmentation des taux de cotisations d'accident du travail, dédommagement de la victime, indemnités versées aux salariés malades, temps passé pour la gestion des salariés).

L'impact des TMS sur les entreprises est important. Avec deux mois d'arrêt de travail en moyenne, ils impactent fortement les entreprises. Cela représente 22 millions de journées de travail perdues.

Ils représentent 2 Mds € de coût direct et 100 000 ETP (équivalents temps plein) d'absentéisme au sein des entreprises chaque année.

La prévention de ces accidents est donc bénéfique pour l'économie de l'entreprise, car elle la rend plus sûre, mais aussi plus performante et plus compétitive : éviter les accidents de travail est un réel enjeu.

Conclusion

Résumé du thème abordé

Les employeurs sont tenus d'évaluer les risques et les dangers auxquels peuvent être exposés leurs salariés. À ce titre, ils doivent identifier les risques et les inventorier dans un document unique et mettre en œuvre des actions de prévention. À défaut de mesures prises lors d'accident de travail, la responsabilité civile de l'employeur est accrue et sa responsabilité pénale peut également être engagée.

Réponse à la problématique

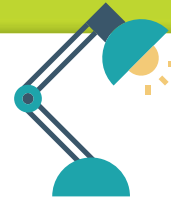
L'évaluation et la prévention des risques représentent une obligation de sécurité de résultat pour l'employeur qui doit tout mettre en œuvre pour préserver ses salariés de risques potentiels. C'est aussi un enjeu économique pour l'employeur car la diminution des coûts liés aux accidents du travail et aux maladies professionnelles rendra l'entreprise plus performante et plus compétitive.

Avis personnel

Accepter toute proposition pertinente et cohérente.

L'État : quel rôle dans l'activité économique ?

JE DÉCOUVRE



Ces pays sont les plus heureux du monde

Selon le World Happiness Report 2018, le pays le plus heureux du monde est la Finlande, suivie de près par la Norvège, le Danemark, l'Islande, la Suisse et les Pays-Bas.

Connus pour être stables, sûrs et socialement progressistes, les pays nordiques occupent quatre des cinq premières places. La population y fait confiance à la police et aux politiciens, et il y a très peu de corruption.

L'argent n'achète pas le bonheur

Certains des pays les plus riches du monde, comme les États-Unis et le Japon, figurent beaucoup plus bas dans la liste.

La disparité entre la richesse et le bonheur a amené les décideurs à élargir leur champ de vision et à chercher d'autres indicateurs pour évaluer la santé des nations au lieu de se contenter de mesurer la réussite économique avec le PIB.

Mais le bonheur – ou le bien-être – est subjectif et particulièrement difficile à quantifier.

Ce rapport est basé sur des enquêtes internationales dans lesquelles des milliers de répondants ont été invités à imaginer une échelle composée d'étapes numérotées de 0 à 10 et à préciser sur laquelle ils avaient l'impression de se situer.

Il cite six facteurs significatifs qui contribuent au bonheur : PIB par habitant, soutien social, espérance de vie, liberté de faire des choix de vie, niveaux de générosité et de corruption.

Briony Harris, <https://fr.weforum.org>, 28 mars 2018, D.R.

Classement « World Happiness Report 2018 »

Classement général	Pays	Score indice
1	Finlande	7,632
2	Norvège	7,594
3	Danemark	7,555
4	Islande	7,495
5	Suisse	7,487
...		
23	France	6,489

ONU pour l'année 2018

> Indiquez pourquoi les pays nordiques sont en tête du classement des pays les plus heureux du monde.

Les pays nordiques sont stables, sûrs, socialement progressistes et la population fait confiance à la police et aux politiciens.

> Expliquez ce que veut dire « disparité entre richesse et bonheur ».

On constate que les pays les plus riches, comme les États-Unis et le Japon, ne sont pas ceux où les populations sont les plus heureuses.



Citez les atouts de la Finlande qui en font la championne du monde du bonheur.

La qualité du système médical et des transports publics,
les écoles gratuites, le plan d'intégration pour les migrants,
le bon niveau de vie général, la sécurité, le cadre de vie.

Vidéo +

Les Finlandais, peuple le plus heureux au monde 1'45"



foucherconnect.fr/19ed187



LE MODULE EN PERSPECTIVE

1

Comment mesurer l'activité économique ?

- Interpréter des indicateurs de l'activité économique. **Chap 24**
- Commenter les indicateurs de l'économie française au regard d'autres pays européens. **Chap 25**

2

Comment l'État agit-il sur l'activité économique ?

- Identifier les fonctions de l'État. **Chap 26**
- Repérer, à travers les postes budgétaires, des mesures de politique économique (incitation et lutte contre les déséquilibres). **Chap 27**

MODULE 4

L'État : quel rôle dans l'activité économique ?



JE CONCLUS



page 215

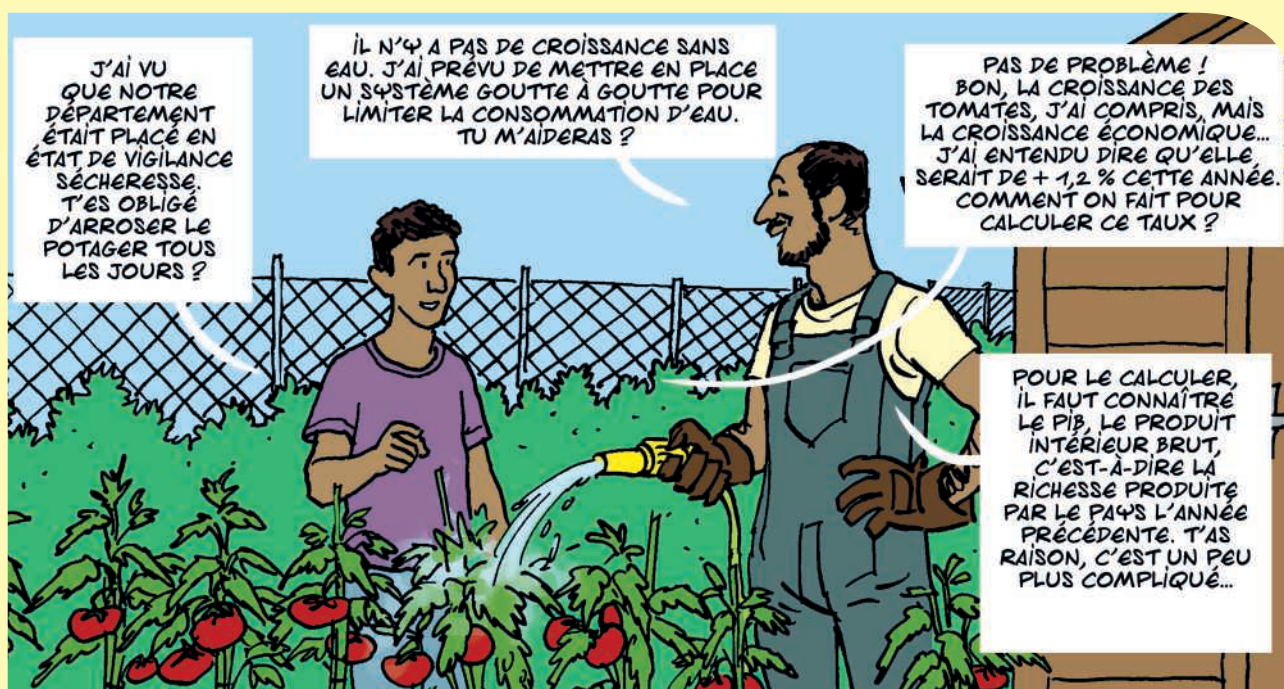
1. À quel déséquilibre social et économique est confrontée la France ?
2. Quelle doit être l'action de l'État pour corriger le déséquilibre social et économique ?
3. Quels en sont les enjeux ?

Les indicateurs de l'activité économique

CAPACITÉ Interpréter des indicateurs de l'activité économique

SITUATION

Matthieu se pose des questions sur la croissance économique. Pour lui, cela ne semble pas aussi simple que faire pousser des tomates...



- 1** Indiquez comment s'exprime la croissance économique d'un pays.

Elle est exprimée par le taux de croissance du PIB.

- 2** Expliquez son mode de calcul.

Elle se calcule à partir du PIB réalisé par le pays au cours de l'année précédente.

Vidéo +

PIB : la richesse se fait tirer le portrait 6'43''



foucherconnect.fr 20ed025

- Indiquez ce que fait l'État à partir du calcul du PIB ?**

Il met en place une politique économique adaptée.

- Indiquez les valeurs qui ne sont pas prises en compte par le PIB ?**

La santé, le bien-être, le bonheur.

DOC 1 Le PIB, principal indicateur de croissance économique

Le produit intérieur brut (PIB) est égal à la somme des valeurs ajoutées* créées par les unités de production à l'intérieur d'un pays.

Le taux de croissance du PIB est un indicateur utilisé pour mesurer la richesse créée sur un territoire entre deux périodes.

Calcul du taux de croissance du PIB d'une année : $N = [(PIB\ N - PIB\ N-1) / PIB\ N-1] \times 100$

Si le PIB augmente, cela indique que le pays a créé plus de richesses sur la période mesurée. Dans le cas contraire, c'est qu'il n'y a pas eu de croissance économique.

*La valeur ajoutée correspond à la valeur de la production réalisée au sein d'une entreprise.

Produit intérieur brut français de 2012 à 2018
en milliards d'euros

2012	2013	2014	2015	2016 (r)*	2017 (r)	2018
2 117,2	2 129,4	2 149,8	2 173,7	2 197,5	2 247,2	2 285,9

* (r) données révisées.

www.insee.fr

1 Rappelez comment est calculé le produit intérieur brut d'un pays.

C'est la somme des valeurs ajoutées créées par les entreprises du pays.

2 Calculez le taux de croissance du PIB entre 2017 et 2018 en France.

$[(2\ 285,9 - 2\ 247,2) / 2\ 247,2] \times 100 = 1,7\ %$

3 Commentez ce résultat.

Ce résultat est positif. Il montre que le pays s'est enrichi entre 2017 et 2018.

**DOC 2 Le solde de la balance commerciale : un autre indicateur économique**

Le solde de la balance commerciale correspond à la différence entre la valeur des exportations et celle des importations. Si le solde est positif, le pays exporte plus qu'il n'importe ; il s'agit d'un « excédent commercial ». Si le solde est négatif, la balance exprime un « déficit commercial ».

En 2018, les exportations françaises de biens (ventes à l'étranger) représentaient 491,6 milliards d'euros et les importations de biens (achats à l'étranger), 551,5 milliards d'euros.

Réputée dans le monde entier pour son savoir-faire et ses filières d'exception, la France possède des atouts. Ses principaux points forts sont l'aéronautique, la parfumerie-cosmétique et l'agroalimentaire. Mais la France doit faire face à une demande toujours plus forte de produits importés.

**4 Déterminez le solde de la balance commerciale en biens en 2018.**

Balance commerciale de la France 2018 (en milliards d'euros)			
Exportations	491,6	Importations	551,5
Solde	59,9		

5 Commentez ce solde.

Le solde est négatif de 59,9 milliards d'euros. Il s'agit d'un déficit commercial.

6 Dites, selon vous, si ce résultat est favorable à la croissance de la France.

Non, car il montre une dépendance par rapport aux autres pays.

DOC 3 Les limites du PIB

Le PIB est un indicateur pertinent pour juger de l'accroissement de la production économique. Mais il est inadapté pour juger de l'état de bien-être ou de progrès d'une société. D'autres mesures doivent prendre le relais. [...]

Riches, mais de quoi ?

En quoi le recours excessif au PIB génère-t-il des non-sens et des paradoxes ? D'une manière générale, tout ce qui peut se produire et se vendre avec une valeur ajoutée monétaire va gonfler le PIB et la croissance, que ce soit ou non bénéfique au bien-être individuel et collectif. Ainsi, la destruction organisée des forêts tropicales pour y planter du soja transgénique ou des végétaux destinés aux agrocarburants est bonne pour le PIB des pays concernés et pour le PIB mondial. Peu importe que ce soit une catastrophe écologique et que les peuples indigènes soient chassés *manu militari*.

www.alternatives-economiques.fr

7 Cochez les bonnes affirmations parmi la liste ci-dessous.

- ☒ L'augmentation du PIB peut avoir été obtenue en causant des dommages sur l'environnement.
- ☐ L'augmentation du PIB est forcément obtenue dans le respect de l'environnement.
- ☐ Le bien-être individuel augmente si la croissance économique augmente.
- ☒ L'augmentation du PIB n'est pas toujours bénéfique pour les individus.

DOC 4 D'autres indicateurs de développement

L'Indice de Développement Humain (IDH) se mesure à partir de trois critères : l'espérance de vie, le taux d'alphabétisation et la durée moyenne de scolarisation, le revenu par habitant en parité de pouvoir d'achat.

L'Indice de Bonheur Mondial (IBM) est calculé à partir des critères suivants : paix et sécurité, démocratie et droits de l'Homme, qualité de vie, intelligence et culture.

**8 Entourez les critères sociaux évalués par l'IDH et l'IBM.**

La qualité de vie La natalité La sécurité L'éducation La culture Les droits

9 Indiquez le seul critère de nature économique évalué par l'IDH.

Le revenu par habitant.

DOC 5 Le développement durable

Afin de pallier les excès du mode de développement des économies actuelles, le développement durable est défini comme la capacité de répondre aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs besoins.

La croissance d'un pays ne peut se penser sans développement, et inversement. Aujourd'hui, de plus en plus de mesures sont prises dans le cadre d'un développement durable pour garantir aux futures générations une vie meilleure :

- le développement de transports collectifs, le covoiturage...
- la lutte contre le gaspillage alimentaire.

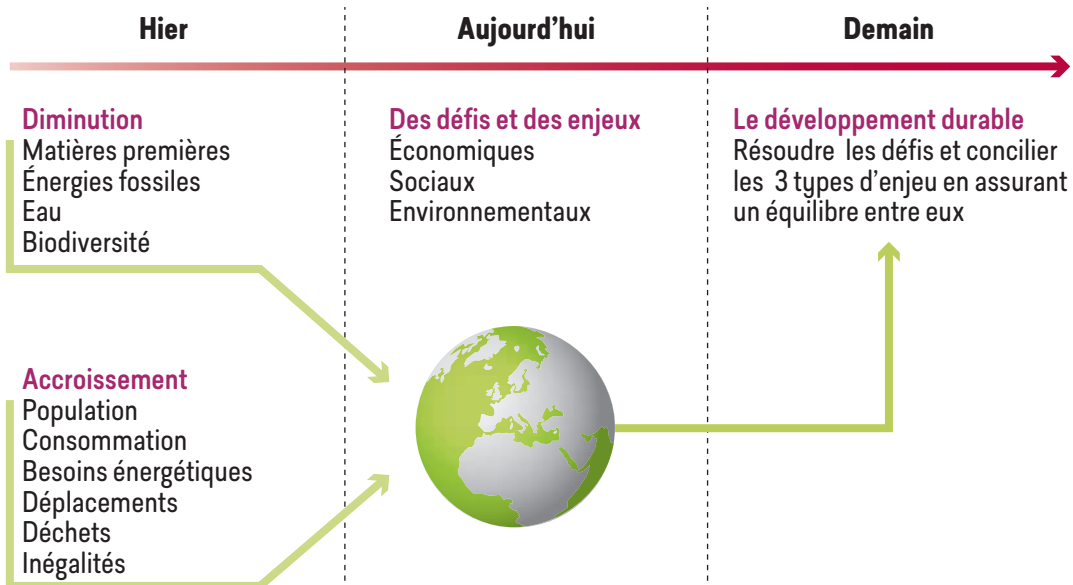
www.luxor-lighting.com

10 Expliquez pourquoi il est nécessaire de prendre en compte le développement durable et pas seulement la croissance économique.

Il est important de permettre aux futures générations de répondre à leurs besoins et d'accéder à une vie meilleure.

DOC 6 Comprendre le développement durable

Le développement durable :
assurer un équilibre entre l'Homme, l'économie et la nature



www.tourisme-durable.org

11 Indiquez la finalité principale d'une démarche de développement durable.

L'objectif est d'assurer un équilibre entre l'Homme, l'économie et la nature.



1 La mesure de la croissance économique

LE PIB : PRINCIPAL INDICATEUR

PIB (produit intérieur brut) = somme des valeurs ajoutées créées par les unités de production à l'intérieur d'un pays

Taux de croissance du PIB = indicateur pour mesurer la richesse créée sur un territoire entre deux périodes

Calcul pour avoir un résultat en pourcentage → Taux de croissance du PIB en année (N) :
$$\left[\frac{\text{PIB } N - \text{PIB } N - 1}{\text{PIB } N - 1} \right] \times 100$$

Taux positif = croissance économique
Taux négatif = récession économique

LE SOLDE DE LA BALANCE COMMERCIALE : AUTRE INDICATEUR

Solde de la balance commerciale = valeur des exportations – valeur des importations

Solde positif = excédent commercial
Solde négatif = déficit commercial

2 Les limites du PIB

L'augmentation du PIB ne conduit pas forcément à l'augmentation du bien-être de l'individu ou de la collectivité.

→ D'autres indicateurs de développement existent

L'indice de développement humain (IDH)

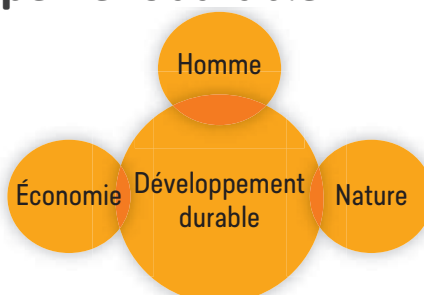
L'indice de bonheur mondial (IBM)

Ils reposent principalement sur des critères sociaux : bien-être, éducation, sécurité, santé...

3 Croissance économique et développement durable

La croissance économique doit être accompagnée d'une démarche de développement durable pour permettre aux futures générations de répondre à leurs besoins et d'accéder à une vie meilleure.

Cette démarche consiste à trouver un équilibre entre l'Homme, l'économie et la nature.



1 Testez vos connaissances

#QCM interactif



foucherconnect.fr/20ed027

2 Mot mystère

E	L	B	A	R	U	D	E	I	V
I	N	O	I	T	A	C	U	D	E
M	E	N	L	C	S	A	N	T	E
O	M	H	T	T	O	X	I	A	P
N	M	E	B	A	L	A	N	C	E
O	O	U	I	U	D	R	O	I	T
C	H	R	P	X	E	U	U	E	R
E	C	N	A	S	S	I	O	R	C

Rayez les mots cachés dans la grille, lisibles horizontalement, verticalement, en diagonale (dans les deux sens).

Balance – Bonheur – Croissance – Droit – Durable – Économie – Éducation – Homme – Paix – PIB – Santé – Solde – Taux – Vie

Les 7 lettres inutilisées forment le mot mystère.

Le mot mystère correspond à la définition suivante : un des critères de l'indice du bonheur mondial (IBM).

Mot mystère : **CULTURE**

3 La bonne interprétation

Cochez ce qui est juste

Le PIB et ses composantes en volumes chaînés
(Variations n/n-1, en %, données brutes)

	Précédentes estimations			Nouvelles estimations		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018
PIB	1,2	2,2		1,1	2,3	1,7

www.insee.fr

D'après les estimations de l'INSEE,

- ☒ le PIB progresse entre 2016 et 2017.
- ☐ le PIB ne progresse pas entre 2017 et 2018.
- ☒ le taux de croissance est plus faible en 2018 par rapport à 2017.
- ☐ le pays connaît une récession économique en 2018.
- ☒ le taux de croissance a presque doublé entre 2016 et 2017.

Indiquez comment évolue le PIB entre 2016 et 2018

Le PIB connaît une augmentation importante entre 2016 et 2017. Le taux de croissance s'élève à 2,3 %.

En 2018, le PIB augmente, mais l'augmentation est plus faible. Le taux de croissance s'élève à 1,7 %.

Les indicateurs de l'économie française au regard d'autres pays européens

CAPACITÉ Commenter les indicateurs de l'économie française au regard d'autres pays européens

SITUATION

Yanis et Maéva discutent de leurs prochaines vacances.



1 Précisez quel indicateur permet d'estimer la richesse des habitants.

Le PIB par habitant permet d'estimer la richesse des habitants.

2 Citez l'indicateur utilisé pour comparer le développement des pays entre eux.

L'indice de développement humain permet de comparer le développement des pays entre eux.

Vidéo +

Accélérer la couverture numérique : enjeu de cohésion des territoires 2'00''



foucherconnect.fr/20ed028

Dites à quel rang européen se situe la France pour l'accès au haut débit et pourquoi les Français ne sont pas égaux dans ce domaine.

La France se situe en 27^e position sur 28 pour l'accès au haut débit et les Français ne sont pas égaux entre eux : ceux qui habitent dans des grandes villes sont plus favorisés.

DOC 1 Qu'est-ce que le PIB par habitant ?

Le PIB par habitant se calcule en divisant la valeur du PIB par le nombre d'habitants d'un pays.

Alors que le PIB sert souvent d'indicateur de l'activité économique d'un pays, le PIB par habitant reflète plutôt le niveau de vie des habitants et donc le niveau de développement du pays. Mais ce chiffre n'est qu'une moyenne : il ne permet pas de rendre compte des inégalités de revenu et de richesse au sein d'une population.

1 Indiquez ce que mesure le PIB par habitant et comment il se calcule.

Il mesure le niveau de vie des habitants. Pour le calculer, il faut diviser le PIB par le nombre d'habitants.

2 Expliquez pourquoi le PIB par habitant ne permet pas de mesurer les inégalités de revenu de la population d'un pays.

Cet indicateur est une moyenne : certains habitants se situent au-dessus et d'autres au-dessous de cette moyenne, donc les habitants sont plus ou moins riches.

DOC 2 Classement 2018 des pays de la zone Euro selon leur PIB et PIB par habitant

Rang	PIB (en milliards de \$ courants*)	
1	Allemagne	3 996,8
2	France	2 777,5
3	Italie	2 073,9
4	Espagne	1 426,2
5	Pays-Bas	912,9
6	Belgique	531,8
7	Autriche	455,7
8	Irlande	375,9
9	Finlande	275,7
10	Portugal	238,0
11	Grèce	218,0
12	Luxembourg	69,5

* Dollars courants : valeur du dollar en 2018.

Rang	PIB par habitant en \$ courants*	
5	Allemagne	54 327,1
8	France	45 877,1
9	Italie	42 080,4
10	Espagne	40 854,6
3	Pays-Bas	56 772,0
6	Belgique	50 774,9
4	Autriche	56 253,1
2	Irlande	84 069,4
7	Finlande	48 635,9
11	Portugal	34 065,2
12	Grèce	29 873,6
1	Luxembourg	111 908,0

Alternatives Economiques – Hors-série n° 118

3 Classez les pays de la zone euro selon le PIB par habitant en complétant le document 2.**4 Commentez les données relatives au Luxembourg et interprétez-les.**

Le Luxembourg est en dernière position du classement du PIB mais en première position du classement du PIB par habitant. Cela signifie que le Luxembourg crée moins de richesse que les autres pays mais que ses habitants ont le niveau de vie le plus élevé.

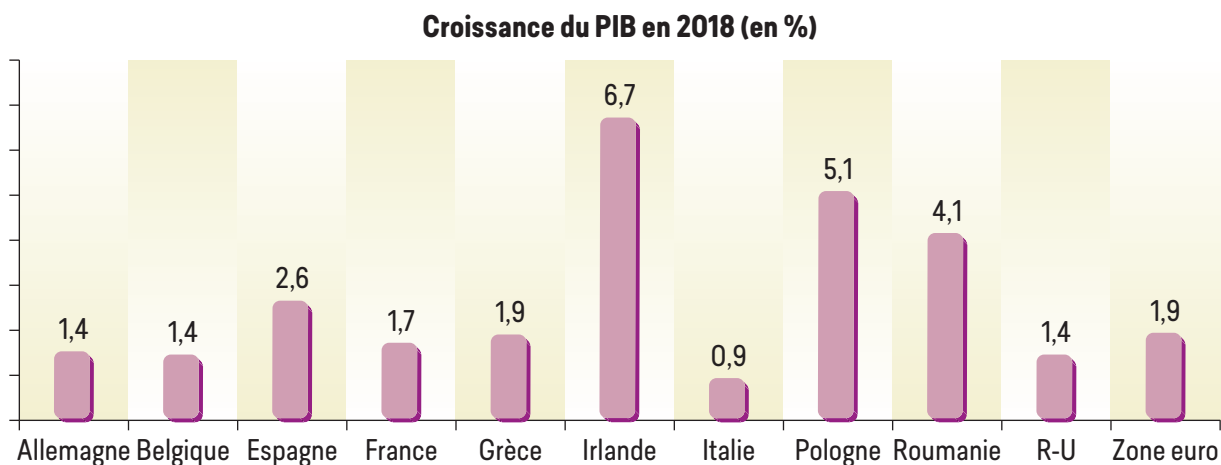
5 Commentez les données relatives à la France.

La France est en deuxième position par rapport au PIB mais en huitième position par rapport au PIB par habitant.

6 Citez le pays mieux positionné que la France du point de vue du PIB.

L'Allemagne est mieux positionnée que la France au niveau du PIB (1^{er} rang) et du PIB par habitant (5^e rang).

DOC 3 Croissance du PIB au sein de l'Union européenne en 2018



7 Citez les pays dont le taux de croissance est voisin de celui de la France.

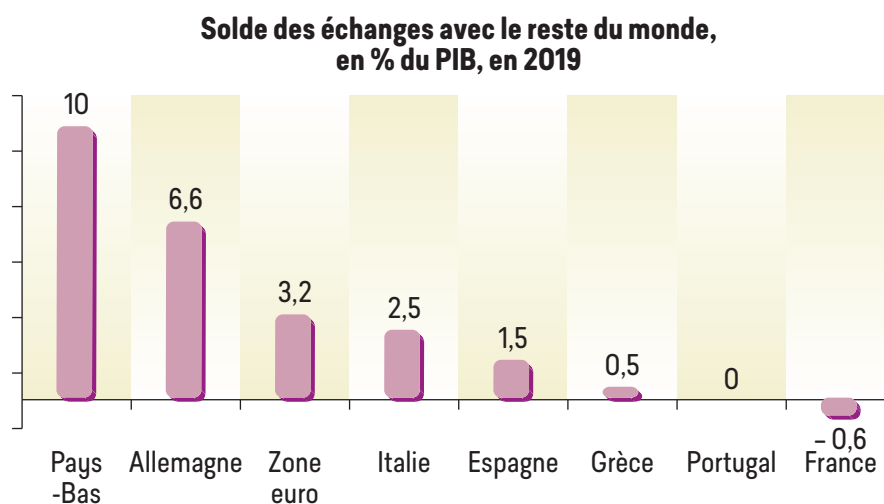
L'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, le Royaume-Uni, la Grèce.

8 Comparez le taux de croissance de la France à celui de la Pologne.

La France a un taux de croissance trois fois moins élevé que celui de la Pologne.



DOC 4 L'Europe a des marges de manœuvres



Face au ralentissement économique, la zone euro dispose d'importantes marges de manœuvre. [...] Elle dégagne aussi des excédents extérieurs importants, signe qu'elle vit en dessous de ses moyens. Et ce n'est pas seulement le cas de l'Allemagne : à l'exception de la France, tous les pays de la zone sont excédentaires.

9 Cochez ce qui est vrai dans les affirmations ci-dessous.

☒ La France exporte moins qu'elle n'importe.

☐ L'Italie et l'Allemagne font mieux que l'ensemble des pays de la zone euro.

☒ Le Portugal fait mieux que la France.

DOC 5 Les pays à l'indice de développement humain le plus élevé

Rang	Pays	IDH	Espérance de vie à la naissance (années)	Durée attendue de scolarisation (années)	Durée moyenne de scolarisation (années)	Revenu national brut (RNB) par habitant (PPA \$ 2011)*
1	Norvège	0,953	82,3	17,9	12,6	68 012
2	Suisse	0,944	83,5	16,2	13,4	57 625
3	Australie	0,939	83,1	22,9	12,9	43 560
4	Irlande	0,938	81,6	19,6	12,5	53 754
5	Allemagne	0,936	81,2	17	14,1	46 136

© JDN / CCM Benchmark / 20.03.2019

Avec un score de 0,901, la France arrive à la 24^e place sur les 189 pays et territoires étudiés par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). La France enregistre une espérance de vie plus élevée que celle enregistrée en Norvège, mais le revenu national brut par Français est inférieur de 73 % à celui des Norvégiens.

* PPA (parité du pouvoir d'achat) : méthode pour fixer la valeur d'une monnaie en fonction du montant de biens et de services qu'elle permet d'acquérir. Le dollar américain est souvent utilisé comme référence.



10 Indiquez, parmi les 5 pays dont l'IDH est le plus élevé, celui qui fait le meilleur score pour chacun des critères pris en compte dans le calcul.

Espérance de vie à la naissance : Suisse

Durée attendue de scolarisation : Australie

Durée moyenne de scolarisation : Allemagne

Revenu national brut par habitant : Norvège

11 Identifiez, parmi les critères ci-dessus, celui où la France enregistre un meilleur score que la Norvège.

La France enregistre un meilleur score que la Norvège au niveau de l'espérance de vie.

DOC 6 Classement des pays selon l'indice du bonheur mondial

Édition 2008	Édition 2019	Évolution 2008-2019
1 - Suède	1 - Norvège	+ 1 place
2 - Norvège	2 - Danemark	+ 2 places
3 - Pays-Bas	3 - Suède	- 2 places
4 - Danemark	4 - Suisse	+ 5 places
5 - Canada	5 - Pays-Bas	- 2 places
6 - Finlande	6 - Finlande	=
7 - Australie	7 - Australie	=
8 - Royaume-Uni	8 - Autriche	+ 6 places
9 - Suisse	9 - Irlande	+ 1 place
10 - Irlande	10 - Allemagne	+ 1 place
11 - Allemagne	...	
12 - France	19 - France	- 7 places

www.globeco.fr, 2019

12 Indiquez dans la colonne évolution 2008-2019 le nombre de places gagnées ou perdues entre 2008 et 2019 par chaque pays.

13 Citez les pays dont la progression est la plus importante.

La Suisse et l'Autriche.

14 Expliquez la situation de la France par rapport à l'IBM ?

Elle a perdu 7 places. Cela n'est pas positif.



1 Du PIB au PIB par habitant

Le PIB par habitant : indicateur du niveau de vie moyen des habitants

$$\text{PIB par habitant} = \frac{\text{PIB (produit intérieur brut)}}{\text{Nb d'habitants du pays}}$$

Position de la France par rapport aux pays de la zone euro en 2018

PIB : 2^e rang

PIB par habitant : 8^e rang

Le PIB par habitant ne permet pas d'identifier les inégalités au sein de la population d'un pays.

2 Croissance économique et échanges commerciaux

En 2018
Taux de croissance du PIB

Français

1,7 %

Zone euro

1,9 %

En 2019
Solde des échanges commerciaux

Français

- 0,6 %

Zone euro

3,2 %

3 IDH et IBM à l'échelle mondiale

En 2019
Position de la France

IDH : 24^e

IBM : 19^e

Un atout :
l'espérance de vie à la naissance

1 Testez vos connaissances

#QCM interactif



foucherconnect.fr/20ed030

2 Un peu d'ordre

Remettez les mots suivants dans l'ordre à l'aide de l'indice

										Indices																	
T	A	S	I	T	Q	E	U	S	I	S	T	%	S	T	A	T	I	S	T	I	Q	U	E	S			
G	I	T	E	S	A	N	L	I	E			< ou >	I	N	E	G	A	L	I	T	E	S					
C	E	S	I	H	S	R	E					€								R	I	C	H	E	S	S	E

3 Mesurer pour comprendre

Les pauvres sont un peu plus nombreux

8,8 millions de personnes vivaient sous le seuil de pauvreté (établi à 1 041 euros par mois, soit 60 % du niveau de vie médian) en 2017, contre 8,78 en 2016. Le taux de pauvreté est ainsi passé de 14 % à 14,1 %. [...] Ce que rappelle l'Insee, c'est que « la situation vis-à-vis de la pauvreté reste très liée au statut d'activité ». [...] Le travail est moins qu'avant un levier de sortie de la pauvreté : en cause, la montée des emplois à temps réduit (emplois temporaires ou à temps partiel). L'ubérisation du travail, avec le développement de plates-formes numériques de mise en relation entre des clients et des travailleurs indépendants, risque d'accentuer le problème.



La pauvreté en 2016	Seuil de pauvreté mensuel (en euros)	Taux de pauvreté (en %)
Allemagne	1 061	16,1
Bulgarie	376	23,4
Espagne	776	21,6
France	1 023	13,3
Irlande	918	15,6
Italie	823	20,3
Pologne	554	15
Royaume-Uni	901	17

Alternatives Économiques – hors série n° 118

Indiquez à quel facteur est liée la pauvreté, d'après l'INSEE, et pourquoi le travail n'est plus un moyen de sortir de la pauvreté.

La pauvreté est liée au statut d'activité. Le travail n'est plus un moyen de sortir de la pauvreté en raison de la montée des emplois précaires (emplois temporaires ou à temps partiel) et de l'ubérisation du travail.

Comparez la situation de la France avec celle des autres pays européens

Le seuil de pauvreté de la France est un des plus élevés. Il est presque 3 fois plus élevé que celui de la Bulgarie. Le taux de pauvreté français est le plus faible. Donc la situation de la France est plutôt satisfaisante comparativement à d'autres pays européens.

Les fonctions de l'État

CAPACITÉ Identifier les fonctions de l'État

SITUATION

Camille est élève en Terminale Bac Pro Commerce. Au cours d'une journée bien remplie, elle va utiliser des services publics divers et variés.



1 Citez les organisations qui relèvent des services publics utilisés par Camille.

La SNCF, la police nationale, le centre hospitalier de Mâcon et France 2.

2 Identifiez l'institution qui propose ces services publics. L'État.

Vidéo +

À quoi sert l'État dans une économie de marché ? 3'18"

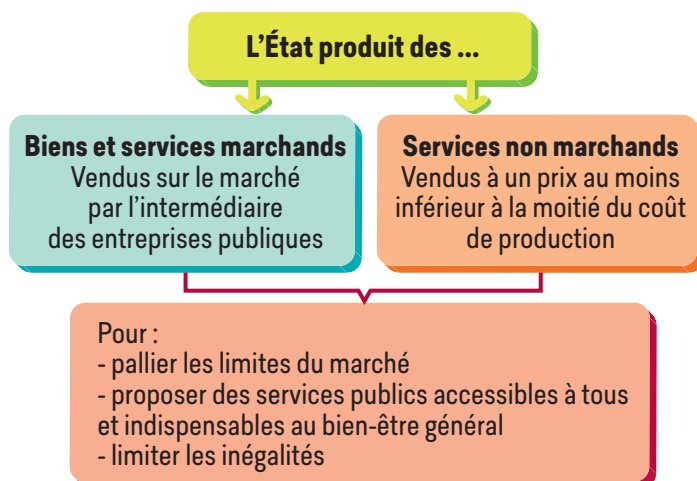


foucherconnect.fr/20ed031

Mentionnez les différentes fonctions de l'État.

Les fonctions régaliennes (justice, sécurité) et les fonctions d'allocation des ressources, la stabilisation et la redistribution.

DOC 1 L'État : producteur de biens et de services

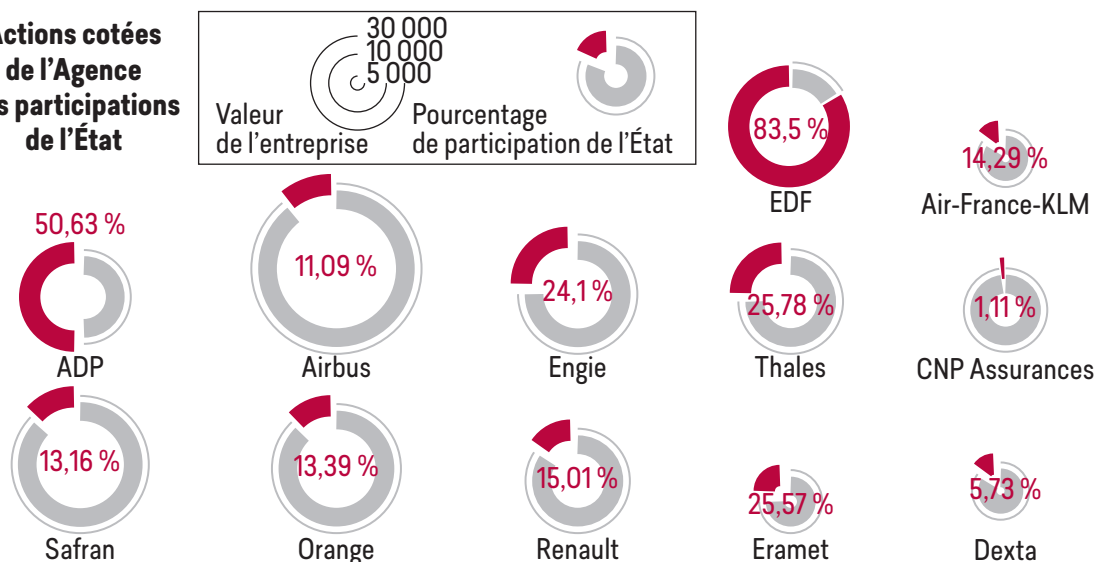


1 Complétez le tableau ci-dessous.

Exemples	Quel bien ou service produit ?	Marchand	Non marchand
EDF	Énergie	x	
Centre hospitalier William-Moray	Santé		x
Université de Bourgogne	Enseignement supérieur		x
Police nationale	Sécurité		x
SNCF	Transports	x	

DOC 2 L'État participe à l'activité économique

**Actions cotées
de l'Agence
des participations
de l'État**



infographie-Clara Dealberto / Libération / 14.06.2018

2 Associez aux quatre secteurs d'activité un exemple d'entreprise dont l'État participe au capital.

Énergie : EDF

Industrie : Renault

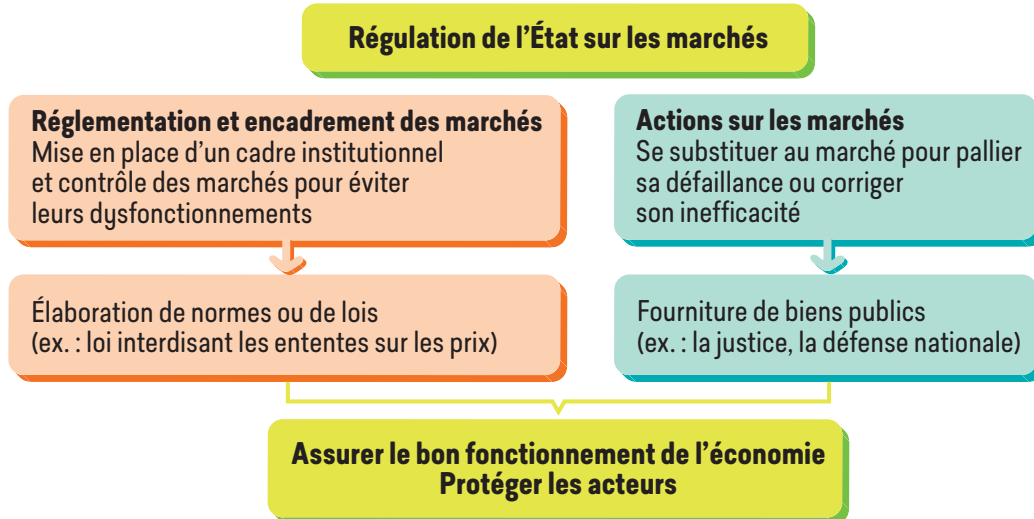
Services et finance : Orange

Transports : Air-France-KLM

3 Nommez les entreprises dont l'État est actionnaire majoritaire.

EDF et ADP.

DOC 3 L'intervention de l'État sur les marchés



4 Indiquez pour chaque exemple d'intervention de l'État à quel objectif économique il correspond.

Exemples	Encadrer le marché	Se substituer au marché
Tarifs réglementés de vente d'électricité définis par le code de l'énergie.	✗	
Fourniture de l'éclairage public urbain.		✗
Le marché des jouets est encadré par des normes très strictes de sécurité.	✗	
Sanctions pour les entreprises qui s'entendent sur les prix.	✗	

5 Précisez l'objectif poursuivi par l'État en intervenant sur les marchés.

L'État intervient sur les marchés en mettant en place un cadre institutionnel pour encadrer et assurer le bon fonctionnement de l'activité économique et pour se substituer aux acteurs en cas de défaillances ou d'inefficacité de leur part.

DOC 4 Les autorités administratives indépendantes

Les autorités administratives indépendantes (AAI) sont des institutions de l'État chargées d'assurer la régulation de secteurs économiques. Leur mission principale est d'**assurer la régulation**, c'est-à-dire le fonctionnement harmonieux, **d'un secteur économique précis**. Il s'agit le plus souvent d'un domaine sensible, soit en raison de ses conséquences sociales possibles (ex. : CSA pour l'audiovisuel), soit en raison de son impact économique (ex. : télécommunications). On distingue les institutions chargées de la régulation des activités économiques (ex. : Autorité de la concurrence) et celles protégeant les droits des citoyens (ex. : Défenseur des droits ou la CNIL).

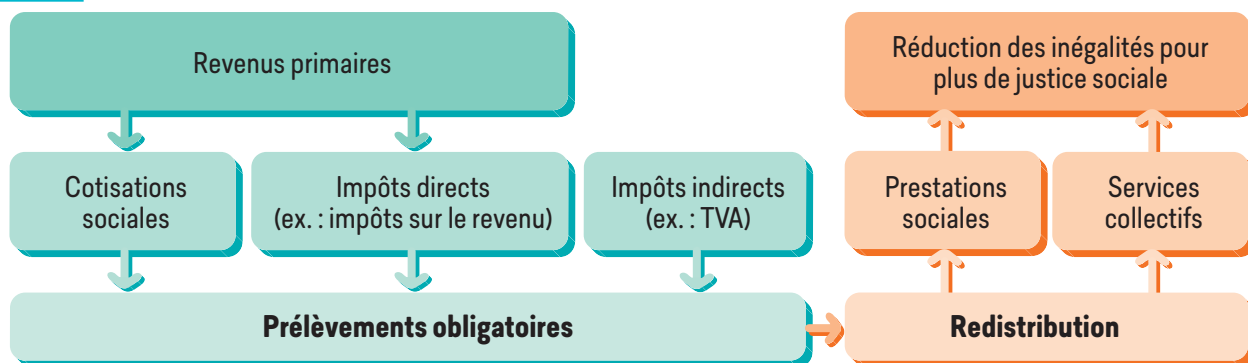
Cette mission implique des actes organisant le secteur, soumettant les entreprises à des règles et les sanctionnant le cas échéant, mais aussi prenant en compte les demandes et les besoins des acteurs de ce secteur.



6 Expliquez à quoi servent les autorités administratives indépendantes.

Les AAI sont des organismes de régulation de certains « secteurs sensibles ». Elles doivent assurer leur bon fonctionnement, faire respecter les règles mises en place afin de protéger les droits de tous les acteurs du marché, comme les concurrents mais aussi les consommateurs ou les citoyens.

DOC 5 Le principe de la redistribution



7 Expliquez la finalité de la redistribution.

Grâce aux prélèvements obligatoires (impôts directs + cotisations sociales + impôts indirects collectés par l'État), l'État redistribue des revenus sous forme de prestations sociales ou fournit des services collectifs.

8 Précisez les objectifs poursuivis par l'État grâce à la redistribution.

Les objectifs poursuivis sont la réduction des inégalités et la recherche d'une plus grande justice sociale.

DOC 6 L'efficacité de la redistribution

[...] Du côté des prélèvements, l'impôt sur le revenu, par son système de tranches d'imposition à taux croissants, est le transfert le plus redistributif : en 2017, il participe à hauteur de 29 % à la réduction des inégalités de niveau de vie. [...] De leur côté, les prestations sociales mettent en jeu des masses moyennes deux fois moins importantes que les prélèvements, mais contribuent pour 65 % à la réduction des inégalités en 2017 [...]. Les aides au logement apportent un soutien financier important aux ménages qui les perçoivent : elles représentent 13 % du niveau de vie moyen des 20 % de personnes les plus modestes (et même 20 % de celui des 10 % les plus modestes) et contribuent pour 16 % à la réduction des inégalités. [...] Les minima sociaux et la prime d'activité [...] contribuent pour 23 % à la réduction globale des inégalités. Enfin, les prestations familiales contribuent pour 25 % à la réduction des inégalités.

La redistribution monétaire - France, portrait social, édition 2018 - Insee Références, www.insee.fr



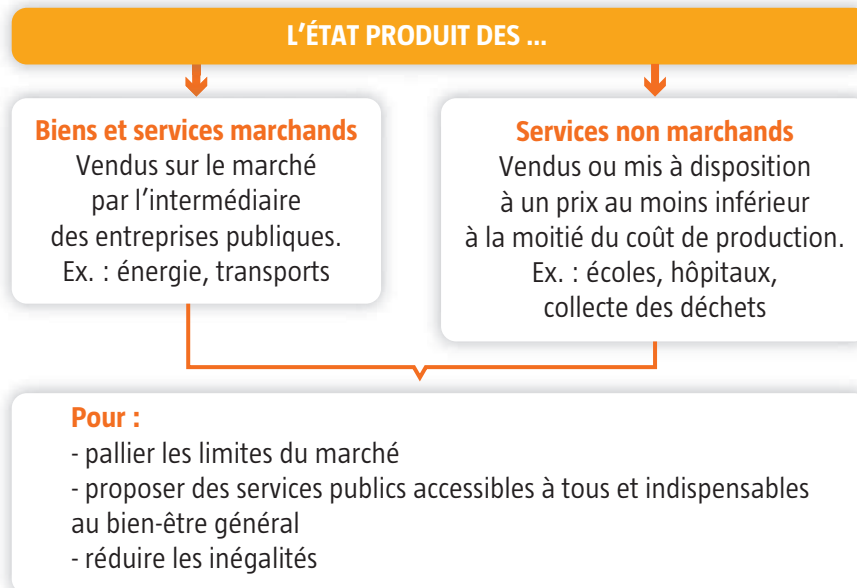
LP / Infographie / 22.01.2019

9 Commentez l'efficacité de la redistribution en France.

Globalement, la redistribution est efficace. L'impôt sur le revenu avec son système de tranches d'imposition à taux croissant, est le transfert le plus redistributif (il contribue pour 29 % à la réduction des inégalités), les prestations sociales contribuent pour 65 % à la réduction des inégalités. Parmi les prestations sociales les plus efficaces, on peut citer les prestations familiales (25 %), les minima sociaux et la prime d'activité (23 %). Les revenus des plus pauvres après redistribution augmentent de 68,8 %. L'écart de revenus de 1 à 8,3 avant redistribution passe de 1 à 4 après redistribution.



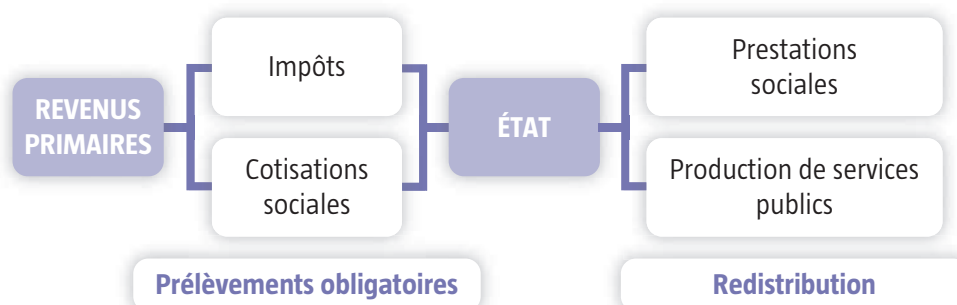
1 L'État : acteur de la vie économique



2 L'État : régulateur de la vie économique



3 L'État : acteur de la redistribution



À vous de jouer!

1 Testez vos connaissances

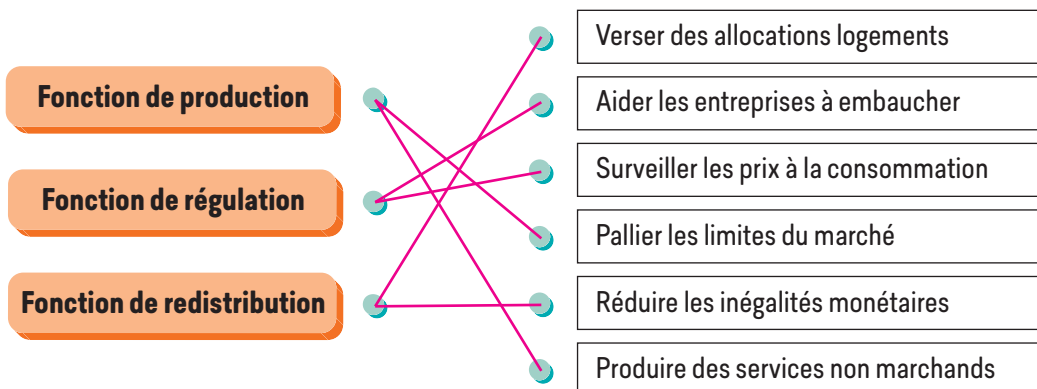
#QCM interactif



foucherconnect.fr/20ed033

2 La bonne paire

Reliez chaque exemple proposé à la fonction de l'État correspondante.



3 Les services financés par l'État

Quel est le "vrai" prix des services financés par l'État ?



www.charentelibre.fr, 2018

Complétez le tableau en fonction des exemples ci-dessus.

Exemples	Fonction de l'État		Financement	
	Production	Redistribution	% État	% Citoyen
Garde d'enfant		x	62 %	38 %
Scolarité au collège	x		100 %	0 %
Frais d'hospitalisation		x	91 %	9 %
Billet SNCF	x		55 %	45 %
Scolarité à l'université	x		94 à 100 %	0 à 6 %
Consommation de médicaments		x	74 %	26 %

La politique économique de l'État

CAPACITÉ Repérer, à travers les postes budgétaires, des mesures de politique économique (incitation et lutte contre les déséquilibres)

SITUATION

Stanislas, titulaire d'un bac pro Commerce, est à la recherche de son premier emploi. Il s'intéresse à l'actualité économique pour mieux comprendre son environnement.



Extrait du projet de loi de finances 2020 : Améliorer le pouvoir d'achat des Français qui travaillent

Le PLF 2020 prévoit une baisse de l'impôt sur les revenus. La taxe d'habitation sur les résidences principales sera intégralement supprimée pour 80 % des ménages. L'incitation à reprendre une activité professionnelle continue d'être favorisée par la revalorisation de la prime d'activité. La prime exceptionnelle exonérée d'impôt sur le revenu et de toute cotisation sociale ou contribution dans la limite de 1 000 € mise en place en 2018 s'appliquant aux salariés dont la rémunération mensuelle est inférieure à trois SMIC est reconduite pour 2020.

www.performance-publique.budget.gouv.fr

- 1 Indiquez le sujet traité dans l'extrait de loi de finances 2020.

Cet extrait traite des mesures prises par le gouvernement pour améliorer le pouvoir d'achat des Français qui travaillent.

- 2 Expliquez en quoi ces mesures peuvent toucher directement Stanislas.

La baisse des impôts, la suppression de la taxe d'habitation ainsi que la reconduction de la prime exceptionnelle peuvent améliorer le pouvoir d'achat de Stanislas.

Vidéo +

Le projet de loi de finances : comment ça marche ? 3'24"

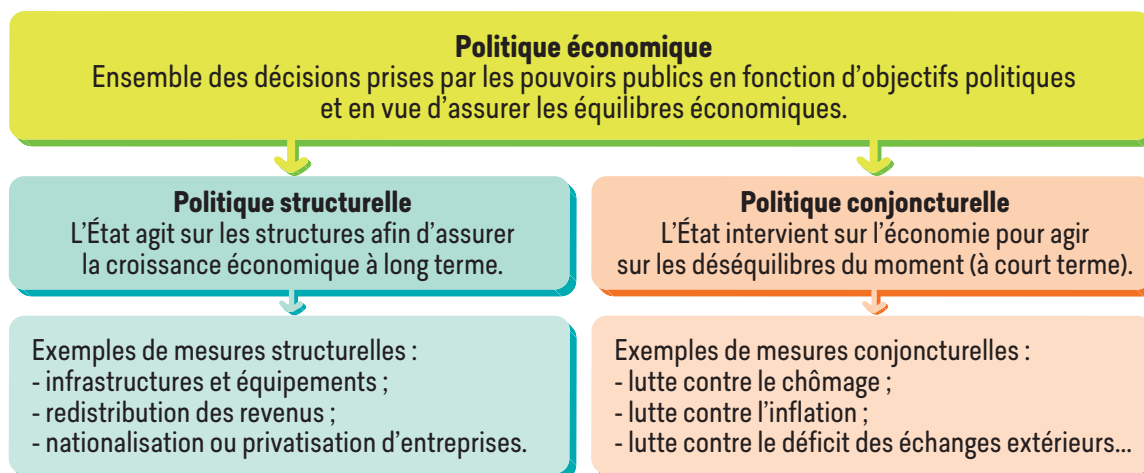


foucherconnect.fr / 20ed034

- Précisez le rôle de la Direction du budget.

Elle a un rôle essentiel dans le pilotage des finances publiques. Elle élabore le projet de loi de finances (futur budget de l'État) en lien avec les ministères. Ce PLF autorise les recettes et les dépenses de l'État pour l'année à venir.

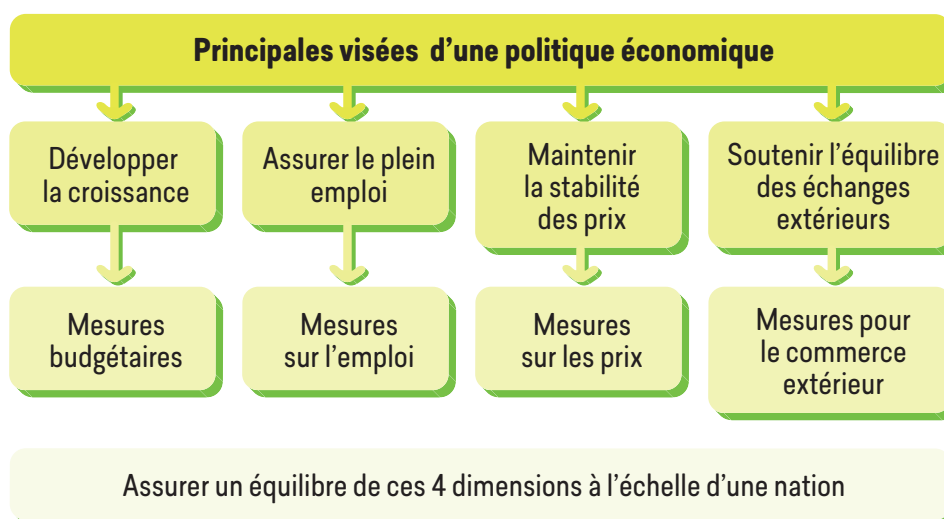
DOC 1 Politique structurelle et politique conjoncturelle



1 Complétez le tableau en précisant s'il s'agit d'une politique structurelle ou conjoncturelle.

Exemples	Politique structurelle ou conjoncturelle	Objectifs visés
Augmenter l'âge de départ à la retraite	Structurelle	Réduire le déficit des comptes sociaux
Alléger les charges sociales des entreprises	Conjoncturelle	Développer la croissance et assurer le plein emploi
Augmenter les impôts	Conjoncturelle	Lutter contre le déficit budgétaire
Dynamiser la production industrielle	Structurelle	Rendre plus compétitive la France

DOC 2 Les principaux objectifs de la politique économique



2 Citez l'objectif final de la politique économique.

C'est d'assurer l'équilibre de l'économie nationale.

3 Précisez comment l'État agit sur l'économie nationale.

Par la mise en œuvre d'actions et d'interventions, l'État agit sur l'économie nationale afin d'atteindre l'équilibre.

C'est ce qu'on appelle la politique économique qui désigne l'ensemble des décisions prises par l'État pour atteindre ses objectifs (relance de l'économie, diminution de chômage, stabilité des prix...).

DOC 3 Le budget de l'État

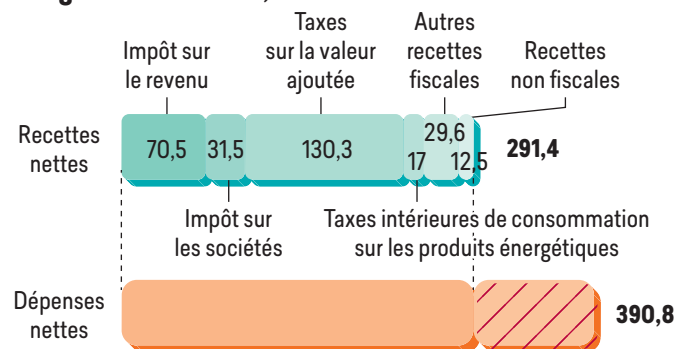
Projet de loi de finances (PLF) 2020

En milliards d'euros	PLF 2020
Dépenses nettes	399,2
Recettes nettes (impôts et taxes)	306,1
Solde général	- 93,1
Dette publique (en % du PIB)	98,7

www.performance-publique.budget.gouv.fr.gouv.fr

Ministère des Finances, 2018

Budget de l'État 2019, en milliards d'euros



4 Observez le montant des recettes et des dépenses de l'État prévues pour 2020. Que remarquez-vous ?

On constate un déficit budgétaire de 93,1 mds d'euros.

5 Comparez le budget de l'État de 2019 et le projet de loi de finances de 2020.

Entre 2019 et 2020, les recettes nettes progressent de 14,7 mds € et les dépenses nettes augmentent de 8,4 mds €.

DOC 4 Extrait du budget par ministères

Le budget 2020 des missions

Crédits de paiement en milliards d'euros, hors contributions directes de l'État au CAS Pension

		Évolution en %
Enseignement scolaire	53,3	↗ +1,9
Défense	37,6	↗ +4,7
Recherche et enseignement sup.	28,41	↗ +1,9
Solidarité, insertion et égalité des chances	24,83	↗ +4,8
Cohésion des territoires	14,91	↘ -9
Sécurité	14,09	↗ +3,9
Travail et emploi	12,27	→ 0
Écologie, développement durable	11,64	↗ +1
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	7,79	↗ +0,5
Justice	7,5	↗ +2,9
Régimes sociaux et de retraite	6,23	↘ -0,8
Relations avec les collectivités territoriales	3,45	↗ +0,3
Aide publique	3,27	↗ +6,9
Administration générale	2,76	↗ +1,5
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	2,74	↗ +2,2
Culture	2,74	↗ +0,7

PLF, 2019

Exemples de mesures fiscales – PLF 2020.

1. Défiscalisation et exonération de cotisations sociales sur les heures supplémentaires
2. Baisse du taux de l'impôt sur les sociétés
3. Revalorisation de la prime d'activité
4. Suppression de la taxe d'habitation pour 80 % des Français

Complétez le tableau ci-dessous en précisant le bénéficiaire de la mesure fiscale.

Mesures	Particulier	Entreprise
1	×	×
2		×
3	×	
4	×	

6 Listez les cinq enveloppes budgétaires qui ont le plus progressé pour 2020.

Aide publique (+ 6,9 %), Solidarité, insertion et égalité des chances (+ 4,8 %), Défense (+ 4,7 %), Sécurité (+ 3,9 %) et Justice (+ 2,9 %).

7 Indiquez la finalité du budget de l'État.

Le budget de l'État permet de financer les politiques économiques avec les dépenses engagées au travers des diverses actions mises en œuvre.

DOC 5 Les politiques passives de l'emploi



Les actions de politiques passives de l'emploi
Objectif : rendre le chômage plus supportable et réduire la population active

Meilleure indemnisation des demandeurs d'emploi

Inciter au retrait d'activité (favoriser le temps partiel, abaisser l'âge de départ à la retraite)

Partager le travail par la réduction du temps de travail (35 heures).

Le chômage représente l'ensemble des personnes de 15 ans et plus, privées d'emploi et en recherchant un. Sa mesure est complexe. Il existe deux sources statistiques principales sur le chômage : Pôle Emploi et l'Insee.

Insee

8 Précisez la notion de « demandeur d'emploi ».

Un demandeur d'emploi est une personne de 15 ans et plus, privée d'emploi et en recherchant un.

9 Mentionnez les actions de politiques passives de l'emploi visant la réduction de la population active.

Développement du temps partiel, abaissement de l'âge de la retraite.

DOC 6 Les politiques actives de l'emploi

N°	Les actions de politiques actives de l'emploi Objectif : accroître le nombre d'emplois
1	Inciter les entreprises à embaucher (allègement ou exonération de cotisations sociales, primes à l'embauche de jeunes).
2	Favoriser la formation professionnelle afin d'adapter la main-d'œuvre aux changements technologiques.
3	Améliorer le fonctionnement du marché du travail par une meilleure communication et information entre les offres et les demandes d'emploi.



10 Associez les exemples aux numéros d'action répertoriés dans le doc 6.

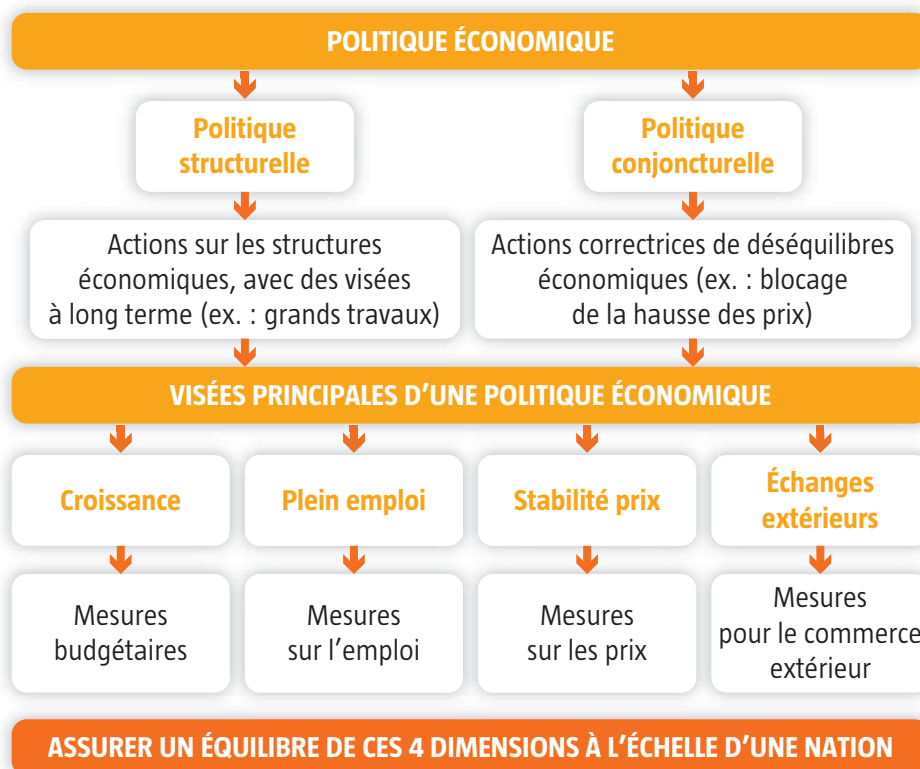
Exemples	N° de l'action
Réduction du taux de cotisation patronale d'assurances maladie-maternité-invalidité-décès.	1
Un jeune peut signer un contrat d'apprentissage jusqu'à 29 ans révolus.	2
La mission locale élabore et met en œuvre une politique locale d'insertion professionnelle et sociale des jeunes.	3
Aide à l'embauche pour les TPE.	1

11 Expliquez pourquoi il est plus efficace de développer des actions de politiques actives de l'emploi plutôt que des politiques passives.

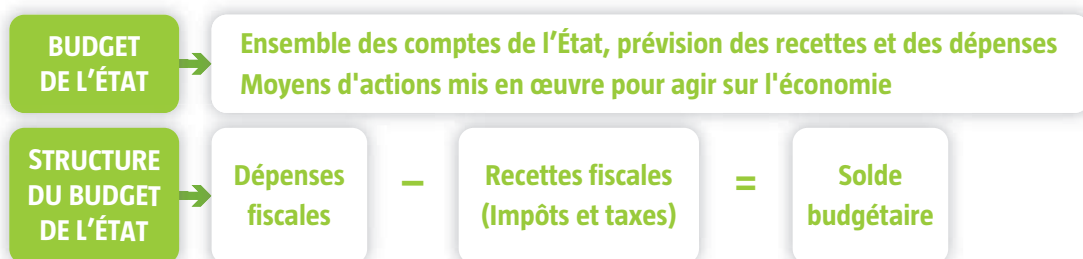
Agir sur l'offre d'emploi est beaucoup plus efficace car cela permet l'embauche de personnes et donc la diminution du chômage.



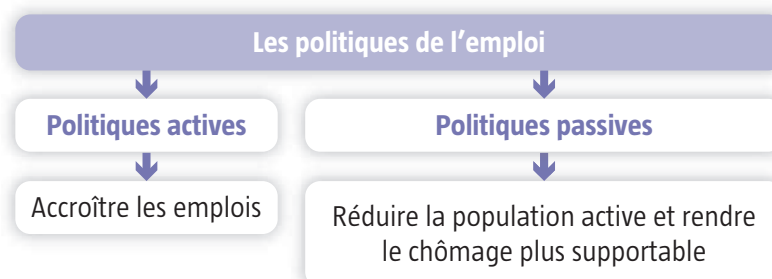
1 La politique économique



2 La politique budgétaire



3 La lutte contre le chômage



1 Testez vos connaissances

#QCM interactif



foucherconnect.fr/20ed036

2 Phrase à reconstituer

Reconstituez les mots puis formez une phrase relative à la politique économique.

EL VUORENENTEMG

L E G O U V E R N E M E N T

ESD DREN P

P R E N D D E S

CESONISID RUPO

D E C I S I O N S P O U R

SARREUS

A S S U R E R

QUEBLIREIL'

L ' E Q U I L I B R E

ED C'OMIENOLE

D E L ' E C O N O M I E

Réponse : Le gouvernement prend des décisions pour assurer l'équilibre de l'économie

3 Le secteur des transports et de la logistique recrute



540 000, c'est le nombre de postes à pourvoir entre 2017 et 2022 dans les métiers du transport et de la logistique. Si près de la moitié concerne des conducteurs de véhicules, des opportunités de carrière sont également à saisir dans les professions de cariste, agent de quai, préparateur de commandes...

Le secteur des transports et de la logistique représente 1,6 million d'emplois en France. Avec une prévision de départs à la retraite de l'ordre de 457 000 et une création d'emplois supplémentaires de 83 000, la filière offre des perspectives dans les différents métiers qui la composent. [...]

Accessibles avec le niveau bac ou bac +2, la profession de technicien d'exploitation de transport, que l'on retrouve également sous les termes d'exploitant, affréteur, dispatcheur ou agent de transit recherche également des bras. À titre d'exemple, selon l'étude Tremplin, elle représentait 945 postes sur les 22 363 besoins exprimés par 1 633 entreprises du transport et de la logistique. Cette étude a également révélé des offres d'emploi pour les mécaniciens et en particulier pour les opérateurs et exploitants logistiques (3 591).

www.pole-emploi.fr

Montrez en quoi cet article de Pôle Emploi concerne une action de politique active de l'emploi.

Parmi les actions de politiques actives de l'emploi, on trouve l'amélioration du fonctionnement du marché du travail par une meilleure communication et information. Pôle emploi, en publiant cet article, améliore la communication et l'information en direction des demandeurs d'emploi, ce qui leur permet de connaître les nouvelles opportunités d'emploi dans le secteur du transport et de la logistique.

Méthode 17

Apprécier la fiabilité des informations issues d'Internet

The screenshot shows the Le Monde website with an article titled "L'Europe s'installe dans une croissance faible". Annotations on the left side of the page point to specific elements:

- Site**: Points to the URL in the browser address bar.
- Objectif du site**: Points to the "Consulter le journal" button.
- Nature du site**: Points to the "ACTUALITÉS" menu item.
- Auteur**: Points to the author's name "Par Virginie Malingre".
- Date de mise en ligne**: Points to the publication date "Publié le 07 novembre 2019 à 11h00".
- Date de mise à jour**: Points to the "Mis à jour le 07 novembre 2019 à 11h29" text.
- Résumé du document**: Points to the article's introductory paragraph.

Source : www.lemonde.fr

Points 1 à 4 vérifiés \Rightarrow information fiable : OUI ou NON

Complétez les pointillés en suivant la **méthode 17**.

Degré de fiabilité des URL

- .gouv** : site gouvernemental
- .edu** : site du domaine éducation
- .asso** : site d'associations
- .com** : site d'entreprise commerciale ou de blog
- .org** : organismes à but non lucratif
- .fr** : site français
- .perso** : site personnel

+++
++
+
+ ou -
--

Méthode 17

- 1 Identifier le site et sa nature (institutionnel, personnel, commercial, informatif, associatif, forum...).
Préférer les sites institutionnels ou gouvernementaux.
- 2 Analyser l'objectif du site (informer, défendre des idées ou des valeurs, vendre, propager de fausses informations...).
- 3 Repérer le ou les auteurs du document et vérifier par une recherche complémentaire leur domaine de compétences (notoriété, références...) afin d'apprécier leur expertise sur le sujet.
- 4 Apprécier la nature du document : texte (juridique, politique, article de presse, documentaire, témoignage...), image (représentation, photo, affiche...), chiffre (graphique, tableau...), carte, vidéo.
- 5 Valider, après avoir analysé les points 1 à 4, la fiabilité du contenu de l'information et conclure sur la fiabilité de l'information.
- 6 Recouper sa recherche avec d'autres sources fiables.

Méthode 18

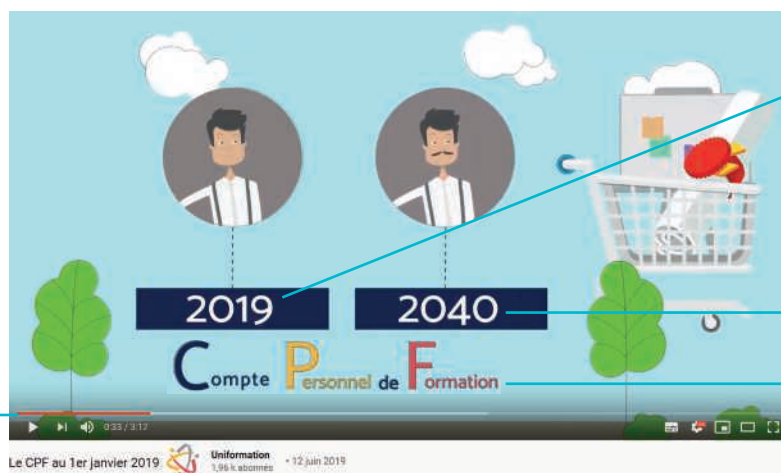
Exploiter une vidéo

Type de vidéo :
animation

Mots clés :

CPF, formations,
certification,
VAE, bilan de
compétences

Durée



Date clé

Date clé

Titre

Source / propriétaire de la vidéo

Date de la vidéo

Site internet hébergeur : youtube

+vidéo

foucherconnect.fr

20ed136



Vocabulaire

Problématique : ensemble des questions posées par un sujet précis.

Complétez les pointillés après avoir visionné la vidéo et en suivant la **méthode 18**.

Méthode 18

- 1 Repérer les caractéristiques de la vidéo : type (interview, reportage, animation...), titre et auteur, durée, date, indicateur visuel, site d'hébergement.
- 2 Identifier la thématique générale traitée par la vidéo et la problématique qui s'y rattache.
- 3 Déterminer la structure de la vidéo (le plan).
- 4 Repérer les mots clés, les notions économiques et/ou juridiques traitées dans la vidéo et en lien avec le cours.
- 5 Indiquer si la vidéo explique bien la problématique et en facilite la compréhension. Préciser comment avec un exemple extrait de la vidéo (donner son opinion sur le sujet en argumentant, proposer une ouverture sur le thème).

- 1 Auteur : Uniformation (Opérateur de Compétences).
- 2 Le fonctionnement du Compte personnel de formation.
Problématique : quels changements la loi a-t-elle apportés pour la liberté de choisir son avenir professionnel ?
- 3 La vidéo est structurée en trois temps : la définition du CPF, les changements apportés par la loi LCAP, l'utilisation du CPF pour financer cinq types de prestations.
- 4 Les notions abordées : compétences, qualifications, compte personnel de formation, formation tout au long de la vie, VAE.
- 5 Analyse critique : Le CPF sera-t-il utilisé par tous les salariés pour suivre une formation ?
Ouverture sur le thème : les enjeux de la formation tout au long de la vie pour l'individu et pour l'entreprise.

L'État : quel rôle dans l'activité économique ?

MODULE 4

JE CONCLUS



Peut-on lutter contre les déserts économiques ?

La France est aujourd'hui profondément divisée. Les métropoles se renforcent, tandis que les petites villes et les campagnes se vident. Des solutions existent pourtant pour les revitaliser. Elles demandent beaucoup d'énergie et d'imagination de la part des élus locaux et un bon soutien de l'État.

Politique économique

Depuis de nombreuses années, la France se démène pour tenter de réduire les déséquilibres entre ses provinces. Pourtant, soixante-dix ans après le lancement des premières grandes politiques d'aménagement du territoire de la IV^e République, le constat est amer. Les inégalités entre les territoires ne cessent de s'accroître et les « gilets jaunes », qui symbolisent depuis six mois les fractures françaises, ne doivent rien au hasard.

Les métropoles mondialisées attirent à elles population et emplois au détriment du reste du pays : entre 1999 et 2013, elles ont concentré 88 % de la croissance démographique et 86 % des emplois. À l'opposé, trois types de désert économique émergent : les banlieues qui perdent pied dans les grandes aires urbaines, les villes moyennes laminées par les restructurations et les campagnes éloignées des littoraux.

La centralisation historique autour de Paris a récemment été renforcée par un double phénomène. D'une part, la désindustrialisation accélérée du pays, accentuée par la crise de 2008, qui a fragilisé le

tissu économique des villes moyennes. D'autre part, la révolution des télécommunications et du numérique, qui favorise les zones les plus denses et a ainsi renforcé les inégalités. Aujourd'hui encore, des villages ne disposent toujours pas de couverture en 3G. À Paris ou Lyon, plus de 80 % des locaux sont couverts en fibre optique contre moins de 10 % en Dordogne, dans le Lot ou l'Aveyron. Lutter contre cette vague de fond de la métropolisation du pays demande une énergie considérable aux élus locaux, qui doivent défendre leur territoire, mais aussi à l'État, chargé d'assurer à tous des infrastructures convenables. Des économistes considèrent d'ailleurs ce coûteux combat difficile à mener, la priorité étant de renforcer les métropoles hexagonales encore trop modestes dans la concurrence internationale. Abandonner des territoires entiers au vieillissement et à l'inactivité n'est pourtant pas une option pour des raisons évidentes de cohésion nationale, mais aussi de finances publiques.

www.ieif.fr, Revue de presse.

MODULE 4

L'État : quel rôle dans l'activité économique ?

À quels déséquilibres sociaux et économiques est confrontée la France ?

La France est aujourd'hui profondément divisée. Les métropoles se renforcent, tandis que les petites villes et les campagnes se vident. Les inégalités entre les territoires ne cessent de s'accroître. Les métropoles mondialisées concentrent 88 % de la croissance économique et 86 % des emplois. En revanche, des déserts économiques émergent dans les banlieues, les villes moyennes et les campagnes.

Quelle doit être l'action de l'État pour lutter contre les déséquilibres sociaux et économiques ?

L'État doit, d'une part, renforcer les métropoles encore trop modestes dans la concurrence internationale et, d'autre part, favoriser le développement de l'activité et le dynamisme des déserts économiques.

Quels en sont les enjeux ?

Cela est nécessaire pour préserver la cohésion nationale et pour les finances du pays.



LE MODULE EN SYNTHÈSE

L'essentiel à retenir

Connaître et appréhender le rôle de l'État dans l'activité économique, c'est :

> Identifier les indicateurs de mesure de l'activité économique

- Les indicateurs de l'activité économique (PIB, balance commerciale, croissance économique, développement économique, IDH, indicateurs de développement durable)
- Les indicateurs de l'économie française au regard d'autres pays européens

> Appréhender les enjeux de l'action de l'État sur l'activité économique

- Les fonctions de l'État
- Les mesures de politique économique (incitation et lutte contre les déséquilibres) à travers les postes budgétaires

LES MOTS DU MODULE

PIB : somme des valeurs ajoutées produites par les entreprises d'un même territoire (par exemple en France), que celles-ci soient françaises ou étrangères.

PIB par habitant : valeur du PIB d'un pays divisé par son nombre d'habitants.

Croissance : situation économique dans le cadre de laquelle les indicateurs économiques montrent une augmentation durable de la production (principal indicateur : le taux d'évolution du PIB).

IDH : indice de développement humain qui permet de mesurer la qualité de vie à l'intérieur d'un pays en matière d'espérance de vie, d'alphabétisation, de scolarisation et du revenu par habitant en parité de pouvoir d'achat.

Développement durable : principe de développement économique qui vise à ne pas diminuer ou altérer les ressources naturelles et la qualité de vie.

Redistribution : mécanisme fiscal visant à aider les plus défavorisés ; qui comprend une phase de prélèvement et une phase de redistribution de revenus ou de mise à disposition de moyens.

Politique structurelle : action politique du gouvernement qui vise à agir sur les structures économiques (les entreprises, la fiscalité, les marchés...) pour provoquer durablement des effets sur l'économie.

Politique conjoncturelle : action correctrice du gouvernement face à un déséquilibre économique (prix, chômage, inflation, déficit, etc.) dont les effets sont rapides et à court terme.

Politique budgétaire : ensemble de décisions du gouvernement pour relancer l'activité économique par une augmentation des dépenses.

Croissance économique et inégalités



En tant que futur électeur/trice, vous vous intéressez au rôle de l'État dans l'activité économique. Votre expérience au service des ressources humaines lors d'un stage effectué dans une grande entreprise vous a permis de prendre connaissance des différentes mesures mises en place par l'État : le compte formation, le contrat de professionnalisation, l'exonération des cotisations sociales... Vous souhaitez comprendre les raisons qui justifient la mise en place de ces mesures par l'État.

Vous avez à votre disposition un dossier documentaire :

- Document 1** Les limites du PIB
- Document 2** Classement 2018 des pays de la zone euro selon leurs PIB et PIB par habitant
- Document 3** Inégalités : la vérité sur les écarts entre riches et pauvres (en France)
- Document 4** Les politiques actives de l'emploi

PREMIÈRE PARTIE Exploitation des documents

- 1 Après avoir pris connaissance du dossier documentaire (**documents 1 à 4**), complétez la grille d'analyse (**annexe 1**).

DEUXIÈME PARTIE Rédaction de l'étude

L'État peut-il favoriser la croissance économique du pays et diminuer les inégalités entre les individus ?

- À l'aide de vos connaissances, du dossier documentaire et de votre expérience, vous rédigerez une étude structurée (introduction, développement en deux parties, conclusion) et argumentée de deux pages maximum vous permettant de répondre à cette problématique. Cette étude répondra au plan suivant :
 - présenter les indicateurs qui permettent à l'État de mesurer la croissance et le développement d'un pays ;
 - montrer comment l'État peut intervenir pour diminuer les inégalités entre les individus.
 Étude à présenter en **annexe 2**.

Document 1

Les limites du PIB

Le PIB est un indicateur pertinent pour juger de l'accroissement de la production économique. Mais il est inadapté pour juger de l'état de bien-être ou de progrès d'une société. D'autres mesures doivent prendre le relais. [...]

Riches, mais de quoi ?

En quoi le recours excessif au PIB génère-t-il des non-sens et des paradoxes ? D'une manière générale, tout ce qui peut se produire et se vendre avec une valeur ajoutée monétaire va gonfler le PIB et la croissance, que ce soit ou non bénéfique au bien-être individuel et collectif. Ainsi, la destruction organisée des forêts tropicales pour y planter du soja transgénique ou des végétaux destinés aux agrocarburants est bonne pour le PIB des pays concernés et pour le PIB mondial. Peu importe que ce soit une catastrophe écologique et que les peuples indigènes soient chassés *manu militari*.

www.alternatives-economiques.fr

Document 2

Classement 2018 des pays de la zone euro selon leurs PIB et PIB par habitant

Rang	PIB (en milliards de \$ courants*)	
1	Allemagne	3 996,8
2	France	2 777,5
3	Italie	2 073,9
4	Espagne	1 426,2
5	Pays-Bas	912,9
6	Belgique	531,8
7	Autriche	455,7
8	Irlande	375,9
9	Finlande	275,7
10	Portugal	238,0
11	Grèce	218,0
12	Luxembourg	69,5

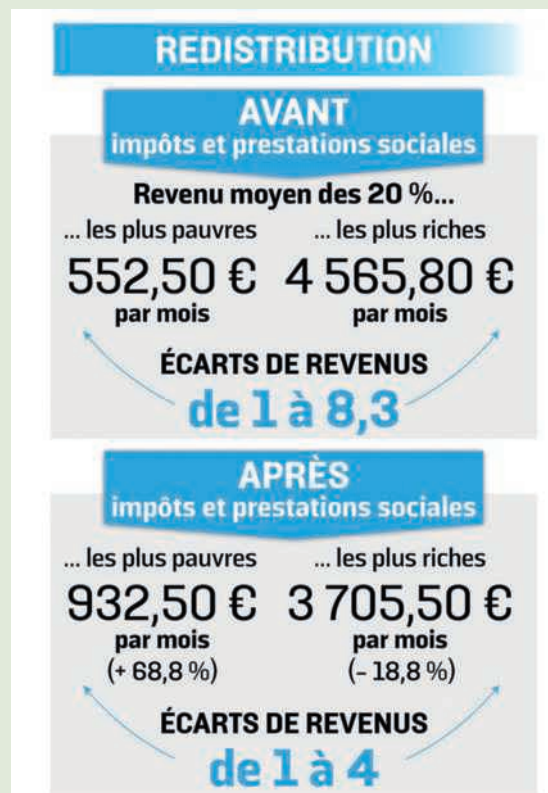
Rang	PIB par habitant (en \$ courants*)	
5	Allemagne	54 327,1
8	France	45 877,1
9	Italie	42 080,4
10	Espagne	40 854,6
3	Pays-Bas	56 772,0
6	Belgique	50 774,9
4	Autriche	56 253,1
2	Irlande	84 069,4
7	Finlande	48 635,9
11	Portugal	34 065,2
12	Grèce	29 873,6
1	Luxembourg	111 908,0

*Dollar courant : valeur du dollar en 2018.

Alternatives Économiques – hors-série n° 118

Document 3

Inégalités : la vérité sur les écarts entre riches et pauvres (en France)



LP, Le Parisien / Infographie / 22.01.2019

Document 4

Les politiques actives de l'emploi

N°	Les actions de politiques actives de l'emploi Objectif : accroître le nombre d'emplois
1	Inciter les entreprises à embaucher (allègement ou exonération de cotisations sociales, primes à l'embauche de jeunes).
2	Favoriser la formation professionnelle afin d'adapter la main-d'œuvre aux changements technologiques.
3	Améliorer le fonctionnement du marché du travail par une meilleure communication et information entre les offres et les demandes d'emploi.



© Pôle emploi

Annexe 1

Grille d'analyse des documents

Éléments d'analyse	Document 1	Document 2	Document 3	Document 4
Titre du document	Les limites du PIB	Classement 2018 des pays de la zone euro selon leurs PIB et PIB par habitant.	Inégalités : la vérité sur les écarts entre riches et pauvres (en France)	Les politiques actives de l'emploi
Date	Sans date.	Octobre 2019	22 janvier 2019	Sans date.
Source	www.alternatives-economiques.fr	Alternatives Économiques – hors-série n° 118	Le Parisien	Pôle emploi.
Idées principales	Le PIB permet d'évaluer la croissance économique d'un pays. Le PIB ne permet pas d'évaluer le bien-être collectif ou individuel et le progrès d'une société.	Classement des pays de la zone euro selon le PIB et selon le PIB par habitant.	Revenus des 20 % les plus riches et des 20 % les plus pauvres, avant et après la redistribution.	3 actions de politiques actives de l'emploi pour augmenter l'offre d'emploi.
Concepts	Le PIB (produit intérieur brut) est la somme des valeurs ajoutées créées par les unités de production à l'intérieur d'un pays.	Le PIB par habitant se calcule en divisant la valeur du PIB par le nombre d'habitants d'un pays.	La redistribution consiste à redistribuer des revenus sous forme de prestations sociales ou à fournir des services collectifs à partir des prélèvements obligatoires (impôts directs + cotisations sociales + impôts indirects collectés).	Les politiques actives de l'emploi sont des mesures qui ont pour objectif d'accroître l'offre d'emploi.

Annexe 2

Présentation de l'étude

Introduction

Présentation du sujet

La richesse d'un pays se mesure par le montant de son PIB (produit intérieur brut). Cet indicateur permet à l'État, d'une part, de comparer sa richesse à celle des autres pays, d'autre part, d'évaluer sa croissance économique d'une année sur l'autre. Malgré la croissance économique, des inégalités persistent entre les individus.

Énoncé de la problématique

L'État peut-il favoriser la croissance économique du pays et diminuer les inégalités entre les individus ?

Annonce du plan

Je répondrai à cette question en présentant dans un premier temps les indicateurs qui permettent à l'État de mesurer la croissance économique et le développement ; dans un deuxième temps, je montrerai comment l'État peut intervenir pour diminuer les inégalités entre les individus.

Développement**Première partie**

Présenter les indicateurs qui permettent à l'État de mesurer la croissance économique et le développement d'un pays.

1. La mesure de la richesse économique

Le PIB (produit intérieur brut) est un indicateur qui permet de mesurer la richesse produite par un pays. Il représente la somme des valeurs ajoutées créées par l'ensemble des unités de production. Le taux de croissance du PIB calculé d'une année sur l'autre permet de connaître le niveau de développement du pays. Pour connaître la richesse des habitants, il faut calculer le PIB par habitant.

Cet indicateur montre que la richesse globale d'un pays n'implique pas obligatoirement que ses habitants soient riches. De plus, le PIB par habitant ne permet pas de déterminer les inégalités entre les individus.

2. La mesure du développement

Pour connaître le développement d'un pays, il faut recourir à d'autres indicateurs :

– L'IDH (indice de développement humain) repose principalement sur des critères sociaux : l'espérance de vie, le taux d'alphabétisation et la durée moyenne de scolarisation, le revenu par habitant en parité de pouvoir d'achat.

– L'IBM (indice de bonheur mondial) est calculé à partir des critères suivants : paix et sécurité, démocratie

et droits de l'homme, qualité de vie, intelligence et culture.

Deuxième partie

Montrer comment l'État peut intervenir pour diminuer les inégalités entre les individus.

1. La redistribution

La redistribution est un moyen permettant de réduire les inégalités entre les individus. Grâce aux prélèvements obligatoires (impôts directs, cotisations sociales, impôts indirects collectés), l'État redistribue des revenus sous forme de prestations sociales ou fournit des services collectifs.

2. La politique budgétaire

Le budget de l'État permet de financer les politiques économiques avec les dépenses engagées au travers des diverses actions mises en œuvre.

Ainsi, l'État consacre la plus grande part de son budget à l'éducation, ce qui permet de lutter contre les inégalités. Une partie de ce budget est utilisée pour la lutte contre le chômage, l'égalité des chances et les investissements d'avenir.

Conclusion

Résumé du thème abordé

L'État doit assumer son rôle économique. Cela consiste à assurer la croissance économique du pays mais il doit également réduire les inégalités entre les individus.

Réponse à la problématique

L'État peut s'appuyer sur les indicateurs de mesure de la croissance économique, comme celui du PIB, mais il doit également prendre en compte les indicateurs de développement, tels que l'IDH et l'IBM, qui permettent de mesurer la qualité de vie.

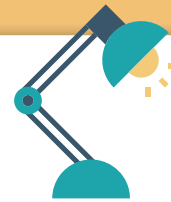
Grâce au système de redistribution et à sa politique budgétaire, l'État a des outils pour corriger les inégalités et mettre en place des mesures pour améliorer le bien-être des individus, par exemple, en subventionnant des actions liées au développement durable.

Avis personnel

Accepter toute proposition pertinente et cohérente.

Le travail : quelles mutations ?

JE DÉCOUVRE



Le groupe Renault signe un accord-cadre mondial sur la qualité de vie au travail

Permettre un dialogue sur les évolutions du monde du travail, dans un groupe favorisant l'inclusion, dont l'organisation du travail rime avec des temps de vie équilibrés, pouvant s'appuyer sur un management collaboratif et un cadre de travail adapté. Tel est l'objet de l'accord-cadre mondial conclu par le groupe Renault le 9 juillet 2019.

Un dialogue sur l'évolution des métiers et des compétences

Le premier levier d'action consiste dans la mise en place d'un « dialogue sur l'évolution du monde du travail », le secteur de l'automobile étant « engagé dans une forte révolution, articulée autour du digital, de la connectivité, du véhicule autonome et électrifié ». [...]

Des temps de vie équilibrés

Le groupe souhaite offrir « des modalités de travail plus souples, avec davantage de liberté dans l'organisation des activités, un gain de transport au quotidien et la prise en compte des contraintes personnelles et/ou familiales », grâce aux possibilités offertes par les outils digitaux. Les organisations peuvent notamment ainsi prévoir :

- des dispositifs d'horaires adaptés aux contraintes personnelles ;
- une planification des réunions et leur positionnement dans la journée de travail permettant à chacun d'y participer, notamment lorsqu'il s'agit de réunions intersites ou interpays, au besoin en recourant à la visioconférence et/ou à des plateformes digitales ;
- des dispositifs de nomadisme (travail à distance régulier ou occasionnel dans des tiers lieux), les managers devant veiller à maintenir l'esprit d'équipe dans ce contexte.

Liaisons sociales Quotidien, 11/07/2019

> Expliquez pourquoi le groupe Renault a signé un accord-cadre mondial.

L'accord-cadre sur la qualité de vie au travail prend en compte les évolutions du monde du travail consécutives notamment à l'évolution des métiers et à la digitalisation des pratiques.

> Citez les principales mesures visant à favoriser l'équilibre entre vie familiale et professionnelle.

Dispositifs d'horaires adaptés aux contraintes personnelles, possibilité de travailler à distance, planification des réunions permettant à chacun d'y participer grâce à la visioconférence et à des plateformes digitales.



Citez les conditions de travail qui rendent l'entreprise Renault attractive pour les salariés.

Fierté d'être associé à la production de produits de qualité,
bonne ambiance de travail, cohésion des équipes, polyvalence
des métiers, travail varié, professionnalisme des salariés,
formation et perspectives d'évolution grâce à la formation interne.

Fiche d'identité de l'entreprise
foucherconnect.fr/19ed222



Vidéo +

Groupe Renault –
Parcours en usine
1'48"



foucherconnect.fr/19ed223



LE MODULE EN PERSPECTIVE

1

Comment le numérique transforme-t-il les modalités du travail ?

- Repérer les modalités du travail engendrées par le développement du numérique. **Chap 28**
- Identifier les conséquences de l'évolution des modalités du travail. **Chap 29**

2

Quels statuts possibles pour une relation de travail ?

- Repérer les caractéristiques du contrat de travail et du contrat de prestation de services. **Chap 30**
- Distinguer les différents types de contrat de travail. **Chap 31**
- Différencier les statuts de salarié et d'indépendant. **Chap 32**

MODULE 5

Le travail :
quelles mutations ?

3

Pourquoi se former tout au long de la vie ?

- Repérer les enjeux de la formation tout au long de la vie pour l'individu et pour l'entreprise. **Chap 33**
- Identifier les possibilités de modalités de la formation. **Chap 34**



JE CONCLUS

page 269



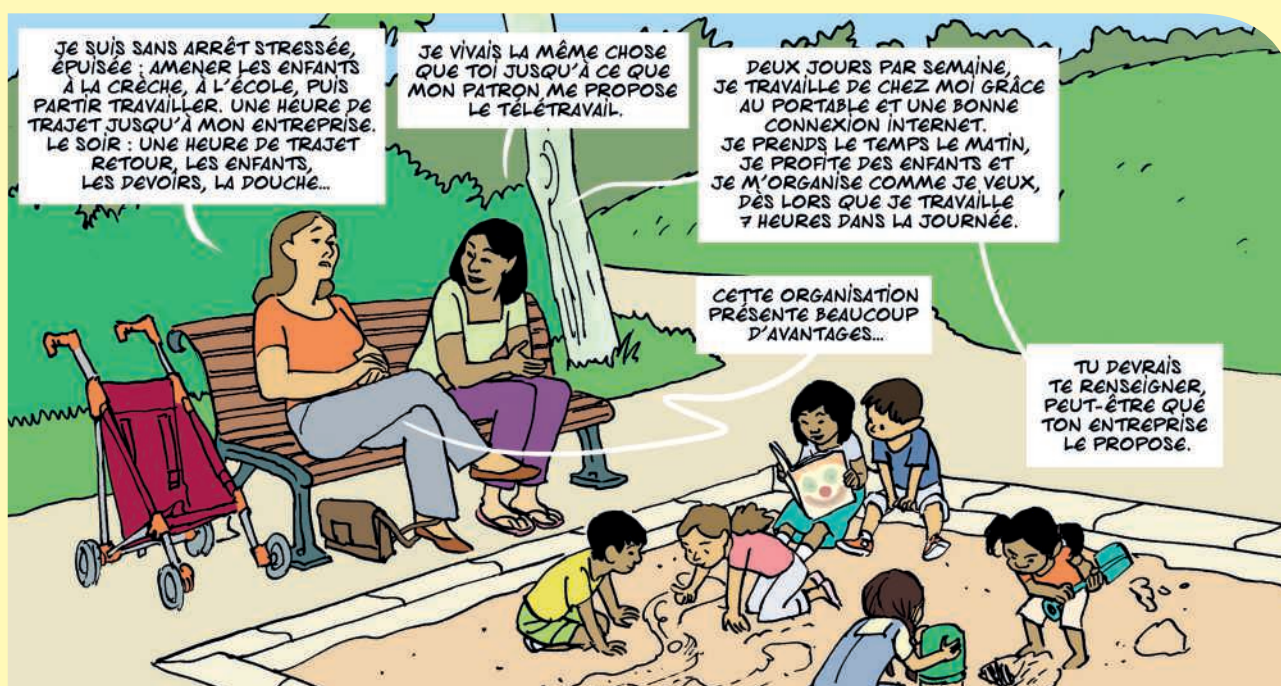
1. Expliquez les enjeux auxquels le groupe Renault se trouve confronté.
2. Citez le dispositif permettant au groupe d'atteindre ses objectifs de croissance durable.
3. Précisez l'intérêt de l'outil de gestion de formation mis en place par Renault.

Les modalités du travail engendrées par le développement du numérique

CAPACITÉ Repérer les modalités du travail engendrées par le développement du numérique

SITUATION

Cécile et Mina se retrouvent au parc le week-end après une semaine bien chargée... Elles travaillent toutes les deux dans la communication, mais leurs modalités de travail diffèrent.



1 Citez les différents lieux de travail des deux amies.

Mina travaille systématiquement dans son entreprise.

Cécile travaille dans son entreprise et pratique le télétravail

2 jours par semaine de chez elle.

2 Présentez l'intérêt du télétravail.

Cécile travaille de son domicile et s'organise comme elle le souhaite. Cela est possible grâce à l'utilisation des nouvelles technologies.

Vidéo +

25 % des Français souhaitent passer au télétravail 2'23"



foucherconnect.fr/20ed037

Relevez les avantages du télétravail cités.

Amélioration de l'ambiance familiale :

partage de moments en famille.

Amélioration du bien-être du salarié :

moins de temps de trajet, moins de stress.

Des salariés plus motivés et plus productifs.

DOC 1 Le travail en mode collaboratif

Cette collaboration est facilitée par les **outils et les ressources du numérique** et par la **digitalisation** des activités. Le travail collaboratif privilégie la **communication**, les **échanges** et le **partage de connaissances**.

Plus qu'un enjeu, la collaboration en entreprise, le mode collaboratif, apparaît comme une nécessité. En effet, la collaboration favorise la productivité, et donc la croissance.



Le travail collaboratif « est une manière de travailler entre plusieurs personnes qui mettent en commun leurs ressources et partagent le plus efficacement possible les informations et les actions à conduire pour mener à bien un projet ».
Dhénin et al., *Management de l'équipe commerciale*, Bréal, 2004.

Sans hiérarchie formelle, tous les collaborateurs sont placés au même niveau. Chacun peut donner son avis et soumettre ses idées, les rapports sont horizontaux et la responsabilité est collective.

1 Expliquez en quoi consiste le travail en mode collaboratif.

Le travail collaboratif désigne la coopération entre les membres d'une équipe, le travail partagé, etc. Il n'est plus fondé sur les rapports hiérarchiques classiques : chacun peut donner son avis et soumettre ses idées ; la responsabilité est collective...

2 Précisez la finalité principale du travail collaboratif.

Le travail collaboratif est devenu une nécessité, c'est un moyen de réussite car il favorise la productivité et donc la croissance.

DOC 2 L'intérêt du travail collaboratif

Gain de temps :

Centralisation de toutes les données et documents sur une seule plateforme

**Flexibilité et réactivité :**

La collaboration et le travail d'équipe permettent d'être plus réactif, on parle d'agilité

**Ambiance de travail :**

Création de lien, amélioration des relations, confiance, esprit d'équipe

**Responsabilité partagée :**

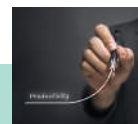
Mise au même niveau de tous les collaborateurs impliqués dans un même projet. Management horizontal

**Partage de connaissances :**

Chacun peut mettre son savoir et ses compétences au service du groupe

**Gain de productivité :**

Mise en place d'outils et de ressources numériques qui rendent les collaborateurs plus productifs



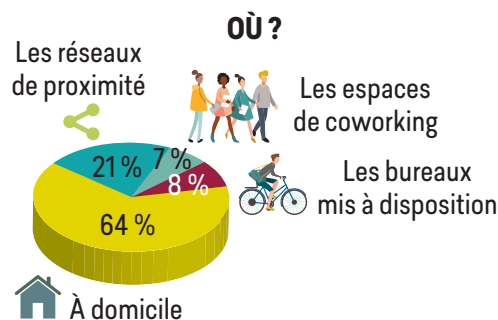
3 Classez les avantages du travail collaboratif dans le tableau suivant :

Salariés	Meilleure ambiance de travail, responsabilité partagée, flexibilité dans le travail, gain de temps
Employeurs	Gain de temps, flexibilité et réactivité, partage de connaissances, gain de productivité

DOC 3

Le travail à distance se définit comme un travail effectué en dehors des murs abritant l'entreprise, par communication distante.

Le travail à distance a pris plusieurs formes : le télétravail (le « à domicile »), le travail nomade (le « n'importe où, n'importe quand ») ou encore, le travail en télécentre (le « bureau partagé » dit aussi le « coworking »). Ce sont aujourd'hui des pratiques contractuelles ou informelles, régulières ou occasionnelles, adaptées à chaque individu ou collectivement appliquées.



DOC 4

Le télétravail séduit de plus en plus

Chiffres clés sur le télétravail en France



L'article L1222-9 du Code du travail définit ainsi le télétravail : « toute forme d'organisation du travail dans laquelle un travail qui aurait également pu être exécuté dans les locaux de l'employeur est effectué par un salarié hors de ces locaux de façon volontaire en utilisant les technologies de l'information et de la communication. »

4 Citez les trois formes de travail à distance.

Le télétravail, le travail nomade et le coworking

5 Relevez les principales caractéristiques du télétravail en France.

29 % des salariés ont pratiqué le télétravail

en moyenne 7 jours par mois. 64 % de leur domicile. 54 % des salariés souhaiteraient télétravailler pour bénéficier de la réduction du temps de trajet, et 36 % pour la souplesse des horaires.

DOC 5 Les avantages du télétravail

Les avantages du télétravail sont nombreux aussi bien pour les salariés que pour l'entreprise

Économie de temps, Production en hausse, autonomie

Meilleure gestion vie privée/ vie professionnelle
Productivité en hausse

Amélioration de la qualité de vie au travail, économie d'argent

Plus d'implication et de motivation des salariés, concentration

6 Classez les avantages du télétravail dans le tableau suivant :

	Salariés	Entreprises
Les avantages du télétravail	<p>Économie de temps et d'argent</p> <p>Autonomie et concentration</p> <p>Meilleure gestion vie privée et vie professionnelle</p>	<p>Hausse de la productivité et de la production</p> <p>Plus d'implication et de motivation des salariés</p> <p>Amélioration de la qualité de vie au travail</p>

DOC 6 Les nouvelles formes de travail en entreprise

Depuis quelques années, de nombreuses initiatives fleurissent pour transformer l'entreprise de l'intérieur. Portée par la transformation digitale, la mobilité croissante et les attentes des nouvelles générations, le travail évolue et le cadre de travail avec.

Plus une entreprise est rigide, plus la communication est difficile. C'est pour changer cela que la flexibilité* s'impose. Le travail va devoir évoluer.

Des horaires à la carte : le fameux 9 h-18 h a vécu et les agendas se personnalisent. Les parents peuvent ainsi quitter plus tôt et les plus créatifs travailler plus tard, s'ils le souhaitent. **Certaines entreprises sont donc ouvertes de 6 heures à minuit**, avec un accès sécurisé par badge pour davantage de flexibilité.

Un cadre de travail déporté : l'entreprise n'est plus le lieu exclusif pour être productif. **De nouveaux modèles se développent avec le travail à distance** (chez un client), **en home-office** (depuis la maison), **en télétravail ou en coworking** (espace de travail collaboratif). Pour les salariés en entreprise, l'aménagement des espaces transforme le quotidien. Entre les salles de réunion connectées, les espaces de créativité ou les zones silencieuses... à chaque phase de travail son espace. Les salariés bougent plus et interagissent davantage pour une meilleure communication.

* souplesse

Medaviz, 26.12.2018

7 **Surlignez les raisons pour lesquelles le cadre du travail évolue.**

8 **Relevez les évolutions qui permettent d'introduire la flexibilité dans les entreprises.**

La flexibilité des entreprises permet des horaires à la carte, les salariés peuvent s'organiser comme ils le souhaitent, le cadre de travail est déporté : pas exclusivement dans l'entreprise.

DOC 7 La formation hybride ou le digital learning**Le digital learning**

Bien plus que des modules de e-learning*, le digital learning couvre un large éventail de formats digitaux. C'est une approche pédagogique qui peut être conçue et mise en œuvre de multiples façons : en présentiel, à distance ou sur le lieu de travail. Il intègre de multiples modalités digitales : vidéos, classes virtuelles, modules e-learning, blogs, forums, communautés en ligne, applis mobiles...

Tendances pour les formations : apprentissage individualisé et adaptatif, apprentissage par vidéo, formats courts, classes virtuelles, réalités virtuelles et augmentées...

Toutes ces tendances suggèrent que, pour être performantes, les entreprises doivent anticiper et s'adapter en permanence.

Les clés du succès du digital learning : la flexibilité des formations. Elles doivent être adaptées à chacun.

* e-learning : formation sur Internet

www.elearning-news.fr, 18.04.2017

9 **Précisez ce qui caractérise une formation hybride.**

En présentiel (lieu de formation), à distance (à domicile ou tout autre lieu) ou sur le lieu du travail.

10 **Indiquez les modalités mises en œuvre pour une formation à distance.**

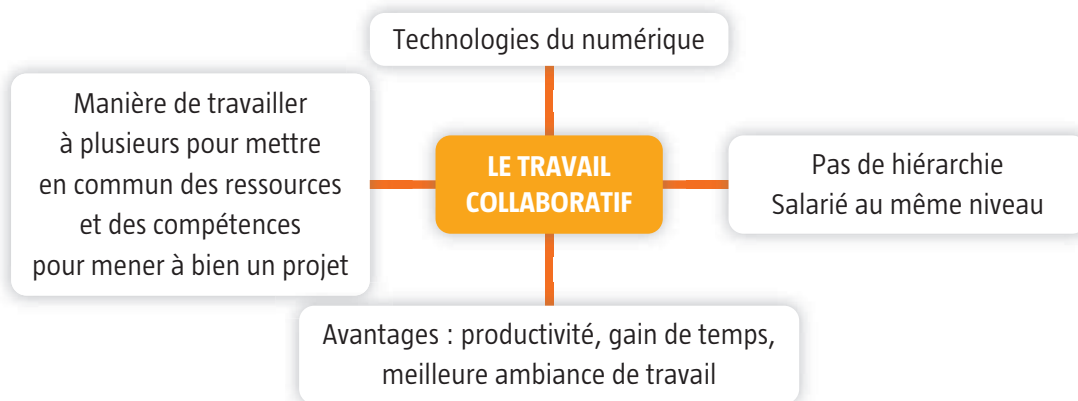
Vidéos, classes virtuelles, e-learning, forums, blogs, applis mobiles...

11 **Expliquez pour quelles raisons on parle de formation flexible.**

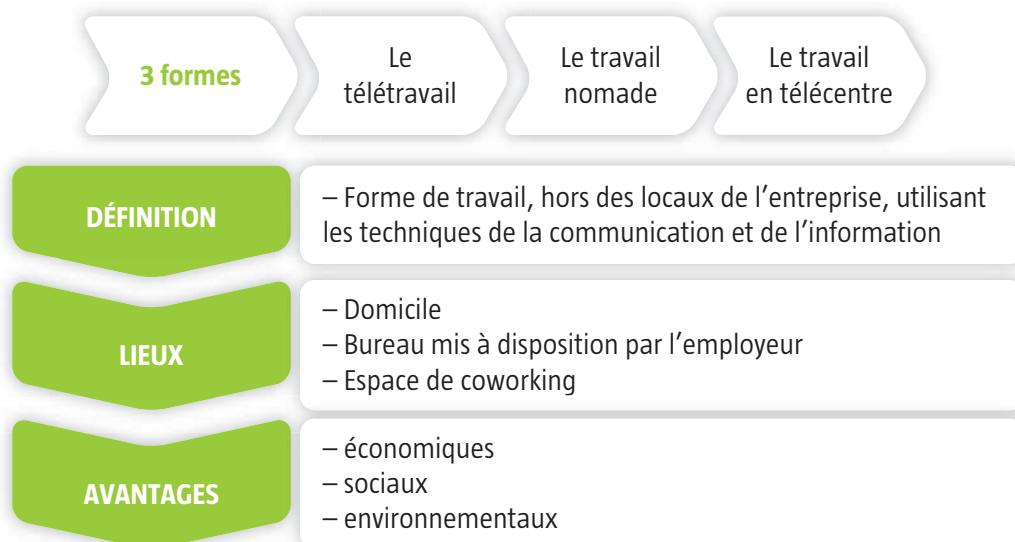
L'utilisation des outils digitaux permet à la formation d'être accessible n'importe où, au moment voulu, et elle est adaptée à chacun.



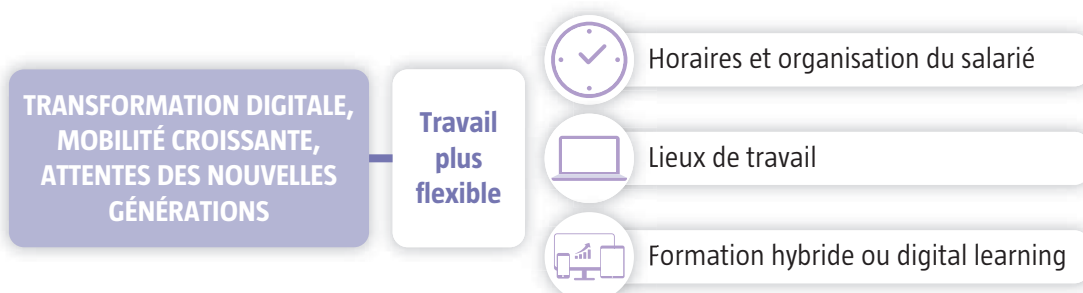
1 Les nouvelles modalités de travail



2 Le travail à distance



3 Les autres formes de travail



1 Testez vos connaissances

#QCM interactif



foucherconnect.fr/20ed039

2 Airbus cultive le travail collaboratif

Avec des sites physiques déployés au travers de l'Europe, mais également dans le monde entier, la difficulté est de pouvoir travailler ensemble sur un projet commun. La solution pour Airbus a été la mise en place en 2002 d'un portail intranet Airbus/People ouvert à tous ses salariés, soit 52 000 personnes.

Un portail qui dispose d'une spécialité : les e-rooms, des espaces de travail virtuels et collaboratifs. [...]

Ces e-rooms sont des espaces partagés où sont créés et déposés des dossiers et des documents. Au choix des participants, on peut également y trouver un calendrier, des modules de calcul ou encore un planning projet. [...]

L'intelligence de tout ce qui est dans le travail collaboratif est gardée. Le transfert par clé USB, par e-mail, par téléphone ou par CD-Rom ne permet pas ce suivi, ni la traçabilité des échanges. On ne sait pas alors quelle est la dernière version du projet, ni où elle est. Autre avantage : l'e-room permet de réduire le budget alloué à la messagerie électronique en déportant les documents volumineux, autrefois placés en pièces-jointes.

Aujourd'hui, Airbus compte 1 586 e-rooms ouverts, dont 663 en interne uniquement qui regroupent plus de 13 600 collaborateurs [...].

www.journaldunet.com

© JDN/CCM Benchmark / 23.02.2005

Présentez l'intérêt du travail collaboratif pour Airbus.

Permettre aux salariés situés dans toute l'Europe de travailler sur un projet commun.

Citez l'outil utilisé.

Le portail intranet avec les e-rooms, les espaces de travail virtuels et collaboratifs.

Relevez les avantages que présente l'e-room.

L'e-room permet une traçabilité des échanges afin de déterminer quelle est la dernière version du projet. De plus, l'e-room permet de faire des économies de budget alloué à la messagerie électronique.



3 Reliez chaque mot à la définition qui lui correspond

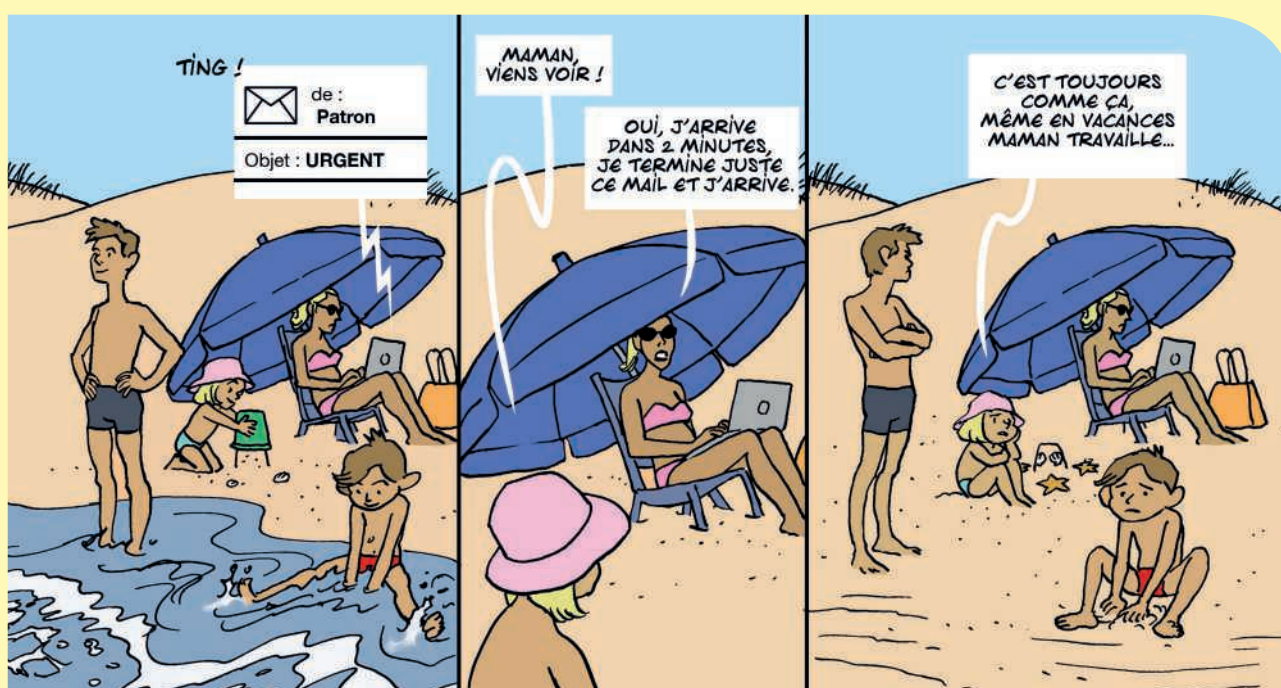
Travail collaboratif		Travail en bureau partagé
Télétravail		Mode de travail non hiérarchisé dans lequel des personnes mettent en commun leur créativité et leurs compétences afin d'atteindre un objectif commun
Coworking		Travail effectué en dehors des murs abritant l'entreprise, par communication distante
Digital learning		Travail mobile
Travail à distance		Travail à domicile
Travail nomade		Présence du numérique dans les contenus de formation

Les conséquences de l'évolution des modalités de travail

CAPACITÉ Identifier les conséquences de l'évolution des modalités du travail

SITUATION

Françoise a attendu ce moment avec impatience, elle est enfin en vacances avec ses trois enfants. Elle profite de la plage...



1 Résumez la situation.

Françoise est obligée de travailler même en vacances sur la plage, car son patron n'arrête pas de la solliciter.

2 Expliquez le problème évoqué par les enfants.

Leur maman travaille même si elle est en vacances et la situation est récurrente.

La maman n'a pas de temps pour sa vie de famille.

Vidéo +

Des salariés de plus en plus équipés en outils numériques - Étude « Blurring » 1'43"



foucherconnect.fr/20ed040

Précisez le constat général effectué dans cette vidéo.

Les salariés sont de plus en plus équipés d'un outil numérique par leur employeur, la frontière vie professionnelle/vie privée devient virtuelle, ce qui pose le problème du droit à la déconnexion.

DOC 1 Une facette inquiétante du télétravail

Il semblerait que le télétravail présente beaucoup plus d'inconvénients que d'avantages. En effet, une enquête récente a démontré qu'il apporterait, par exemple, beaucoup plus de stress que si le collaborateur travaillait en entreprise. Plus de quatre travailleurs sur dix font état de troubles du sommeil ou de stress intense. Les effets sur la santé sont donc bien réels !

Par ailleurs, nous savons tous que le fonctionnement d'une entreprise repose sur le collectif. Ce qui veut dire que le collaborateur en télétravail perd environ 50 % des informations. De ce fait, il n'est pas totalement intégré ! À terme, ce dernier sera totalement détaché de l'entreprise.

L'éloignement géographique favorise le désintéressement du salarié. S'il ne trouve pas de bon équilibre dans l'organisation de son travail, le télétravailleur peut vite tomber dans une routine, entraînant une perte de motivation. Le manque d'interactions peut provoquer une perte de lien social et un manque de confiance : en s'habituant à ce train de vie favorisant l'isolement. L'esprit d'équipe et la cohésion seraient ainsi mis en danger et impacteraient la productivité et la qualité du travail accompli. Une enquête a ainsi démontré que 65 % des salariés en télétravail souffriraient de l'isolement social et de la perte de l'esprit d'équipe.

De plus, du côté des employeurs, le management à distance reste tout de même très compliqué. Une supervision donc visiblement très difficile !

Un suivi assidu est plus compliqué, l'employé devra alors rendre des comptes via des résultats ou par respect de délais établis préalablement. La discipline est de mise de façon à ce que l'employeur ait une confiance durable en ses employés.



www.myrhline.com

1 Rappelez les principaux avantages du télétravail pour le salarié.

Économie de temps et d'argent, autonomie et concentration et meilleure gestion vie privée/vie professionnelle.

2 Relevez l'impact négatif du télétravail pour le salarié.

Le stress, le désintéressement du salarié, la perte de motivation, perte de lien social (isolement) et manque de confiance et perte d'esprit d'équipe.

3 Citez les complexités du télétravail pour l'employeur.

Diminution de la productivité et de la qualité du travail accompli.

Management à distance et suivi très compliqués.

DOC 2 Les salariés français et leur connexion



Enquête menée auprès de 1 606 personnes.

www.mickaelpage.fr

4 Commentez les données présentées dans le document 2.

66 % des personnes équipées jugent que les objets connectés ont un impact sur leur équilibre de vie, parmi eux, 41 % jugent cet impact négatif.

5 Citez les raisons pour lesquelles les salariés se connectent hors de leur temps de travail.

Les salariés se connectent hors de leur temps de travail car ils craignent d'être jugés trop peu disponibles (22 %) ou pour se rassurer (18 %).

DOC 3 Salariés, vous êtes peut-être victimes de « blurring » sans le savoir

Le « blurring » est le nom donné à un phénomène qui touche de nombreux actifs : celui d'une frontière de plus en plus floue entre vie privée et vie professionnelle.

Cette tendance prend de l'ampleur avec la démocratisation de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le monde professionnel.

Certains voient dans l'hyperconnexion une opportunité qui leur offre une plus grande flexibilité. On peut ainsi travailler dans les transports, les salles d'attente, chez soi.

Mais la plupart d'entre eux estiment que l'hyperconnexion, la consultation d'e-mails ou le fait de répondre à des appels professionnels en dehors des heures du bureau a des conséquences néfastes sur leur santé. Le « blurring » entraîne une perte de repères des limites entre la vie professionnelle et la vie privée. [...] Les salariés sont interrompus fréquemment pendant leurs soirées, leurs week-ends ou leurs congés et ont le sentiment de ne jamais pouvoir couper avec leur travail. Cette hyperconnexion peut avoir de lourdes conséquences sur leur vie privée.

Par ailleurs, le « blurring » peut engendrer chez certains salariés un stress chronique et une pression psychologique liés à des contrôles sur leur travail à des heures indues, une exigence de disponibilité permanente et de rapidité dans leurs délais de réponse. La surcharge d'informations intensifie la charge mentale des salariés. [...] Cette confusion entre vie privée et vie professionnelle associée au rallongement du temps de travail journalier a pour conséquences de la fatigue, de l'anxiété et diminue la qualité de vie au travail. Le « blurring » peut même mener au « burn-out » — un syndrome d'épuisement physique et psychologique dû à une surcharge de travail — et dans les cas les plus graves, à une dépression.

www.huffingtonpost.fr, Philippe Combes, 3 octobre 2017

6 Surlignez la définition du blurring.

7 Relevez les causes du blurring.

La démocratisation de l'utilisation
des nouvelles technologies de
l'information et de la communication.
L'hyperconnexion : consultation
d'e-mails ou réponse à des appels
professionnels en dehors des heures
de bureau.

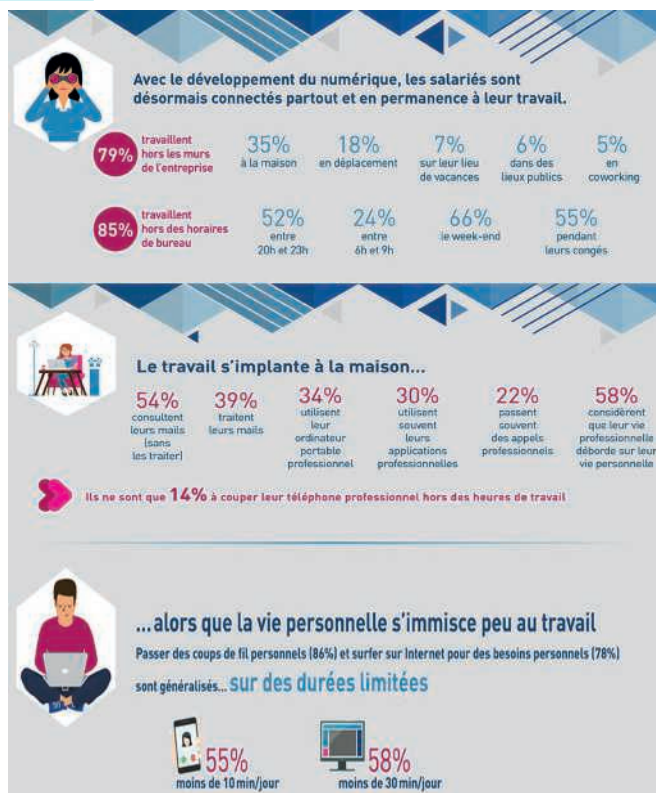
8 Indiquez les conséquences
d'un blurring.

Perte de repères des limites entre
la vie professionnelle et la vie privée,
rallongement du temps de travail,
surcharge d'informations qui entraîne
une surcharge mentale. Conséquences
néfastes pour la santé : stress
chronique, pression psychologique,
fatigue, anxiété, burn-out
et dépression.



foucherconnect.fr/20ed041

DOC 4 L'utilisation du numérique



www.secafi.com

9 Relevez les éléments significatifs sur l'utilisation du numérique par les salariés.

79 % des salariés travaillent hors des murs de l'entreprise et 85 % travaillent hors des horaires de bureau.

Le travail s'implante à la maison sous différentes formes : consultation de mails (54 %), traitement des mails (39 %), utilisation du portable professionnel (34 %). 58 % considèrent que leur vie professionnelle déborde sur leur vie personnelle. Ils ne sont que 14 % à couper leur téléphone professionnel hors des heures du travail. À l'inverse, la vie personnelle s'immisce peu au travail : 86 % passent des appels personnels d'une durée limitée à moins de 10 minutes par jour (55 %) ; 78 % surfent sur Internet, mais le plus souvent, pour des courtes durées : moins de 30 minutes par jour (58 %).

DOC 5 Notions juridiques



Le droit à la déconnexion est le droit pour tout salarié de ne pas être en permanence joignable par son employeur, en dehors de ses heures de travail, pour des motifs liés à l'exécution de son travail.

Instauré par la loi Travail du 8 août 2016, le droit à la déconnexion vise à protéger les temps de repos et de congés des salariés, en vue d'assurer le respect de leur vie personnelle et familiale. L'employeur, qui n'a pas voulu ou pas pu négocier ce droit, doit élaborer une charte comportant « des dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, en vue d'assurer le respect des temps de repos et de congés ainsi que de la vie personnelle et familiale ».

10 Surlignez la définition du droit à la déconnexion.

11 Précisez l'intérêt du droit à la déconnexion.

Protéger les temps de repos et de congés des salariés, en vue d'assurer le respect de leur vie personnelle et familiale.

12 Expliquez comment il s'applique dans l'entreprise.

L'employeur peut négocier ce droit (qui aboutit à un accord), à défaut, il doit élaborer une charte.

DOC 6 Enfreindre le droit à la déconnexion a un prix

Nouvelle victoire pour le droit à la déconnexion : une entreprise a été condamnée définitivement à verser plus de 60 000 € de dédommagements à un salarié contraint de rester connecté.

Dans un arrêt du 12 juillet 2018, la Cour de cassation rappelle l'obligation pour une entreprise de dédommager ses salariés contraints de rester disponibles. En l'espèce, le salarié d'une société britannique spécialisée dans les services d'hygiène aux entreprises, devait « rester en permanence disponible à l'aide de son téléphone portable pour répondre à d'éventuels besoins et se tenir prêt à intervenir ».

Cette obligation n'était pas compensée de manière financière ou en jours de repos, et l'entreprise ne considérait pas le salarié d'astreinte.

C'est justement sur ce point que la loi Travail (08/08/2016) a apporté des modifications importantes. Le simple fait de devoir rester connecté en dehors de son temps de travail suffit à définir une période d'astreinte. Et celle-ci, même si elle est uniquement numérique, doit être dédommée.

La Cour de cassation confirme donc la condamnation de l'entreprise à verser 60 868,51 € à son salarié à titre de dédommagement.



Delphine Iweins / Les Échos / 03.08.2018

13 Expliquez la décision de la Cour de cassation.

La Cour de cassation a estimé que l'employeur était tenu de verser les indemnités d'astreinte à son salarié dès lors que celui-ci avait l'obligation de rester en permanence disponible.

Le seul fait de devoir rester connecté en dehors de son temps de travail suffit à définir une période d'astreinte, pour laquelle le salarié doit être indemnisé.



1 Les effets du télétravail



2 Le blurring

EFFACEMENT DE LA FRONTIÈRE ENTRE VIE PROFESSIONNELLE ET VIE PRIVÉE

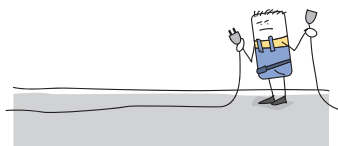
Causes

La démocratisation de l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication.
L'hyperconnexion liée au travail en dehors des heures de bureau

Conséquences

Perte de repères des limites entre la vie professionnelle et la vie privée, rallongement du temps de travail, surcharge d'informations entraînant : surcharge mentale, stress chronique, pression psychologique, fatigue, anxiété, burn-out et dépression

3 Le droit à la déconnexion



DROIT À LA DÉCONNEXION LOI 08/08/2016

Droit pour tout salarié de ne pas être en permanence joignable par son employeur, en dehors de ses heures de travail, pour des motifs liés à l'exécution de son travail, afin de protéger les temps de repos et de congés en vue d'assurer le respect de sa vie personnelle et familiale.

Ce droit est négocié par l'employeur = Accord

Sinon

Élaboration d'une charte

1 Testez vos connaissances

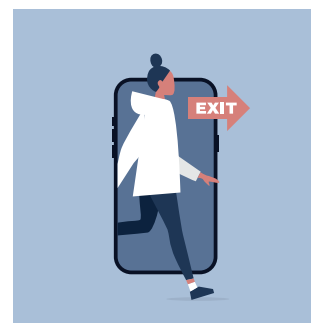
#QCM
interactif



foucherconnect.fr/20ed043

2 Retrouvez le mot en analysant la charade suivante

Mon premier est la 2^e lettre de l'alphabet.
Mon deuxième est un appât pour la pêche.
Mon troisième est le lieu où se pratique la boxe.
Mon tout est une des conséquences de l'hyperconnexion.
Mon tout : blurring



3 Le droit à la déconnexion chez Michelin

Contenu de l'accord

L'accord Michelin prévoit que chaque salarié bénéficie d'un droit à déconnexion les soirs, les week-ends et les jours fériés, ainsi que pendant les congés et l'ensemble des périodes de suspension du contrat de travail (pendant les temps de repos légaux).

L'accord indique que :

« les salariés n'ont pas l'obligation de lire ou répondre aux courriels et appels téléphoniques qui leur sont adressés » et demande aux salariés « également de limiter l'envoi de courriels ou d'appels téléphoniques au strict nécessaire ».

L'accord prévoit un guide, rappelant aux managers et cadres autonomes les bonnes pratiques d'utilisation de certains matériels. Celui-ci affirmera, notamment, la possibilité pour un salarié de refuser l'attribution d'un smartphone.

Moyen de contrôle

À compter du 01/01/2017, l'entreprise devra prévoir des « dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques ».

L'accord Michelin prévoit un suivi concret par « le contrôle des connexions à distance le soir ou le week-end ». Ce dispositif identifie les connexions excessives aux outils de travail et sensibilise les salariés concernés. Le point de vigilance est constitué dès qu'il est enregistré durant un mois plus de cinq connexions hors période de travail, c'est-à-dire en soirée, de 21 h à 7 h, et le week-end, du vendredi 21 h au lundi 7 h.

© Éditions Francis Lefebvre - La Quotidienne, 24 février 2017

Relevez les points importants de l'accord Michelin sur le droit à la déconnexion.

Les salariés n'ont pas l'obligation de lire et répondre aux courriels et appels téléphoniques professionnels pendant leurs temps de repos légaux. En contrepartie, ils s'engagent à limiter l'envoi de courriels et les appels téléphoniques au strict minimum durant cette même période.

Les managers et cadres reçoivent un guide de bonnes pratiques d'utilisation de certains matériels et ont la possibilité de refuser l'attribution d'un smartphone.

Citez le moyen de contrôle développé par Michelin.

Michelin contrôle les connexions le soir et le week-end pour identifier les connexions excessives.

Au-delà de cinq connexions durant un mois, Michelin réalise une sensibilisation au problème du salarié concerné.

Les contrats de travail et de prestation de services

CAPACITÉ Repérer les caractéristiques du contrat de travail et du contrat de prestation de services

SITUATION

Un mois après son embauche en CDI, Morgane, assistante de direction, décide de mettre fin à sa période d'essai et de changer d'employeur. En effet, elle a accepté une nouvelle offre de travail dans le domaine médical qui correspond à sa formation.



- 1** Précisez la relation contractuelle qui lie Morgane et la société Web Innovation.

Les parties sont liées par un contrat de travail à durée indéterminée.

- 2** Indiquez les engagements réciproques de Morgane et de Web Innovation dans le cadre de ce contrat.

Morgane doit fournir la prestation de travail, et en contrepartie, Web Innovation doit lui verser un salaire.

Vidéo +

Rédiger un contrat de travail CDI à temps plein
2'32''

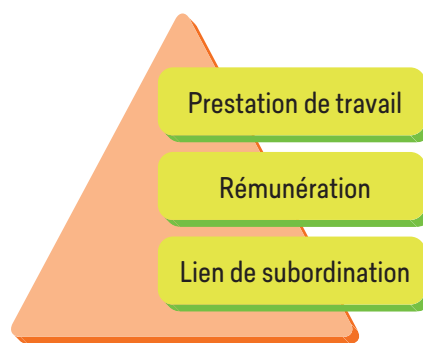


foucherconnect.fr/20ed044

- Indiquez l'intérêt du contrat de travail.**

Il précise toutes les dispositions individuelles entre les deux parties (employeur et salarié) relatives à la relation de travail.

DOC 1 Le contrat de travail



Le **contrat de travail** est une convention par laquelle une **personne (le salarié)** s'engage à travailler pour le compte d'une autre personne (**l'employeur**) **sous la subordination** de laquelle elle se place, moyennant une **rémunération**.

1 Nommez les deux parties à un contrat de travail.

L'employeur et le salarié.

2 Mentionnez la principale caractéristique d'un contrat de travail.

Le lien de subordination.

DOC 2 Les obligations du contrat de travail

Obligations de l'employeur	N° de la situation
Fournir le travail au salarié et tous les moyens pour l'exécuter	4
Rémunérer le salarié	7
Déclarer le salarié aux organismes sociaux	8
Respecter la réglementation légale du travail et les conventions collectives	1

Obligations du salarié	N° de la situation
Exécuter le travail demandé	5
Respecter le règlement intérieur de l'entreprise	2
Respecter le secret professionnel	3
Utiliser le matériel avec soin	6

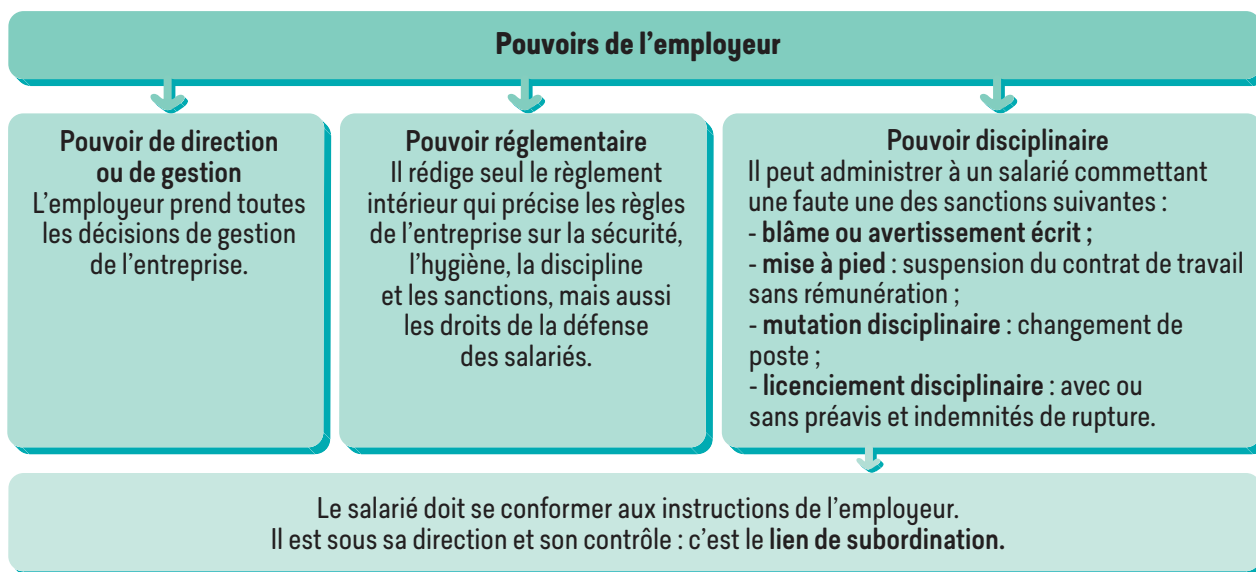
N°	Exemples
1	Les clauses du contrat de travail correspondent au Code du travail.
2	Le règlement intérieur indique que le personnel ne doit pas boire d'alcool dans l'entreprise.
3	Louis a divulgué des pratiques de l'entreprise à une entreprise concurrente.
4	L'employeur de Jeanne, assistante de direction, ne lui a toujours pas fourni de bureau pour travailler.
5	Au bout de deux mois après son embauche, Pierre ne respecte pas toujours les consignes de travail.
6	Richard a dégradé une machine.
7	Le salaire de Carla ne correspond pas à celui mentionné dans son contrat de travail.
8	Victor s'est aperçu qu'il n'est pas déclaré à l'Urssaf.

3 Précisez ce qu'est une obligation dans un contrat de travail.

Lien juridique fixé par un contrat de travail qui contraint le salarié ou l'employeur à donner, à faire ou à ne pas faire quelque chose.

4 Reportez pour chaque obligation (de l'employeur ou du salarié) le numéro de la situation correspondante.

DOC 3 Les pouvoirs de l'employeur et le lien de subordination



INSEE 2018

5 Expliquez la notion de lien de subordination entre employeur et salarié.

Le salarié est sous la direction et le contrôle de son employeur.

6 Donnez un exemple pour chacun des pouvoirs de l'employeur :

– **Pouvoir de direction** : licencier un salarié, lancer un nouveau produit.– **Pouvoir réglementaire** : élaborer les règles d'entrée et de sortie des personnels et des clients.

DOC 4 Les clauses particulières du contrat de travail

Période d'essai	Clause de mobilité	Clause de non-concurrence	Clause de résultat
Elle permet à l'employeur de s'assurer que le salarié embauché convient au poste pour lequel il a été recruté et au salarié d'apprécier si les fonctions occupées lui conviennent. Elle n'est pas obligatoire.	Elle prévoit que le salarié accepte, à l'avance, que son lieu de travail puisse être modifié.	Elle vise à limiter la liberté d'un salarié d'exercer, après la rupture de son contrat de travail, des fonctions équivalentes chez un concurrent ou pour son propre compte.	Clause dans laquelle l'employeur fixe à un salarié un résultat chiffré, quantifié, qu'il devra réaliser sur une période donnée.

7 Indiquez l'utilité des clauses particulières dans un contrat de travail.

Elles permettent d'individualiser la relation de travail entre le salarié et l'employeur.

8 Retrouvez le type de clause correspondant à chacune des situations données ci-dessous.

En cas de rupture du contrat, M. Bayard ne doit pas exercer une activité, salariée ou non, susceptible de concurrencer Easy Jouets dans la région Bourgogne Franche-Comté pendant un an à compter de la rupture. En contrepartie, M. Bayard percevra une indemnité mensuelle égale à 25 % du salaire moyen brut des 3 derniers mois d'activité.

Clause de : non-concurrence

M. Bayard s'engage à accepter tout changement de lieu de travail dans les magasins des départements suivants : 71, 21. À défaut, il sera considéré comme démissionnaire de son poste de travail.

Clause de : mobilité

DOC 5 Les caractéristiques d'un contrat de prestation de services

Le contrat de prestation de services est un contrat par lequel une personne s'oblige, contre une rémunération, à exécuter pour l'autre partie un travail déterminé, sans la représenter et de façon indépendante.

Les obligations des parties :

- **Le prestataire de services** s'engage à réaliser un travail précis, un service, et non la vente d'un produit.
- **Le client**, quant à lui, s'engage à le payer.

Les services proposés par le prestataire peuvent être variés : conseil, courses, courrier, nettoyage d'entreprise... Le prestataire de services est un indépendant qui accomplit des actes de commerce¹ ; par conséquent, il ne peut exercer son activité que par le biais d'une structure juridique : entreprise individuelle, microentreprise, société à responsabilité limitée (SARL), société par actions simplifiée (SAS) ou encore société par actions, qui a son propre statut juridique, son statut fiscal et social.

¹ Actes réalisés par une personne ou une société dont l'activité repose sur des opérations commerciales telles que l'achat ou la vente de biens, de location, de transport, de banque...



9 Complétez le tableau relatif aux caractéristiques du contrat de prestation de services.

Parties au contrat	Obligations principales des parties	Exemples de service proposé
Prestataire de services	- réaliser un travail précis, un service	- Conseil - Courses
Client	- payer le prestataire	- Service de nettoyage

DOC 6 Les différences entre contrat de travail et contrat de prestation de services

Par une décision en date du 10 janvier 2019, la cour d'appel de Paris a qualifié la relation liant un ancien chauffeur Uber à la plateforme de réservation en contrat de travail.

Dans cette affaire, un ancien chauffeur avait agi en justice afin d'obtenir une requalification de son contrat le liant avec la plateforme de réservation ainsi que le jugement de sa rupture en licenciement sans cause réelle et sérieuse.

La cour d'appel a jugé que les parties étaient liées par un contrat de travail, compte tenu de l'existence d'un « faisceau suffisant d'indices » d'un lien de subordination, l'un des critères essentiels du contrat de travail. [...] Ainsi, la cour a retenu que :

- la qualification, d'ordre public, du contrat de travail par l'existence d'un lien de subordination ;
- [...] le chauffeur, contraint de devenir « partenaire » de la société Uber, ne décidait pas librement de l'organisation de son travail, ne pouvait pas rechercher une clientèle ni choisir ses fournisseurs. Ainsi, il avait intégré un service de prestation de transport créé et entièrement organisé par la société Uber. Il ne lui était pas possible de constituer une clientèle propre ni de fixer librement ses tarifs, ou les conditions d'exercice de sa prestation de transport, qui étaient entièrement régies par la société Uber.

Par ailleurs, la société disposait d'un pouvoir de contrôle de l'activité du chauffeur, grâce à la mise en place d'un système de géolocalisation, ainsi que d'un pouvoir de sanction. [...]

Par conséquent, la relation a été requalifiée en contrat de travail. La société Uber a formé un pourvoi en cassation pour contester cette décision.

Décision de la cour d'appel de Paris du 10.01.2019, N° RG 18/08357

10 Expliquez ce qui différencie un contrat de prestation de services d'un contrat de travail.

Absence de lien de subordination, liberté d'organiser son travail comme on l'entend, clientèle propre, libre choix de ses fournisseurs, aucun contrôle sur son activité.

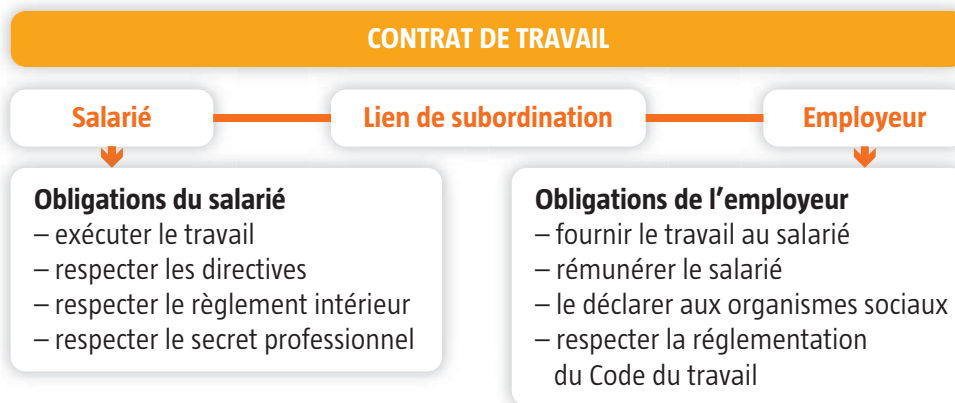
11 Indiquez la raison pour laquelle la cour d'appel de Paris a requalifié la relation entre un chauffeur Uber et la plateforme de réservation en contrat de travail.

Parce que le chauffeur n'avait aucune liberté, il ne décidait pas de son organisation de travail, n'était pas libre de choisir sa clientèle, ses fournisseurs. De plus, la société usait d'un pouvoir de contrôle sur l'activité du chauffeur. Tous ces éléments sont constitutifs du lien de subordination prouvant l'existence d'un contrat de travail.

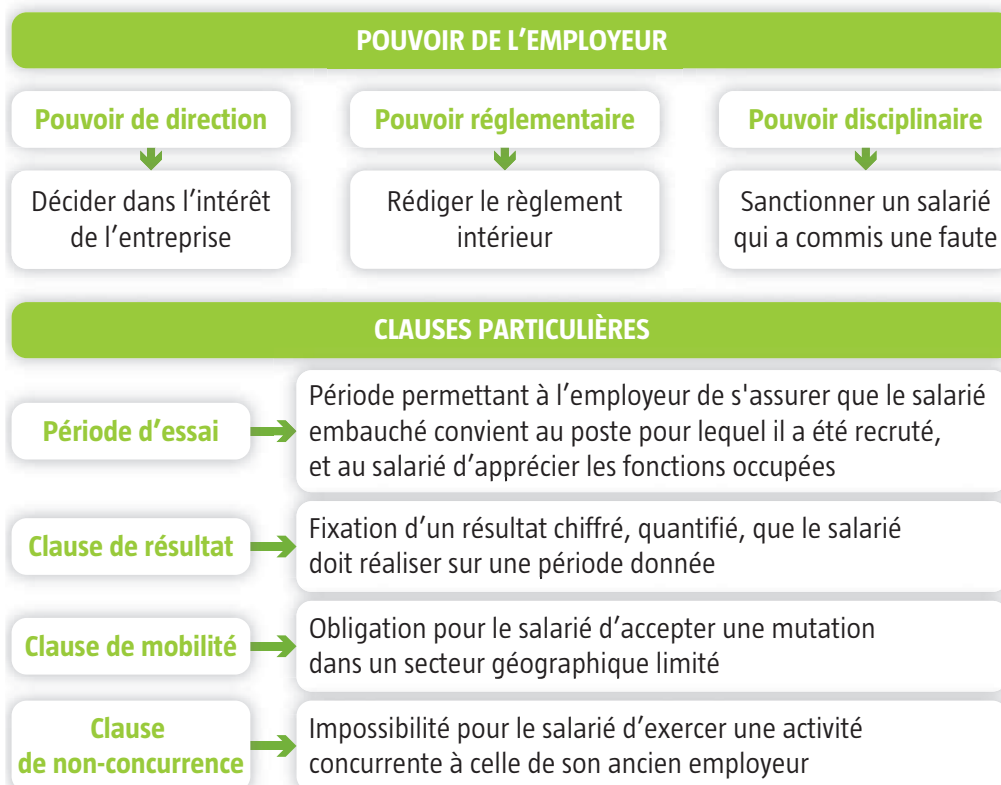




1 La relation de travail



2 Les spécificités du contrat de travail



3 Le contrat de prestation de services

PARTIES AU CONTRAT	OBLIGATIONS DES PARTIES	EXEMPLES DE SERVICE PROPOSÉ
Prestataire de services	– réaliser un travail précis, un service	– Conseil
Client	– payer le prestataire	– Courses
		– Service de nettoyage...

1 Testez vos connaissances

#QCM interactif



foucherconnect.fr/20ed046

2 Cases à relier

Reliez le mot à sa définition.

Clause de mobilité	●	●	Prérogative de l'employeur lui permettant de prendre toutes les décisions de gestion pour l'entreprise
Lien de subordination	●	●	Suspension du contrat de travail sans rémunération
Pouvoir de direction	●	●	Relation qui oblige le salarié à exécuter les consignes de travail de l'employeur sous peine de sanctions
Obligation	●	●	Durée pendant laquelle le salarié fait ses preuves dans l'entreprise
Mise à pied	●	●	Clause contraignant une personne à donner, à faire ou à ne pas faire quelque chose
Période d'essai	●	●	Élément du contrat stipulant que le lieu de travail du salarié peut être modifié

3 Un contrat, deux parties

Extrait d'un contrat de travail à durée indéterminée

Entre :

La société Easy Jouets, 23 rue Paris – 71100 Chalon-sur-Saône, représentée par Mme Lore en sa qualité de gérante,

Et : M. Arthur Vallon,

Article 1. Engagement : M. Vallon est engagé le 1^{er} septembre 2019 en qualité de vendeur coefficient 165 (statut d'employé), sous réserve de la visite d'information et de prévention décidant de son aptitude au travail proposé.

Article 2. Période d'essai : le contrat ne deviendra définitif qu'à l'issue d'une période d'essai de deux mois de travail effectif pendant laquelle chacune des parties pourra y mettre fin.

Article 3. Horaires de travail : 35 heures par semaine.

Article 4. Rémunération mensuelle brute : 1 800 euros.

Article 5. Lieu d'exercice : M. Vallon est engagé pour exercer son activité au siège social de la société. [...]

Durée du contrat : indéterminée.

Obligations professionnelles : vous vous engagez à :

- consacrer professionnellement toute votre activité à l'entreprise ;
- observer le règlement intérieur et toutes les consignes données.

Convention collective : commerce de jouets.

Mme Lore (gérante)

M. Vallon (salarié)

Lore

Chalon-sur-Saône
le 25/07/2019

Vallon



1. Complétez le tableau afin de préciser les termes du contrat qui lie les deux parties.

Employeur	Salarié
Sté Easy Jouets	M. Vallon
Objet du contrat	
Prestation de travail en qualité de vendeur	
Durée du contrat	
Durée indéterminée	
Obligations de la société Easy Jouets	
Rémunérer M. Vallon	
Le déclarer à l'Urssaf	
Obligations d'Arthur Vallon	
Fournir la prestation de travail	
Respecter le règlement intérieur	

2. Précisez quel lien unit les deux parties.

C'est le lien de subordination qui lie les deux parties, car il s'agit d'un contrat de travail.

Les différents types de contrats de travail

CAPACITÉ Distinguer les différents types de contrat de travail

SITUATION

Emma, diplômée d'un BTS Management commercial opérationnel, a déjà plusieurs expériences dans la vente. Passionnée par la vente en jardinerie, elle est actuellement à la recherche d'un emploi, elle hésite entre ces deux offres.



Offre d'emploi n° 1 - JARDIVERT

Intitulé : Vendeur(se)

Descriptif : Recherche vendeur(se) secteur art de vivre (décoration, mobilier de jardin, barbecues...). Parfaitement à l'aise dans la relation client, vous avez le goût du challenge et de la culture du résultat. Vous devrez développer la vente de produits et services en offrant au client un conseil adapté et une clarté dans le choix via la tenue de rayon.

Profil : dynamique et motivé(e) par la vente et la relation client, très bon relationnel et expérience dans le commerce de détail.

Contrat : contrat à durée indéterminée

Rémunération annuelle brute : 1800 € par mois

Lieu : Lyon.

Offre d'emploi n° 2 - Intérim

Nous recherchons pour notre client basé à Lyon un conseiller de vente Jardin (H/F), poste en intérim.

Vos missions : accueillir et écouter les besoins du client, conseiller les clients sur des produits de jardin (végétaux, barbecue, piscine, mobilier de jardin), réaliser la vente, mise en rayon et gestion de stock.

Profil : un bon relationnel et une expérience réussie sur un poste similaire et une connaissance des végétaux et équipements extérieurs.

Contrat : contrat de travail temporaire de 8 mois à temps complet

Salaire indicatif : 1800 € par mois

Lieu : Lyon.

1 Caractérisez l'objet des deux offres d'emploi.

Offre emploi n° 1 : Vendeur(se).

Offre d'emploi n° 2 : Conseiller de vente Jardin.

2 Précisez, pour chacune des offres d'emploi, le type de contrat proposé.

Offre emploi n° 1 : contrat de travail à durée indéterminée.

Offre d'emploi n° 2 : contrat de travail à durée déterminée (intérim) d'une durée de 8 mois.

Vidéo +

5 minutes avant d'accepter un CDD
1'00''



foucherconnect.fr/20ed047

Citez au moins trois raisons pour signer un CDD.

Tester ses compétences, vérifier son intérêt pour le poste, enrichir son CV, développer son propre réseau.

DOC 1 Les caractéristiques du CDI

Le contrat de travail à durée indéterminée (CDI) est le contrat de travail qui formalise la relation de subordination existant entre l'employeur et le salarié. C'est la forme normale et générale de la relation de travail. Contrat signé sans limitation de durée, il peut être à temps complet ou à temps partiel. Seul le CDI à temps plein peut être non écrit (sauf disposition conventionnelle contraire imposant un écrit). Toutefois, si le CDI à temps plein reste verbal, l'employeur a l'obligation de remettre au salarié un document écrit reprenant les informations contenues dans la déclaration préalable à l'embauche* adressée à l'Urssaf.

* La DPAE est une procédure de déclaration systématique et nominative pour chaque salarié qu'un employeur a l'intention d'embaucher.

www.service-public.fr

1 Présentez les principales caractéristiques du CDI.

Contrat à durée indéterminée, à temps complet ou à temps partiel, signé entre deux parties et formalisant le lien de subordination.

2 Précisez l'utilité du document ci-dessus.

La déclaration préalable à l'embauche d'un salarié doit être remplie par l'employeur, avec l'obligation de l'envoyer à l'Urssaf avant l'embauche. Elle permet d'effectuer en une seule démarche toutes les formalités obligatoires auprès de l'Urssaf.

DOC 2 Les différents types de rupture d'un CDI

À l'initiative de l'employeur

- Licenciement pour motif personnel ou économique
- Mise à la retraite

Situation 1 : Extrait

Lundi 12 novembre : Martin Lorin reçoit une convocation.

« Nous vous informons que nous envisageons à votre égard une mesure de licenciement pour motif personnel. Nous vous convoquons à un entretien préalable lundi prochain à 10 heures... »

D'un commun accord entre salarié et l'employeur

La rupture conventionnelle repose sur la volonté des deux parties et se matérialise par la signature d'une convention homologuée par l'inspection du travail

Situation 2 : Extrait

« Je vous informe de ma décision de démissionner du poste d'assistante que j'occupe dans votre entreprise depuis le 1^{er} septembre 2015... »

À l'initiative du salarié

- Démission
- Départ en retraite

Situation 3 : Extrait

[...] « Nous décidons d'un commun accord de rompre le contrat de travail à durée indéterminée qui nous lie. » [...]

3 Indiquez, pour chaque situation, le type de rupture dont il s'agit et la personne qui en est à l'origine.

Situation 1 : Licenciement pour motif personnel à l'initiative de l'employeur.

Situation 2 : Démission à l'initiative du salarié.

Situation 3 : Rupture conventionnelle à l'initiative du salarié et de l'employeur.

DOC 3 Le contrat de travail à durée déterminée (CDD)

La conclusion d'un contrat à durée déterminée (CDD) n'est possible que pour l'exécution d'une tâche précise, temporaire, seulement dans les cas énumérés par la loi, et obligatoirement sous la forme d'un écrit. Le CDD n'est pas destiné à pourvoir durablement un emploi lié à une activité normale de l'entreprise. Il peut être requalifié en CDI s'il ne respecte pas ces conditions. Une indemnité de fin de contrat de 10 % de la rémunération brute totale est versée au salarié en CDD.

Articles L. 1242-1, L. 1242-2, L. 1243-8 du Code du travail

Sans accord d'entreprise, ce sont les dispositions du Code du travail qui s'appliquent. Le CDD est renouvelable une fois pour une durée déterminée. La durée du renouvellement, ajoutée à la durée du contrat initial, ne peut excéder la durée maximale prévue.

Article L. 1243-13 du Code du travail

Cas de recours énumérés par la loi	Durée maximale
Remplacement d'un salarié absent	18 mois ¹
Remplacement d'un chef d'entreprise artisanale, industrielle ou commerciale...	18 mois
Attente de l'arrivée d'un salarié en CDI	9 mois
Remplacement d'un salarié dont le départ définitif précède la suppression de son poste	24 mois
Accroissement temporaire de l'activité de l'entreprise	18 mois
Commande exceptionnelle à l'exportation	24 mois
Travaux urgents nécessités par des mesures de sécurité	9 mois
Emplois à caractère saisonnier	Variable ²
Mission effectuée à l'étranger	24 mois

1. Ou toute la durée de l'absence du salarié.

2. En fonction de la saisonnalité de l'activité.

www.travail-emploi.gouv.fr

4 Indiquez l'intérêt de limiter les cas de recours au CDD.

Pour éviter que le CDD soit destiné à pourvoir durablement un emploi.

5 Précisez dans quel cas il est possible de renouveler un CDD.

À partir du moment où la durée totale du contrat (renouvellement compris) n'excède pas la durée maximale légale ou si un accord d'entreprise le prévoit.

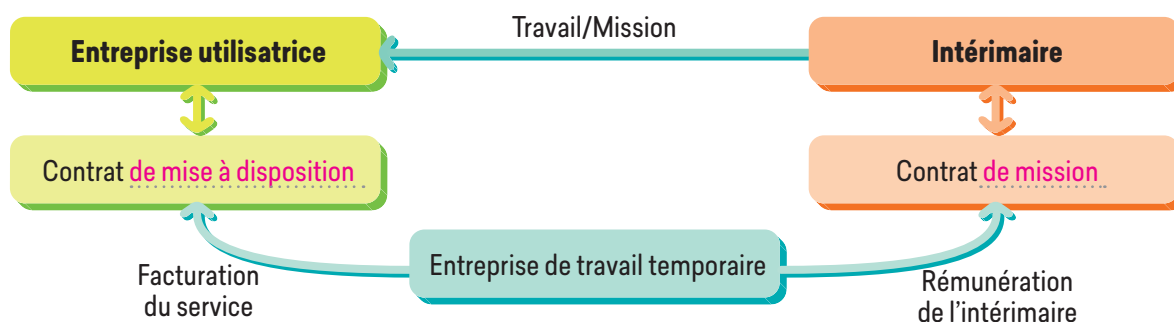
DOC 4 Le contrat de travail temporaire (CTT)

Un salarié sous contrat de mission (**l'intérimaire**) est un salarié embauché et rémunéré par une entreprise de travail temporaire (**ETT**) qui le met à la disposition (contrat de mise à disposition) d'une **entreprise utilisatrice** pour une durée limitée, dénommée **mission**. Le CTT est le plus souvent conclu pour une durée déterminée mais il peut être aussi conclu pour une durée indéterminée (CDI intérimaire).



L'intérim répond à vos besoins en personnel : nous recrutons pour vous (annonces, tests de compétences) et nous gérons ce personnel (contrat de travail, fiches de paie...).

6 Indiquez le nom des deux contrats créés dans le cadre d'un CTT.



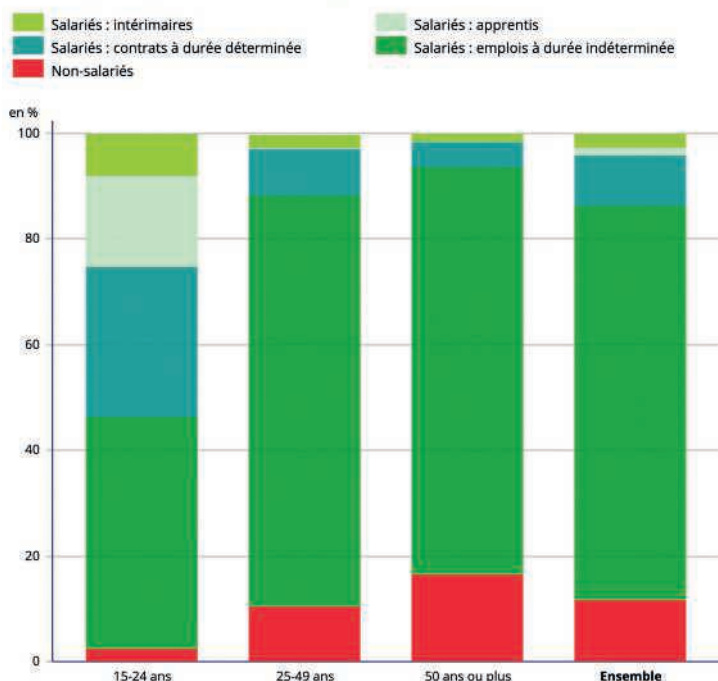
7 Citez un avantage et un inconvénient du recours à une entreprise de travail temporaire.

Avantage : toutes les démarches sont effectuées par l'ETT, rapidité pour trouver du personnel.

Inconvénient : coût élevé.

DOC 5 Les types de statuts d'emploi

Statut d'emploi et type de contrat selon l'âge en 2018



Lecture : en 2018, 43,9 % des personnes en emploi âgées de 15 à 24 ans sont salariées en emploi à durée indéterminée.

Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes en emploi.

www.insee.fr

8 Commentez le graphique.

On s'aperçoit que les contrats à durée indéterminée sont encore le type de contrat le plus utilisé dans toutes les tranches d'âge. On remarque aussi que pour la tranche d'âge 15-24 ans, les contrats à durée déterminée représentent à peu près 30 %, les contrats d'apprentissage 18 % et les contrats intérimaires 8 %. Enfin, pour la tranche d'âge des 50 ans et plus, le contrat à durée indéterminée est majoritaire à environ 78 %, mais on retrouve la part la plus importante de non-salariés (environ 18 %).

DOC 6 L'alternance, enjeu d'employabilité pour les jeunes

Critères	Contrat d'apprentissage
Bénéficiaires	Jeunes de 16 à 29 ans révolus
Objectifs	Obtention d'un diplôme professionnel ou technologique
Entreprises	Secteurs privé et public
Durée du CDD ou CDI	De 1 à 3 ans, selon le diplôme préparé
Rythme d'alternance	50 % en centre de formation des apprentis, 50 % en entreprise
Taux d'insertion professionnelle 7 mois après la fin du contrat	70 %



9 Citez la spécificité du contrat d'apprentissage.

Le contrat d'apprentissage est un contrat de travail où alternent les périodes de formation en entreprise et les périodes en centre de formation pour acquérir un diplôme.

10 Précisez en quoi l'alternance est un enjeu d'employabilité des jeunes.

70 % des apprentis trouvent un emploi dans les 7 mois après la fin de leur apprentissage, ce qui montre que l'alternance est un moyen pour les jeunes d'accéder à l'emploi.



1 Le contrat de travail à durée indéterminée

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU CDI

- Durée indéterminée
- Temps complet ou temps partiel
- Lien de subordination

DÉMARCHE AVANT L'EMBAUCHE

Obligation par l'employeur de remplir la déclaration préalable à l'embauche et de l'envoyer à l'Urssaf

DIFFÉRENTES FORMES DE RUPTURE D'UN CDI

À l'initiative de l'employeur

Licenciement Mise à la retraite

À l'initiative de l'employeur et du salarié

Rupture conventionnelle

À l'initiative du salarié

Démission Départ en retraite

2 Les autres formes de contrats de travail

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE (CDD)

- Durée limitée
- motifs de recours réglementés

CONTRAT DE TRAVAIL TEMPORAIRE (CTT)

Deux contrats spécifiques :

- contrat de mission (entre l'ETT et l'intérimaire)
- contrat de mise à disposition (entre l'ETT et l'entreprise utilisatrice)

EXEMPLES DE RECOURS

- remplacement d'un salarié absent
- accroissement temporaire de l'activité de l'entreprise
- emploi saisonnier

INDEMNITÉS DE PRÉCARITÉ

10 % de la rémunération totale brute

3 Les différents statuts d'emploi

STATUT DE SALARIÉS

Salariés en contrat à durée indéterminée

Salariés en contrat à durée déterminée et salariés intérimaires

Salariés en contrat d'apprentissage



Jeunes de 16 à 29 ans révolus pour préparer un diplôme en alternance (entreprise + CFA)

AUTRE STATUT

Non-salariés

1 Testez vos connaissances

#QCM interactif



foucherconnect.fr/20ed049

2 Méli-mélo

Démêlez les lettres données afin de former un mot correspondant au synonyme indiqué, à la suite de la première lettre.

1	Contrat	I N V T O O E N N	C O N V E N T I O N
2	Employeur	T I C R E R E U	D I R E C T E U R
3	Départ du salarié	N S I M S O E I	D E M I S S I O N
4	Employé	L R A I E A	S A L A R I E
5	Renvoi	C C E E T N N I I M E	L I C E N C I E M E N T
6	Activité	L V A A R I	T R A V A I L

3 Job dating

À l'occasion de la semaine de l'Interim, la Mission Locale organise sa 4^e édition du job dating Interim « entretien d'embauche express ». Dix minutes pour échanger avec les nombreuses agences d'interim présentes, dans le but de décrocher un deuxième rendez-vous. Une formule qui a fait ses preuves.

JOE DATING 2019

INTERIM 4^{ème} édition

Motivé(e), prêt(e) à travailler ?

Venez rencontrer **des AGENCES D'INTERIM** et postuler sur les offres

Le 26 mars de 9h à 12h30

Industrie Logistique
Transport

Le 27 mars de 9h à 12h30

BTP

Le 28 mars de 14h à 16h

Tertiaire
Commerce/vente

10 min pour convaincre !

Inscription auprès de votre conseiller(e)
Mission Locale 04 77 01 34 00

www.ml-st-etienne.org

Précisez en quelques mots le principe du « job dating ».

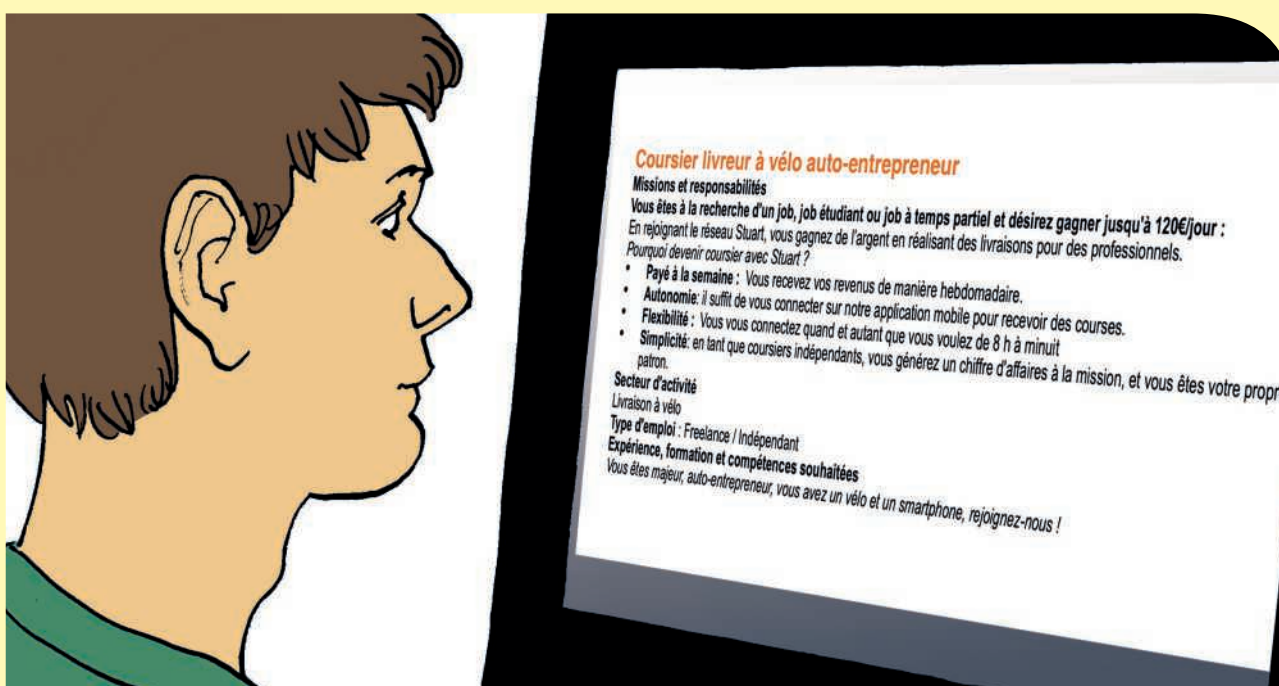
Vous rencontrez sur un forum des professionnels (dans l'infographie ci-contre ce sont des agences d'interim) et vous avez quelques minutes pour convaincre le professionnel de vous embaucher (dans l'exemple ce sont 10 minutes).

Les statuts de salarié et d'indépendant

CAPACITÉ Différencier les statuts de salarié et d'indépendant

SITUATION

Victor, 19 ans, étudiant en deuxième année de BTS NRCD (Négociation et digitalisation de la relation client), envisage de trouver un appartement et cherche un job pour subvenir à ses besoins. Il a repéré dans l'annonce ci-dessous un emploi qui lui permettrait de travailler après les cours, le soir et le week-end.



1 Indiquez l'objet de cette offre d'emploi.

Coursier-livreur à vélo.

2 Précisez les conditions de l'emploi.

Être majeur, travailler sous le statut d'autoentrepreneur, posséder un vélo et un smartphone.

Vidéo +

Le statut du micro-entrepreneur : qu'est-ce que c'est et comment s'inscrire ? 3'04"



foucherconnect.fr/20ed050

Citez trois raisons de créer une micro-entreprise.

Tester un nouveau projet, commencer une nouvelle activité ou percevoir des revenus complémentaires.

DOC 1 Le statut de salarié : un cadre réglementaire et sécurisant

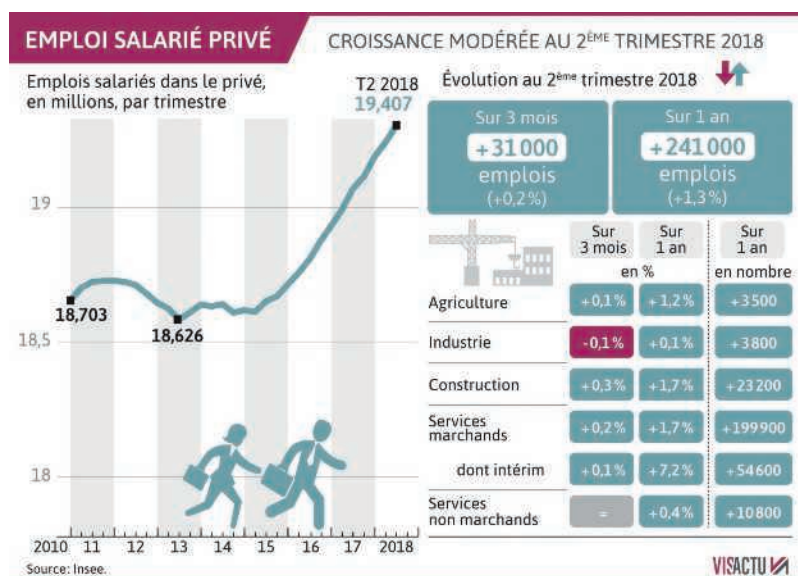
Critères	Statut du salarié
Dépendance juridique	Le salarié a un lien de subordination vis-à-vis de son employeur. Il doit respecter ses consignes, conséquence de la signature d'un contrat de travail.
Rémunération	Il perçoit un salaire net de la part de son employeur, qui ne peut être inférieur au SMIC, et obtient une contrepartie aux heures supplémentaires.
Durée légale du travail	Fixée à 35 heures par semaine ou 1 604 heures par an.
Protection sociale	Le salarié est rattaché au régime général de Sécurité sociale , ainsi affilié à la CPAM. Il a droit au remboursement des frais de santé en cas de maladie, de maternité, d'invalidité et de décès. Il bénéficie de l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles. Il cotise pour l'assurance vieillesse et pour les risques liés au chômage. Il bénéficie aussi d'une mutuelle.
Congés payés	Le salarié a droit à des congés, payés par son employeur.
Avantages sociaux	Le salarié peut bénéficier d'avantages tels que le remboursement des frais de transport, la restauration (cantine, tickets restaurant), l'accès aux soins (complémentaire santé), l'épargne salariale (participation et intéressement).
Droits collectifs	Il peut voter et se présenter aux élections des représentants du personnel et exercer son droit syndical.
Droit à la formation professionnelle	Le salarié bénéficie d'un CPF (compte personnel de formation) utilisable tout au long de sa vie active pour suivre une formation qualifiante.

1 Surlignez sur le document ci-dessus 5 critères qui caractérisent le statut de salarié.

2 Listez les avantages du statut de salarié.

Le statut de salarié est réglementé et encadré par la loi, il confère au salarié des droits collectifs (droit syndical), le droit à la formation professionnelle, le paiement d'un salaire minimum, la durée du travail réglementée.

DOC 2 Évolution de l'emploi salarié



3 Commentez l'infographie ci-dessus.

Deux parties sur cette infographie : la partie de gauche retrace l'évolution de l'emploi salarié privé en France entre 2010 et 2018, et la partie droite l'évolution de l'emploi sur 3 mois et sur un an et par secteur. Au 2^e trimestre 2018, on compte 19,407 millions de salariés dans le privé, avec une progression de +1,3 % sur un an (+ 241 000 emplois). Les services marchands sont le secteur qui a embauché le plus sur un an : +199 900 emplois.

DOC 3 Les caractéristiques du statut de travailleur indépendant

Le travailleur indépendant est une personne qui décide d'exercer à son compte une activité économique. Grâce à cette indépendance, il dispose d'une autonomie totale dans l'organisation de son travail et n'est subordonné à aucun supérieur hiérarchique. C'est un entrepreneur, propriétaire de ses moyens de production. Il est libre d'organiser son temps de travail comme il l'entend. En contrepartie, il est responsable juridiquement de ses actes professionnels. Le statut d'indépendant est très large et vise une multitude de professions (boulangier, coiffeur, exploitant agricole, professionnel libéral, patron de l'industrie...).

Un travailleur indépendant peut être :

- un agriculteur, inscrit à la chambre d'agriculture ;
- un commerçant, inscrit à la chambre de commerce et d'industrie ;
- un artisan, inscrit à la chambre des métiers ;
- un libéral, inscrit à l'Urssaf ;
- un artiste, inscrit à la maison des artistes.



4 Listez les caractéristiques essentielles du statut du travailleur indépendant.

Indépendance, liberté totale d'organiser son travail, absence de lien de subordination à un supérieur, libre organisation de son temps de travail, responsabilité de ses actes professionnels.

5 Précisez pour chaque situation si la personne relève du statut d'indépendant.

Situations	Statut d'indépendant	Où est-elle inscrite ?
1. Marc, artisan électricien à son compte, travaille à peu près 50 heures par semaine. Il est propriétaire de son véhicule pour aller chez les clients.	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Justification : artisan à son compte, propriétaire de ses moyens (véhicule) et libre d'organiser son temps de travail (50 heures/semaine).	En tant qu'artisan, il est inscrit à la chambre des métiers.
2. Sabine est vendeuse dans le magasin Jules. Elle travaille 35 heures par semaine et doit respecter les consignes et ordres de son manager.	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Justification : salariée sous la subordination de son manager (respect des consignes et ordres), temps de travail hebdomadaire fixé à 35 heures.	Nulle part puisqu'elle n'est pas travailleuse indépendante.

DOC 4 Les différences entre travailleur indépendant et micro-entrepreneur

Juridiquement, on parle de travailleur indépendant pour toute personne exerçant une activité sans lien de subordination. Elle peut exercer cette activité sous le statut de **l'entreprise individuelle** de **l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée** (EURL, c'est-à-dire SARL à un associé) et autres, mais aussi sous le statut de **micro-entrepreneur** qui se confond depuis 2016 avec celui d'autoentrepreneur.

Juridiquement, le terme « micro-entreprise » est relatif à un **régime fiscal spécifique**, pour les sociétés ayant un petit chiffre d'affaires annuel. Ce n'est pas un statut ni un métier [...].

Le régime de la micro-entreprise n'est pas soumis au régime de la TVA dans les limites de CA respectives de 33 200 € et 82 800 €. Micro-entrepreneur est donc simplement l'un des statuts possibles pour un travailleur indépendant.

<https://findeur.fr>, 16/01/2018

6 Indiquez la différence essentielle entre le micro-entrepreneur et le travailleur indépendant.

Micro-entrepreneur est un des statuts possibles du travailleur indépendant. Le travailleur indépendant est un terme générique et englobe d'autres statuts spécifiques.

7 Encadrez dans le texte ci-dessus les différents types de statuts juridiques possibles pour le travailleur indépendant.

DOC 5 Travailleur indépendant (freelance) ou salarié



8 Précisez les avantages et inconvénients des deux statuts selon ce graphique.

Avantages du statut salarié :

- Revenus stables
- Horaires stables

Inconvénients du statut salarié :

- Respect du lien de subordination
- Lieu de travail défini

Avantages du statut d'indépendant :

- Organisation libre du travail
- Absence de hiérarchie

Inconvénients du statut d'indépendant :

- Revenus en fonction de l'activité
- Temps de travail sans limites

DOC 6 Cumuler le statut de salarié et le statut de travailleur indépendant

Double statut salarié et indépendant : que dit la loi ?

La loi française permet à un salarié de créer son activité indépendante tout en conservant son poste au sein de son entreprise. Une porte d'accès à l'entrepreneuriat qui s'accompagne bien évidemment de **quelques restrictions**. Certaines clauses présentes dans le contrat du salarié peuvent ainsi limiter son projet, à l'image de l'**obligation de loyauté**, la **clause d'exclusivité** ou la **clause de non-concurrence**. Avant de vous lancer dans ce type de projet, il convient donc de porter une attention toute particulière aux termes de votre contrat, si vous ne voulez pas perdre votre emploi ou faire l'objet de poursuites de votre employeur.

Enfin, sachez que la **réglementation du temps de travail**, qui fixe une durée maximale au temps de travail cumulé, ne s'applique pas dans le cas du cumul d'un poste de salarié avec une activité indépendante. Plus exactement, dans ce cas de figure, seule l'activité salariale est concernée par cette limite (fixée à 10 heures par jour ou 48 heures par semaine, sauf dérogation).

www.cadrenmission.com, 26.09.2018

9 Expliquez s'il est possible de cumuler le statut de salarié et le statut de travailleur indépendant.

Il est tout à fait possible de cumuler les deux statuts.

10 Précisez les conditions à respecter pour cumuler les deux statuts.

Dans l'exercice de son travail d'indépendant, le salarié doit respecter son obligation de loyauté, et les clauses d'exclusivité et de non-concurrence éventuellement inscrites dans son contrat de travail.



1 Le statut de salarié

SALARIÉ

Personne physique liée à un employeur par la conclusion d'un contrat de travail et par une relation de subordination permanente.

CARACTÉRISTIQUES DU STATUT DE SALARIÉ

Lien de subordination

Salaire (minimum le SMIC)

Protection sociale (Sécurité sociale, assurance vieillesse, assurance chômage)

Congés payés

Durée légale

2 Le statut de travailleur indépendant

TRAVAILLEUR INDÉPENDANT

– Personne exerçant à son compte une activité économique

CARACTÉRISTIQUES

– aucun lien de subordination
– autonomie totale
– propriété de ses moyens de production
– responsabilité juridique de ses actes

EXEMPLES DE TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

– un agriculteur inscrit à la chambre d'agriculture
– un commerçant inscrit à la chambre de commerce et d'industrie

– un artisan inscrit à la chambre de métiers
– un libéral inscrit à l'Urssaf

3 Comparaison des statuts

STATUT DE SALARIÉ

Avantages

– revenus stables
– horaires stables

Inconvénients

– respect du lien de subordination
– lieu de travail défini

STATUT DU TRAVAILLEUR INDÉPENDANT

Avantages

– organisation libre de son travail
– absence de hiérarchie

Inconvénients

– revenus en fonction de son activité
– temps de travail sans limites

POSSIBILITÉ DE CUMULER LES DEUX STATUTS

Salarié + indépendant

En respectant certaines conditions :
– obligation de loyauté
– clause de non-concurrence
– clause d'exclusivité

1 Testez vos connaissances

#QCM
interactif



foucherconnect.fr/20ed052

2 Trouvez l'intrus

Salarié

Contrat
de travail

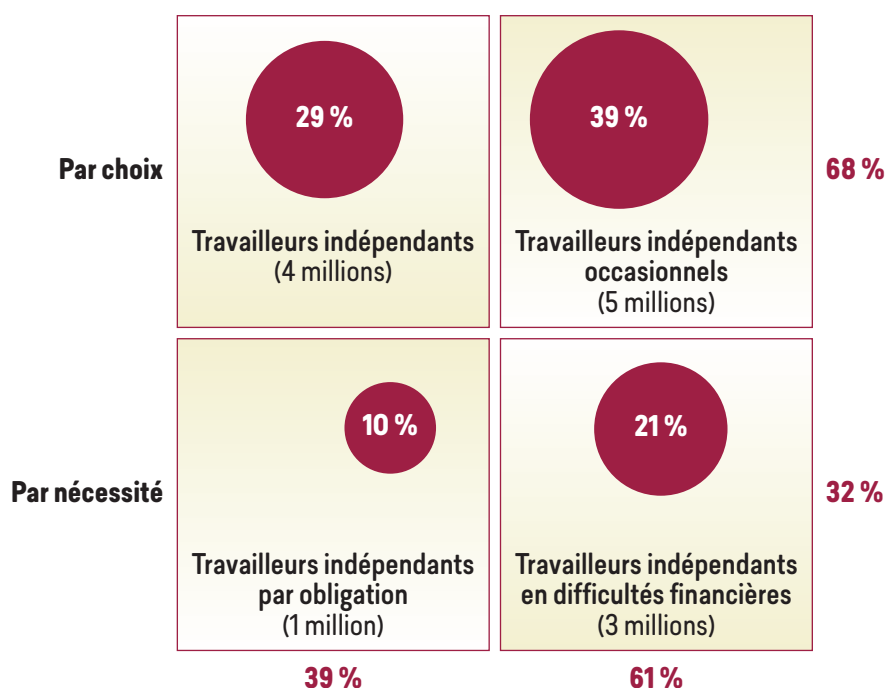
Lien de
subordination

Travailleur
indépendant

Congés payés

3 Treize millions de Français travaillent en indépendants

Portrait des travailleurs indépendants en France



Synthétisez les informations de l'infographie ci-dessus.

Sur les 13 millions de Français travaillant comme indépendants, 29 % (4 millions) sont des travailleurs indépendants par choix et 10 % (1 million) par nécessité.

Pour les 8 millions de travailleurs indépendants occasionnels, ils sont 39 % à l'être par choix et 21 % sont en situation de difficultés financières (3 millions).

Globalement, les travailleurs indépendants et occasionnels sont 68 % à l'être par choix contre 32 % par obligation.

Les enjeux de la formation tout au long de la vie

CAPACITÉ Repérer les enjeux de la formation tout au long de la vie pour l'individu et pour l'entreprise

SITUATION

Les responsables d'un grand groupe pharmaceutique s'interrogent sur la manière de proposer à leur personnel un dispositif de formation qui prenne en compte l'évolution des modes de travail et la transformation digitale des pratiques.



- 1 Indiquez le sujet de la conversation entre la directrice et le responsable formation.

La préparation du plan de développement des compétences qui sera soumis aux représentants du personnel.

- 2 Précisez la nature des formations proposées.

Formations axées sur le travail collaboratif et les outils digitaux.

Vidéo +

La formation et la professionnalisation 1'29"



foucherconnect.fr / 20ed053

- Expliquez comment il est possible de se former tout au long de la vie.

Tout d'abord, grâce à la formation initiale dispensée sous statut scolaire ou par la voie de l'alternance.

Ensuite, grâce à la formation continue lorsqu'on est déjà engagé dans la vie active.

DOC 1 Les étapes de la FTLV

La formation tout au long de la vie comporte une formation initiale et des formations ultérieures destinées aux adultes et aux jeunes déjà engagés dans la vie active ou qui s'y engagent.

Selon l'**article L6111-1 du Code du travail**, la formation professionnelle tout au long de la vie constitue une obligation nationale. Elle vise à permettre à chaque personne, indépendamment de son statut, d'acquérir et d'actualiser des connaissances et des compétences favorisant son évolution professionnelle, ainsi que de progresser d'au moins un niveau de qualification au cours de sa vie professionnelle. Elle constitue un élément déterminant de sécurisation des parcours professionnels et de la promotion des salariés.

La **loi du 5 septembre 2018** pour la liberté de choisir son avenir professionnel s'adresse à chaque personne dans ses particularités et ses choix professionnels afin de l'accompagner efficacement sur le marché de l'emploi. Cette nouvelle ambition se caractérise par l'actualisation de certains dispositifs existants, comme le compte personnel de formation (CPF), mais aussi par la création de nouveaux dispositifs, tels que celui dédié à la reconversion et promotion par l'apprentissage. Par ailleurs, une place prépondérante est donnée à l'apprentissage désormais ouvert jusqu'à l'âge de 29 ans révolus.

1 Précisez le type de formation concerné dans les situations suivantes.

Situations	Formation initiale	Formation continue
Guillaume, 17 ans, prépare un CAP Pâtissier dans un Centre de formation d'apprentis (CFA).	×	
Emma, 33 ans, secrétaire dans une agence immobilière, suit une formation en informatique.		×
Julie, 20 ans, prépare un BTS Professions immobilières au Lycée du Parc.	×	
Alexis, mécanicien dans un garage et bénévole dans une association, suit un stage d'anglais.		×

2 Soulignez les deux principaux objectifs de la FTLV.

3 Expliquez comment la loi de 2018 a modifié la façon d'aborder la formation professionnelle.

La loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel prend en compte les particularités des personnes et leurs choix professionnels pour les accompagner sur le marché du travail.

DOC 2 L'accès à la formation professionnelle

Accès à la formation professionnelle selon la situation sur le marché du travail et le diplôme Unité : %	
Taux d'accès à la formation professionnelle	
Situation sur le marché du travail	
En emploi	51
Au chômage	34
Inactifs non retraités	9
Diplôme	
Diplôme du supérieur long	65
Diplôme du supérieur court	58
Baccalauréat	44
CAP-BEP	33
Brevet des collèges	25
Aucun diplôme ou certificat d'études primaires	15
Ensemble	41

Céreq - Données 2015 - © Observatoire des inégalités, extrait de l'article
« Les inégalités d'accès à la formation professionnelle » - mai 2019

4 Commentez les données du tableau du point de vue de l'accès à la formation professionnelle.

La formation professionnelle, qui devrait constituer une « deuxième chance » pour les salariés les moins qualifiés, concerne davantage ceux qui sont déjà les mieux préparés aux mutations de l'emploi, notamment grâce à leur diplôme. Ce phénomène accroît les inégalités au fil des parcours professionnels. Ceux qui n'ont pas décroché de titre scolaire ont de ce fait davantage de difficultés à progresser dans l'emploi, à suivre les évolutions globales des qualifications. Ceux qui auraient sans doute le plus besoin d'être formés sont les demandeurs d'emploi, dont les deux tiers ne reçoivent aucune formation.

DOC 3 La responsabilisation des salariés dans l'évolution de leur carrière

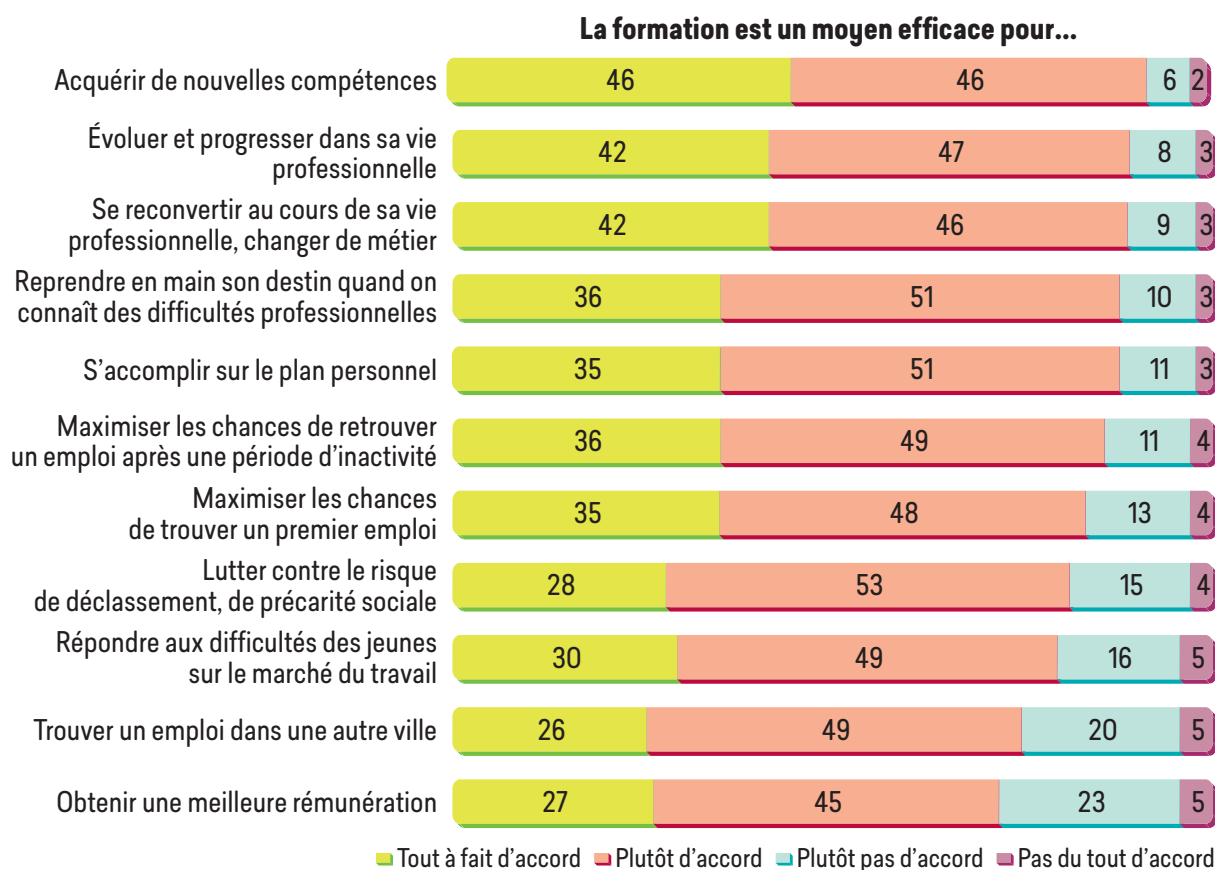
L'un des premiers enjeux de la réforme de la formation professionnelle est de responsabiliser le salarié dans l'évolution de ses compétences et notamment la montée en compétences numériques en utilisant les crédits disponibles sur son compte personnel de formation (CPF).

L'objectif est de fournir au salarié un accès simplifié à une offre de formation diversifiée et modulaire, lui donnant, par exemple, la possibilité de valider des blocs de compétences et pas seulement un diplôme. Il pourra choisir et payer directement une formation grâce à une application mobile, sans validation ni complexité administrative.

5 Précisez le principal enjeu de la réforme de la formation professionnelle pour les salariés.

Les responsabiliser en leur permettant de choisir des formations diversifiées et modulaires grâce aux crédits disponibles sur leur compte personnel de formation via une application mobile simplifiée.

DOC 4 Quels sont les enjeux de la formation pour les Français ?



cpformation.com, 6 juin 2019

6 Indiquez, d'après l'enquête auprès des salariés, ce qui est exact dans les affirmations suivantes.

- ☐ La formation a pour première finalité l'augmentation de la rémunération.
- ☒ L'acquisition de nouvelles compétences est le principal enjeu de la formation.
- ☐ La formation est principalement motivée par un projet de mobilité.
- ☒ L'évolution professionnelle est un moteur fort de la formation.
- ☒ Trouver un emploi après une période d'inactivité ou un premier emploi motive fortement les demandes de formation.

DOC 5 Les compétences métiers



www.skilltroc.com - Source OCDE

DOC 6 Pourquoi former ?

[...] La formation permet à l'entreprise de maintenir ses compétences et les qualifications des salariés afin de rester compétitive. En misant sur la formation, l'entreprise développe son savoir-faire en interne et ainsi elle conserve sa place face à la concurrence qui est de plus en plus rude. Un salarié formé sur les avancées technologiques, telles que la digitalisation, par exemple, ou tout simplement sur les modifications de son activité, peut conserver son employabilité dans l'entreprise.

Ensuite, une entreprise qui met en avant une formation continue au sein de ses services est un facteur d'attractivité. En effet, les personnes vont souhaiter se faire embaucher dans une entreprise qui est reconnue pour sa formation afin d'être sûres d'accroître leurs compétences et de maîtriser au plus vite les tâches qui leur sont demandées. Pour l'entreprise, c'est un très bel argument pour attirer les talents.

Enfin, un salarié bien formé sera fidélisé. La formation permet à l'entreprise de conserver son équipe en place, de détecter les talents et d'éviter le turn-over. C'est un très fort atout de pouvoir conserver ses salariés sur le long terme car cela accentue la rentabilité de l'entreprise.

Compta Online / 12.05.2019

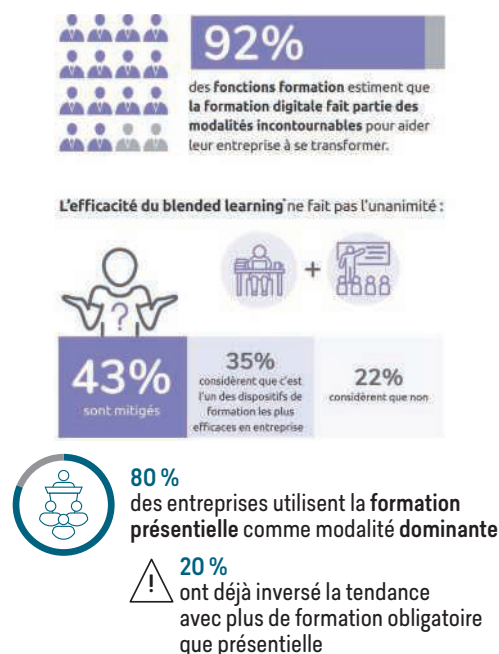
7 Commentez les données du graphique du point de vue de la durée des compétences métiers.

La durée des compétences métiers d'un salarié a fortement diminué, passant de 30 ans en 1997 à 5 ans en 2019.

Sur une carrière, un salarié doit renouveler 8 fois ses compétences professionnelles.

8 Soulignez dans le document les enjeux de la formation pour l'entreprise.

DOC 7 Le digital learning s'impose dans les entreprises françaises



* Blended learning : combinaison de séquences de formation en ligne (e-learning) et de formation en présentiel. Étude réalisée par Unow en mai 2019

Unow.fr

9 Expliquez les principales modalités de la formation en entreprise et précisez leur part respective, d'après les données de l'étude.

– La formation digitale : elle intègre les technologies numériques aux dispositifs de formation ; elle est considérée comme prioritaire à 92 %.

– La formation en présentiel : elle réunit en un même lieu les salariés et le formateur ; elle reste dominante à 80 % dans les entreprises.

– Le blended learning : il associe la formation en présentiel et la formation à distance. Il est considéré par un tiers des entreprises comme le plus efficace.



1 La formation professionnelle tout au long de la vie

OBJECTIFS DE LA FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE QUEL QUE SOIT LE STATUT DU SALARIÉ

- Acquisition et actualisation des connaissances et des compétences
- Évolution professionnelle favorisée
- Progression d'au moins un niveau de qualification au cours de la vie professionnelle

2 Les enjeux de la formation pour les salariés

ACCÈS À UNE OFFRE DE FORMATION PERSONNALISÉE ET RESPONSABILISATION DES SALARIÉS DANS L'ÉVOLUTION DE LEUR CARRIÈRE

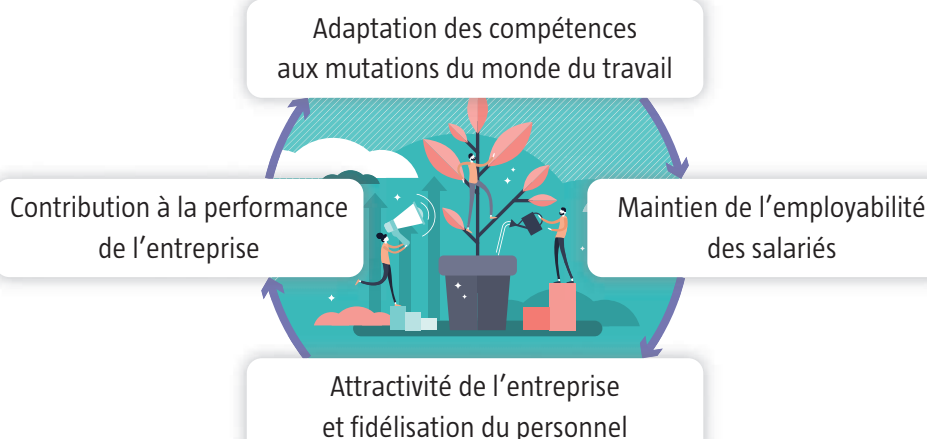
Acquisition de nouvelles compétences, notamment dans le numérique

Adaptation des parcours professionnels

Évolution professionnelle, possibilité de se reconverter, de changer de métier

Meilleure accessibilité à l'emploi

3 Les enjeux de la formation pour l'entreprise



1 Testez vos connaissances

#QCM interactif



foucherconnect.fr/20ed055

2 Le bon mot

Trouvez le mot correspondant à la définition.

Formation acquise avant l'entrée dans la vie active, dans les établissements de formation et par la voie de l'apprentissage.	Formation initiale
Acquisition de nouvelles compétences durant la vie active favorisant le retour ou le maintien dans l'emploi, la sécurisation et l'optimisation des parcours professionnels.	Formation continue
Parcours englobant la formation initiale, générale ou professionnelle et la formation continue.	Formation tout au long de la vie

3 La formation pour lutter contre l'obsolescence

Pour faire face aux impacts du digital sur les métiers et les compétences, l'arme des DRH est la formation. 74 % la placent au premier rang des moyens mobilisés, devant la réorganisation du travail (56 %) et la mobilité interne (50 %). La formation est pour eux un moyen de se préparer à une évolution de son poste de travail (dans 45 % des cas), puis d'accéder à un nouveau métier (33 %) et enfin de mieux maîtriser les compétences de base (lire, écrire, compter ; 22 %). Quant aux compétences stratégiques pour l'avenir, elles sont, pour les DRH, très claires : une organisation efficace du travail, une agilité et un esprit d'initiative sont les trois compétences que les salariés de leur entreprise devraient maîtriser en priorité. [...]



L'étude note un autre point positif : les salariés affichent une volonté pour se former et progresser, et se sentent une responsabilité partagée avec l'entreprise sur ce sujet. Une très large majorité se disent prêts à s'améliorer sur les compétences qu'ils ne maîtrisent que partiellement ou qu'ils ne maîtrisent pas du tout aujourd'hui. Et 93 % se disent prêts à se former par eux-mêmes pour s'adapter aux transformations digitales, voire à 44 % à financer eux-mêmes une partie des coûts de leur formation, ou à suivre cette formation en dehors de leur temps de travail (pour 72 % d'entre eux). 81 % des salariés français utilisent tout de même les solutions de formation proposées par leur DRH. 71 % les trouvent pertinentes et une même proportion les juge efficaces. [...]

La Rédaction de LCI / 2.10.2019

Expliquez comment les DRH font face aux impacts du digital sur les métiers et les compétences.

Les employeurs misent avant tout sur la formation (74 %), la réorganisation du travail (56 %) et la mobilité interne (50 %). Pour eux, la formation est un moyen de se préparer à l'évolution du poste de travail, d'accéder à un nouveau métier et de mieux maîtriser les compétences de base.

Montrez l'intérêt que les salariés portent à la formation.

Les salariés comprennent l'importance de la formation qui leur permet d'améliorer les compétences qu'ils maîtrisent partiellement ou pas du tout. Ils se disent prêts à se former eux-mêmes pour s'adapter aux transformations digitales (93 %), voire à financer une partie de la formation ou à suivre des formations hors du temps de travail. 81 % d'entre eux suivent les formations organisées par l'entreprise et sont satisfaits de l'offre de formation proposée (71 %).

Les modalités de formation

CAPACITÉ Identifier les possibilités de modalités de formation

SITUATION

Jonathan est assistant de gestion dans une entreprise de construction. Il souhaite compléter sa formation dans les domaines de la fiscalité et de l'informatique. Il interroge sa collègue sur la démarche à suivre pour bénéficier de formations.



- 1 Indiquez le sujet de la discussion entre Jonathan et sa collègue.

Le besoin de suivre des formations.

- 2 Citez le nom du dispositif permettant aux salariés de mobiliser leurs droits à la formation.

Le compte personnel de formation (CPF).

Vidéo +

Le compte personnel de formation
1'45''



foucherconnect.fr/20ed056

- Précisez l'intérêt du CPF pour le salarié.
Le CPF permet au salarié de bénéficier de formations qualifiantes, de développer ses compétences professionnelles et de sécuriser son parcours professionnel.

DOC 1 Le contrat d'apprentissage

Le contrat d'apprentissage est un contrat de travail conclu entre un employeur et un salarié. Son objectif est de permettre à un jeune de suivre une formation générale, théorique et pratique, en vue d'acquies un diplôme d'État (CAP, BAC, BTS, Licence, Master, etc.) ou un titre à finalité professionnelle inscrit au Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). [...]

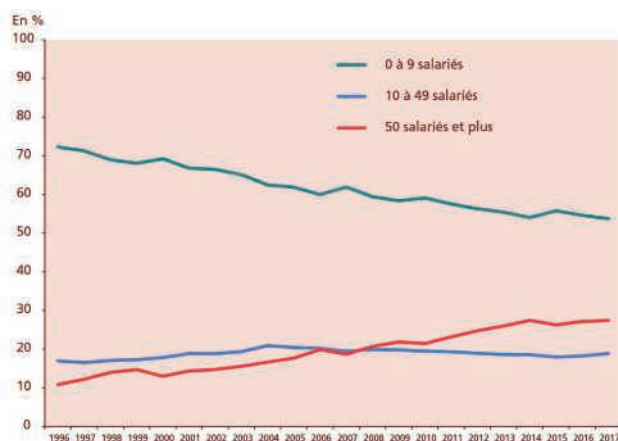
L'apprentissage repose sur le principe de l'alternance entre enseignement théorique en centre de formation d'apprentis (CFA) ou en établissement de formation et enseignement du métier chez un employeur.

Sont concernés les jeunes âgés de 16 à 29 ans révolus (dérogation possible à 15 ans). Toute entreprise du secteur privé, y compris les associations, peut embaucher un apprenti. Le secteur public peut également recourir à l'apprentissage.

www.travail-emploi.gouv.fr

1 Précisez la spécificité du contrat d'apprentissage.

Il s'agit d'une formation
en alternance associant
une formation théorique
dispensée dans un centre de
formation d'apprentis (CFA)
ou dans un établissement de
formation et une formation
pratique chez un employeur.

DOC 2 L'accès à la formation professionnelle**Part des entrées en apprentissage selon la taille de l'entreprise**

Dares Résultats n° 046 – octobre 2018

2 Commentez les données du graphique du point de vue du nombre de contrats d'apprentissage conclus selon la taille de l'entreprise.

Les entrées en apprentissage se font
majoritairement dans les très petites
entreprises (moins de 10 salariés), mais
on constate une augmentation
significative du nombre d'apprentis dans
les entreprises de 50 salariés et plus.

DOC 3 Les autres formes de contrat en alternance

Le **contrat de professionnalisation** est un contrat de travail en alternance, en CDD ou en CDI, pour une durée de 6 à 12 mois (avec dérogations possibles à 24 ou 36 mois) qui permet d'associer l'acquisition d'un savoir théorique en cours et l'acquisition d'un savoir-faire pratique au sein d'une ou plusieurs entreprises.

Il vise l'obtention de titres ou diplômes correspondant à des qualifications. Il s'adresse aux jeunes de 16 ans à 25 ans révolus pour compléter leur formation initiale, aux bénéficiaires du RSA, de l'allocation de solidarité spécifique, de l'allocation aux adultes handicapés et aux personnes ayant bénéficié d'un contrat unique d'insertion.

Le **dispositif Pro-A** est destiné aux salariés en CDI dont la qualification est inférieure ou égale à un diplôme de niveau II (licence), aux salariés en contrat unique d'insertion, aux salariés dont la qualification n'est pas suffisante au regard des évolutions technologiques ou de l'organisation du travail. Il vise à faciliter un changement de métier ou de profession, ou une promotion, via l'obtention d'une qualification reconnue. Sa durée est comprise entre 6 et 12 mois, avec dérogation possible jusqu'à 36 mois.

La formation repose sur l'alternance entre les enseignements délivrés par l'organisme de formation et les activités professionnelles en entreprise.

3 Précisez le type de contrat souhaitable dans les situations suivantes.

Julien, 35 ans, vendeur sans qualification, souhaite suivre une formation pour obtenir un Bac Pro technicien conseil vente en animalerie lui assurant une promotion dans son entreprise.	Dispositif Pro-A
Chloé, 23 ans et titulaire d'un baccalauréat général, en recherche d'emploi, souhaite trouver un employeur lui permettant de préparer un BTS assurance en alternance.	Contrat de professionnalisation

DOC 4 Le compte personnel de formation (CPF)

Le CPF est intégré au *compte personnel d'activité* (CPA) attribué à chaque personne au début de sa vie professionnelle. Le CPA se compose du compte personnel de formation (CPF), du compte professionnel de prévention (C2P) et du compte d'engagement citoyen (CEC).

Le *bilan de compétences* permet à son bénéficiaire d'analyser ses compétences professionnelles et personnelles, ses aptitudes et motivations, en vue de définir un projet professionnel ou de formation. La durée maximale du bilan de compétences est de 24 heures, le plus souvent réparties en séances de 2 à 3 heures.

La *validation des acquis de l'expérience* (VAE) permet à toute personne, quels que soient son âge, son niveau d'études ou son statut, de faire valider les acquis de son expérience pour obtenir tout ou partie d'un diplôme ou titre à finalité professionnelle, ou d'un certificat de qualification, dès lors qu'ils sont inscrits au RNCP. Un an au moins d'expérience en rapport avec le contenu de la certification visée est nécessaire.

Le *projet de transition professionnelle* permet au salarié de s'absenter de son poste afin de suivre une formation pour se qualifier, évoluer ou se reconvertir. Il est ouvert sous conditions et accordé sur demande à l'employeur. Le salarié est rémunéré pendant toute la durée de la formation.



4 Indiquez dans quel compte se trouve le CPF.

Dans le compte personnel d'activité (CPA) qui permet au salarié de consulter ses droits à la formation.

5 Expliquez l'objectif du CPF pour le salarié.

Il permet au salarié d'accroître son niveau de qualification, de développer ses compétences en vue de sécuriser son parcours professionnel, de s'adapter aux nouvelles exigences liées à son poste, d'évoluer ou de se reconvertir.

6 Déterminez les droits acquis au titre du CPF pour :

– Hugo, magasinier, titulaire d'un CDI à temps complet :

500 € par an, dans la limite d'un plafond de 5 000 €.

– Emma, standardiste à temps partiel, reconnue travailleuse handicapée :

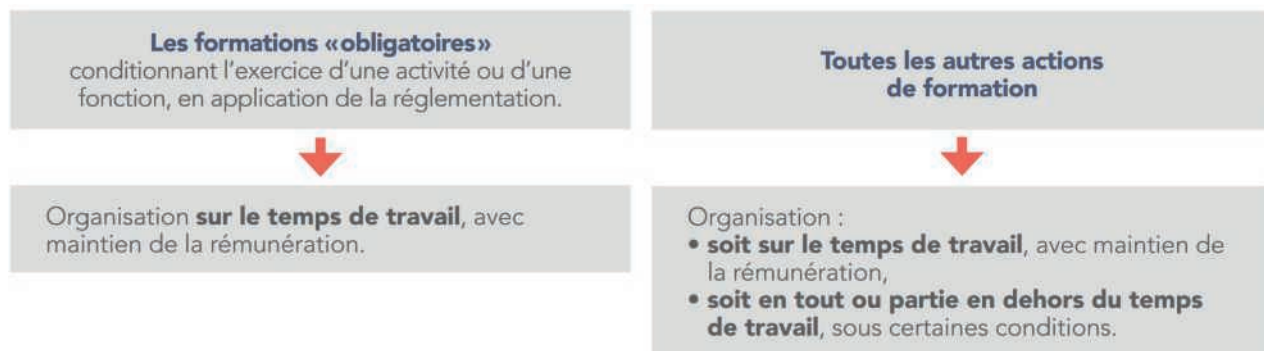
800 € par an dans la limite d'un plafond de 8 000 €.

7 Précisez le type de formation éligible au CPF et adapté aux situations suivantes.

Jordan, employé en boulangerie depuis 5 ans, souhaite faire reconnaître son expérience pour obtenir le certificat de qualification professionnelle (CQP) Boulanger.	Validation des acquis de l'expérience (VAE)
Yasmine, caissière en supermarché, veut suivre une formation pour se préparer au métier d'assistante commerciale.	Projet de transition professionnelle
Théo, agent d'entretien titulaire du permis B, envisage de devenir conducteur de bus, mais il n'a pas le permis requis.	Formation au permis de transport de personnes (permis C).
Lucie, comptable en activité, veut faire le point sur sa carrière, ses compétences et ses motivations.	Bilan de compétences

DOC 5 Le plan de développement des compétences

Le plan de développement des compétences regroupe les actions de formation (y compris par apprentissage), de validation des acquis de l'expérience et les bilans de compétences mis en place par l'entreprise à l'intention de ses salariés. Au travers du plan de développement des compétences, l'entreprise est tenue d'assurer l'adaptation des salariés à leur poste de travail, de veiller au maintien de leur capacité à occuper un emploi. Deux types d'actions doivent être distingués dans le cadre du plan de développement des compétences.



www.agefos-pme.com

8 Soulignez les raisons pour lesquelles l'employeur est tenu de mettre en place un plan de développement des compétences.

9 Indiquez quelles sont les formations qui prévoient le maintien de la rémunération.

Les formations obligatoires et celles organisées sur le temps de travail.

DOC 6 Les obligations de l'employeur en matière de sécurité

Les salariés sous CDD, les stagiaires et les intérimaires affectés à un poste de travail présentant des risques spécifiques doivent suivre une formation renforcée à la sécurité, conformément à l'article L 4141-2 du Code du travail. Les intérimaires peuvent toutefois être dispensés de cette formation s'ils disposent déjà des qualifications nécessaires.

L'employeur qui déroge à cette obligation de formation encourt une amende de 3 750 € par salarié non formé. En cas d'accident du travail, la faute inexcusable peut être invoquée à son encontre.

Dans un arrêt du 11 octobre 2018, la Cour de cassation a jugé le cas d'une salariée qui s'était blessée alors qu'elle avait été affectée à un poste de découpe de viande. L'employeur assure avoir pris les mesures de sécurité nécessaires en remplaçant quatre jours avant les faits, les couteaux utilisés par les salariés, les gants de protection anti-coupure et anti-piqûre. Toutefois, malgré ces arguments, les juges estiment que l'employeur n'a pas apporté la preuve d'avoir assuré la formation à la sécurité et commet donc une faute inexcusable donnant lieu à une indemnisation du préjudice subi. Ainsi, cet arrêt montre que la charge de la preuve repose sur l'employeur.

D'après <https://demarchesadministratives.fr>, 22/07/2019

10 Expliquez pourquoi l'employeur a été condamné.

Il n'a pas respecté son obligation de formation à la sécurité. L'employée a été victime d'un accident du travail, ce qui constitue une faute inexcusable donnant lieu à la réparation du préjudice car l'employeur n'a pas apporté la preuve d'avoir assuré cette formation obligatoire.

11 Précisez la nature de la peine encourue.

Amende de 3 750 € par salarié et poursuite pour faute inexcusable en cas d'accident du travail donnant lieu à indemnisation de la victime.



1 La formation en alternance

FORMATION EN ALTERNANCE entre établissement de formation et entreprise

Contrat d'apprentissage

- Formation initiale en alternance dans un Centre de formation d'apprentis ou un établissement de formation et une entreprise
- Jeunes de 16 à 29 ans

Contrat de professionnalisation

- Formation continue en alternance
- Jeunes de 16 à 26 ans, demandeurs d'emploi, bénéficiaires de minima sociaux

Contrat Pro-A

- Formation en alternance visant le maintien dans l'emploi, une reconversion ou une promotion
- Salariés dont la qualification est insuffisante

2 Les formations à l'initiative du salarié

Crédits mobilisables à l'initiative du salarié, tout au long de sa vie active, y compris en période de chômage, pour suivre une formation qualifiante, *via* son compte personnel de formation (CPF)

Salariés : 500 €/an
dans la limite de 5 000 €

Salariés non qualifiés ou handicapés
800 €/an dans la limite de 8 000 €

Accès à des dispositifs permettant de se former via une inscription sur application mobile
Formations permettant d'obtenir une qualification professionnelle
Bilan de compétences
Accompagnement Validation des acquis de l'expérience (VAE)
Aide à la création d'entreprise, permis de conduire...

3 Les formations à l'initiative de l'employeur

Le plan de développement des compétences recense l'ensemble des actions de formation mises en place par l'employeur pour ses salariés.

Formations obligatoires

Formations visant à assurer l'adaptation du salarié à son poste de travail au regard de l'évolution des emplois et des technologies + formations à la sécurité.
Actions prévues au CPF

Formations non obligatoires

Autres formations organisées :
– soit sur le temps de travail, avec maintien de la rémunération ;
– soit en tout ou partie en dehors du temps de travail, sous certaines conditions

1 Testez vos connaissances

#QCM
interactif



foucherconnect.fr/20ed058

2 Le bon mot

Trouvez le mot correspondant à la définition.

Ensemble des formations proposées par l'employeur aux salariés (adaptation au poste de travail, actions relevant du CPF, formation à la sécurité...).	Plan de développement des compétences
Contrat de travail de type particulier qui associe une formation pratique en entreprise et un enseignement à dominante théorique en Centre de formation d'apprentis (CFA) ou dans un établissement de formation.	Contrat d'apprentissage
Compte, crédité en euros et mobilisable via une appli mobile, permettant au salarié d'acquérir des droits à la formation, tout au long de sa vie active, y compris en période de chômage, pour suivre une formation qualifiante.	Compte personnel de formation

3 Le CPF pendant le temps de travail

Le salarié est tenu de demander une autorisation d'absence à l'employeur lorsque les formations financées dans le cadre du compte personnel de formation (CPF) sont suivies en tout ou partie pendant le temps de travail. Le décret précise que l'autorisation d'absence doit être demandée :

- au minimum 60 jours calendaires avant le début de l'action de formation, lorsque sa durée est inférieure à 6 mois ;
 - au minimum 120 jours calendaires avant le début de l'action de formation, lorsque sa durée est égale ou supérieure à 6 mois.
- L'employeur dispose de 30 jours calendaires à compter de la réception de la demande pour notifier sa réponse au salarié. L'absence de réponse de l'employeur dans ce délai vaut acceptation de la demande.



cpformation.com, 09/07/2019

Rappelez l'intérêt du CPF pour le salarié.

Le CPF permet au salarié de se former tout au long de sa vie professionnelle grâce aux crédits de formation qui lui sont alloués (500 € par an, ou 800 € par an pour les salariés non qualifiés).

Précisez les conditions à respecter pour formuler une demande de formation en tout ou en partie pendant le temps de travail.

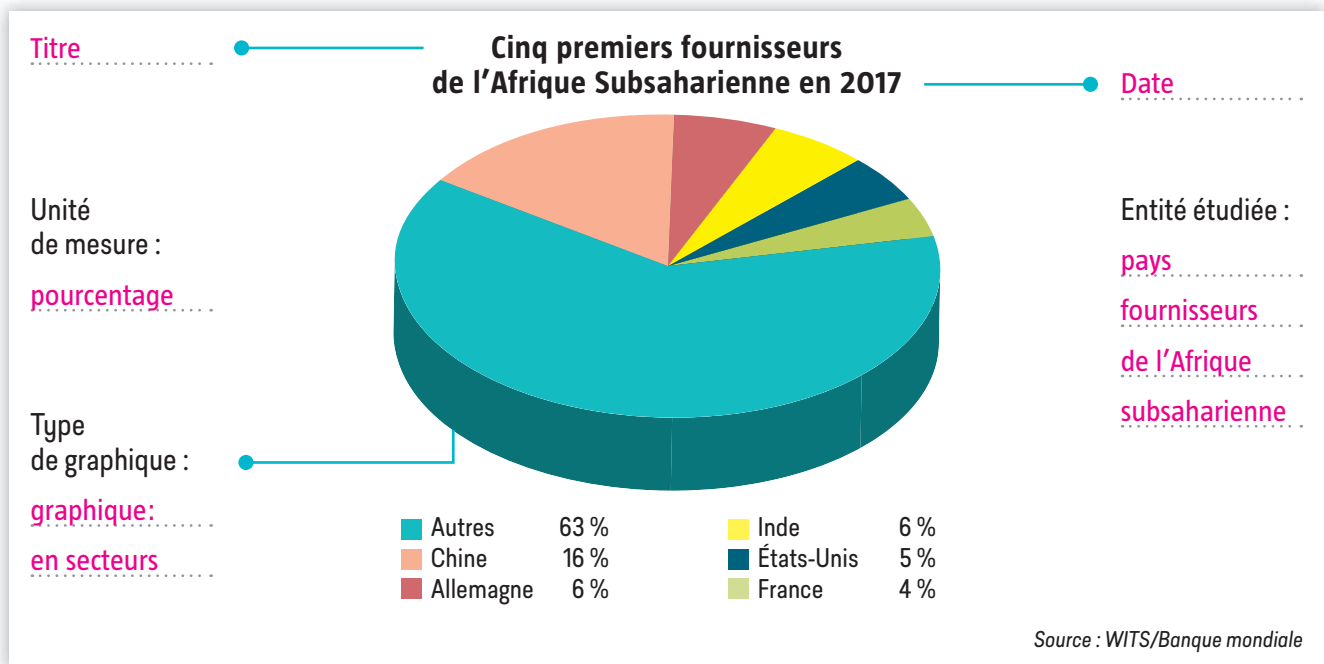
Le salarié doit demander une autorisation d'absence à l'employeur, au minimum 60 jours avant le début de la formation dont la durée est inférieure à six mois, au minimum 120 jours avant le début de la formation dont la durée est supérieure à six mois.

Indiquez le délai de réponse imposé à l'employeur.

30 jours après réception de la demande ; à défaut, la formation est automatiquement accordée.

Méthode 19

Exploiter les données d'un graphique



Thème : les principaux fournisseurs de l'Afrique subsaharienne

Complétez les pointillés en suivant la méthode 19.

Méthode 19

- 1 Repérer le titre, la source, la date afin de situer les données du graphique et l'auteur.
- 2 Préciser le type de graphique dont il s'agit.
- 3 Relever les éléments de compréhension du graphique : thème abordé et/ou nature des données (pourcentages, euros, ...), entité concernée (pays, continent, entreprise, produit, secteur d'activité, marché...), phénomène observé (axe des abscisses et des ordonnées).
- 4 Lister les principaux éléments remarquables (plus fort, plus faible, tendance, répartitions...)
- 5 Présenter les éléments significatifs dans une courte note.

Vocabulaire

Courbe : représentation de l'évolution d'un phénomène dans le temps.

Graphique en secteurs : représentation de la répartition d'un phénomène (en %).

Histogramme ou diagramme en bâtons : représentation de l'évolution ou de la répartition d'un phénomène dans le temps.

4 En 2017, L'Afrique a cinq fournisseurs principaux.

5 L'Afrique s'approvisionne :

– majoritairement en Chine

(16 % de ses importations).

– en Allemagne, en Inde, aux États-Unis (environ 5 à 6 % des importations, pour chacun des pays).

– en France (4 % des importations).

.....
.....
.....

Analyser une situation juridique

Résolution de la vente pour vice caché

- Le vendeur** — La société BMW a consenti à un client, M. X., un contrat de location avec option d'achat portant sur un véhicule neuf haut de gamme.
- Le client** — Se plaignant d'un raclement de la boîte de vitesse, l'acquéreur a sollicité la résolution du contrat tant sur le fondement du vice caché que, subsidiairement, sur celui du défaut de conformité afin d'obtenir des dommages et intérêts couvrant les premiers loyers du véhicule qu'il devait payer.
- Les faits** — Le vice caché résultant d'un défaut de la chose vendue (article 1641 du Code civil) alors que la non-conformité résulte de la délivrance d'une chose autre que celle faisant l'objet de la vente (article 1147 du Code civil), la cour d'appel a estimé que les défauts de la boîte automatique qui affectaient le véhicule ne correspondaient pas à une non-conformité mais étaient susceptibles de constituer un vice caché justifiant la résolution de la vente.
- Règles de droit applicables** — Le client a été débouté de sa demande subsidiaire en résolution de la vente pour manquement du vendeur à son obligation de délivrance conforme. Il a été condamné à payer plus de 7 480 euros de loyers, outre les intérêts. La décision a été confirmée par la Cour de cassation.

D'après Cour de cassation, Chambre civile, 12/05/2011

Complétez les pointillés en suivant la **méthode 20**.

Méthode 20

- 1 Identifier les parties en présence.
 - 2 Repérer les faits en les soulignant.
 - 3 Identifier le problème de droit.
 - 4 Citer les règles de droit qui s'appliquent.
 - 5 Envisager la décision qui peut être prononcée par le juge.
- 3 Un contrat de location avec option d'achat d'un véhicule automobile a été conclu entre la société BMW, entreprise commerciale, et un client particulier, M. X. Se plaignant d'un problème de boîte de vitesse, le client demande la résolution de la vente du véhicule pour vice caché et défaut de conformité de la chose vendue, ainsi que le remboursement des loyers déjà payés. L'erreur, le dol et la violence vicient le consentement lorsqu'ils sont de telle nature que, sans eux, l'une des parties n'aurait pas contracté ou aurait contracté à des conditions substantiellement différentes (art. 1130 du code civil).
- 4 Article 1641 du code civil : le vendeur est responsable en cas de vice caché. Article 1147 du code civil : le défaut de non-conformité de la chose vendue n'est pas retenu.
- 5 Le contrat est résolu, car le vendeur a fourni un véhicule affecté d'un vice caché et n'a donc pas respecté ses obligations contractuelles. La résolution ayant un effet rétroactif, le véhicule sera restitué. Mais le manquement du vendeur à l'obligation de délivrance d'un bien conforme n'étant pas établi, le client doit payer les loyers dus ainsi que les intérêts de retard.

Le travail : quelles mutations ?

MODULE 5

JE CONCLUS



Offrir des environnements de travail apprenants et faire grandir les équipes

La formation et la gestion des compétences sont des moteurs indispensables pour accompagner le Groupe dans l'atteinte de ses objectifs. L'industrie automobile est en pleine mutation et les métiers de plus en plus complexes : la mobilité de demain sera électrique, connectée et autonome. L'entreprise doit donc non seulement adapter ses compétences pour développer son avantage compétitif et toujours mieux servir ses clients mais aussi favoriser les évolutions en formant aux nouvelles technologies, notamment digitales. Ne pas disposer des compétences nécessaires pourrait impacter le Groupe en entraînant une baisse du niveau de qualité des produits, des difficultés à innover, produire ou distribuer nos services et solutions. [...]

Dans le cadre du plan à moyen terme « Drive the Future 2017-2022 », le Groupe Renault accompagne le développement des compétences de ses collaborateurs afin d'atteindre ses objectifs de croissance durable.

Le lien entre le développement des compétences et notre offre de formation a été renforcé grâce à l'implication forte de tous les acteurs impliqués dans ces activités : écoles et représentants des métiers, équipes de formateurs et ressources humaines, au siège, dans les régions et les pays du Groupe Renault. [...]

Pour supporter cette démarche, un nouvel outil de gestion de formation, LEARNING@RENAULT, a été déployé le 18 janvier 2018 auprès de l'ensemble des collaborateurs du Groupe. Ce système leur donne accès à une offre composée de 480 modules digitaux portant sur des thèmes transverses ou managériaux et sur le développement des compétences métiers. Afin d'accompagner l'évolution permanente de nos métiers, nous avons choisi de renforcer notre offre de formation digitale, afin de multiplier les occasions d'apprendre au quotidien.

Groupe Renault Document de référence 2018,
<https://group.renault.com, DR>.

MODULE 5 Le travail : quelles mutations ?

Expliquez les enjeux auxquels le groupe Renault se trouve confronté.

L'entreprise est en pleine mutation car la production évolue vers des véhicules électriques, connectés et autonomes. Pour satisfaire ses clients et conserver son avantage compétitif, elle doit évoluer. Les métiers étant de plus en plus complexes, le groupe doit adapter ses compétences et former les équipes aux nouvelles technologies, notamment digitales.

Citez le dispositif permettant au groupe d'atteindre ses objectifs de croissance durable.

Il s'agit d'un plan à moyen terme, intitulé « Drive the Future 2017-2022 », destiné à accompagner le développement des compétences des collaborateurs du groupe.

Précisez l'intérêt de l'outil de gestion de formation mis en place par Renault.

Learning@Renault est un système qui donne accès à une offre de formation composée de 480 modules digitaux portant sur le développement des compétences métiers et des thèmes transverses ou managériaux.

L'outil digital facilite l'accès aux formations.



LE MODULE EN SYNTHÈSE

L'essentiel à retenir

Connaître et appréhender l'environnement économique et juridique dans lequel une personne exerce une activité professionnelle, c'est :

> Comprendre les mutations engendrées par la généralisation du numérique

- Les modalités de travail (travail collaboratif, à distance, télétravail...)
- Les conséquences de l'évolution des modalités de travail (flexibilité, temps et lieux de travail, décloisonnement entre la vie privée et professionnelle, droit à la déconnexion...)

> Identifier les différents statuts qui encadrent la relation de travail

- Les caractéristiques du contrat de travail et de prestation de services
- Les différents types de contrat de travail (CDD, CDI, CTT...)
- Les différents statuts (statut de salarié ou d'indépendant)

> Appréhender les enjeux de la formation tout au long de la vie

- Le développement permanent des compétences (professionnalisation, employabilité...)
- Le continuum entre la formation initiale et la formation continue
- Les modalités de formation (plan de développement des compétences, compte personnel de formation, validation des acquis de l'expérience...)

LES MOTS DU MODULE

Travail à distance : pratiques englobant toutes les formes de travail accomplies hors du principal établissement de l'entreprise (télétravail à domicile, travail nomade, coworking).

Flexibilité du travail : organisation du travail visant à moduler le temps de travail en fonction des besoins.

Contrat de travail : convention par laquelle une personne, le salarié, s'engage à travailler pour le compte et sous la direction d'une autre personne, l'employeur, contre rémunération.

Contrat de prestation de services : convention par laquelle une personne s'oblige contre une rémunération à exécuter pour l'autre partie un travail déterminé, sans la représenter et de façon indépendante.

Formation tout au long de la vie : principe de développement professionnel continue permettant à un individu ou un groupe de monter en compétence tout au long de sa vie professionnelle.

Plan de développement des compétences : ensemble des actions de formation mises en place par l'employeur pour son personnel (cadre et non cadre).

Compte personnel de formation : compte à part duquel chaque salarié acquiert des droits à formation en fonction de son nombre d'année de travail. Crédité en euros, il permet au salarié de mobiliser ces moyens pour se former.

E-learning : dispositif d'apprentissage organisé à distance et en ligne, mettant à disposition des modules de formation souvent interactifs.

Le travail intérimaire



Vous effectuez votre dernière période de formation en milieu professionnel dans une agence d'intérim. Travailler en intérim vous semble une bonne opportunité pour vous insérer plus rapidement dans la vie active, dès l'obtention de votre diplôme.

Vous avez à votre disposition un dossier documentaire :

- Document 1** Le contrat de travail temporaire
- Document 2** Intérim : focus sur les chiffres 2020
- Document 3** La flexibilité, nécessaire à la compétitivité des entreprises
- Document 4** Pourquoi choisir l'intérim

PREMIÈRE PARTIE

Exploitation des documents

- Après avoir pris connaissance des **documents 1 à 4**, complétez la grille d'analyse (**annexe 1**).

DEUXIÈME PARTIE

Rédaction de l'étude

L'intérim est-il une solution qui facilite l'accès à l'emploi ?

- À l'aide de vos connaissances, du dossier documentaire et de votre expérience, vous rédigerez une étude structurée (introduction, développement en deux parties, conclusion) et argumentée de deux pages maximum vous permettant de répondre à cette problématique. Vous conclurez par un avis personnel justifié.

Cette étude répondra aux consignes suivantes :

- dresser l'état des lieux de l'intérim (évolution, répartition des effectifs intérimaires) et identifier les contrats de travail proposés par les entreprises de travail temporaire ;
- montrer l'intérêt du travail intérimaire pour les entreprises et pour les salariés.

Étude à présenter en **annexe 2**.

Document 1

Le contrat de travail temporaire

La conclusion d'un contrat de travail temporaire n'est possible que pour l'exécution d'une tâche précise et temporaire, dénommée mission, et seulement dans les cas énumérés par la loi. Quel que soit le motif pour lequel il est conclu, un tel contrat ne peut avoir ni pour objet ni pour effet de pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise utilisatrice.

Les conditions de renouvellement sont stipulées dans le contrat ou font l'objet d'un avenant soumis au salarié avant le terme initialement prévu (*ordonnance du 22 septembre 2017 applicable au titre des contrats conclus à compter du 24 septembre 2017*).

À défaut de stipulation dans la convention ou l'accord de branche étendu, le contrat de mission est renouvelable deux fois pour une durée déterminée qui, ajoutée à la durée du contrat initial, ne peut excéder la durée maximale prévue par la convention ou l'accord de branche étendu de l'entreprise utilisatrice ou, à défaut, par les dispositions du Code du travail.



travail-emploi.gouv.fr/, 14 janvier 2020

Document 2

Intérim : focus sur les chiffres 2020



- 6 700 agences intérimaires en France
- 20 000 salariés travaillent dans des agences d'intérim
- 41 % des intérimaires sont des ouvriers qualifiés, 36 % sont des ouvriers non qualifiés
- 13 % sont employés, 8 % de professions intermédiaires et 2 % sont des cadres
- 39 % est la proportion occupée par le secteur industriel, le plus représenté dans l'emploi intérim, le tertiaire représente 42 % et 19 % le BTP
- 7 mois sur une année est la durée moyenne d'emploi générale en intérim – à noter : pour près d'un tiers des intérimaires, la durée d'emploi moyenne est de plus de 10 mois
- 10 % du salaire brut : c'est l'indemnité versée en fin de mission (non prévue dans les cas suivants : rupture du contrat sur l'initiative du salarié, faute grave du salarié, cas de force majeure, refus de la souplesse par le salarié, embauche immédiate en CDI chez l'entreprise utilisatrice, mission-formation)
- 93 %, c'est le taux d'emploi moyen des intérimaires en CDI Intérimaire

Fed Finance dans *Actualités emploi finance*,
www.fedfinance.fr, 12 janvier 2020

© blog-emploi.com

Document 3

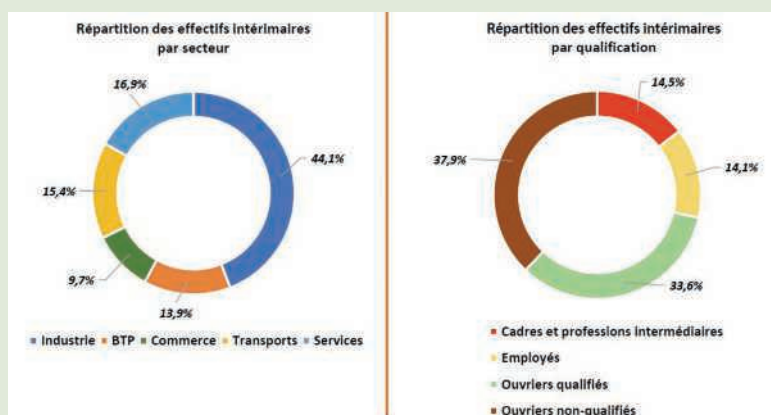
La flexibilité, nécessaire à la compétitivité des entreprises

Les entreprises ont de plus en plus besoin de réagir vite aux fluctuations de la demande. Cet impératif de réactivité est évident et ancien dans certains secteurs – tourisme, agriculture, hôtellerie-restauration, services à la personne, etc. Mais il touche désormais un nombre croissant d'activités, comme l'industrie, les transports ou le BTP.

Le cycle de vie des produits se raccourcit et le rythme des innovations s'accélère afin de satisfaire des consommateurs toujours plus impatients et exigeants. Dans ce contexte, l'intérim permet à une entreprise de s'adapter rapidement aux sursauts de son marché et d'être réactive à la reprise de son activité, sans pour autant se retrouver dans une situation délicate lors d'un retournement potentiel de l'économie.

L'intérim est considéré comme une réponse indispensable pour gérer les pics d'activité par 76 % des entreprises utilisatrices.

Les effectifs intérimaires en 2019 en France



Baromètre Prism'emploi, www.prismemploi.eu, 6 janvier 2020

www.prismemploi.eu

Document 4

Pourquoi choisir l'intérim

L'intérim par choix

[...] Il est constaté que l'intérim n'est plus seulement un tremplin vers un emploi stable, mais devient véritablement un choix de carrière. C'est notamment le cas de 21 % des intérimaires du BTP ou encore de 26 % des intérimaires dans le commerce. Il semble donc que ce type de statut leur convienne mieux, mais pourquoi ?

Les avantages de l'intérim

Les avantages vie privée/vie professionnelle

[...] Être intérimaire, c'est pouvoir occuper un poste de façon aménagée, avec la liberté d'accepter ou de refuser une mission. Ces aménagements se présentent soit sous forme de mission de plus ou moins longue durée, soit sous forme de temps partiel. Cela permet aux intérimaires concernés d'adapter leur temps de travail à leurs contraintes familiales ou scolaires. D'ailleurs, nombreux sont les étudiants qui préfèrent être intérimaires plutôt qu'embauchés en contrat étudiant que ce soit en CDD ou en CDI.

[...] L'enrichissement professionnel est également à prendre en compte : l'intérim offre la possibilité d'accéder à bon nombre de postes dans des secteurs d'activité diversifiés. En tant que candidat, vous avez la possibilité de choisir le poste qui vous conviendra le mieux en termes de vie privée, mais aussi en termes d'évolution professionnelle. Et si, au contraire, vous n'avez pas d'attaches, l'intérim est aussi l'occasion de réaliser des missions dans d'autres régions ! [...]

Le CDI intérimaire : les avantages

Le CDI intérimaire est un contrat qui est en expérimentation depuis 4 ans. [...] Avec plus de 56 000 contrats de ce type signés, c'est le monde de l'intérim qui est en train d'évoluer. [...]

[...] Le CDI intérimaire est un moyen de remédier à la précarité de l'emploi temporaire. Il permet au travailleur de toucher un salaire minimum tous les mois [...]. Le travailleur peut alors accéder plus facilement à des prêts bancaires et à un logement ! De plus, ce contrat permet au salarié d'avoir le droit à des congés payés et reste relativement souple. Certains critères, comme la géographie, le temps de travail et le type de mission effectuée, peuvent être discutés avec l'agence.

Les missions peuvent s'étendre jusqu'à 36 mois et les travailleurs ont l'opportunité de découvrir de nouveaux métiers proches du leur. De plus, grâce à la formation incluse, il est possible d'enrichir plus efficacement son CV et de se positionner plus facilement sur des missions.

Les avantages financiers

L'avantage connu et reconnu de l'intérim est bien sûr l'aspect financier. Bénéficiant d'une situation considérée comme précaire, le taux horaire de votre salaire est plus intéressant que pour un poste proposé en CDD ou en CDI. Sans compter les congés payés et la prime de précarité qui vous sera versée à la fin de chacune de vos missions.

aderim.fr, 4 juillet 2017.

Annexe 1

Grille d'analyse des documents

Éléments d'analyse	Document 1	Document 2	Document 3	Document 4
Titre du document	Le contrat de travail temporaire	Intérim : focus sur les chiffres 2020	Une flexibilité, nécessaire à la compétitivité des entreprises	Pourquoi choisir l'intérim
Type de document	Texte	Texte et graphique	Texte et graphique	Texte
Date	14 janvier 2020	12 janvier 2020	6 janvier 2020	4 juillet 2017
Source	https://travail-emploi.gouv.fr	www.fedfinance.fr	www.prismemploi.eu	aderim.fr
Idées principales	Le CTT est conclu pour l'exécution d'une tâche précise et temporaire, nommée mission, exclusivement dans les cas prévus par la loi. Pour les contrats conclus à compter du 24/09/2017, la convention ou l'accord de branche de l'entreprise peut fixer le nombre maximal de renouvellements. Ils doivent être précisés dans le contrat ou dans un avenant. À défaut, le contrat de mission est renouvelable deux fois pour une durée déterminée qui, ajoutée à la durée initiale, ne peut excéder la durée maximale autorisée.	Les agences d'intérim assurent des missions de recrutement en CCD et CDI. 21 346 683 contrats d'intérim sont conclus chaque année auprès de 2 745 683 intérimaires. L'intérim offre une flexibilité responsable qui permet l'insertion des jeunes (35 % ont moins de 25 ans) et des seniors qui représentent environ 11 % de l'emploi intérimaire.	L'intérim aide les entreprises à faire face aux fluctuations économiques et leur permet de renforcer leur compétitivité. Les recrutements par le biais des agences d'intérim concernent : – 14,5 % de cadres et de professions intermédiaires ; – 14,1 % d'employés ; – 33,6 % d'ouvriers qualifiés ; – 37,9 % d'ouvriers non qualifiés. L'intérim est considéré comme une réponse indispensable pour gérer les pics d'activité.	Avantages pour les intérimaires : – mêmes avantages sociaux et mêmes primes que les salariés de l'entreprise ; – indemnités de précarité et majoration de l'indemnité de congés payés ; – multiples expériences pouvant déboucher sur un recrutement ; – CDI-I possible ; – développement des compétences et de savoir-faire dans les missions.
Concepts à définir	Présentez le contrat de travail temporaire (parties, contrats). Le CTT établit une relation tripartite entre une entreprise de travail temporaire, un salarié et une entreprise utilisatrice. Il donne lieu à l'établissement de deux contrats : – un contrat de mise à disposition entre l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise utilisatrice ; – un contrat de mission entre l'entreprise de travail temporaire et le salarié.	Expliquez la raison pour laquelle le terme « précarité » est souvent associé à la situation des intérimaires. Les intérimaires ne bénéficient pas de la stabilité de l'emploi puisqu'ils sont recrutés pour des missions plus ou moins longues, qui peuvent être entrecoupées de périodes non travaillées. D'où une incertitude quant à leur avenir professionnel et à la perception de revenus réguliers, ce qui caractérise une situation précaire, c'est-à-dire sans garantie de durée.	Dites pourquoi la flexibilité offerte par l'intérim est « une flexibilité nécessaire à la compétitivité des entreprises ». L'intérim offre de la flexibilité aux entreprises confrontées aux fluctuations de l'activité et au besoin de main-d'œuvre rapidement disponible. L'intérim facilite l'accès à l'emploi des jeunes ou des seniors. Il assure alors une flexibilité responsable dans le sens où cette flexibilité prend une dimension sociale.	Précisez la particularité du CDI-I. Le contrat à durée indéterminée intérimaire est un contrat de travail temporaire à durée indéterminée qui alterne des périodes de missions dans les entreprises et des périodes sans exécution de mission. Durant les périodes d'intermissions, le salarié embauché en CDI-I perçoit une rémunération minimale mensuelle. Les missions peuvent s'étendre jusqu'à 36 mois.

Annexe 2

Présentation de l'étude

Introduction

Présentation du sujet

Le travail temporaire n'est pas toujours choisi par les salariés mais il leur permet de trouver rapidement un emploi. Pour les entreprises, il répond au besoin de flexibilité de main-d'œuvre.

Énoncé de la problématique

Pour autant, l'intérim offre-t-il une flexibilité favorable à l'insertion professionnelle ?

Annonce du plan

Je répondrai à cette question en dressant tout d'abord l'état des lieux de l'intérim : missions des agences, évolution de l'intérim dans l'emploi, répartition des effectifs intérimaires, nature des contrats proposés. Je montrerai ensuite l'intérêt du travail intérimaire pour les entreprises et pour les salariés.

Développement

Première partie

1.1 À illustrer d'expériences professionnelles.

1.2 Évolution/Situation de l'emploi intérimaire :

21 346 683 contrats d'intérim sont conclus chaque année auprès de 2 745 683 intérimaires. L'intérim est plus répandu chez les jeunes de moins de 25 ans (35 %) que chez les plus de 50 ans (11 %). 66 % des intérimaires sont des hommes.

1.3 Effectifs intérimaires :

39 % est la proportion occupée par le secteur industriel, le plus représenté dans l'emploi intérim, le tertiaire représente 42 % et 19 % le BTP.

Personnel ouvrier en majorité : 37,9 % ouvriers non qualifiés, 33,6 % ouvriers qualifiés.

1.4 Contrats proposés :

- CDD-I : contrats à durée déterminée d'intérim, la forme la plus courante ;
- CDI-I : contrats à durée indéterminée d'intérim.

Deuxième partie

2.1 Intérêt du travail intérimaire pour les entreprises

- Réponse au besoin de flexibilité : mise à disposition d'une main-d'œuvre formée, en temps réel, nouveaux contrats en CDI.
- Moyen d'affronter les fluctuations économiques (réactivité) et de renforcer la compétitivité.
- Souplesse des contrats (durée modifiable, remplacement rapide d'un salarié non compétent).
- Formule plus économique qu'un recrutement : délégation du recrutement à l'agence, pas de frais de gestion administrative des contrats, salariés intérimaires non inclus dans la masse salariale, possibilité de délais de règlement.

2.2 Intérêt du travail intérimaire pour les salariés

- Avantages identiques à ceux des salariés de l'organisation : couverture sociale, droit à la formation, aides au transport, 13^e mois, primes...
- Prime de précarité de 10 % et majoration de 10 % de l'indemnité de congés payés.
- Multiplicité des expériences, adaptabilité accrue et perspectives de recrutement à la fin d'une mission.
- Affinement du projet professionnel, pas de routine.
- Avantages du CDI-I : deux renouvellements possibles soit une durée de 36 mois, suppression du délai de carence sur un même poste, rémunération pendant les intermissions considérées comme temps de travail effectif.

Conclusion

Résumé du thème abordé

Les agences d'emploi remplissent le double rôle de placement de salariés intérimaires pour des missions ponctuelles et le recrutement et le placement de personnel. Le nouveau contrat d'intérim à durée indéterminée est plus favorable aux salariés et devrait réduire la précarité de leur situation. Il offre plus de souplesse aux entreprises.

Réponse à la problématique

L'emploi temporaire permet aux organisations d'affronter les fluctuations économiques et de disposer d'une main-d'œuvre rapidement mobilisable et adaptable. Même s'il reste souvent une forme de travail non choisie et source de précarité, l'intérim offre une flexibilité responsable au service de l'emploi participant à l'insertion des jeunes, des seniors...

Avis personnel

Accepter toute proposition pertinente.

Lexique

Économie Droit 2^{de}/1^{re}/T^{le}

A

Acte authentique

Acte écrit rédigé par un officier public (notaire, huissier de justice...) et dont les énonciations ont une force probante absolue.

Acte de commerce

Acte juridique soumis aux règles du droit commercial (ex. : achat pour revente).

Acte juridique

Manifestation de la volonté de produire des effets de droit ayant des conséquences juridiques (ex. : testament, contrat).

Acte sous seing privé

Acte écrit rédigé par un particulier et signé par les parties à l'accord.

Activité économique

Ensemble des opérations de production, distribution et consommation de biens ou de services permettant de satisfaire des besoins humains.

Administration publique

Ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales.

Agenda 21

Programme d'actions pour le XXI^e siècle, ensemble de recommandations pour favoriser le développement durable.

Agent économique

Personne isolée ou groupe de personnes qui prend des décisions et réalise des actes économiques.

Amendement

Modification apportée à un texte de loi, proposée soit par un parlementaire, soit par le ministre compétent.

Arrêté

Décision exécutoire, réglementaire ou individuelle, prise par une ou plusieurs autorités de la hiérarchie administrative : ministre (arrêté ministériel), préfet (arrêté préfectoral), maire (arrêté municipal).

Association

Groupement de personnes qui décident de mettre en commun leurs connaissances ou leur activité, sans chercher à réaliser un bénéfice.

Astreinte

Condamnation prononcée par le juge, prévoyant le versement périodique d'une forte indemnité par le débiteur tant qu'il n'a pas rempli son obligation.

Autofinancement

Financement des investissements par des ressources financières internes sans appel à des capitaux extérieurs et/ou à des emprunts.

B

Balance commerciale

Différence entre la valeur des exportations et des importations de biens.

Bénéfice

Résultat positif de la différence entre le prix de vente et le prix de revient.

Bien corporel

Bien ou chose matérialisé physiquement (palpable).

Bien incorporel

Bien ou valeur économique sans existence matérielle : droit d'auteur, brevet, marque, clientèle...

Bilan carbone

Outil de comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre permettant à une organisation d'identifier des pistes d'amélioration dans sa stratégie environnementale et de lutte contre le réchauffement climatique.

Brainstorming (Remue-méninges)

Échange et réflexion à plusieurs pour trouver une ou des solutions à un problème.

Branche

Ensemble d'unités de production fournissant un même produit ou service.

Branche d'activité

Ensemble d'unités de production fournissant un même type de produit ou de service.

Budget de l'État

Ensemble des comptes décrivant les recettes et les dépenses de l'État pour une année civile.

C

Capacité

Aptitude à bénéficier d'un droit et/ou à l'exercer.

Capital circulant

Biens non durables, consommés, incorporés ou détruits en cours de production (matières premières, énergie...).

Capital fixe

Biens durables non détruits dans le processus de production (machines, ateliers...).

Catégories socioprofessionnelles

Nomenclature utilisée par l'Insee pour regrouper les actifs en ensembles homogènes selon les professions.

Cause du contrat

Raison pour laquelle le contrat est passé.

CDD

Contrat de travail à durée déterminée.

CDI

Contrat de travail à durée indéterminée.

Chambre consulaire

Établissement public d'État qui représente les acteurs du secteur privé (chambre de commerce et d'industrie, chambre des métiers et de l'artisanat, chambre d'agriculture).

Chiffre d'affaires

Somme des ventes de marchandises, de produits fabriqués, des prestations de services et des produits des activités annexes (hors taxes) réalisées par l'entreprise avec les tiers dans l'exercice de son activité.

Chômage

Absence d'emploi pour une personne ou pour une partie de la population qui souhaite travailler.

Clause abusive

Disposition contractuelle qui crée, au détriment du consommateur ou d'un client non professionnel, un déséquilibre significatif entre les droits et les obligations des parties au contrat.

Clause particulière du contrat de travail

Disposition spécifique à un contrat, individualisant ainsi la relation de travail.

Coefficient budgétaire

Rapport de la dépense consacrée à un bien ou service particulier (alimentation, logement...) à la dépense totale.

Combinaison productive

Manière dont l'entreprise combine les facteurs de production pour optimiser leur utilisation.

Comité social et économique (CSE)

Institution obligatoire dans les entreprises de plus de 11 salariés, composée du chef d'entreprise et d'une délégation du personnel, élue pour 4 ans maximum.

Attributions : représentation du personnel (rôle économique et professionnel), activités sociales et culturelles, commission dédiée aux affaires de santé, de sécurité et de conditions de travail.

Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)

Institution chargée de veiller à la protection des données personnelles contenues dans les fichiers et traitements informatiques ou papiers, aussi bien publics que privés.

Communication interne

Ensemble des actions de communication réalisées au sein d'une entreprise ou d'une organisation à destination du personnel.

Compétence matérielle

Aptitude d'une juridiction à examiner une affaire en fonction de ses attributions ou de droit commun (toutes les affaires sauf celles attribuées à d'autres).

Compétence professionnelle

Combinaison de savoirs, savoir-faire et savoir-être mobilisés pour agir de manière adaptée face à une situation professionnelle donnée.

Compétence territoriale

Aptitude d'une juridiction à examiner une affaire en fonction de sa localisation géographique et de son ressort territorial (territoire couvert).

Compétitivité

Capacité à produire des biens et/ou des services à moindre coût pour faire face à la concurrence et occuper une position forte sur le marché.

Compte personnel d'activité

Plateforme numérique qui regroupe le compte personnel de formation (CPF), le compte d'engagement citoyen (CEC) et le compte pénibilité (CP).

Compte personnel de formation

Compte à part duquel chaque salarié acquiert des droits à formation en fonction de son nombre d'année de travail. Crédité en euros, il permet au salarié de mobiliser ces moyens pour se former.

Concentration d'entreprises

Opération entre deux ou plusieurs entreprises en vue de constituer une firme plus grande dans le but d'accroître leur puissance économique.

Conciliation

Procédure amiable de règlement d'un conflit, sous contrôle d'un conciliateur qui vérifie l'application de la solution proposée.

Concurrence

Situation dans laquelle plusieurs entreprises proposent des biens et services similaires répondant à un même besoin.

Concurrence déloyale

Ensemble des pratiques commerciales, contraires à la loyauté instaurée dans les affaires, pratiquées par un professionnel et portant préjudice à un autre professionnel.

Conflit collectif du travail

Différend opposant un employeur à un groupe de salariés.

Congé de transition professionnelle ou CPF de transition

Droit de s'absenter pour suivre une formation certifiante permettant au salarié de changer de métier ou de profession.

Congés payés

Congés annuels dont bénéficient tous les salariés dès lors qu'ils remplissent certaines conditions (2,5 jours par mois de travail effectif, soit cinq semaines par an).

Conjoncture

Prévision de l'avenir économique et social à partir d'une observation précise de la situation actuelle.

Consentement

Accord de volonté des parties pour contracter (verbal, écrit ou tacite).

Consommation

Acte économique principal des ménages consistant à utiliser une partie du revenu disponible pour acheter des biens ou des services.

Consommation marchande

Biens ou services achetés sur le marché par les ménages.

Consommation non marchande

Biens ou services gratuits (ou à un prix inférieur à celui du marché) mis à la disposition des ménages par les administrations.

Consommations intermédiaires

Valeur des biens et des services incorporés à un produit ou détruits en cours de production.

Consommation responsable

Mode de consommation qui prend en compte les critères du développement durable, c'est-à-dire respectueuse de l'environnement, bénéfique pour l'économie (notamment locale), bonne pour la santé, mais aussi positive pour la société.

Constitution

Loi fondamentale qui définit l'organisation et le fonctionnement des pouvoirs publics et garantit les libertés individuelles.

Constitution du 4 octobre 1958

Texte fondateur de la V^e République, adopté par référendum le 28 septembre 1958, qui définit et organise les différentes institutions qui composent l'État.

Contrat

Accord de volontés ayant pour conséquence de générer une ou plusieurs obligations juridiques, d'une ou plusieurs personnes envers une ou plusieurs autres.

Contrat d'apprentissage

Contrat de travail, ouvert aux jeunes de 16 à 29 ans révolus, associant une formation chez un employeur et des enseignements dispensés dans un organisme de formation.

Contrat de professionnalisation

Contrat relevant de la formation continue, dont l'objectif est l'obtention d'une qualification en adéquation directe avec le poste occupé dans l'entreprise.

Contrat de société

Convention entre plusieurs associés, permettant de créer une société ayant la personnalité morale, dans le but de réaliser un bénéfice.

Contrat de travail

Contrat entre un employeur et un salarié qui s'engage à travailler, moyennant rémunération, pour le compte et sous la direction de cet employeur.

Contrat de travail temporaire

Contrat entre un salarié (également appelé intérimaire) et une entreprise de travail temporaire qui l'embauche, le rémunère et le met à la disposition d'une entreprise utilisatrice pour une durée limitée, dénommée mission. La mission prend fin à la date fixée ou, en cas de terme imprécis, lorsque se réalise l'objet pour lequel ce contrat a été conclu (retour du salarié remplacé, fin de la saison...).

Contrat d'intérim

Contrat de mise à disposition d'un salarié dans une entreprise pour une durée déterminée appelée mission.

Contrefaçon

Reproduction, imitation ou utilisation d'une marque, d'un dessin, d'un modèle, d'un brevet, d'un logiciel ou d'un droit d'auteur sans avoir l'autorisation de son créateur.

Convention collective

Accord entre organisations syndicales de salariés et employeurs traitant de l'ensemble des conditions d'emploi, de travail et des garanties sociales.

Cotisations sociales

Ensemble des versements que les salariés et leurs employeurs effectuent aux administrations de Sécurité sociale et aux régimes privés de protection sociale.

Coût de revient

Ensemble des dépenses liées à la production et à la commercialisation d'un produit.

Coûts fixes

Ensemble des coûts qui ne varient pas en fonction du volume de l'activité (ex. : loyer).

Coûts variables

Ensemble des coûts qui varient selon le niveau d'activité de l'entreprise (ex. : matières premières).

Coutume

Habitude, usage général et répété, non écrit et reconnu comme une source de droit, à condition qu'il ne vienne pas à l'encontre d'une loi.

Création de valeur

Action de l'entreprise qui vise à accroître la valeur ajoutée produite.

Crédit

Mise à disposition de fonds ou engagement par signature, à titre onéreux.

Crédit-bail

Location avec promesse unilatérale de vente ou avec promesse d'achat.

Croissance

Situation économique dans le cadre de laquelle les indicateurs économiques montrent une augmentation durable de la production (principal indicateur : le taux d'évolution du PIB).

D

Débiteur

Personne qui doit remplir l'obligation vis-à-vis du créancier.

Décret

Texte réglementaire signé soit par le président de la République, soit par le Premier ministre.

Défendeur

Personne contre laquelle un procès est intenté (par opposition au demandeur).

Défenseur des droits

Autorité constitutionnelle indépendante qui veille à la protection des droits et des libertés.

Délai de préavis

Délai de prévenance qui doit précéder le départ du salarié de l'entreprise.

Délégué du personnel

Élu par le personnel dans les entreprises de plus de 10 salariés, le délégué du personnel est chargé de défendre au sein du Comité social et économique les intérêts des salariés auprès de l'employeur.

Délégué syndical

Salarié désigné par un syndicat représentatif pour présenter les revendications professionnelles à l'employeur.

Délit

Infraction volontaire commise par une personne susceptible d'être jugée.

Délit civil

Faute intentionnelle qui engage la responsabilité civile d'une personne et qui entraîne un dommage (quasi-délit quand il s'agit d'une faute non intentionnelle).

Délit pénal

Infraction jugée par les tribunaux correctionnels et punie d'une amende et/ou d'une peine d'emprisonnement.

Demande

Ensemble des consommateurs désirant acquérir un produit.

Demandeur

Personne qui introduit une action en justice (par opposition au défendeur).

Démarche qualité

Aptitude pour une entreprise à satisfaire ses clients. Objectifs des cinq zéros :

- zéro panne : fiabiliser le processus ;
- zéro délai : supprimer les attentes ;
- zéro défaut : faire bien du premier coup ;
- zéro stock : livrer en appliquant le juste-à-temps ;
- zéro papier : simplifier les procédures d'administration.

Démission

Acte par lequel le salarié met fin (prématurément) à son contrat de travail.

Départage

Principe selon lequel si aucune majorité ne se dégage lors d'un jugement, l'affaire doit être réexaminée lors d'une seconde audience, présidée par le juge d'instance.

Dépense pré-engagée

Ensemble des dépenses des ménages réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme (ex. : contrats d'abonnement à l'électricité, l'eau, le gaz...).

Développement

Amélioration des conditions et de la qualité de vie d'une population qui renvoie à la notion de développement humain atteint dans un pays donné. L'IDH (indice de développement humain) mesure cette évolution sur plusieurs aspects fondamentaux.

Développement d'un pays

Ensemble des changements et des évolutions d'un pays (démographiques, technologiques, sanitaires, industriels...) permettant l'enrichissement de la population et l'amélioration des conditions de vie.

Développement durable

Principe de développement économique qui vise à ne pas diminuer ou altérer les ressources naturelles et la qualité de vie.

Dividende

Revenus de la propriété versés aux actionnaires qui ont mis des capitaux à la disposition d'une société.

Domage

Préjudice subi par la victime (peut être moral, matériel ou corporel).

Dommages et intérêts

Compensation financière à laquelle peut prétendre une personne qui a subi un préjudice moral ou une atteinte dans son patrimoine, ou les deux la fois.

Données personnelles

Toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (nom, adresse, coordonnées électroniques...).

Droit

Ensemble de règles juridiques qui s'imposent à tous. Le droit est présent dans tous les domaines de la vie sociale (publics et privés).

Droit à la déconnexion

Principe selon lequel un salarié est en droit de ne pas être connecté aux outils numériques professionnels hors des horaires de travail.

Droit commun

Règles juridiques applicables à toutes les situations, sans spécificités particulières.

Droit communautaire

Ensemble des règles de droit qui fondent l'Union européenne et qui s'appliquent à tous les États membres.

Droits fondamentaux (ou libertés fondamentales)

Ensemble des droits subjectifs primordiaux de l'individu, assurés dans un État de droit et une démocratie, constitués des droits de l'Homme, des libertés publiques et de nouveaux droits, comme les garanties procédurales ou droits relatifs à l'environnement.

Droit de rétractation

Possibilité de revenir sur une décision déjà prise.

Durée légale du travail

Référence au temps pendant lequel un salarié peut légalement travailler.

E

Écoconception

Démarche qui consiste à concevoir des produits respectant les principes du développement durable et la protection de l'environnement.

Économie circulaire

Modèle économique dont l'objectif est de produire des biens et des services de manière durable, en limitant la consommation et les gaspillages de ressources (matières premières, eau, énergie) ainsi que la production des déchets.

Économie collaborative

Modèle socio-économique reposant sur l'échange ou le partage entre particuliers de services, de biens, de connaissances.

Économie d'usage (ou de fonctionnalité)

Location d'un bien pour l'utiliser plutôt que de le posséder. Le but étant de favoriser la mutualisation des biens, pour limiter la consommation de matière et d'énergie et encourager le développement durable.

Écolabel

Appellation officielle de reconnaissance de la qualité écologique des produits.

E-commerce

Commerce électronique, pratiqué par l'intermédiaire du réseau internet.

Économie linéaire

Type d'économie qui repose sur un modèle dit « linéaire ». Il consiste à extraire ou à récolter les matières premières. Il date de l'époque de l'industrialisation.

E-learning

Ensemble des solutions et moyens permettant l'apprentissage par des moyens électroniques.

Empreinte écologique

Outil de mesure, exprimée en hectares globaux, de la pression exercée par l'homme sur la nature.

Enseigne

Représentation figurative de l'entreprise.

Entente

Accord entre plusieurs entreprises dans le but de fausser le jeu de la concurrence.

Entreprise privée

Unité institutionnelle appartenant à des personnes autres que l'État, dont le but est de produire et de fournir des biens ou des services.

Environnement économique

Ensemble d'éléments conjoncturels (ex. : crise économique) et structurels (ex. : réglementation nationale).

Épargne

Part du revenu disponible non consommé.

État de droit

Système institutionnel dans lequel la puissance publique est soumise au droit.

Éviction

Reprise de la chose vendue par le propriétaire légitime.

Exécution d'un jugement

Application des décisions prises par le juge après signification du jugement aux parties.

Exportations

Ventes de biens et de services à l'étranger.

Externalisation

Acte par lequel l'entreprise confie tout ou partie du processus de production et/ou de commercialisation à une entreprise extérieure.

F

Facteur technique

Ensemble des biens de production et des équipements qui permettent à l'entreprise de produire des biens ou des services.

Facteur travail

Moyens humains indispensables à l'activité de production de biens ou de services de l'entreprise.

Fait

Événement volontaire ou involontaire qui engendre des conséquences juridiques qui n'ont pas été recherchées par les sujets de droit.

Filiale

Société dont plus de 50 % du capital appartient à une autre société qui la contrôle (société mère).

Flexibilité

Souplesse de l'organisation et des moyens de production d'une entreprise pour répondre aux fluctuations rapides de la demande et aux évolutions de l'environnement.

Flexibilité du travail

Organisation du travail visant à moduler le temps de travail en fonction des besoins.

Flux tendus

Méthode de production consistant à réduire à zéro les stocks de matières premières et de produits finis pour diminuer les coûts et minimiser les délais.

Fonction

Regroupement des activités d'une entreprise selon leur nature (ex. : fonction commerciale).

Force de loi

Acte ou décision qui s'impose à tous comme une loi.

Fordisme

Système de production industrielle mis au point par Henry Ford, fondé sur le travail à la chaîne, la standardisation des produits et une politique de hauts salaires.

Formation continue

Formation acquise par un salarié tout au long de son activité professionnelle.

Formation professionnelle

Dispositifs de formation permettant au salarié d'acquérir et de développer ses compétences professionnelles.

Formation tout au long de la vie

Principe de développement professionnel continu permettant à un individu ou un groupe de monter en compétence tout au long de sa vie professionnelle.

G

Gain de productivité

Surplus dégagé par l'amélioration de la productivité, c'est-à-dire lorsqu'on produit autant avec moins de facteurs de production ou lorsqu'on produit davantage avec autant de facteurs.

Gamme

Ensemble de produits fabriqués par une entreprise et répondant à des besoins différents du consommateur.

Garantie

Moyen juridique qui oblige celui qui transmet la propriété ou la jouissance d'un bien ou d'une créance à réparer le préjudice subi par le bénéficiaire de la transmission lorsque celui-ci n'obtient pas satisfaction de ce qu'il était en droit d'attendre.

Garde à vue

Maintien sur place ou dans les locaux de la police d'une personne pour les besoins d'une enquête.

Gestion des ressources humaines

Ensemble des pratiques mises en œuvre pour administrer, mobiliser et développer les ressources humaines impliquées dans l'activité d'une entreprise ou d'une organisation.

Gestion des stocks

Différentes méthodes qui consistent à assurer le niveau des stocks afin de répondre aux exigences du marché, tout en minimisant les coûts de stockage.

Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC)

Mode de management des ressources humaines qui consiste à identifier les besoins actuels et potentiels de l'entreprise et à envisager les solutions.

Gouvernance d'entreprise

Renvoi au système mis en place pour diriger et contrôler l'entreprise sur le long terme. La gouvernance protège les droits et les intérêts des actionnaires, mais également ceux des autres parties prenantes (managers, collaborateurs, clients, fournisseurs, banques...).

Grève

Cessation collective et concertée du travail pour obtenir une réponse à des revendications professionnelles.

H

Heures complémentaires

Heures de travail correspondant aux heures effectuées au-delà de la durée légale de travail pour un salarié ayant un contrat de travail à temps partiel.

Heures supplémentaires

Heures de travail effectuées au-delà de la durée légale de travail fixée actuellement à 35 heures par semaine.

Hiérarchie des normes

Classement hiérarchisé de l'ensemble des normes constituant le système juridique d'un État de droit.

I

Importation

Achat de biens et de services en provenance de l'étranger.

Incapacité

Inaptitude à bénéficier d'un droit et à l'exercer.

Indice de développement humain (IDH)

Indice qui permet de mesurer la qualité de vie à l'intérieur d'un pays en matière d'espérance de vie, d'alphabétisation, de scolarisation et du revenu par habitant en parité de pouvoir d'achat.

Indice des prix à la consommation (IPC)

Instrument de mesure de l'inflation qui permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages.

Inflation

Perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix, à distinguer de l'augmentation du coût de la vie. La perte de valeur des unités de monnaie est un phénomène qui frappe l'économie nationale dans son ensemble, sans discrimination entre les catégories d'agents.

Infraction

Violation d'une règle de droit, faute contre l'ordre public qui entraîne une peine proportionnelle à sa gravité (contravention, délit, crime).

Injonction

Procédure rapide qui permet d'obtenir l'exécution d'une obligation.

Innovation

Mise en œuvre industrielle ou commerciale d'une invention (utilisation d'un nouveau matériau, d'un nouveau procédé, d'un nouveau produit).

Investissement

Acte économique consistant, pour une entreprise, à acquérir des biens matériels ou immatériels afin d'améliorer ses performances ou sa capacité de production.

J

Juridiction

Formation comprenant un ou plusieurs magistrats qui ont pour mission de juger. On distingue principalement les tribunaux et les cours.

Jurisprudence

Ensemble des décisions rendues par les tribunaux.

Juste-à-temps (flux tendus)

Déclenchement de la fabrication à partir de la réception d'une commande client.

L

Liberté contractuelle

Droit de passer le contrat que l'on veut avec la personne de son choix.

Libertés et droits fondamentaux

Libertés et droits établis par la Constitution, la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, le préambule de la Constitution de 1946, la Charte de l'environnement, et les principes fondamentaux définis par ces textes.

Liberté syndicale

Droit pour le salarié d'adhérer ou non au syndicat de son choix, sans être inquiété.

Lien de subordination

Relation hiérarchique liant un salarié à l'autorité d'un employeur qui a le pouvoir de lui donner des ordres, des directives, d'en contrôler leur application et de le sanctionner s'il ne les respecte pas. C'est le critère qui caractérise tout contrat de travail.

Litige

Différend entre personnes ou contestation d'une décision de justice.

Lock-out

Fermeture temporaire de l'entreprise par l'employeur, en réponse à une grève illicite ou abusive ou lorsqu'il se trouve dans l'incapacité de fournir du travail aux salariés à la suite d'un phénomène extérieur et irrésistible (rupture d'approvisionnement, danger lié à la sécurité...).

Loi

Règle de droit écrite, de portée générale et impersonnelle qui s'applique à tous, sans exception.

M

Magistrat

Personne qui rend la justice (juge) ou défend la société (procureur de la République).

Management

Ensemble des techniques d'organisation et de gestion mises en œuvre pour administrer une organisation.

Manager

Personne qui gère une équipe et/ou une organisation.

Mandataire

Personne physique ou morale qui agit pour le compte d'une autre personne.

Marché

Lieu théorique de rencontre entre l'offre et la demande d'un produit.

Marge

Écart entre des produits et des charges.

Marque

Signe distinctif permettant d'identifier une entreprise et ses produits. La marque est protégée par un dépôt à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI).

Médiation

Procédure de règlement d'un conflit avec la possibilité pour les parties d'accepter ou de refuser la proposition du médiateur.

Métier

Activité exercée de façon habituelle, le plus souvent à but lucratif, mobilisant des savoirs et mettant en œuvre des compétences, des savoir-être et des savoir-faire.

Mise en demeure

Action du créancier demandant au débiteur l'exécution d'une obligation, par lettre recommandée ou par sommation d'huissier.

Mise en examen

Décision prise par un juge d'informer une personne qu'elle est soupçonnée d'avoir commis une infraction.

Mission

Ensemble des tâches de même nature ou visant un même objectif que doit exécuter un intérimaire.

Monopole

Structure de marché dans laquelle un vendeur fait face à une multitude d'acheteurs.

Moyens de preuve

Moyens par lesquels les parties au procès peuvent prouver un acte ou un fait (aveu, écrit, serment, témoignage, présomption de faits).

N

Négociation

Discussion obligatoire ou non sur des sujets sociaux particuliers dans le but d'aboutir à des accords.

Négociation collective

Discussion entre des représentants des chefs d'entreprises et des salariés dans le but de conclure un accord ou une convention.

Nomenclature d'activités française (NAF)

Codification statistique nationale des activités.

Nomenclature FAP

Regroupement des emplois types en domaines professionnels, familles et sous-familles.

Non-discrimination à l'embauche

Principe selon lequel il est interdit à l'employeur de prendre en compte certains éléments inhérents à la personne du salarié (origine, âge, sexe...) ou à ses activités, lors d'une procédure de recrutement.

Norme (ISO ou Afnor)

Certification de qualité pour des produits ou des procédures.

Notoriété

Connaissance que le consommateur a du produit, de la marque ou de l'enseigne.

O

Objectifs de développement durable (ODD)

Concept utilisé pour désigner les dix-sept objectifs établis par les États membres des Nations unies. Il définit des cibles à atteindre à l'horizon 2030, répondant aux objectifs généraux suivants : éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes et dans tous les pays, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous.

Obligation

Engagement qui découle d'un contrat : donner, faire ou ne pas faire.

Obligation de moyens

Obligation pour le débiteur de tout mettre en œuvre pour aboutir à un résultat sans pour autant le garantir. Pour être indemnisé, le créancier doit prouver que l'inexécution est due à la faute du débiteur.

Obligation de résultat

Obligation pour le débiteur d'aboutir au résultat pour lequel il s'est engagé. Pour être indemnisé, le créancier doit seulement établir que le résultat n'est pas atteint.

Offre

Ensemble des producteurs et des distributeurs d'un produit.

Oligopole

Marché sur lequel un petit nombre de vendeurs se trouvent face à une multitude d'acheteurs.

Ordonnance

Décision prise par un juge ou mesure prise par le gouvernement dans des matières relevant normalement du domaine de la loi.

Organisation privée

Unité institutionnelle (ou structure) dont le but est de commercialiser des biens ou des services afin de réaliser un bénéfice.

Organisation professionnelle

Structure dont l'objet est la défense des intérêts de leurs membres (ex. : syndicat, ordre professionnel).

Organisation publique

Unité institutionnelle (ou structure) détenue majoritairement par l'État, dont le but est de satisfaire l'intérêt général et de répondre aux besoins des usagers (production de services non marchands).

P

Parcours emploi compétences

Dispositif destiné à développer des compétences transférables et inclure durablement dans l'emploi les personnes les plus éloignées du marché du travail.

Parquet (ou ministère public)

Ensemble des magistrats (procureurs, substituts) chargés de veiller à l'application de la loi, au nom de la société, et de réclamer une sanction.

Part de marché d'une entreprise

Rapport entre le nombre de produits vendus par une entreprise et l'ensemble des produits vendus par toutes les entreprises sur un marché donné.

Partenaires sociaux

Représentants des syndicats de salariés et des organisations patronales qui participent à la négociation collective et à la gestion de certains organismes paritaires (ex. : Unedic, régime de retraite complémentaire).

Participation

Redistribution au personnel d'une partie du bénéfice réalisé dans l'entreprise (régime obligatoire à partir de 50 salariés).

Parties au procès

Différentes personnes actrices d'un litige judiciaire.

Performance

Mesure opérée à partir d'indicateurs et de critères (financiers, économiques, sociaux) et qui permet d'apprécier la situation de l'entreprise.

Période d'essai

Période qui précède généralement l'embauche définitive et qui permet à l'employeur de contrôler les compétences du salarié et au salarié de vérifier si le poste répond à ses attentes. Pendant cette période, chacun peut rompre en principe le contrat sans motif ni procédure.

Personnalité juridique

Aptitude à être titulaire de droits et débiteur d'obligations.

Personne morale

Groupement de biens ou de personnes qui jouit d'une personnalité juridique différente des membres qui la composent.

Personne physique

Individu ayant la personnalité juridique (tout individu est une personne physique).

Place de marché (*market place*)

Application web commerciale qui fournit des biens ou des services via des tiers.

Plan de développement des compétences

Document qui rassemble l'ensemble des actions de formation retenues par l'employeur pour son personnel (cadre et non cadre).

Politique économique

Ensemble des objectifs, des décisions et des mesures prises ou envisagées par le gouvernement pour diriger le pays.

Population active

Ensemble des personnes qui exercent ou cherchent à exercer une activité professionnelle rémunérée ; elle comprend donc aussi bien la population active occupée que la population sans emploi en recherchant un.

Position dominante d'une entreprise

Situation de puissance économique détenue par une entreprise sur les autres et/ou envers les consommateurs lui permettant d'agir librement sur un marché.

Pourvoi en cassation

Recours contre la décision d'une cour d'appel, d'une cour d'assises ou d'un tribunal qui a jugé en dernier ressort.

Pratique commerciale déloyale

Pratique commerciale qui altère ou est de nature à altérer de manière substantielle le comportement économique du consommateur (ex. : pratiques trompeuses et agressives).

Préjudice

Atteinte aux droits d'une personne.

Prélèvements obligatoires

Total des impôts et cotisations sociales prélevés par l'État et les organismes sociaux.

Premier ressort

Jugement rendu par une juridiction du premier degré avec possibilité d'appel, par opposition au jugement rendu en premier et dernier ressort.

Preuve

Démonstration de la réalité d'un fait, d'un état, d'une circonstance ou d'une obligation.

Preuve imparfaite

Preuve discutable qui peut être appréciée librement par le juge.

Prime

Accessoire du salaire versé en raison d'une qualité personnelle, d'un effort particulier ou lié aux conditions de travail.

Prise de participation

Acquisition d'une part significative du capital d'une société.

Prix

Valeur monétaire d'un bien ou d'un service.

Prix de vente

Prix proposé par le vendeur et payé par l'acheteur.

Prix psychologique (ou prix d'acceptabilité)

Prix que le consommateur est prêt à payer pour un bien ou un service déterminé.

Procédure

Ensemble des règles d'organisation judiciaire, de compétence, d'instruction des procès et d'exécution des décisions de justice.

Production marchande

Fourniture de biens ou services destinés à être vendus sur un marché à un prix résultant de la rencontre entre l'offre et la demande.

Production non marchande

Fourniture d'un produit ou d'un service de façon gratuite ou dont le prix n'excède pas la moitié du coût de production.

Productivité

Indicateur de performance permettant de mesurer la rentabilité des facteurs de production.

Productivité du travail

Quantité produite par heure, obtenue par un rapport entre la production et le nombre d'heures que nécessite la réalisation de cette production.

Produit intérieur brut (PIB)

Somme des valeurs ajoutées produites par les entreprises d'un même territoire (par exemple en France), que celles-ci soient françaises ou étrangères.

Profil de poste

Analyse des qualités, des compétences spécifiques et des traits de personnalité que doit présenter un candidat à un emploi.

Profit

Gain, avantage financier que l'on retire d'une chose ou d'une activité.

Progrès technique

Mouvement général d'amélioration des conditions de production de biens et de services grâce à la recherche et aux innovations.

Promotion professionnelle

Affectation ou accession d'un salarié à une fonction plus importante sur le plan hiérarchique ou des responsabilités.

Publicité mensongère

Publicité qui, potentiellement ou de fait, induit en erreur ou affecte le jugement du consommateur ou qui, pour ces raisons, porte préjudice à un concurrent.

Propriété

Droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements.

Q

Qualification

Qualités requises pour un poste de travail. Titre ou diplôme attestant d'un savoir ou d'une compétence.

Qualification professionnelle

Capacité à exercer un métier ou un poste de travail.

R

Recours

Procédure qui permet d'obtenir un nouvel examen d'une décision prise par une juridiction. Les voies de recours sont l'appel et le pourvoi en cassation.

Recrutement

Ensemble des actions mises en œuvre pour trouver un candidat correspondant aux besoins et aux compétences requises pour exercer un travail à un poste donné, dans une organisation donnée.

Recrutement externe

Intégration de personnel nouveau au sein d'une organisation, de manière définitive ou temporaire.

Recrutement interne

Proposition d'un emploi nouveau à un salarié de l'organisation, par mutation ou par promotion interne.

Redistribution

Mécanisme fiscal visant à aider les plus défavorisés ; qui comprend une phase de prélèvement et une phase de redistribution de revenus ou de mise à disposition de moyens.

Référé

Procédure rapide et simplifiée, ouverte en cas d'urgence, permettant de prendre des mesures immédiates.

Refus de vente

Action délictueuse qui consiste à refuser sans motif légitime la vente d'un produit.

Règlement général sur la protection des données (RGPD)

Règlement de l'Union européenne constituant le texte de référence en matière de protection des données à caractère personnel.

Régulation

Toute intervention réalisée dans le cadre d'une action appropriée en vue de maintenir ou de rétablir l'état souhaitable ou acceptable d'un système économique ou social.

Rémunération

Contrepartie du travail du salarié, somme d'argent versée par l'employeur au salarié et éventuellement avantages en nature.

Rentabilité

Rapport entre les revenus d'une société et les sommes qu'elle a mobilisées pour les obtenir.

Repos compensateur

Repos obligatoirement accordé au salarié en compensation des heures supplémentaires effectuées au-delà du contingent annuel.

Réserve

Quantité d'argent que l'entreprise conserve pour pouvoir l'utiliser en temps utile.

Résiliation du contrat

Rupture et suppression des effets du contrat pour l'avenir.

Résolution du contrat

Annulation avec effet rétroactif, comme si le contrat n'avait pas existé.

Responsabilité

Obligation de réparer une faute de nature pénale ou civile.

Responsabilité civile

Responsabilité des dommages, issus d'une action, volontaire ou non, ou de l'absence d'une action notifiée dans un contrat. Elle nécessite la présence de trois éléments : une faute, un dommage et un lien de causalité entre la faute et le dommage.

Responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE)

Engagement pour les entreprises à intégrer les préoccupations sociales, environnementales et économiques dans leurs activités et dans leurs interactions avec leurs parties prenantes sur une base volontaire.

Ressources humaines

Ensemble du personnel d'une organisation (les effectifs).

Revenu

Ensemble des ressources qu'un individu ou une entreprise perçoit sur une période donnée sans prélèvement sur son patrimoine.

Revenu disponible

Revenu dont dispose réellement un ménage pour consommer et épargner, après opérations de redistribution.

Revenu de transfert

Revenu résultant du mécanisme de la redistribution et versé principalement aux ménages sous forme de prestations sociales.

Revenu indirect

Revenu versé au titre de la redistribution (pension de retraite, indemnités de chômage, prestations familiales...) et financé par les prélèvements (cotisations sociales et impôts).

Revenu primaire (revenu direct)

Revenu provenant du travail (salaire) ou de la propriété (loyer), ou des deux à la fois (profit de l'entrepreneur individuel).

S

Salaire au mérite

Part du salaire basée sur la performance individuelle du salarié évaluée en fonction des résultats qu'il a obtenus, des efforts qu'il a faits, du degré d'atteinte des objectifs qui lui ont été fixés.

Salaire brut

Salaire avant déduction des cotisations sociales et versement des prestations sociales.

Salaire de base

Salaire mensuel brut avant déduction des cotisations et ne prenant pas en compte les heures supplémentaires ni les primes.

Salaire net

Salaire effectivement perçu par le salarié.

Sanction disciplinaire du travail

Mesure prise par l'employeur suite au comportement fautif d'un salarié.

Secteur

Ensemble des entreprises ayant la même activité principale.

Solde commercial

Différence entre les exportations et les importations de biens et services.

Solde extérieur

Différence entre la valeur des exportations et celle des importations de biens et services.

Sous-traitance

Acte par lequel l'entreprise confie à une entreprise sous-traitante tout ou partie d'une opération de production ou de commercialisation dans le cadre d'un cahier des charges précis.

Standardisé

Qualificatif attribué à un produit qui correspond à des règles précises de fabrication.

Statut de l'indépendant

Statut selon lequel le travailleur indépendant n'est pas lié par un contrat de travail avec l'entreprise ou la personne pour laquelle il exécute sa mission, mais travaille pour son propre compte et de manière autonome.

Statut du salarié

Convention par laquelle une personne physique, le salarié, met son activité professionnelle au service d'une autre personne morale ou physique, l'employeur, sous la subordination de laquelle elle se place, moyennant une rémunération.

Stratégie

Art de combiner ses atouts pour déboucher sur une situation optimale.

Structure

Regroupement des différents organes de l'entreprise et identification des relations entre eux (hiérarchiques ou fonctionnelles).

Syndicat

Personne morale dont l'objectif est la défense des droits et des intérêts professionnels de ses adhérents.

T

Tableau de bord

Outil d'analyse et de suivi de la situation de l'entreprise, de mesure de sa performance et d'aide à la prise de décision, souvent élaboré en fonction de quatre orientations : les finances, les clients, l'organisation interne et l'innovation.

Taylorisme

Organisation scientifique du travail et de la production conçue par F. W. Taylor qui repose sur la parcellisation des tâches et la division du travail.

Télétravail

Fait de travailler pour son employeur depuis son domicile ou d'un lieu autre que les locaux de l'entreprise.

Temps de travail effectif

Temps pendant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur et doit se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles.

Traité

Convention entre différents États.

Traité international

Règle de droit négociée par plusieurs États dans le but de s'engager les uns envers les autres dans des domaines définis (défense, commerce...).

Travail collaboratif

Travail réalisé en commun par plusieurs personnes qui mutualisent leurs connaissances et leurs compétences, s'organisent et coordonnent leurs actions pour obtenir un résultat dont elles sont collectivement responsables.

Travailleur non salarié

Chef d'entreprise qui n'a pas le même statut que celui d'un salarié, personne physique qui exerce une activité non salariée, qu'elle soit à vocation commerciale, artisanale ou même libérale.

U**URSSAF**

Acronyme désignant l'union de recouvrement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, organisme chargé de collecter les cotisations salariales et patronales et les contributions pour financer la Sécurité sociale.

Usage

Règle de droit non écrite qui s'est établie par une pratique d'application générale répétée.

V**Valeur ajoutée**

Richesse réellement créée par une entreprise, calculée par différence entre la valeur de sa production et la valeur des biens et services intermédiaires utilisés.

Validation des acquis de l'expérience (VAE)

Droit inscrit dans le Code du travail, qui permet de faire valider les acquis de son expérience en vue d'obtenir un diplôme, un titre à finalité professionnelle ou un certificat de qualification.

Vice caché

Défaut de la chose qui la rend impropre à l'usage auquel on la destine ou diminue tellement cet usage que l'acheteur ne l'aurait pas acquise ou n'en aurait donné qu'un moindre prix.

Vice du consentement

Événement qui fausse l'acceptation du contrat et peut entraîner son annulation (erreur, dol, violence).

Voie de recours

Moyen mis à la disposition des parties pour obtenir un nouvel examen de l'affaire jugée.

Crédit iconographique

p. 9 : **Gettyimages**/ph© kjschraa / **stock.adobe.com** ; p. 12 : ph© Ariwasabi ; ph© mma23 ; ph© Alexander Rath ; ph© ivanko80 ; p. 13 : © Nizwa Design ; © mallinka1 ; © sljubisa ; p. 14 : ph© KB3 ; p. 19 : ph© Africa Studio ; © ALF photo ; p. 24 : ph© Drone First ; ph© Jeanette Dietl ; p. 26 : ph© Monkey Business ; p. 28 : ph© estradaanton ; ph© dima_sidelnikov ; ph© NicoElNino ; p. 32 : ph© lazyllama ; p. 33 : ph© scorcom ; p. 34 : ph© tangofox ; p. 36 : © Onidji ; p. 39 : © Tarik GOK ; ph© Daisy Daisy ; p. 40 : ph© Agence73Bis ; p. 42 : ph© Joachim Martin ; p. 46 : ph© zinkevych ; p. 48 : ph© Uolir ; p. 52 : ph© Freedomz ; p. 54 : ph© Pictures news ; p. 56 : ph© VadimGuzhva ; ph© DURIS Guillaume ; ph© Drobot Dean ; ph© vesnafoto ; ph© goodluz ; ph© Pavel Losevsky ; p. 58 : ph© rocketclips ; ph© Kadmy / p. 59 : © Alexia/Agence L'un & L'autre / **stock.adobe.com** ; p. 60 : ph© lightpoet ; p. 61 : ph© Jérôme Rommé ; p. 62 : © kalou1927 ; p. 64 : ph© BillonPhotos.com ; ph© MNStudio ; p. 66 : ph© Racle Fotodesign ; ph© Drobot Dean ; ph© Drobot Dean / p. 73 : ph© aureliefrence/**Gettyimages** / **stock.adobe.com** ; p. 76 : ph© rocketclips ; ph© goodluz ; p. 84 : ph© illustrez-vous ; p. 89 : ph© electriceye ; p.105 : ph© wladimir1804 ; p. 110 : ph© ALF photo / p. 111-112 : © Alexia/Agence L'un & L'autre / **stock.adobe.com** ; p. 119 : ph© momius ; ©Jérôme Rommé ; ©guillaume_photo ; p. 125 : ph© Seventyfour ; p. 126 : ph© bepsphoto / **stock.adobe.com** ; p. 131 : © ALF photo ; ph© Bloomberg ; p. 134 : ph© Monster Ztudio ; p. 136 : ph© Thierry Mouny ; ph© Eléonore H ; ph© visivasnc ; p. 140 : ph© olympus E5 ; p. 141 : ph© baramееfotolia / p. 142 : © Alexia/Agence L'un & L'autre / p.154 © Groupe-Rocher / **stock.adobe.com** ; p.155 : ph© raskjaer ; p.157 : © valikalina ; ©alekseyvanin ; ©beguima / p. 158 : © Alexia/Agence L'un & L'autre / p. 160 : © Fromagerie Bel ; © Groupe Frayssinet / p. 162 : © Luxor-Lighting / p.163 ©agridées – Société des Agriculteurs de France / p. 164 : © Agence LUCIE / **stock.adobe.com** ; p.168 : ph© venimo ; p.169 : © Logostylis ; p. 170 burdun ; p. 172 : © j-mel ; p. 173 ph© pressmaster ; p. 174 Elena Abrazhevich ; © kotoyamagami ; p. 175 : © Sikov ; ph© Onidji / p.176 : ph© Stephen Brashear/**Getty Images/AFP** ; p. 179 : ph© Bloomberg/**Gettyimages** p. 181 : **stock.adobe.com**/ph© fizkes / p. 182 : ©Matthieu Lépine@DuAccident – D.R. / **stock.adobe.com** ; p. 190 : © bakhtiarzein ; ph© morane ; ph©NewFabrika ; ph©funfunphoto ; p. 191 : ph© vectorfusionart ; p. 197 : ph© Adrian ; p. 198 : ph© rangizz ; p. 200 : ph© Mykola ; p. 202 : ph© HJBC / © Libération / p. 206 © Charente Libre / p. 210 : ph© jergA ; p. 212 : ph© creativenature.nl ; p. 217 :ph© Olivier Le Moal ; p. 226 :ph© fotogestoeber ; © wei ; ph© Warakorn ; © Feodora ; ph© jakkaje8082 ; © cacaroot ; ph© farizun amrod ; p. 227 : © shimako ; p. 230 : ph© Saltodemata ; p. 232 ; ph© metamorworks ; p. 233 : © Frédéric Massard ; p. 234 : ph© ant ; ph© Tiko ; p. 235 : © DURIS Guillaume ; p. 236 : © nadia_snopek ; p. 238 : ph© Richard Villalon ; p. 240 : ph© Fotolia RAW ; ph© Natee Meepian ; : ph© DragonImages ; : ph© Atlantis ; p. 242 : © Jérôme Rommé ; p. 245 : ph© djile ; p. 246 : ph© Monkey Business / p. 248 : © Job dating-Mission Locale de Saint Etienne et couronne stéphanoise / p.250 © Visactu / **stock.adobe.com** ; p. 251 : ph© pressmaster / p.257 © CPformation / p.258 : © Skilltroc / © Unow.fr / p. 259 : ph© VectorMine ; p. 260 : ph© Rawpixel.com ; p. 265 : ph© danielabarreto ; p. 266 : ph© Daniel Ernst ; p. 271 : ph© New Africa ; p. 272 : ph© Richard Villalon